

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA QUESTION
DES
FERMIERS GÉNÉRAUX

EN FRANCE & A L'ÉTRANGER
(Étude d'Économie rurale).

Thèse pour le Doctorat

Soutenue et présentée le Mercredi 11 juin, à 1 h. 1/2.

PAR

M. Benoît RAMBAUD

Ingenieur agricole.

Répétiteur d'Économie rurale à l'École de Grignon.

Président: M. HITIER, professeur.

*Suffragants: { M. SOUCHON, professeur.
 { M. TRUCHY, professeur.*

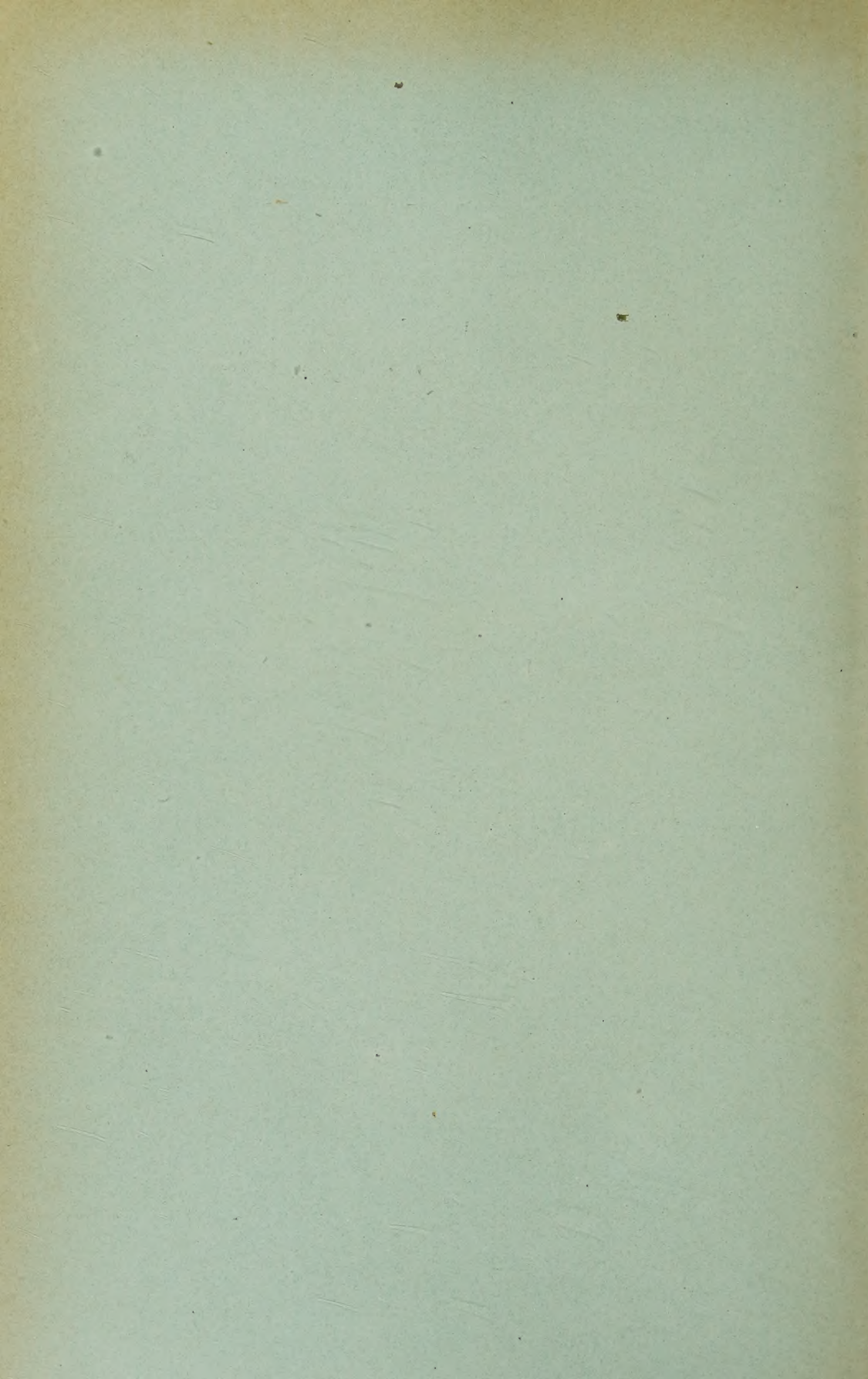
PARIS

A. PEDONE, Éditeur,

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1913



LA
QUESTION DES FERMIERS GÉNÉRAUX

EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

(Étude d'Économie rurale).

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA QUESTION
DES
FERMIERS GÉNÉRAUX

EN FRANCE & A L'ÉTRANGER
(Étude d'Économie rurale).

Thèse pour le Doctorat

Soutenue et présentée le Mercredi 11 juin, à 1 h. 1/2.

PAR

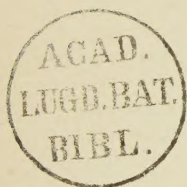
M. Benoît RAMBAUD

Ingénieur agricole.

Répétiteur d'Économie rurale à l'École de Grignon.

Président: M. HITIER, professeur.

*Suffragants: { M. SOUCHON, professeur.
 { M. TRUCHY, professeur.*



PARIS

A. PEDONE Éditeur,

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

—
1913

Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MA MÈRE

En témoignage de ma piété filiale.

AVANT-PROPOS

Notre étude du fermage général portera principalement sur quatre pays : la France, l'Italie, la Roumanie et l'Irlande.

L'existence des fermiers généraux nous est signalée ailleurs : en Autriche, en Hindoustan (les *zémindars*) aux Hébrides (les *tacksmen*), etc. A cela rien de surprenant, puisque la grande propriété et l'absentéisme, facteurs déterminants du fermage général, se retrouvent presque partout. Le fermier général est essentiellement l'individu qui afferme une portion du territoire agricole pour en confier l'exploitation, soit à des métayers, soit à des fermiers. Les grands propriétaires absentéistes, les personnes morales,

ont eu naturellement recours aux services de tels intermédiaires.

Nous tenons à déclarer dans cet avant-propos que les fermiers généraux, pris individuellement, ne nous intéressent guère. Nous connaissons certains d'entre eux qui sont de parfaits agriculteurs et des hommes très humains. Mais ils ne sont que l'exception. La règle veut que les fermiers généraux, naturellement très âpres au gain, soient des intermédiaires, que les métayers jugent inutiles et durs. Nous condamnons le fermage général.

A la disparition de ce système tout le monde gagnera :

Les bons fermiers généraux deviendront d'excellents fermiers.

Les métayers, s'ils sont organisés, acquerront plus d'indépendance et plus de bien-être.

Les charges de la collectivité s'en trouveront allégées.

LIVRE I

La Question du Fermage général en France.

SECTION I

Le Fermage général sous l'Ancien Régime.

CHAPITRE I

Ses conditions d'existence. — L'existence du fermage général exige la réunion de deux conditions principales : 1^o la grande propriété ; 2^o l'absentéisme des propriétaires. Dans les derniers siècles qui précèdent la Révolution, ces deux conditions étant réunies, le fermage général est en France très répandu.

Les grands propriétaires fonciers appartiennent aux

deux ordres privilégiés : noblesse et clergé. La richesse immobilière de l'Eglise surtout est considérable ; elle se maintient ainsi jusqu'à la Révolution, tandis que celle de la noblesse passe progressivement dans les mains du tiers-état. La vie de cour est ruineuse et la nouvelle aristocratie de la fortune, la bourgeoisie qui s'est levée au cours du XVIII^e siècle, peut offrir abondamment aux nobles endettés, besogneux, en échange de leurs terres, de l'argent gagné dans le commerce et dans l'industrie.

Un gros tiers, et peut-être la moitié, d'après M. Jaurès, la moitié, suivant M. Kareiew, du territoire de la France appartient à la noblesse et au clergé. Le faire valoir indirect est donc très répandu. Il doit nécessairement dépasser la moitié et même atteindre, d'après M. Kareiew, les quatre cinquièmes du territoire.

Mais si la propriété paraît être très concentrée et ce, malgré l'existence d'une « immensité » de très petits propriétaires fonciers, la culture se trouve, au contraire, très morcelée. Le métayage est le principal mode de faire valoir indirect adopté. Arthur Young estime aux sept huitièmes, Turgot aux quatre septièmes, Smith aux cinq sixièmes du territoire français l'étendue occupée par le métayage associé à la petite culture.

La grande culture ne se développera que dans le dernier quart du XVIII^e siècle. Dans le nord de la France, il arrivera souvent que plusieurs petites exploitations se fondront en une seule, malgré les protestations des mo-

destes paysans condamnés ainsi à l'émigration et au salariat. Ce seront les premières manifestations révolutionnaires d'un capitalisme agricole, jeune, mais hardi.

Cette invasion de la culture de certaines régions, par les grands fermiers exploitants, aura pour effet de refouler, de réduire l'ancien système de fermage général parasitaire faisant valoir à l'aide de métayers mal outillés et pauvres.

Ainsi la très grande propriété et la très petite culture sont deux caractères incontestables de l'économie agraire du XVIII^e siècle ; l'absentéisme des propriétaires en est un troisième aussi notoire.

Les riches propriétaires ne résident pas dans leurs domaines. Ils sont à la Cour, dont ils ont appris le chemin depuis longtemps déjà. A mesure que la noblesse perd ses droits politiques, à mesure que la capitale, cœur et cerveau de la France unifiée, centralisée, se développe, le courant migratoire s'accélère et s'élargit. Nobles et dignitaires ecclésiastiques abandonnent peu à peu leurs manoirs et leurs bénéfices. « Dès le XIV^e siècle, écrit Dareste, les princes du sang et les grands feudataires avaient des hôtels à Paris. Leur exemple descendit successivement dans les autres rangs de la noblesse. Depuis le règne de François I^{er}, la Cour attira davantage, mais ce fut surtout après les guerres de religion que la noblesse, ayant perdu ses anciens pouvoirs et vu diminuer la considération que jusqu'alors la propriété territoriale et le séjour des châteaux lui avait donnée, se laisse plus vive-

ment solliciter par l'attrait de la Cour, le goût du luxe et des plaisirs et de nouveaux besoins de convention. Ce fut alors que l'absentéisme prit de redoutables proportions. » Les riches bourgeois des campagnes ne tardèrent pas, d'ailleurs, à venir grossir l'armée des « déracinés ».

C'est en vain qu'on essaiera de remonter le courant ; moralistes, économistes, poètes s'y emploieront sans résultats. Ils auront beau « montrer les avantages », « dire l'indépendance », « vanter les charmes », « chanter les délices » de la vie champêtre, rien n'y fera. Les auteurs agricoles tels que Belon, Mizauld, Charles Etienne, Elie Vinet, Olivier de Serres montreront aux gentilhommes les profits d'une sage administration directe de leurs domaines.

Les moralistes avec Tavanne, Monluc, Henri Etienne parleront abondamment des dangers, des ridicules, des mœurs mauvaises de la Cour.

Les poètes Rapin, Desportes Vauquelin de la Fresnaie adjureront leurs contemporains de ne pas se laisser

... allicher des trompeuses syrènes,

Dont les cours de nos roys et des princes sont pleines,

l'aristocratie foncière, sourde et aveugle, ne reculera pas d'un jour la date de sa désertion.

Le marquis de Mirabeau n'aura pas plus de succès quand il prêchera le retour à la terre. La force d'attraction de la Cour est irrésistible. Tout ce qui est riche, ou conserve les apparences de la puissance gravite autour

du Roi. « Le trône n'est entouré que de nobles ruinés. »

Il faut l'exil, déclare Young, pour forcer la noblesse française à faire ce que les Anglais font de préférence : résider sur leurs domaines pour les embellir.

L'Eglise suit le mouvement : « Les abbés commendataires, les évêques et archevêques ne résident guère ; les grands vicaires et chanoines sont dans les grandes villes.

« Il ne reste dans les campagnes que les gentilshommes que la médiocrité de la fortune empêchait de sortir. Souvent obérés et besogneux, ils vivaient fort chichement dans leurs châteaux, ne songeant qu'à y amasser de l'argent qu'ils allaient dépenser l'hiver à la ville. Le peuple qui, d'un mot, va souvent droit à l'idée, avait donné à ces petits gentilshommes le nom du moins gros des oiseaux de proie : il les avait nommés les hobereaux. »

Les effets de cet absentéisme intense furent en tout point désastreux, et pour le paysan abandonné aux mains d'intermédiaires rapaces, et pour la culture systématiquement appauvrie. Taine estime « qu'un tiers du sol de la France déserté comme l'Irlande était aussi mal soigné, aussi peu productif que l'Irlande aux mains des riches absentes, évêques, doyens et nobles anglais » (1).

C'est qu'en effet, pour que le paysan s'élève dans le bien-être, il faut que son travail soit rémunéré largement et qu'il puisse bénéficier des améliorations qu'il procure

(1) TAINÉ, *L'ancien régime*.

au sol. Pour que l'agriculture progresse, il est de toute nécessité que cette portion du produit d'un travail antérieur, le capital, soit dépensé sur le lieu même de sa naissance, en perfectionnements des moyens de production. « Si les champs étaient plus souvent habités par ceux qui en dévorent les fruits, écrit en 1787, l'abbé de la Bintinaye, . . . on trouverait à peine des malheureux ».

Or, le paysan ne pouvait être traité avec quelques ménagements, l'agriculture ne pouvait prétendre à de sérieux progrès, puisque les propriétaires dépensaient, au-delà de leurs rentes à mener dans les villes une vie d'oisiveté et de parade. Leur unique souci était de toucher régulièrement un chiffre déterminé de revenus. La condition des paysans ? l'état du sol ? préoccupations lointaines et fugitives, auxquelles il n'était pas de bon ton de s'arrêter sérieusement. Mais le moyen de réaliser la fixité, la régularité, la ponctualité dans la perception de ses revenus ? Le fermier général, à la fois administrateur, percepteur et payeur, qu'il ne faut pas confondre comme on a tenté de le faire, avec le fermier exploitant. « Il ne faut pas confondre, disait déjà Turgot, les fermiers exploitants avec les fermiers qui afferment en totalité les terres de la majorité des seigneurs. Ils reçoivent les rentes payées par les censitaires, règlent les comptes des métayers, et assurant les risques des rentrées payent une somme fixe au propriétaire. Quant à eux-mêmes ils ne sont point cultivateurs, et ne cultivent rien pour leur propre compte ».

Origine du fermage général. — L'habitude est très ancienne chez les grands propriétaires fonciers de se décharger de l'administration de leurs biens sur des intermédiaires salariés ou non.

Dans la période gallo-romaine les *procuratores*, sous la monarchie franque, les *maiores*, les *judices*, secondés par des agents subalternes, gèrent au nom de l'Eglise, des seigneurs ou du roi, les domaines agricoles. Mais tous ne sont que des intendants, des mandataires salariés. Ils se signalent déjà par les abus qu'ils commettent.

Sous la Féodalité, bien des obstacles s'opposent à l'administration directe du seigneur : les expéditions militaires, les obligations de la vie religieuse, les devoirs de cour, les préjugés.

Le nombre des administrateurs dépend de l'importance des domaines.

Sur une propriété un peu étendue nous retrouvons l'ancien *Villicus*, portant depuis la période franque le nom de maire. C'est un serf. Ses fonctions sont multiples, à la fois, judiciaires et financières. Il gère le domaine, préside aux travaux, perçoit les redevances, avec l'aide des mêmes agents subalternes que ceux de la période précédente. Sa rétribution se compose : 1° d'une part des redevances en argent et en nature, perçues sur les tenanciers ; 2° d'une portion des amendes auxquelles ces derniers sont par lui condamnés ; 3° le seigneur lui cède la possession d'une certaine quantité de terres.

Dans les domaines plus étendus, apparaît un officier de police rurale, le *prévôt*, dont l'origine remonte aux premiers Capétiens. L'Eglise possédait depuis longtemps cette sorte d'intendant, appelé *præpositi* (1).

Le prévôt exerce lui aussi des fonctions variées : administratives, judiciaires, militaires et financières. Ces dernières sont certainement les plus importantes. Il contrôle l'administration des maires et de leurs agents, encaisse et verse au trésor seigneurial ou royal, tous les revenus : cens, redevances, amendes, droits de relief, de mutation, péages, etc., inscrits sur un registre spécial appelé polyptique.

Les mairies et les prévôtés ne tardèrent pas à être érigées en offices, d'abord viagers, puis héréditaires. Les rois résistèrent toujours à la tendance à l'inféodation des charges prévôtales en ne les conférant que pour un temps court, et à un titre spécial. Les prévôtés furent affermées. « On adjugeait à une personne pour un temps déterminé et pour une certaine somme, le droit de percevoir tous les revenus royaux de la prévôté ; et l'adjudicataire pour le temps du bail était nommé prévôt ; c'était une application de la ferme de l'impôt » (2).

Quelquefois un syndicat de fermiers se formait pour la prise en ferme d'une seule prévôté ; parfois, au contraire, une seule personne se rendait adjudicataire de plusieurs charges prévôtales.

(1) ESMEIN, *Cours d'histoire du droit français*.

(2) Id.

Le fermage des terres paraît bien n'avoir pas été à l'origine, accessible aux paysans. Ce n'est que tard, vers la fin du XIII^e siècle, que les fermes seront données à des paysans (1).

L'affermage des revenus seigneuriaux donna lieu à de nombreuses vexations et exactions, rendues faciles par le cumul dans les mains du fermier général des fonctions judiciaires, administratives et financières. En 1302, une ordonnance de Philippe le Bel enlève aux prévôts fermiers le droit de fixer les amendes, le plus souvent arbitraires. D'autres ordonnances viennent réglementer minutieusement les adjudications. Mais cela ne suffit pas. « Le seul moyen de purifier l'administration des prévôts était de donner les prévôtés non pas à ferme, mais en régie, en *garde* ». Dès 1265, la prévôté de Paris est donnée en garde pour la première fois, à Etienne Boileau. Mais la réforme ne s'opère que très lentement, car à la fin du XV^e siècle on trouve encore des prévôtés en ferme (2).

Dans les très grandes seigneuries, la haute administration appartient, dès le XII^e siècle, à des personnes investies d'une dignité supérieure ; ce sont les *baillis* ou *sénéchaux*, dont la fonction est de surveiller les prévôts, et de concentrer les recettes effectuées par ces derniers.

(1) Voir H. SÉE. *Les classes rurales au Moyen-Age*. BAUDRILLART : *Les populations agricoles de la France, Normandie et Bretagne*.

(2) ESMEIN, *op. cit.*

La royauté ne donna jamais les bailliages à ferme. Les baillis ne furent nommés qu'à titre viager ou pour un temps déterminé.

Au cours des temps, le rôle des prévôts et des baillis subit de profondes transformations ; ces officiers perdent leurs attributions financières au profit des receveurs, des trésoriers et des chambres des comptes. La ferme des revenus domaniaux et une partie des impôts passent aux mains de financiers de grande envergure : les célèbres fermiers généraux des finances dont le nombre se réduit en 1789, à 44, payant 127 millions de ferme.

Nous pouvons dès à présent, marquer l'étroite parenté des fermiers généraux de l'agriculture des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, d'abord, avec les prévôts-fermiers de l'époque féodale, puis, avec les fermiers généraux de l'impôt de la fin de l'ancien régime. Les prévôts sont des ancêtres certains des deux autres catégories d'intermédiaires, identiquement dénommés contractant, de la même façon les uns avec l'Etat, les autres avec les seigneurs laïcs et ecclésiastiques. Ce qui fortifie leur parenté, c'est la similitude des intérêts dont ils se chargent à forfait. Les fermiers généraux des finances prennent en ferme les impôts et le domaine de l'Etat ; les fermiers généraux de l'agriculture afferment non seulement les terres, mais encore les redevances, rentes, droits de toutes sortes des ordres privilégiés.

Après la chute de la féodalité, les seigneurs et les

administrateurs ecclésiastiques ne cesseront pas de recourir pour la gestion de leurs biens, au moyen commode constitué par le système de la ferme générale. A côté de l'intendant, administrateur salarié, on trouvera toujours les fermiers généraux, et la pratique s'accroîtra à partir de la fin du XVI^e siècle, à mesure que les seigneurs désertèrent les campagnes pour aller vivre à la Cour.

Pour établir la généralité de l'emploi de ces intermédiaires, il nous suffira de faire appel aux témoignages d'un certain nombre d'écrivains autorisés.

Dans son livre, *l'Ancien Régime et la Révolution*, de Tocqueville déclare que « les principaux domaines dans l'élection de Mayenne étaient affermés à des fermiers généraux, qui prenaient pour sous-fermiers de petits métayers misérables qui n'avaient rien à eux et à qui on fournissait jusqu'aux ustensiles les plus nécessaires. On comprend que de pareils fermiers généraux ne devaient pas ménager les fermiers ou débiteurs de l'ancien seigneur féodal qui les avait mis à sa place, et qu'exercée par leurs mains la féodalité pût paraître souvent plus dure qu'au moyen-âge ».

« En Bourgogne, écrit M. Flour de Saint-Genis, les petits châtelains renoncèrent à la culture directe de leurs réserves et l'on voit, dès la deuxième moitié du XVII^e siècle, un bail général remplacer les baux isolés et les contrats de métayage ; par contre, les notaires, procureurs et marchands qui louent leurs biens ruraux font

dominer le bail à cheptel ; dans la combinaison les premiers ne cherchent qu'un revenu normal de leurs propriétés, les seconds spéculent surtout sur les besoins d'argent du paysan (1) ».

Arthur Young rencontre le système pernicieux du fermage général dans le Berry, le Poitou, la Marche, l'Angoumois, etc.

Taine, Dareste, d'Avenel, dénoncent, eux aussi, la généralité de la ferme générale, « la plus grande partie des seigneurs aimant mieux avoir des fermiers que des régisseurs (2) ». Il suffirait de parcourir les inventaires des archives régionales pour recevoir, s'il en était besoin, la confirmation la plus rigoureuse de tous ces témoignages.

Dans les rares provinces, où l'aristocratie foncière est restée fidèle au sol, les fermiers généraux apparaissent quand même, bien que tardivement. Il en est ainsi en Bretagne où les intendants salariés finissent par céder la place à ces intermédiaires. « Le système de la ferme y est usité, surtout dans les grandes seigneuries qui, comme celles de Penthievre, de Guingamp, de Moncontour, etc., possèdent un grand nombre de terres souvent dispersées.

Fréquemment aussi, les grandes abbayes donnent à ferme leurs prieurés (3) ».

(1) *La propriété rurale en France.*

(2) TURGOT : *Lettre au D^r J. Tucker*, 1773.

(3) H. SÉE : *Les classes rurales de la Bretagne du XVI^e si ècle à la Révolution.*

QUI POUVAIT ÊTRE FERMIER GÉNÉRAL ?

Le commerce des fermes ne pouvait être exercé par tout le monde.

Il était interdit à certaines personnes, dont le feudiste Renaudon, avocat au bailliage d'Issoudun, nous donne la liste : 1^o Aux juges, au greffier et au procureur fiscal de la seigneurie affermée. Ces magistrats pourraient être dans un procès à la fois juge et partie. 2^o Aux gentils-hommes, à peine d'être déclarés roturiers et comme tels d'être imposés aux tailles. Cependant, par un arrêté du Conseil d'État, du 25 février 1720, Sa Majesté permit à toute personne noble de prendre les fermes des princes et princesses du sang. 3^o Aux curés des paroisses. 4^o Aux sous-fermiers, commis ou receveurs des fermes du Roi, à peine de 2.000 livres d'amende et de punition corporelle. 5^o Aux officiers de judicature, soit du Roi, soit des seigneurs hauts justiciers. 6^o Aux aubains, sauf permission du Roi, dit Loysel, car les profits qu'ils pourraient faire sortiraient du royaume (1).

Il paraît bien que ces prohibitions ne furent pas toujours respectées.

Les fermes étaient tenues surtout par les notaires et les marchands. Le cumul des fonctions de notaire avec le commerce des fermes souleva d'assez vives critiques

(1) RENAUDON.

dont nous trouvons un écho dans les cahiers de doléances du bailliage d'Orléans : cahier de la commune de Bray, article 16 : « Qu'un notaire ne puisse jamais être en même temps notaire, procureur fiscal, huissier royal, procureur postulant, huissier-priseur et fermier des droits de cens et rentes et profits de roture, et enfin régisseur des droits seigneuriaux ou fief du seigneur du lieu où il réside ; toutes ces charges réunies étant incompatibles d'une part et ne tendant d'ailleurs qu'à faire beaucoup de mal au public ».

Syndicats de fermiers généraux. — Il arrivait souvent que la prise en ferme d'immenses domaines dépassait les moyens d'un seul homme. Il se formait alors des syndicats de fermiers pour l'entreprise de ces fermes générales. L'abbé Teyssier en mentionne l'existence sous Louis XVI, dans le midi, à Montpellier. L'Assemblée provinciale des Trois-Evêchés signale en 1787 la formation de sociétés semblables ; elle les signale pour s'en plaindre ; en effet, dit Dareste, les fermiers généraux ne cultivaient pas eux-mêmes ; ils constituaient des sous-fermiers, et le gain qu'ils prélevaient sur les sous-fermiers ne pouvait que diminuer les chances de réussite de ces derniers. « Des compagnies se sont constituées pour la mise en fermage des terres ; établies généralement à Paris, elles étendent leurs spéculations jusqu'aux Pyrénées (1) ».

(1) Marquis de Mirabeau : *L'ami des hommes*.

Leur absentéisme. — Syndiqués ou non, les puissants fermiers généraux de l'ancien régime ne résidaient souvent pas. Leur noblesse d'argent les obligeait à suivre à la ville, la noblesse de robe ou d'épée(1).

Mode d'administration des fermiers généraux. — Le mode de faire valoir préféré des fermiers généraux était le métayage qui permet une compression extrême du paysan. Le métayer apportant une part du capital d'exploitation, son travail, soustrait l'intermédiaire à la nécessité de fournir d'importantes mises de fonds. Le capital engagé par le fermier général prend de préférence la forme d'avances au paysan, besogneux, toujours, ruiné, souvent, par une mauvaise saison ; et c'est par un intérêt usuraire que ce « banquier du pauvre » sera payé de ses « sacrifices ». Le métayer se plie à toutes les exigences de son maître impitoyable. Les corvées, les charrois, les services personnels, etc., constituent le lourd tribut de son humiliante servitude.

Nous allons voir, par une revue rapide des opinions d'auteurs éminents, que les fermiers généraux de l'Ancien régime ont su respecter les traditions de pillage, d'exaction, d'exploitation du paysan et du sol, que leur avaient léguées leurs ancêtres, les prévôts.

Le marquis de Mirabeau nous dépeint, sous des traits peu flatteurs, l'intrigant et souvent le « fripon », devenu

(1) V. TAINE, KARÉIEW.

fermier, habile à capter la confiance du seigneur. « Il fait la portion de l'intendant, envoie des pâtés au maître d'hôtel et des fromages au suisse, qui tous chantent ses louanges dans la maison. » Le bail signé, il se paie de tous ses déboires par mille vexations et chicanes aux dépens des colons misérables, mourants de faim. Les propriétaires en souffrent aussi ; leurs rentes se réduisent parfois à peu de choses. Ils sont volés ; et c'est avec juste raison que Sourdis disait à Richelieu : « J'estime que votre duché, consistant en vingt petites fermes, il faut les réunir et les bailler à un gros fermier ; vous ne serez volé qu'une fois. »

Renauldon engage les propriétaires à choisir avec discernement les administrateurs de leurs biens. Après avoir constaté les difficultés que l'on éprouve à trouver de bons régisseurs, il estime que la régie la plus en usage et la plus sûre à son époque est celle faite par des fermiers ; mais il met les propriétaires en garde contre la tentation de surélever leurs rentes par ce moyen, car alors « le fermier qui paie un prix à peu près égal à la quintessence du revenu de la terre, est un loup ravissant qu'on y lâche, qui tire jusqu'aux derniers sucs, qui accable les sujets, les réduit à la mendicité, fait désertter les cultivateurs et rend odieux les maîtres . . . ». Il est du devoir des seigneurs et des fermiers généraux de mettre un frein à leur cupidité, au profit du paysan et pour le bien de la terre.

Le propriétaire est intéressé à ménager les forces et les ressources des cultivateurs. Il doit, par dessus ses intérêts immédiats, penser à l'avenir, et c'est se préparer un meilleur avenir que de fournir au travailleur le moyen de vivre de son travail, de fonder une famille vigoureuse et attachée à la terre par la possibilité de réaliser quelques économies.

Dans l'administration par mandataire, les intérêts du cultivateur et ceux du sol sont négligés, mal aperçus. Le propriétaire mesure la valeur de ses terres à leur rendement du moment, celle d'un régisseur aux rentrées d'argent qu'il opère. « La dure-main du mandataire pèse sur les paysans de tout son poids et les ménagements d'un chef font place aux exactions d'un commis. Qu'est-ce donc, lorsque sur le domaine, au lieu d'un commis on trouve un fermier, un adjudicataire qui, moyennant une somme annuelle, a acheté du seigneur l'exploitation de ses droits?... Toute la rapacité de l'entrepreneur décidé à gagner ou tout au moins à ne pas perdre, s'abat sur les paysans... C'est la seigneurie féodale aux mains d'Harpagon ou plutôt du père Grandet. En effet, lorsqu'un droit devient insupportable, on voit par les doléances locales que, presque toujours, c'est un fermier qui l'exerce (1) ».

Redevances et amendes exagérées, taux usuraires des

(1) TAINÉ, *l'Ancien régime*.

prêts, corvées vexatoires, humiliations de toutes sortes, sont imposées aux paysans par les implacables fermiers généraux (1). Renauldon signale quelques-unes de leurs « friponneries » : exigences injustifiées sur la qualité des grains qu'ils reçoivent des paysans ; l'usage illégal qu'ils font à leur profit du droit de *committimus* réservé aux seigneurs ; en vertu de ce droit, les paysans sont traduits devant des tribunaux toujours très éloignés de leur domicile. Aussi « les laboureurs désertent-ils tous les jours nos hameaux et nos villages où y périssent prématurément, accablés sous le poids de la misère et du travail », affirme Renauldon.

On peut s'imaginer, maintenant, quel pouvait être l'état des campagnes à la veille de la Révolution, après les deux siècles que durèrent les exactions des fermiers généraux. Le paysan et la terre sont épuisés. La Révolution

(1) Nombre d'auteurs mentionnent l'obligation imposée au paysan, de battre, nuit et jour, l'eau des fossés du noble manoir, à l'occasion de certains événements, notamment, au moment des couches de la châtelaine. Les douves seigneuriales sont battues au chant de :

Pâ, pâ renote, pâ
Veci Monseigneur que Dieu gâ.

VOLTAIRE, dans la *Voix du Curé*, relate que Jeanne-Marie Mermet fut dépouillée des biens de son père et persécutée par le fermier des chanoines de Saint-Claude sous prétexte qu'elle avait couché dans le logis de son mari, la nuit de son mariage, au lieu de coucher chez son père.

arrive à temps pour tirer l'un, de sa servitude, de son effondrement, l'autre, de son inévitable stérilité.

Young, allant d'Autun à Bourbon-Lancy, écrivait, en 1789 : « Quand je vois un aussi beau pays si pitoyablement cultivé, par des métayers mourant de faim, au lieu de prospérer sous des fermes riches, je ne sais plus plaindre les seigneurs, quelques soient leurs souffrances aujourd'hui. » Dans le Limousin, il fait les mêmes constatations douloureuses : les métayers « considérés comme des domestiques, livrés au bon plaisir du maître. » Exaspéré par tant d'iniquités, il lance ce prophétique avertissement : « Que celui dont les festins se donnent au bruit des gémissements ne doit pas se plaindre si au moment de l'insurrection ses filles lui sont ravies et ses fils massacrés... »

C'est un fait universellement constaté à ce moment : le « beau pays de France » est pitoyablement cultivé. Aux fermiers généraux incombe une large part de responsabilité de cet état de choses. Quelques années après le passage de Young dans le Bourbonnais, un fonctionnaire du Directoire nous fournit les raisons qui rendent les améliorations impossibles. « La terre demande des avances ; elle paie les intérêts avec usure ; mais dans notre système agricole, personne n'a un intérêt assez fort pour les lui faire ; le propriétaire en est détourné par la certitude de ne pas en jouir exclusivement et de devoir en partager les fruits avec son colon ; le fermier (général)

est dans la même position à l'égard de son métayer ; il a, de plus, la perspective certaine de ne pouvoir se couvrir de ses mises-dehors pendant la courte durée de son bail. Le colon non seulement partage les mêmes craintes, mais il est dans l'impuissance absolue de faire aucune des avances nécessaires à l'amélioration des terres. L'état de pauvreté dans lequel on le retient ne lui permet de faire autre chose que de suivre la marche routinière à laquelle il est habitué ; il n'est plus qu'un simple domestique à qui on abandonne pour gages la moitié des fruits de la terre, à condition qu'il se chargera de tous les frais de culture ; on a toujours l'œil ouvert sur lui et selon la cupidité du fermier (général), on lui diminue ses gages en lui demandant des servages ou en le chargeant du fardeau des impositions (1). » Le même auteur signale, comme nuisible au progrès de la culture, l'abus des réserves constituées par la plupart des propriétaires ou fermiers avec une partie des prairies naturelles ; la meilleure production est ainsi enlevée au métayer.

On n'exagérerait pas en généralisant, pour toute la France, le sombre tableau ci-dessus, tracé d'une main impartiale, pour le Bourbonnais seulement (2).

Vauban et Boisguilbert signalent tous deux la décrois-

(1) *Feuille du Cultivateur*, 22 ventôse an VII, reproduit dans *Travailleur rural*, n° 1.

(2) V. *Essai sur l'amélioration des terres*, par PATTULLO, le protégé de M^{me} de Pompadour, 1758.

sance de la surface cultivée et du rendement, par suite de la dépossession du laboureur. Mais ce qui l'atteste davantage, ce sont les exemples sur lesquels ils s'appuient. « Le cultivateur ne figure jamais dans leurs écrits que comme manœuvre ou métayer sous de grands entrepreneurs de fermages qui exploitent son travail. Il n'a jamais été vu non plus aussi misérable ; il est mal nourri, mal vêtu, il va presque tout nu (1). »

Il y a contraste entre l'état des terres livrées aux fermiers généraux et celui des terres administrées directement. « La manse abbatiale, disait Lefranc de Pompignan, a souvent l'air du patrimoine d'un dissipateur ; la manse monacale est comme un patrimoine où l'on n'omet rien pour améliorer ».

Dans les campagnes « dévorées par des intermédiaires avides, sinon parasites (2) », les prix des fermes, sous la pression de la concurrence, s'élèvent à un taux qui confine à celui de l'usure, ce qui éveille chez Destutt de Tracy de sévères réflexions : « On ne peut assez s'étonner, dit-il, que tous les hommes et particulièrement les agronomes, ne parlent des grands propriétaires de terre qu'avec un amour et un respect vraiment superstitieux, qu'ils les regardent comme les colonnes de l'Etat, l'âme de la société, les pères nourriciers de l'agriculture, tandis que le plus souvent, ils prodiguent l'horreur et le mépris

(1) DONIOL, *Histoire des classes rurales en France*, 1865.

(2) DARESTE, *Histoires des classes agricoles en France*.

au prêteur d'argent qui fait exactement le même service qu'eux. Un gros bénéficiaire, qui vient de louer sa ferme exorbitamment cher, se croit un homme très habile et qui plus est très utile ; il n'a pas le moindre doute sur sa scrupuleuse probité et il ne s'aperçoit pas qu'il fait exactement comme l'usurier le plus âpre, qu'il condamne sans hésitation et sans pitié. Peut-être même, son fermier qu'il ruine, ne voit cette parfaite similitude, tant les hommes sont dupes des mots (1). »

Nous verrons plus loin, à propos de la Roumanie, que cette assimilation à l'usure, des fermages exagérés, a servi de prétexte à une législation fixant un maximum de leurs taux.

Ainsi, propriétaires et fermiers généraux sont les seuls à pouvoir vivre largement de l'industrie agricole. Mais le travailleur, le vrai producteur, le paysan, reste dans le plus grand dénuement. Son triste état éveille à peine de la pitié. Aux récits de sa profonde misère, on se montre peu résolu à prendre les mesures propres à l'en tirer. Pourtant, l'Intendant de Bourges affirme qu'un « grand nombre de métayers ont vendu leurs meubles, que des familles entières ont passé deux jours sans manger, que dans plusieurs paroisses, les affamés restent au lit, la plus grande partie du jour pour souffrir moins », qu'à Vatan « presque tous les métayers empruntent du pain au proprié-

(1) *Éléments d'idéologie*, IV, 200.

taire afin de pouvoir attendre la moisson ; qu'il est très rare d'en trouver qui ne s'endettent pas envers leur maître d'au moins 100 livres par an. »

On apprend encore que dans une métairie du Poitou les 36 colons dépensent annuellement 36 francs chacun ; que sur les confins de la Marche et du Berry, les 46 colons d'une autre métairie coûtent moins encore à nourrir, car chacun d'eux ne consomme que pour 25 francs par an (1).

On dira que le peuple ressemble à un homme qui marcherait dans un étang, ayant de l'eau jusqu'à la bouche, qu'à la moindre dépression du sol, au moindre flot, il perd pied, s'enfonce et suffoque (2). Mais on ne fera rien pour abaisser le niveau de son exploitation. L'égoïsme à courte vue des classes dirigeantes ne cèdera que par la force. Tout au plus trouvera-t-on un ministre comme Turgot, assez courageux, clairvoyant et humain, pour condamner les propriétaires à nourrir leurs métayers trop souvent exposés à mourir de faim (3).

Il faudra que les grands propriétaires fonciers soient touchés dans leurs intérêts immédiats pour qu'ils songent à se débarrasser du fermier général et, par contre-coup, à délivrer le paysan d'un parasite et d'un tyran. Vers la fin du XVIII^e siècle, en effet, beaucoup de seigneurs qui souffraient dans leurs revenus du délabrement des exploi-

(1) Taine, *op. cit.*

(2) MASSILLON à FLEURY.

(3) Ordonnances des 23 février et 1^{er} mars 1770.

tations et de l'accablement des travailleurs, en arrivent à remplacer les fermiers généraux par de simples régisseurs (1). Cette réparation tardive fut insuffisante parce que localisée ; l'examen du cahier de doléances va nous en apporter la preuve.

Le fermage général et les cahiers de doléances. — Rien n'est plus instructif, pour connaître l'opinion intime des paysans de l'ancien régime sur les fermiers généraux, que la lecture des cahiers de 1789. Ces cahiers constituent des témoignages précieux, d'une réelle valeur, puisqu'ils « furent rédigés, dit de Tocqueville, en pleine liberté, au milieu de la publicité la plus grande pour chacun des ordres, et furent longuement discutés entre les intéressés et mûrement réfléchis par leurs rédacteurs. »

Nous ne donnons, des nombreux cahiers où il est question de fermage général, que les extraits les plus caractéristiques, afin d'éviter des redites inutiles.

a) *Cahiers de doléances du baillage de Bourges :*

Les habitants de la paroisse de *Lissay* se plaignent « que le plus grand nombre des propriétaires afferment leurs biens, surtout depuis quelques années, même les gens d'Eglise, et qu'eux, paysans, sont dévorés par ces fermiers qui, ayant affermé souvent trop cher, les sucent jusqu'au dernier sol et après cela les mettent dehors, les réduisant à la misère. »

(1) H. Sée, DARESTE, *op. cit.*

Paroisse de *Nohant-en-Gout*. — 18° « Il faudrait que les différents fermiers de nos campagnes fissent valoir par eux-mêmes. Alors ils n'écraseraient pas nos pauvres villageois, parce qu'ils ne pourraient pas prendre une infinité de fermes pour leur compte, et le gain de ces mêmes fermes se répandrait sur un plus grand nombre de particuliers ; ils deviendraient moins riches, mais il y aurait plus de particuliers commodes et aisés. »

Les paroisses de *Lapan* et de *Villabon* réclament leur suppression ; « on verrait, alors, une infinité de misères cesser. »

Paroisse de *Vorly*. — Art. 6. « Un riche ne veut pas s'assujettir à faire régir son bien ; il le donne à ferme. Celui qui s'en charge veut y faire son profit, il n'est rien qu'il ne fasse pour parvenir à ses fins, et le malheureux qui doit dépendre de lui est et sera toujours la triste victime des différentes augmentations qu'il éprouvera ; de là la ruine de plusieurs familles qui ont fait sous nos yeux la triste expérience de ce que nous osons avancer. »

Dans la paroisse de *Merceau* « la plupart des métayers sont dans les mêmes cas et positions des journaliers, car après avoir payé tous les domestiques, tous les impôts et le maître de la métairie, bien souvent il n'y a pas un boisseau de blé à Noël et même avant Noël. »

Paroisse de *Berry Marmagne*. — Art. 5. « Nous sommes si opprimés par les fermiers des propriétaires des

campagnes, qu'à l'envie les uns les autres s'emparent de tous les biens quoiqu'ils ne sont pas cultivateurs, de manière qu'il est presque impossible à tous cultivateurs de tirer jusqu'au moindre marché que desdits fermiers le tout à un prix si exorbitant qu'ils réduisent à la mendicité lesdits cultivateurs, tant laboureurs que manœuvres, et après s'être emparés de leurs fonds, s'ils en ont, et de leur mobilier, ce qui les met hors d'état de satisfaire aux impôts de Sa Majesté, et ne leur laissent que les yeux pour pleurer. »

Les habitants de *Berry-Villequiers* se plaignent de ce que les sous-fermiers sont les seuls à supporter la charge des impôts.

Terminons pour le baillage de Bourges, par les protestations véhémentes des paroisses de Moulin-sur-Yèvre et de Senneçay.

Les cultivateurs de *Moulin-sur-Yèvre* se plaignent de n'avoir souvent d'autres maîtres « que des fermiers qui les ruinent dans deux cas, quand ils se ruinent eux-mêmes ou quand ils s'enrichissent. Que ne s'est-on avisé de voir plutôt que cette fureur émule (jaloux) s'affermir à des gens qui ne jouissent pas, était le plus sûr moyen d'appauvrir et de dévaster les campagnes ? J'en appelle à témoins l'énormité des pots de vin et la rapidité de leur fortune . . . que deviendraient nos terres sans le secours des greniers royaux ? . . . Mais quoi ! ô comble de dureté ! il arrive qu'ils sont eux-mêmes nos fermiers, qu'ils font valoir à

côté de nous, qu'ils s'emparent des meilleurs objets, qu'ils font prendre sur nous les impôts de tous, ou, s'ils nous procurent, par leur crédit toujours illicite, la décharge de quelques uns, c'est pour nous accabler, en s'en prévalant, de suffrages et de travaux. Et, si nous murmurons, bientôt nous entendons la menace foudroyante que la trop grande brièveté des baux nous fait craindre tous les trois ans. Quel malheur que cette brièveté, quel obstacle à notre bonheur et à l'amélioration des biens, en supposant que nous fussions les fermiers des objets dont nous jouissons. »

Ils émettent le vœu : 1^o « que les fermiers soient empêchés et que tout colon jouisse à ce titre de ce qu'il fait valoir ; 2^o que les baux soient prolongés à 18 ans avec un réméré de 6 ans. »

Paroisse de *Senneçay* : « Finissons d'élever notre voix sur un autre fléau d'autant plus irrémédiable qu'il est à l'avantage des riches. Les fermiers prennent les baux aux prix que leur font les propriétaires. Quelle est la partie souffrante de cet enrichissement ? Le colon. Le fermier lui fait valoir un bail excessif, l'intérêt qu'il doit retirer de son argent, les fruits de son industrie et la scène finit en disant : « si tu n'en veux pas, ce sera pour un autre. » Il est bien forcé de prendre quand on ne sait où aller et qu'il faut élever une nombreuse famille. Ces Messieurs ne se bornent pas au seul manoir qu'ils viennent d'affermier ; ils furettent dans le voisinage

tous les objets qui pourraient servir de contre-poids à l'enchérissement de leurs denrées : ils en prennent les baux et par ces moyens ils rançonnent tous ceux qui sont forcés de s'adresser à eux. Nous le disons avec une espèce de défiance, les Etats généraux auront peine à trouver un tempérament pour nous garantir de cette calamité. De quelque manière qu'on s'y prenne dans l'établissement des impôts, ils tomberont toujours sur la partie souffrante de l'Etat ; le propriétaire grèvera le fermier, le fermier le colon et celui-ci sera toujours la victime de la plus affreuse indigence malgré les pieuses intentions du monarque qui voudrait nous soulager. On voit des fermiers de bonne foi qui disent hautement qu'ils sont obligés de ruiner le paysan. »

Dans un cahier rural de *l'Autunois*, on relève que « les fermiers généraux surchargent les métayers de manière qu'à peine ils ont le quart. Ils obligent les cultivateurs à leur donner chaque année une somme plus ou moins considérable selon la valeur du domaine ; ils les chargent des rentes et des vingtièmes ; ils se réservent plusieurs morceaux de terre que les métayers sont tenus de cultiver sans y rien prendre. En un mot ils font des conditions telles qu'à la fin du bail leur ruine est toujours consommée. »

Le cahier de la paroisse de *Cognac*, mentionne que les « fermiers des seigneurs font très souvent gémir les habitants lors du paiement des redevances. »

Cahier du troisième ordre de Paris : « Plusieurs bénéficiers mettent les revenus de leurs bénéfices en fermes générales et les fermiers généraux pressent et oppriment les cultivateurs. Il sera défendu de faire de semblables baux : l'humanité, l'avantage de l'agriculture qui languit par l'épuisement qu'éprouvent les fermiers particuliers avec lesquels traitent les fermiers généraux, exigent que cette précaution soit établie. »

Les paysans des baillages de *Versailles* et de *Meudon*, « supplient Sa Majesté, propriétaire de presque tout le territoire de Buc d'adjuger au plus offrant. . . , les terres de cette paroisse et ce par petites portions. . . »

Les auteurs du cahier de la paroisse d'*Asnières* (Maine) s'arrêtent longuement à décrire les conséquences de la cupidité des fermiers généraux ; ces derniers « traitent leurs sous-fermiers comme des nègres auxquels il n'est permis de vivre qu'à la condition de les enrichir. » Des corvées personnelles, des redevances élevées, des pots de vin à la signature des contrats sont exigés des paysans « réduits à un tel dénuement que beaucoup d'entre eux abandonnent leurs lots. »

Dans la sénéchaussée d'*Angoulême*, les mêmes plaintes retentissent. Dans la paroisse de *Saint-Léger* « les fermiers des seigneurs ayant un moulin, forcent le tenancier de passer son blé pour le rendre pur et net ; il s'en suit une diminution si forte, qu'au lieu de dix boisseaux, douze suffisent à peine pour les payer. »

Ces fermiers volent encore sur la mesure en ne se conformant point à la matrice.

Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes.
Paroisse de *Saint-Jean de Béré*. — Art. 20. « Les fermiers généraux des biens de campagne écrasent les colons et laboureurs ; ils posent dans les baux des clauses trop onéreuses aux sous-fermiers ; ces baux sont un tissu de véritables corvées et l'on peut envisager ces fermiers généraux comme des acheteurs de procès.

« De leur côté, les propriétaires n'affermont leurs biens qu'à moitié de tous fruits, grains, effouils de bestiaux (bénéfices tirés de la vente des bestiaux), etc., de sorte que le fermier de campagne est un malheureux journalier attaché à la glèbe, qui travaille pour autrui et qui n'ose se flatter de faire quelques profits privatifs. Les fermiers généraux et les propriétaires attirent et accumulent tous les grains dans leurs magasins ; ils deviennent les maîtres des marchés. Bientôt les fermiers épuisés ne peuvent plus fournir et approvisionner les villes ; ils sont eux-mêmes obligés de revenir acheter le grain qu'ils ont cueilli et partagé avec ceux qu'ils appellent leurs maîtres ; ces derniers n'ouvrent leurs greniers qu'à peine et font monter les grains à des prix excessifs. Les fermiers et colons des campagnes unissent leurs cris au peuple des villes et ne peuvent se procurer de pain qu'à force d'argent. Pourquoi ils demandent que les biens des campagnes ne soient

affermés qu'à prix d'argent. Que les colons et laboureurs puissent se faire subroger dans les droits des fermiers généraux en les remboursant, et en fournissant bonne et valable caution. »

Cahiers de doléances du bailliage de Mirecourt. — « . . . Pour prévenir les inconvénients multipliés des baux et sous-baux à l'infini qui se font des domaines non aliénés de Votre Majesté, baux qui enrichissent certainement les premiers baillistes, ruinent presque toujours les derniers et les provoquent à des rapines et à des vexations de toute espèce ; il conviendrait ordonner que les baux en seront passés par les officiers du bailliage où seront situés lesdits domaines, et que les deniers qui en proviendront seront versés dans la caisse royale la plus prochaine (1). »

Province du Bourbonnais (2). — « Doléances de la classe indigente des colons et manœuvres de la province du Bourbonnais.

« Art. 1^{er}. — Cette portion de la nation qui a été oubliée dans le cahier de la province se plaint de ce qu'on pense généralement qu'il faut la tenir dans l'indigence pour la forcer au travail ; principe faux s'il en fut jamais

(1) *Archiv. parl.*, tome IV.

(2) Après des recherches faites aux Archives de Moulins et aux Archives Nationales, nous n'avons retrouvé des cahiers paroissiaux du Tiers-Etat, que le document dont nous donnons des extraits ci-après. Il émane d'un nommé Dubouys, de Bourbon-l'Archambault, 28 avril 1789. Arch. Nat. Ba. 56.

qui dérive de l'ancien esclavage...; l'erreur prédomine si fort qu'elle fut prêchée aux États de cette province avec une espèce de confiance par un président d'assemblée...; sur l'état des paysans personne ne veut ouvrir les yeux. Là, ce sont des citadins qui ne les voient que comme des bardeaux qui n'iraient plus si on cessait de les charger, ici, les propriétaires les trompent et les tiennent dans l'impuissance de leur résister, plus loin, les fermiers les écrasent en tous sens, ayant moins d'intérêt que les propriétaires à les ménager.

« Art. 2. — Les colons et manœuvres ne sont ni bien nourris, ni bien vêtus, ni bien couchés, ni bien logés, ni courageux, ni instruits, ni clairvoyants, ni industriels, ni aimés, ni chéris, ni estimés de personne; ils ne respirent que pour se livrer à des privations forcées, et leur état passif entretient leur misère et leur indolence.

« Art. 3. — Ils en sont encore à se plaindre qu'aucune loi ne les protège, qu'on les conduit en esclaves, et qu'on ne rougit point de violer les engagements pris avec eux. »

« Il conviendrait, propose l'auteur de ces lignes, que les Etats généraux sanctionnassent une loi contre l'opinion commune acharnée à tenir le peuple dans la misère pour le forcer au travail; autrement il y aura toujours abus et si le préjugé était une fois détruit, les colons iraient d'eux-mêmes vers l'aisance, se feraient fermiers... »

SECTION II

Le fermage général au cours du XIX^e siècle.

CHAPITRE I.

La Révolution passe, renversant les institutions féodales, libérant le sol des charges et des servitudes nombreuses qui pesaient sur lui, affranchissant le paysan des corvées, services personnels, etc., auxquels il était astreint. Les fermiers généraux sortent indemnes de la tourmente révolutionnaire. On ne s'occupe pas d'eux au sein des assemblées. Le 4 août 1789, le duc d'Aiguillon les effleurera à peine quand il essaiera de rejeter sur eux la responsabilité des excès dont se plaignent les vassaux : « Les gens d'affaires sont souvent sans pitié ». Les récriminations, les plaintes contenues dans les cahiers de doléances semblent avoir passé inaperçues ; on peut invoquer ce regrettable oubli pour justifier l'observation de M. Jaurès : « Les paysans n'ont pu jeter toute la semence

de leurs cahier au sillon de la révolution bourgeoise ; tout au fond du sac du semeur, des germes sont restés pour des sillons nouveaux (1). »

Ce n'est qu'indirectement que le fermage général est atteint. La vente des biens du clergé et des émigrés, sans avoir exercé sur la division de la propriété l'influence qu'on a voulu lui attribuer, provoque néanmoins un changement profond dans l'administration de ces biens. Les terres des communautés religieuses, des nobles déserteurs, passeront peu à peu aux mains de la bourgeoisie qui vivra en contact plus complet avec le sol. Les fermiers généraux, administrateurs traditionnels des grands domaines, disparaîtront dans la mesure où les propriétaires nouveaux résideront à la campagne, et où le fractionnement du sol s'effectuera.

Cependant, les exactions des fermiers généraux du XIX^e siècle seront toujours vivement ressenties et dénoncées. Des observateurs impartiaux appartenant à toutes les nuances politiques, aux différentes écoles économiques, reprendront contre eux les accusations portées par leurs ancêtres de l'Ancien régime. Des enquêtes officielles révéleront leur existence et enregistreront les plaintes de la classe paysanne.

Les témoignages que nous produirons revêtent à nos yeux une grande autorité. Ils émanent d'agronomes, de

(1) *Histoire socialiste.*

grands propriétaires, de magistrats, de délégués officiels tous bien placés pour juger sainement le fermage général, tant au point de vue économique, qu'au point de vue social.

Si nous voulons connaître très approximativement la répartition géographique du fermage général, il faut nous reporter à la grande enquête agricole de 1866. Cette enquête est, en raison de sa date, particulièrement intéressante. Depuis 1850, l'agriculture française est en plein travail de transformation, d'amélioration. Nous aurons à examiner en détail quelle part les fermiers généraux ont pu prendre à ces améliorations. Le gros argument des défenseurs des fermiers généraux consiste à dire que ces intermédiaires ont rendu de grands services à l'agriculture, qu'ils ont amélioré, ce qui tendrait à leur attribuer une réelle utilité sociale. En énumérant les régions de fermage général relevées par l'enquête, en rapportant les commentaires que ce système a provoqués, nous anticiperons un peu sur la question, plus loin traitée, du fermage général et des améliorations agricoles. Cela afin d'éviter des redites fastidieuses.

Dans l'enquête de 1866, ne furent le plus souvent entendus que des propriétaires, des magistrats, des notaires, des maires, des fermiers et des fermiers généraux. Dans l'Allier, par exemple, on ne relève aucune déposition de métayers. Les jugements portés sur le fermage général n'en auront donc que plus de saveur.

Les déposants avaient à répondre à la question portée

au n° 7 du questionnaire : « Lorsque le régime du métayage existe, est-il d'usage qu'il y ait pour plusieurs domaines un fermier général servant d'intermédiaire entre les propriétaires et les métayers ? ».

L'enquête mentionne l'existence de fermiers généraux dans un assez grand nombre de départements dans lesquels l'exploitation du sol est soumise au régime du métayage ; cependant ces intermédiaires sont inconnus dans la plus grande partie de la France. On constate donc la diminution de leur nombre depuis 1789 ; cela tient aux progrès du faire valoir direct et du fermage, à la regression du métayage, au morcellement de la propriété, etc.

Des traces de fermage général sont relevées dans les départements suivants : Morbihan, Finistère, Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine, Loire (arrondissement de Roanne), Orne, Mayenne, Sarthe, Maine-et-Loire, Dordogne, Gers, Côte-d'Or, Saône-et-Loire (Charolle et Autun).

Dans la partie du Perche appartenant au département de l'Eure-et-Loir, on cite quelques exemples de fermiers généraux « qui se sont interposés entre les propriétaires et leurs métayers, au grand préjudice de la culture ».

Dans la région classique du métayage, dans les Landes, « le fermage général s'est produit quelquefois dans un canton et toujours au grand détriment de la terre, du propriétaire et souvent du métayer ».

En Vendée, la disparition progressive des fermiers généraux « est considérée comme très heureuse pour

l'agriculture, la condition du colon placé sous un fermier général étant souvent très dure ».

Les grands propriétaires du département de l'Ain qui ne résident pas, mais qui commencent à comprendre que l'intervention du fermier général est une calamité pour la propriété comme pour la culture, tendent à substituer le fermage au métayage. C'est qu'en effet, les fermiers généraux étaient autrefois nombreux dans les Dombes ; chaque grand propriétaire avait le sien. Les progrès du fermage ont amené leur raréfaction pour le plus grand bien des propriétaires et des colons.

Dans la Nièvre, « le mode d'exploitation du pays était autrefois le métayage sous les ordres d'un fermier général dont le principal bénéfice consistait plutôt dans l'exploitation du métayer, que dans l'exploitation du sol, car ordinairement, en dehors de son fermage, le fermier général était ou marchand de bois, entrepreneur ou négociant, et le travail principal des métayers et des bestiaux consistait plutôt en charrois pour les transports qu'en cultures ».

Le baron de Veauce répète pour l'Allier ce qu'il dit des fermiers généraux de la Nièvre. Malheureusement, sa prédiction de disparition du fermage général ne paraît guère s'être réalisée.

Dans le Cher où « l'absence du propriétaire, l'inintelligence de ses véritables intérêts, l'esprit de routine, le défaut de ressources du métayer ont fait obstacle aux

résultats heureux » que pourrait avoir le métayer, les fermiers généraux disparaissent.

Le fermage général apparaît donc au travers de l'enquête de 1866, comme un système néfaste au triple point de vue de la culture de la propriété et du travail. Sa disparition est partout envisagée comme heureuse, désirable. Mais la question n'ayant été posée que d'une manière accessoire, écrasée par d'autres d'un intérêt plus général et plus urgent, les réponses qui y furent faites, si elles ne manquèrent pas de valeur et de netteté, furent cependant assez sobres de détails, et très modérées dans la forme. Quand nous dépouillerons des enquêtes plus récentes, ou que nous interrogerons les métayers eux-mêmes, les jugements prononcés sur le fermage général seront plus fortement motivés, et en des termes d'une véhémence impressionnante.

Aux données de l'enquête officielle, sur la répartition géographique du fermage général, nous pouvons en ajouter d'autres tirées d'études spéciales (1).

Baudrillart, dans ses remarquables études sur les populations agricoles de la France, signale l'existence de fermiers généraux dans la Vienne, les Deux-Sèvres.

Suivant le comte de Tourdonnet, on les trouve encore dans le Limousin, la Marche, le Berry, le Bourbonnais,

(1) V. *Enquête sur petite propriété rurale* qui les signale sur plusieurs points du territoire, dans la Sologne du Loir-et-Cher notamment.

l'Auvergne, le Quercy, le Périgord, l'Agenais, dans toute la région du Centre et dans le Midi.

Nous en avons rencontré quelques spécimens dans le département de la Loire.

Dans les développements qui vont suivre, c'est bien en principe des fermiers généraux de toute la France qu'il s'agira ; mais c'est au Bourbonnais, terre d'élection du système, que nous emprunterons le plus souvent les faits, les documents statistiques, les témoignages, etc., qui serviront à illustrer ou à fonder nos raisonnements (1).

LE FERMAGE GÉNÉRAL ET LA PROPRIÉTÉ.

Le fermage général suppose, comme nous l'avons déjà vu, la grande propriété et l'absentéisme des propriétaires. Une grande propriété divisée en un certain nombre d'exploitations est affermée au fermier général. Il arrive souvent aussi, que plusieurs propriétaires de moindre importance s'adressent à un même intermédiaire, pour lui confier la gestion de leurs domaines respectifs. C'est ce qui se produit généralement dans une période de morcellement de la propriété, entraînant avec lui la multiplication des fermiers généraux. Dans l'Allier, des puissants fermiers généraux de jadis, il ne reste que quel-

(1) Quand il ne s'agira pas du Bourbonnais, nous le dirons expressément.

ques exemplaires ; on y trouve aujourd'hui un grand nombre de petits fermiers généraux, administrant chacun, deux, trois, jusqu'à dix « domaines ». On compte ceux qui sont à la tête de plus de vingt métairies. D'après les renseignements qui nous viennent des métayers, des documents parlementaires et des fermiers généraux eux-mêmes, nous croyons approcher la réalité, en évaluant le nombre des fermiers généraux du Bourbonnais à 400.

En second lieu, le fermage général suppose que le propriétaire renonce à résider sur ses terres, ou tout au moins à les exploiter directement. « Le propriétaire, déclare M. Méplain, n'est pas un cultivateur ; souvent il ne connaît même pas les limites de ses champs ; il habite la ville et vit en oisif, exerce une profession ou remplit un emploi public ; ce qu'il demande avant tout à son capital, c'est un produit exact, un revenu fixe et net porté et compté en espèces ayant cours, style de bail, à son domicile, et tel jour de l'année (1) ».

Cette observation s'applique encore assez bien aux propriétaires actuels. Dans d'autres régions que le Bourbonnais, dans la Nièvre notamment, l'évolution sociale a été marquée par un retour à la terre des grands propriétaires fermiers, ce qui a entraîné un recul du fermage général.

(1) MÉPLAIN, *Traité du bail à portion de fruits ou colonage partiaire*, 1850.

LE MODE DE FAIRE VALOIR ADOPTÉ PAR LES FERMIERS
GÉNÉRAUX.

Comment le fermier général subrogé, pendant 6, 9 ou 12 ans, dans les droits du propriétaire, va-t-il exécuter son bail, faire face à ses engagements? Poussé par l'unique désir de réaliser les plus grands profits possibles, il devra opter entre les trois modes de faire valoir suivants : exploitation directe, fermage, métayage.

Le faire valoir direct avec l'aide de salariés lui est interdit, au moins pour la totalité des terres qu'il détient.

L'étendue des exploitations, l'insuffisance de son capital, ses occupations souvent étrangères à l'agriculture, s'opposent invinciblement à ce qu'il adopte ce premier mode qui d'ailleurs lui ferait perdre son caractère de fermier général.

Sous-louera-t-il à des fermiers exploitants? Non, bien qu'il lui soit possible de le faire, à l'instar des fermiers généraux de certaines contrées étrangères. En Irlande, dans le midi de l'Italie, la sous-location à des fermiers est avantageuse à cause de la vive concurrence que se font, en ces pays surpeuplés, les cultivateurs. La marge des profits est alors assez large pour permettre au fermier général de se décharger des moindres soucis de l'administration.

Mais en France ces conditions font défaut. Au lieu de

surpopulation, il s'agit de dépopulation ; la concurrence pour la possession des domaines se relâche de jour en jour. Et puis, il n'est pas facile au fermier général d'accroître ses profits par la multiplication des exploitations ; celles-ci doivent être livrées aux paysans bourbonnais, munies de leurs bâtiments et d'une partie de leur cheptel. La courte durée des baux, le manque de capitaux suffiraient à les détourner de pareils desseins.

Le métayage seul, semble répondre aux nécessités du milieu et aux désirs de l'intermédiaire ; et c'est le métayage, en effet qui s'associe le plus souvent en France et à l'étranger, au fermage général (1). Lui seul permet de réaliser le maximum de profit, but exclusif du fermier spéculateur. Les progrès du fermage ont fait reculer le fermage général. Celui-ci ne se maintient, malgré notre profonde évolution agricole, que grâce au métayage et à la souplesse qu'on a su donner à ce contrat.

LE FERMAGE GÉNÉRAL ET LE MÉTAYAGE.

A la question du fermage général est donc intimement liée celle du métayage. On saisirait mal l'importance et le mécanisme de l'action des fermiers généraux si l'on ne dégagait tout d'abord les traits caractéristiques du métayage. La connaissance de ce mode de faire valoir nous

(1) Dans l'Indre, déclare l'*Enquête sur la petite propriété rurale*, les fermiers généraux imposent le métayage. »

fera mieux comprendre : 1^o les raisons qui ont poussé les fermiers généraux à l'adopter ou à le conserver ; 2^o les raisons qui rendent ces derniers insupportables aux métayers.

Nous voudrions essayer de répondre à ces trois questions, selon nous essentielles :

1^o Quelle est la position économique, juridique et sociale du métayer ?

2^o A quel taux est rétribué le travail du métayer ?

3^o Dans quel état de dépendance le métayer se trouve-t-il tenu à l'égard du fermier général ?

*A. Conditions économique, juridique et sociale
du métayer.*

Si nous ouvrons un traité d'économie politique quelconque, nous trouvons au chapitre de la production que celle-ci résulte de la collaboration de trois facteurs : la nature, le capital et le travail. Dans le système du métayage, le facteur travail est représenté par le métayer. Le métayer est un travailleur ; c'est là sa qualité fondamentale, que n'arrive pas à lui faire perdre le modeste capital qu'il apporte et déplace avec lui. Il en résulte que dans notre organisation économique actuelle, le métayer devra subir la loi du travail, qui est pour ce dernier d'être dominé par le facteur capital. Il ne peut être relevé de sa situation inférieure ni par les décisions de

la loi ou de la jurisprudence, ni par les appellations flatteuses dont en vain on s'efforcera de le gratifier.

En ne perdant point de vue cette notion capitale, essayons de résoudre le problème de la nature juridique du contrat de métayage. Ce contrat est-il un contrat de société, un contrat de louage de choses ou un contrat de louage du travail ? ce qui reviendrait à assimiler le métayer à un associé, à un locataire ou à un salarié, domestique ou maître valet.

Sans entrer dans de longs développements, peu à leur place ici, nous devons pourtant, pour nous fixer sur ce point de doctrine, très débattu, rassembler un certain nombre de faits, et quelques opinions d'auteurs particulièrement compétents en matière économique ou juridique.

L'examen du contrat qui lie le métayer au propriétaire ou au fermier général nous détournera tout de suite de l'idée de société :

Après avoir constaté, en effet : 1° que le métayer n'apporte presque exclusivement que son travail ; 2° que les apports respectifs ne donnent lieu à aucune estimation, ce qui rend impossible la répartition proportionnelle des produits ; 3° que les bénéfices et les pertes ne se répartissent pas dans les mêmes proportions, et ce, grâce aux redevances à l'impôt colonique, etc. (1) ; 4° que l'évalua-

(1) On trouve parmi les attendus de la protestation formulée par les fermiers généraux de l'Allier au cours de leur

tion des bénéfices n'est pas faite (elle ne peut être faite avec précision faute de bases sérieuses); 5° que toutes sortes d'obligations sont imposées, de défenses sont faites à l'un seulement des contractants, au profit de l'entreprise ou de l'autre partie personnellement considérée; 6° que la faculté de renvoi peut être exercée au profit exclusif du propriétaire, et ce, bien avant le terme de la période économiquement nécessaire pour l'amortissement de certains capitaux engagés ou travaux effectués par le métayer; 7° que la mort du métayer à l'exclusion de celle du propriétaire résout seule le contrat; 8° que la prétendue société est dépourvue de personnalité; 9° que le propriétaire se réserve souvent le droit de prendre des ouvriers aux frais du métayer quand les travaux de ce dernier sont en retard...; 10° que la jurisprudence rend le propriétaire irresponsable des obligations du métayer

réunion du 4 février 1911 : « Attendu que les années où il n'y a pas de produit, le bailleur ne recueille rien, contrairement à ce qui se passe pour le louage de choses qui comporte toujours un prix... » Erreur ! Le fermier général est toujours assuré de recueillir l'impôt colonique variant de 400 à 1.800 francs. Une clause de style le couvre de ce côté là de tout risque de pertes.

« Les preneurs ne pourront réclamer aucune indemnité ni diminution de l'impôt colonique ci-après fixé (800 francs dans l'exemple choisi) pour cause de gelée, grêle, inondation, sécheresse, épizootie, dommages aux champs causés par le gibier ou les animaux nuisibles, lapins compris, que le propriétaire chasse ou ne chasse pas... ou de tous autres cas fortuits prévus ou imprévus. »

envers les gens de service ni pour le tout, ni même pour une quote-part (1); 41° qu'aux termes du contrat, la masse des biens mis en commun ne donne lieu à aucune liquidation ou estimation (sauf pour les animaux), etc., etc. L'assimilation du métayage à la société nous paraît totalement inadmissible. Si, avant de ranger un contrat dans une catégorie juridique déterminée, on veut tenir compte, non-seulement des dispositions de ce contrat, mais encore des faits corrélatifs et des circonstances spéciales dans lesquelles ils se conclut et s'exécute, on ne peut, pour le métayage, l'assimiler à la société. Encore est-il bon de consulter les auteurs, les spécialistes.

On a dit : le métayer, ce « capitaliste conscient », instruit dans sa profession, intelligent, qui ne serait qu'un ouvrier hors du métayage, devient un exploitant, un entrepreneur de culture, jouissant d'une grande liberté d'action, un associé (2).

M. Flour de Saint-Genis, qui combat l'idée de société appliquée aux métayers bourguignons de l'ancien régime en ces termes : « Qui dit association suppose une égalité tout au moins relative de situation entre les associés, mais la misère du métayer rompt à son préjudice le bénéfice apparent de l'association et le laissant à la merci du maître, arbitre omnipotent de ses essais, de ses initia-

(1) Jugements de Boussac, 22 mai 1884, de Marmande, 4 janvier 1887.

(2) M. BERTHAULT, dans *Le Matin* du 20 octobre 1910.

tives et de ses progrès (1) », paraît l'adopter pour nos métayers actuels.

Enfin, M. le professeur D. Zolla, dans tous ses écrits, apporte à cette manière de voir l'appui de sa grande autorité en matière d'économie rurale.

Il nous est impossible de souscrire à cette première opinion, après avoir vu en quels termes il est parlé du métayage par de nombreux écrivains :

« Le métayer, écrit Turgot, n'est qu'un simple manœuvre, un valet auquel le propriétaire abandonne une part des fruits pour lui tenir lieu de gages (2). »

De Gasparin, qui considère « l'exploitation par métayage comme une véritable transition de la culture servile à la culture des fermiers », estime que l'aliénation de tout le temps du colon constitue pour lui une charge très onéreuse qui le met à peu près dans les mêmes conditions que l'ouvrier.

Pour M. de Vogüé, le métayage dans les sols pauvres n'est que « l'union du travail docile et du capital intelligent ».

M. Convers affirme que « les métayers, ordinairement réduits à de faibles ressources, ne sont guère que des ouvriers d'un ordre spécial dont le travail constitue la base des avantages qu'on leur propose (3) ».

(1) *Mémoire sur le métayage en Bourgogne.*

(2) *Mémoire sur la généralité de Limoges.*

(3) *La Propriété.*

M. Méplain, parlant du métayage combiné avec le fermage général, croit que le « travail reste assujetti au besoin d'instruments et par suite aux exigences des possesseurs de capitaux. Si ce n'est plus un esclavage, c'est au moins une sujétion qui peut devenir accablante lorsque la maîtrise tombe entre des mains avides et impitoyables. Cet état est celui du colonage libre assujetti au fermage (général) ».

De Tourdonnet déclare que « sous le régime bâtard du fermage général, les cultivateurs préfèrent rester journaliers. Ils se trouvent aussi libres et gagnent davantage que s'ils étaient malmenés et soumis à des obligations extra-agricoles à partager avec des traitants ».

M. Marcel Vacher estime « que la réprobation qui poursuit les fermiers généraux vient de ce que certains d'entre eux ont mené leurs métayers plus en ouvriers qu'en associés ».

« Le métayage n'est-il pas, suivant M. Garidel, un lien puissant entre les mains des classes supérieures pour agir sur la classe ouvrière rurale ? »

« Le métayage est un vain mot, c'est un mode de salariat soumis à la loi commune (1). »

Pour M. le député Régnier, le métayage n'est autre chose que « l'entreprise moyennant un forfait déterminé consistant en l'abandon d'une part des produits du travail que nécessite la culture de la métairie. »

(1) Daniel HALÉVY, dans *Pages libres*.

M. le professeur Planiol déclare, faisant allusion à la thèse de M. M. Desboudet, que « dans le Bourbonnais, la subordination est tellement marquée en fait et dans les mœurs, qu'on a pu soutenir que le métayer était un travailleur salarié (1) ».

Dans une enquête récente sur la petite propriété rurale, nous relevons l'appréciation suivante sur le métayage du Tarn : « Il arrive trop souvent que les métayers sont au service des propriétaires qui ne les considèrent pas comme des associés, mais comme des domestiques. »

Tout cela cent vingt-six ans après l'aveu très franc du rapporteur de l'Assemblée provinciale du Berry : « Nos journaliers, nos métayers, disait-il, sont des esclaves qui se vendent à nous à court terme, mais que nous abandonnons à la misère du moment où ils cessent de nous être nécessaires ; que nous punissons en leur ôtant le pain du moment où nous en sommes mécontents ; à qui nous laissons tout le fardeau de l'éducation de leurs enfants qui seront de même un jour nos esclaves. La plupart expie par une longue misère, souvent dans les prisons, quelquefois sur l'échafaud, le crime d'être nés de parents pauvres et incapables de leur donner aucune instruction. Ils sont libres cependant, ces hommes qu'on nomme citoyens ; mais leur liberté n'est que celle de changer de maître... Ils sont libres, mais c'est de travailler ou de

(1) *Traité élémentaire de Droit civil.*

mourir de faim ; trop heureux encore si le travail ne leur manquait pas ou si on leur en faisait contracter l'habitude de bonne heure et qu'on ne leur laissât pas le temps de la perdre ! . . . En Pologne, en Russie, cette condition de nos hommes libres paraîtrait sans doute très déplorable aux serfs que nous plaignons, et cependant que devient la terre toujours tenue précairement et à temps, par des hommes qui ne voient dans les améliorations possibles que la certitude d'une augmentation de charges ? »

Où trouve-t-on, après cela, les caractères de la société, les traits de la « familiale association » ?

La question de la nature juridique du contrat de métayage fut très controversée avant le vote de la loi du 18 juillet 1889. On manquait de base pour solutionner beaucoup de difficultés que faisait naître ce contrat. La doctrine et la jurisprudence se partageaient entre deux opinions. La majorité des auteurs penchait pour le louage. La minorité et certains arrêts assimilaient le métayage à la société. La loi de 1889, tout en solutionnant certains problèmes, évita de se prononcer sur le principe. Elle ne donna, en effet, du métayage, qu'une définition *in factum* :

« Le métayage est le contrat par lequel le possesseur d'un héritage rural le remet pour un temps à un preneur qui s'engage à le cultiver sous la condition d'en partager les produits avec le bailleur. » Alors que le Sénat déclarait que c'était un louage, la Chambre se refusait à prendre

parti, d'où le langage peu clair de la loi . . . ; la définition légale ne nous porte pas cependant à penser qu'il s'agit d'une société ; elle nous suggère plutôt l'idée d'un louage de choses. L'existence d'une prestation colonique parfois très élevée, est bien faite pour nous confirmer dans cette dernière manière de voir (1).

Depuis quelques années, le problème purement juridique paraît avoir repris de son intérêt. C'est à propos surtout de la question de l'inscription des fermiers généraux au rôle de la patente, que le débat s'est renouvelé. Avant d'en arriver à la récente décision du Conseil d'Etat (29 juillet 1912), qui qualifie le métayer « d'associé », nous devons signaler un attendu curieux, extrait des conclusions du Commissaire du Gouvernement devant le Conseil de Préfecture de l'Allier (2) : « Attendu qu'il y a lieu de distinguer le cas où le fermier général sous-loue à d'autres fermiers moyennant . . . du cas où le fermier général reste le véritable directeur de l'exploitation, ses sous-locataires n'étant, en quelque sorte, que des salariés, la sous-location présentant non les caractères d'un bail ou d'une société, mais d'un véritable contrat de travail. »

Dans la requête adressée par les fermiers généraux au même Conseil de Préfecture, n'y a-t-il pas lieu de relever

(1) En Suisse, en Prusse, Saxe, Italie, le contrat de métayage est régi par les mêmes principes que le bail à ferme.

(2) Conclusions favorables aux fermiers généraux.

l'étrange contradiction contenue dans les deux affirmations suivantes :

1° « Le bail à colonat partiaire n'est, au fond, qu'un contrat de société » ; 2° « . . . le métayer est un laboureur travaillant sous la direction d'un fermier qui est le cultivateur . . . »

Le législateur, en obligeant le propriétaire au versement pour la constitution d'une retraite, au profit du métayer, a très justement mis celui-ci à sa place, près de l'ouvrier (1).

Enfin, la Cour suprême paraît avoir, incidemment mais définitivement tranché la controverse. Par un arrêt du 31 mai 1911, elle décide que « le Code civil considère le colonat partiaire comme un mode de location des biens ruraux et que « le travail que le colon est tenu de fournir, représente le prix du bail . . . ».

C'est une solution qui nous donne satisfaction dans le cas seulement où le propriétaire ne prend, en fait, qu'une faible part à la direction de l'exploitation (2) ; mais, dans l'immense majorité des cas, le métayer n'apportant que son travail et devant obéir aux ordres du propriétaire ou du fermier général, n'est et ne doit être considéré que comme un salarié, domestique ou maître valet.

C'est une opinion qui ne s'écarte guère de celle qu'émet M. Leroy-Beaulieu : « Les métayers, dit-il, ont un caractère mixte ; ce sont bien des fermiers, avec la différence

(1) Art. 34 de la loi du 5 avril 1910.

(2) Dans l'arrondissement d'Issoudun, l'usage veut que le propriétaire s'abstienne de toute direction.

qu'ils paient en nature et moyennant une quote-part fixe, au lieu de payer une somme déterminée en argent ; mais, d'un autre côté, les métayers qui n'ont guère de capitaux et d'avances, appartiennent au prolétariat agricole et se rapprochent des ouvriers (1). »

RÉTRIBUTION DU TRAVAIL DU MÉTAYER.

A quel taux le travail du métayer est-il rémunéré, comparativement au taux des salaires ? Pour une même quantité de travail fourni, le métayer est-il rétribué plus, autant ou moins que le simple salarié ? Quel est le prix de l'unité de travail en matière de métayage ?

Nous posons en principe que le taux de rémunération du travail colonique est inférieur au taux ordinaire des salaires de la même région. Pour le démontrer, nous nous proposons de recourir à deux catégories de preuves : 1^o les preuves indirectes tirées de certains phénomènes économiques ; 2^o les preuves directes reposant sur des chiffres, des faits et des opinions.

a) *Preuves indirectes. 1^o Métayage et petite culture.*
— Le métayage s'exerce généralement dans les régions de petite culture. Les « domaines » de l'Allier sont une exception ; mais les « locateries » bourbonnaises restent dans la règle.

(1) *Essai sur la répartition des richesses.*

Or, on sait, après bien des affirmations d'agronomes ou d'économistes, que dans la petite culture, le travail du paysan n'est payé qu'à un tarif très bas, que si le travail du paysan était rétribué au taux des salaires courants, les comptes de la modeste entreprise se solderaient par des pertes. Ces affirmations, déjà anciennes, ont été tout récemment confirmées par les résultats statistiques d'enquêtes minutieuses et détaillées, faites en Suisse.

Voici un tableau résumant les résultats financiers de la culture par catégorie d'exploitations et par hectare (année 1909).

Exploitation. Hect.	Produit brut. Fr.	Frais d'exploitation. Fr.	Différences. Fr.
— 5	834 05	1.034 49	— 200 44
5 à 10	753 85	780 22	— 26 37
10 à 15	653 44	687 45	— 34 01
15 à 30	631 97	645 70	— 13 73
+ 30	529 07	562 22	— 33 15

Dans les frais sont comptés : l'amortissement, les intérêts et la valeur du travail de la famille, estimé au prix de la main-d'œuvre salariée.

L'indemnisation du travail du chef de l'exploitation et des membres de la famille, par jour de travail d'homme, ressort (moyennes 1901-1910) (1) :

(1) Recherches relatives à la rentabilité de l'agriculture, campagne 1910-11 ; Berne 1912.

Dans les petites exploitations à	2 02
— exploitations paysannes	2 50
— grandes exploitations.....	4 18

Dans les petites exploitations, le paysan est donc condamné à travailler pour un salaire réduit. Le métayage ne saurait améliorer une telle situation, d'autant plus que « la part du compte moral, du sentiment reconfortant de l'indépendance », dont parle M. de Lapparent, fait ici complètement défaut au métayer (1).

2° *Métayage et variations des salaires.* — Pour remédier à la hausse des salaires agricoles, on a préconisé l'adoption du mode de faire valoir par métayage. Ces conseils ont été suivis dans plusieurs régions de la France, notamment dans le Berry, le Lot, Lot-et-Garonne, Morbihan, Puy-de-Dôme (2). Dans certaines contrées viticoles, il en a été de même, lorsque pour parer à la crise de la mévente on a dû abaisser le prix de revient. Les ouvriers trop exigeants ou trop inconstants, se sont vus remplacés par des familles de métayers. C'est donc, semble-t-il, que le travail du métayer est pour l'exploitant d'un prix de revient plus avantageux.

3° *Métayage et fermage.* — On a proclamé bien souvent et prouvé jusqu'à l'évidence, la supériorité du

(1) *Bulletin de la Société Nationale d'Agriculture*, 1911.

(2) V. *Enquête sur la petite propriété rurale*.

métayage sur le fermage, au point de vue des profits procurés au propriétaire par ces deux modes de faire valoir. Columelle, dans son livre des *Choses Rustiques*, remarque déjà qu'un bien exploité par un fermier, rapporte moins que celui qui est cultivé avec des colons (1).

M. Convers estime que dans le métayage, les placements fonciers se font au taux de 4 à 5 %, alors que dans le fermage le taux s'abaisse à 3 % (2).

Un partisan enthousiaste du métayage, Rieffel, déclarait « qu'il a été constaté par une multitude d'exemples, que le colonage partiaire, dans des conditions définies de lieux, de terrains et de population, était le mode d'exploitation du sol qui rapportait le revenu net le plus considérable. »

Qu'est-ce à dire ? Sinon que l'intervention du métayer fait baisser les prix de revient, en offrant son travail à bas prix (3). M. D. Zolla, dans un article des *Débats*

(1) *De re rustica*, Lib. I, cap. VII.

(2) *La Propriété*.

(3) « Le propriétaire Morbihannais retire de sa terre un revenu plus élevé par métayage que par fermage et il n'a pas à craindre, ayant pris un métayer, de se trouver à court de main d'œuvre.

Dans la région de Lanvaux et dans les landes défrichées, un métayer donne un bénéfice peu après le défrichement, un fermier demanderait 5 ou 6 ans. C'est que le propriétaire est souvent le banquier du métayer, tandis qu'il ne l'est jamais du fermier. » *Enquête sur pet. propriété rurale*.

(21 novembre 1906), cite l'exemple d'un fonds qui, affermé 1.650 francs, rapportait, placé sous le régime du métayage, la somme de 2.532 francs.

Quand la hausse des salaires rend le faire valoir direct ou le fermage onéreux, le métayage apparaît comme un moyen efficace pour relever la rente et les profits.

b) Preuves directes. — Commençons par des données statistiques se rapportant à l'Italie, pays de métayage et pays où ce mode de faire valoir a été l'objet d'enquêtes remarquables.

Une première grande enquête parlementaire remontant à 1879-1880 relève les chiffres suivants, pris à titre d'exemples (1) :

a) Centre de l'Italie : le salaire journalier du métayer est évalué : 1^o d'après le Sous-Comité de Fermo à 0 fr. 68 dans la zone des grandes collines, de 0 fr. 28 à 0 fr. 30, dans la zone des petites communes ; 2^o d'après le Sous-Comité d'Ascoli, à 0 fr. 68 ; 3^o d'après le Sous-Comité de Macerata, de 0 fr. 28 à 0 fr. 49, suivant les zones. Ridolfi et Carega l'évaluent à 0 fr. 40.

b) Province d'Ancône : de 0 fr. 32 à 0 fr. 48, suivant les zones.

c) Toscane : l'unité de travail (un homme apte au travail) reçoit une rétribution annuelle estimée à 200 fr.

(1) Atti della giunta parlamentare per la inchiesta agraria. Rome 1880.

« 200 fr. ! dit l'enquêteur, c'est juste de quoi vivre, et le métayer doit payer là-dessus un certain nombre d'impôts ».

d) Province de Lodi : une famille de métayers comprenant trois enfants incapables de travailler reçoit un salaire total de 550 fr.

e) Calabre : d'après une récente enquête parlementaire (1), le salaire du colon-fermier (contrat mixte) est évalué à 1 fr. 40 pour les hommes et 0 fr. 55 pour les femmes et les enfants, alors que les salaires des ouvriers oscillent entre 1 fr. 50 et 4 fr. pour les hommes, 0 fr. 60 et 0 fr. 80 pour les femmes.

D'après M. Guicciardini (2) la rétribution de l'unité de travail (homme) varie dans les limites suivantes :

1^o Val-d'Elsa : Dans 34 familles de métayers, la rétribution de l'unité va de 356 fr. à 644 fr. Elle n'est supérieure à 600 fr. que dans 4 familles.

2^o Collines du Pistoiais : Pour 18 familles, le maximum est de 583 fr. 11, le minimum de 308 fr. 15.

3^o Val-d'Arno : Pour 19 familles, le maximum est de 649 fr. 43, le minimum de 360 fr. 11. Dans tous ces calculs, il est tenu compte de la valeur du loyer des maisons. Etant donnée l'énorme quantité de travail fournie

(1) *Inchiesta parlamentare sulle condizioni dei contadini*... Rome 1909-1910.

(2) *Le recenti agitazioni agrarie in Toscana ei doveri della proprietà*.

par la famille colonique, on peut imaginer à quel bas prix tombe la journée de travail.

En 1911, le Dr Gennari nous donnait pour la province de Ravenne les chiffres suivants : rétribution de l'unité de travail, de 500 à 1.000 fr., suivant l'intensité de la culture. Mais les métayers de cette région particulièrement riche, ont obtenu grâce à l'action syndicale des conditions meilleures que partout ailleurs (1). Encore se plaignent-ils aujourd'hui de gagner moins que les salariés, pour des journées de 12 à 14 heures de travail ! Les salariés gagnent de 2 à 6 fr. Dans la province de Pise, le Directeur de la chaire d'agriculture nous donnait de 0 fr. 40 à 0 fr. 45 pour le prix de la journée de travail des métayers ; les ouvriers gagnent de 1 fr. 50 à 4 fr.

Pour la France, il nous est malheureusement impossible d'apporter de telles précisions. On a bien fourni des chiffres, des comptes de métayers. Mais devons-nous nous en servir ? Non. Produits au cours de polémiques, et ne rendant compte que de situations particulières, souvent exceptionnelles, ils n'ont qu'une force probante très relative (2).

(1) Commissione di inchiesta sui conflitti agrari in Romagna. Rome 1911.

(2) C'est ainsi que M. Chambron, de Moulins, évaluant la part d'une famille de métayers composée de 6 personnes, dont 5 aptes au travail, à 3.031 francs, a pu voir cette part ramenée à 981 francs après la critique de M. Bernard, (V. *Travailleur rural*, n° 6).

M. Emile Guillaumin estime que la moyenne du salaire d'une famille de neuf personnes, dont sept adultes, ressort à 300 fr. par an pendant les neufs années de séjour dans une même métairie. « Et il s'agit, dit-il, d'une famille de bons travailleurs ; et les conditions étaient ce que sont celles des trois quarts, peut-être même des quatre cinquièmes des métayers » (1).

En 1908, le salaire des domestiques s'élève à 600 fr., plus le logement et la nourriture. Chaque membre de la famille colonique peut-il prétendre à une rétribution semblable ? Pour y atteindre il lui faut se surmener, car dans la plupart des domaines de l'Allier la main-d'œuvre est insuffisante. Pour un domaine de 60 hectares où il faudrait 5 ou 6 hommes, il n'y en a que 3 ! (2)

Il paraît donc peu contestable que le métayer travaille à très bon marché. A quelles causes faut-il attribuer ce phénomène ? A deux causes principales selon nous : 1° à la loi qui régit le prix de la marchandise travail ; 2° à la situation de famille de la majorité des métayers.

Le métayer détenteur de la force travail, ne saurait échapper à la loi générale, qui veut que le prix de cette force *tende*, par le jeu de la loi de l'offre et de la demande, vers son prix de revient.

L'écart entre les deux prix est au minimum dans les pays surpeuplés comme l'Italie, et là où les métayers

(1) Réponse à M. Berthault, *Travailleur rural*, n° 20.

(2) *Travailleur rural*, n° 6.

inorganisés ne peuvent opposer une résistance sérieuse aux prétentions des propriétaires fonciers. Ces derniers peuvent facilement tirer toutes les conséquences heureuses pour eux de la loi de l'offre et de la demande, grâce aux contrats de très courte durée qu'ils imposent aux colons.

Sismondi, peu suspect d'hostilité envers le métayage, avoue que « les métayers en se disputant la part que veulent bien leur laisser les propriétaires, arrivent enfin à se contenter de la plus chétive subsistance, d'une portion qui suffit à peine dans les bonnes années, et qui dans les mauvaises les laisse en proie à la famine » ; et il décrit la profonde misère des métayers des rivières de Gênes, de la République de Lucques, de plusieurs provinces de la région de Naples « que la nature a enrichie de tous ses dons ». Il ajoute, « le même malheur serait probablement arrivé au peuple de Toscane, si l'opinion publique ne protégeait le cultivateur ; mais un propriétaire n'oserait imposer des conditions inusitées dans le pays, et en changeant un métayer contre un autre, il ne change rien au contrat primitif » (1).

Turgot, qui fit du garantisme patronal appliqué, avant que Sismondi n'en eût fait la théorie (2), déclarait lui aussi que « le métayer est toujours réduit à ce qu'il faut pour ne pas mourir de faim ».

(1) *Nouveaux principes d'économie politique.*

(2) Voir ses Ordonnances de 1771.

« Tu n'as jamais eu *faim* depuis que tu es chez moi ! » répondait un propriétaire — le « mossieu » — à son métayer qui se plaignait de s'endetter (1). Le mot vaut une théorie.

« On répute riche, disait Méplain, le métayer qui, au jour de la moisson nouvelle, compte encore sur son grenier quelques rares sacs de blé de la récolte précédente ; aisé, celui qui, à la même époque n'a rien, mais ne doit rien. Le plus grand nombre emprunte au fermier (général), en avance sur la moisson prochaine le pain qu'il mange chaque jour ». Sauf, en effet, des situations exceptionnelles, des périodes très favorables, la part du métayer est réduite à ce qu'il lui faut pour vivre. S'il réalise quelques économies, ce n'est assurément pas sur ses bénéfices industriels, mais bien sur lui-même, sur les satisfactions matérielles et intellectuelles auxquelles un homme de notre époque peut légitimement prétendre. En tout cas, ces économies ne sont jamais suffisantes, même après toute une vie de travail, à assurer au colon usé, une vieillesse sans privations (2).

(1) DESFORGES : *La vie dans un coin du Morvan*, op. de la très intéressante collection des *Cahiers du Centre*, dirigée par M. Buriot, Moulins.

V. également l'*Apostolat républicain*. Dialogue entre un métayer du Berry, son maître et un apôtre républicain.

(2) Un exemple pris dans le Lot-et-Garonne : Dans une métairie, où les métayers d'une même famille se succèdent depuis plus de cent ans, « le métayer actuel est obligé d'avoir du crédit chez les fournisseurs, et ce crédit, malheureuse-

M. Pelletan arguait de ce que « l'immense majorité des métayers ne tirent qu'un profit très inférieur à ce que gagne beaucoup d'ouvriers » pour les faire bénéficier de la loi des retraites (1). C'est une opinion analogue qu'émettait un fermier général de l'Allier, devant les enquêteurs de 1866 : « Les journaliers ont plus de peine, mais gagnent plus peut-être que les métayers ». Ce fait explique la répugnance qu'éprouvent les colons à recourir à la main-d'œuvre étrangère. « Leurs bénéfices sont alors sensiblement diminués » (2).

La tendance imprimée au salaire des métayers par la concurrence que se font ces travailleurs, est encore accentuée dans le sens du minimum, du fait que le travail fourni sur l'exploitation est celui de la famille ; le désir bien naturel qu'éprouve le métayer de vivre et de travailler avec les siens le pousse à l'extrême limite des concessions. La famille est généralement nombreuse ; ce qui permet d'opérer au sein du domaine une avantageuse division du travail. Tous ses membres sont occupés depuis leur plus tendre enfance jusqu'à l'extrême vieillesse.

Les propriétaires sont à la recherche des familles nombreuses des métayers. « Les familles nombreuses

ment, ne diminue pas, bien au contraire ». *Le Cultivateur français*.

(1) Article du *Matin*, 22 déc. 1909.

(2) M. VACHER, *Bulletin de la Soc. N. d'Agriculture*,

qui ont de bons bras, d'une forte complexion si l'on peut dire, doivent faire prime (1) ». « Plus un métayer a d'enfants, plus il est riche » dit-on encore, comme pour l'encourager à procréer, à multiplier cette denrée rare « trop coûteuse » surtout, qu'est le travail. Les propriétaires et fermiers généraux, tout en regrettant la disparition des anciennes communautés de 15 à 20 membres, ne négligent rien pour tirer le maximum des familles actuelles. Les enfants sont distraits de l'école dès l'âge de 7 ou 8 ans pour être employés aux menus travaux des champs. Par contrat, les métayers s'engagent à ne rien vendre au-dehors de leur force de travail qui doit être dépensée toute, en journées nombreuses et longues sur le domaine. C'est le « sweating system » sous sa forme la plus insidieuse (2). « Le métayer est un bon travailleur, déclare M. Niccolini, mais un travailleur exténué. Les femmes sont contraintes d'exécuter des travaux convenant aux hommes. Les enfants, dès leur plus jeune âge, sont également condamnés à un rude labeur. Femmes et enfants sont souvent les victimes du métayage (3) ».

(1) RATOUIS DE LIMAY : *Le Métayage dans l'Indre*.

(2) « J'ai entendu, disait Reiffel, des propriétaires émettre l'idée qu'il valait peut-être mieux prendre des colons dans la misère avec une nombreuse famille. La misère, disait-on, les rend dociles, et la nombreuse famille les force à beaucoup travailler. Mais dans ces conditions ce ne sont plus des métayers, ce sont des serfs. »

(3) M. NICCOLINI, député : *La questione agraria nella provincia di Ferrara*, Ferrare 1907.

Ce qui est vrai pour l'Italie ne l'est pas moins pour la France. C'est dans cette exploitation de la femme et des enfants qu'il faut chercher l'explication principale de la tendance qu'ont les jeunes filles et les jeunes gens à quitter la métairie pour la ville.

Mais, objectera-t-on, s'il est avéré que l'unité de travail se trouve plus faiblement rétribuée dans le métayage que dans le salariat, il n'en est pas moins certain que le métayer jouit de l'avantage résultant de la certitude qu'il a d'employer toute la force de travail dont il dispose. S'il perd sur le prix de l'unité, il se rattrappe sur la quantité. Nous ne pensons pas que ce soit là une chose dont il faille se louer outre mesure ; car ce qui caractérise le progrès social c'est la réduction de la quantité de travail que doit fournir un homme pour vivre. Or ce n'est pas, ici, le cas.

On dit encore « ce qui prouve que le métayage a du bon, c'est que les ouvriers n'ont qu'un désir : celui de devenir métayers. » Mais, bien qu'il y ait dans cet argument une part de vérité, il ne vaut tout de même rien contre notre affirmation. A devenir métayer, l'ouvrier voit surtout des avantages moraux : ceux résultant du travail en famille. Il change aussi moins souvent de « maître. » Il est bien encore fasciné par l'appât des « bonnes années » ; mais que de déceptions ! Paysan, très averti des caprices des éléments, il se berce tout de même de l'espoir de « gagner » le temps et le maître

dans la partie pourtant bien inégale qui se joue annuellement sur son champ.

De Gasparin considérait la casualité des récoltes dans le système de métayage comme une des causes de la pauvreté du métayer ; on l'a vu récemment dans la région de vigneronnage, dans le Beaujolais, par exemple, où le métayage, par sa main-d'œuvre à bon marché, a rendu « d'immenses services » aux propriétaires, au moment de la reconstitution des vignobles. « L'aléa, remarque très justement M. Niccolini, est la grande ressource des forts, mais il est bien souvent la ruine des faibles. »

Quoiqu'il en soit de l'examen de tous ces avantages et inconvénients combinés, il nous reste l'intime conviction que le métayage n'est que la mise en œuvre d'un travail mal payé (1).

SUJÉTION DU MÉTAYER ENVERS LE BAILLEUR.

Enfin, il est un dernier trait caractéristique du métayage que nous tenons à mettre en évidence ; c'est l'état de dépendance dans lequel le métayer se trouve tenu à l'égard du bailleur.

M. Bois, enquêteur du journal le *Temps*, sur la question du fermage général et du métayage en Bourbonnais, estimait

(1) V. débats parlementaires sur l'impôt sur le revenu et les retraites ouvrières, et le discours de M. Compère Morel, *J. Off.*, 9 décembre 1910.

que tout le problème se réduisait à ceci : « Un métayer peut-il vivre et faire quelques économies (1) ? » C'est, selon nous, le côté matériel mais trop étroit du problème. Le métayer bourbonnais a bien d'autres légitimes ambitions que celles de vouloir vivre et faire quelques économies ; il en est une surtout qui lui tient au cœur ; elle est d'ordre moral ; sa dignité d'homme le pousse à secouer le joug de demi-domesticité sous lequel il plie depuis des siècles.

Sous la plume de certains écrivains, nous avons déjà rencontré les épithètes d'« esclave », de « serf », etc., appliquées au métayer. Loin de nous la pensée de faire nôtres de tels rapprochements. Mais il nous sera permis de noter que le colon est peut-être de tous les travailleurs celui dont l'indépendance subit encore les plus graves restrictions. Certes, le métayer du XX^e siècle n'est plus l'ancien serf taillable et corvéable à merci, ni même le serf tout court ; mais il est encore, par bien des côtés, à la merci du « maître ». En droit ? non. En fait ? oui. En droit pur il y a la liberté des contrats, mais en fait il y a la nécessité des contrats. S'il y a des degrés dans la sujétion déterminée par l'état de classes de la société économique, le métayer en occupe à coup sûr les plus élevés. Comment pourrait-il en être autrement ? Le métayer représente le facteur travail : c'est une première raison de sa

(1) *Le Temps* : 30 décembre 1910.

soumission au représentant du facteur capital (1). Le métayer travaille en famille ; les conséquences d'un geste d'indépendance de sa part dépassent ses intérêts personnels en atteignant tous les siens. Le métayer est lié au propriétaire par des contrats qui le tiennent à la merci de ce dernier. « Les baux sont malheureusement si courts, disait le baron de Veauce, que le métayer n'a jamais devant lui un avenir assuré, ce qui est souvent de sa part l'objet du découragement. Très ignorant, craintif et quelquefois méfiant, il est à la merci complète du propriétaire, car ce dernier pourrait peut-être abuser de sa position (2). » Nous tenons d'un propriétaire l'aveu « qu'avec les baux que l'on fait signer à la Saint-Martin, les métayers sont beaucoup plus soumis ; ils sont presque complètement à la merci du propriétaire. C'est le seul moyen d'en faire quelque chose (3) ». Tel est l'avantage du principe d'autorité, « de ce principe précieux parce qu'il est, d'après M. de Garidel, dans l'ordre logique des choses, précieux surtout parce qu'il vient de Dieu qui en a fait le fonde-

(1) Au propriétaire qui propose à son métayer l'association :
« le labourage en va mieux — quand les bœufs sont deux à deux, » le métayer répond :

C'est bien ; mais quand les bœufs ne peuvent pas s'entendre,
Qu'ils veulent, l'un à droite et l'autre à gauche tendre,
Un tiers, c'est l'aiguillon, les met bientôt d'accord,
Ici point d'aiguillon, vous serez le plus fort.

Causeries de Paysans, par Jules MARTINELLI, 1857.

(2) Enquête agricole, 1866, départ. de l'Allier.

(3) Propriétaire de la commune d'Arpheuille-Saint-Priest.

ment de toute harmonie sociale ; principe qui est inscrit à chaque page des baux à métayers (1) ». Un tel principe n'a que de fâcheuses conséquences pour le métayer.

A mesure que l'instruction se répand et que le développement des voies de communication permet au métayer de se frotter à d'autres couches sociales plus éprises d'émancipation, il tente de se soustraire à la tutelle du « maître ». « On peut évaluer à 10 % environ le nombre des métayers contraints à la Saint-Martin de changer de domaines (2) ». Dans la seule commune d'Ygrande, il y eut, en 1911, quinze changements. Le métayer fait, on le voit, un assez large usage de la « liberté des contrats » qui se réduit pour lui à la liberté de changer de partenaire. Les raisons ne lui manquent pas en effet d'en user. S'il n'a pas le bonheur d'être le métayer modèle qu'a dépeint Olivier de Serres et que recherchent encore nombre de propriétaires, « l'homme de bien, loyal de parole et de bon compte ; sain, âgé de 25 à 60 ans, marié avec une sage et bonne ménagère ; industriel, laborieux, diligent, épargnant, sobre, non amateur de bonne chère, non yvrongne ne babillard ne villotier, n'ayant aucun bien au soleil ains des moyens à la bourse », il est condamné à faire souvent la Saint-Martin. Il faut aussi qu'il sache lire les journaux bien pensants qu'on lui distribue gratuitement, qu'il vote

(1) M. DE GARIDEL, *Etude sur le Métayage*.

(2) D'après M. Jouffroy, ancien professeur départemental d'agriculture de l'Allier.

bien (1), qu'il confie ses enfants aux maîtres des écoles libres (2), qu'il s'abstienne d'assister aux conférences du professeur d'agriculture quand l'ordre lui en est donné (3), qu'il mette de la mauvaise volonté à profiter des lois sociales (4), qu'il ne soit pas trop regardant sur certaines questions d'honneur (5), qu'il ne fréquente pas trop assidûment les foires et les marchés car « c'est une perte de temps au détriment de la culture, l'occasion de gaspiller des pièces de vingt sous (6) ».

Mais ce n'est pas encore assez ! Un contrat léonin lui impose des redevances et prestations exagérées, des services personnels humiliants, des corvées, une

(1) V. *Travailleur rural* ; DESFORGES : *Un coin du Morvan*.

(2) Voir discours du Ministre de l'Instruction Publique, *J. Off.*, 16 février 1911.

(3) Dans deux cantons de l'Allier, il fut un temps où le professeur d'agriculture n'avait comme auditeur à ses conférences que l'unique instituteur de la commune visitée.

(4) V. discours du Ministre du Travail et de M. Ch. Dumas, *J. Off.*, 15 juin 1911.

(5) « Elles sont douces et modestes (les jeunes filles du Berry) ; et là où le bourgeois n'a point passé, les mœurs sont pures et patriarcales ; mais le bourgeois, le vieux bourgeois surtout, est l'ennemi de ces vertus rustiques. C'est triste à dire, mais le propriétaire, celui qu'on appelle encore le « maître » séduit, à peu de frais et impose le déshonneur aux familles par l'intérêt et par la crainte. » (G. SAND : *Promenades autour d'un village*, 1857. Voir aussi : *La déclaration de Bernard à la commission mixte* ; GUILLAUMIN : *En Bourbonnais* (Pages libres).

(6) V. RATOUIS DE LIMAY. Mais combien facile et dure pourrait être la réponse du métayer !

obéissance sans limite. Il doit tout faire, tout subir. Le métayage n'est-il pas « l'idéale association », même en Toscane où le propriétaire, nous disait le Dr Gennari, « possède jusqu'à l'âme de son métayer (1) » ?

Tels sont les résultats de la prétendue liberté des contrats en pays de métayage. « Quand un contrat est abandonné à l'anarchie des volontés individuelles, déclare Méplain, magistrat, la raison la meilleure est toujours la raison du plus fort ; nulle voix que celle de son intérêt ne se faisant entendre à son oreille, il ajoute le lendemain aux exigences de la veille ; l'abus répété des plus illégitimes prend le titre d'usage et l'usage fait loi (2) ». Certes, la loi de 1889 n'a pas fortifié la position du faible, du métayer !

Notons, pour terminer, le curieux revirement qui s'est opéré au sein de l'opinion libérale au sujet du métayage. Ce mode de faire valoir fut autrefois fortement combattu par les représentants les plus autorisés de cette opinion ; ils se plaçaient au point de vue économique ; le métayage leur apparaissait comme un système d'exploitation peu progressif. Aujourd'hui que l'on se place plus volontiers au point de vue social, le métayage est destiné, disent-ils, à un brillant avenir. Il se développera en réconciliant

(1) M. Gennari est un défenseur du métayage. Il en a préconisé l'extension dans le Ferrarais.

(2) V. argument intéressant dans jug. du trib. de Moulins, 13 juillet 1904, confirmé par C. de Riom.

les classes rurales. On l'érige en rempart de l'ordre social. Le « domestique », le « serf » d'autrefois y a gagné d'être subitement élevé au rang de « libre associé ». Le tour est ingénieux et de nature à rassurer les propriétaires encore nombreux qui redoutent la Révolution (1). Sachant qu'en France on fait volontiers des révolutions pour gagner des mots, on a fort justement pensé qu'en donnant le mot tout de suite, on ferait sans doute l'économie d'une révolution.

(1) V. brochure L. Bernard, avocat : *Les idées révolutionnaires dans les campagnes du Bourbonnais*.

CHAPITRE II.

Influence du fermage général sur le métayage.

Quel est l'effet du fermage général sur le métayage ? Loin d'en atténuer les caractères ci-dessus étudiés, il les accentue et les aggrave dans le sens le plus défavorable pour les métayers. Avec le fermage général, le métayage revêt plus nettement le caractère d'un louage de services (1). Le fermier général vient encore réduire la rétribution déjà si médiocre du métayer ; l'exploitation du travail de ce dernier est poussée à son maximum. Bien plus que le propriétaire, le fermier général fait peser sur le métayer son despotisme (2). C'est là une opinion très généralement acceptée que nous n'appuierons ici que de quelques extraits d'auteurs ayant écrit sur le fermage général ou sur le métayage en Bourbonnais.

Il y a longtemps déjà que Jacques Bujault reconnaissait, dans son langage imagé, que « prendre un fermier

(1) V. DESBOUDET : *Le Métayage en Bourbonnais*, 1897.

(2) V. exemples d'abus monstrueux dans *Revue hebdomadaire*, 8 oct. 1910.

général qui sous-loue ensuite ou fait colonner, c'était donner deux charges, deux bâts, deux sangles à son âne et mettre un essaim de frelons derrière lui ».

« L'association du propriétaire, du fermier (général) et du colon est déplorable, déclarait Méplain ; c'est la combinaison la plus funeste qu'on puisse rencontrer. » C'est pour le métayer plus de servitude. « Elle réduit à peu près le colon français à la condition du colon irlandais. Partout où elle s'est établie, elle a été la cause première incessante de la misère des métayers et de la détresse de l'agriculture. Tandis que le propriétaire aurait agi avec égard et douceur, le fermier qui ne tient pas au sol agit comme l'usurier envers l'emprunteur nécessaire et le taille à merci ».

Vers la même époque, en 1852, le général Canrobert écrivait, à la suite du « travail d'épuration » pratiqué par les commissions mixtes : « ...le socialisme m'a paru avoir établi ses principales forteresses dans la Nièvre, le Cher, l'Indre et l'Allier, la Creuse et quelques localités de l'Auvergne et du Limousin. On en trouverait sans doute l'explication pour les trois premiers départements au moins dans le peu de morcellement de la propriété foncière et dans cette commode mais bien dangereuse habitude que beaucoup de propriétaires ont de ne point s'occuper eux-mêmes de leurs vastes domaines, dont ils vivent éloignés et de les livrer à des entrepreneurs souvent étrangers à la culture, mais toujours avides, n'ayant

d'autre but que de faire rendre au sol le plus possible, sans s'inquiéter de l'appauvrir et d'exploiter inhumainement les petits habitants de la campagne qui, ne possédant rien en propre, sont obligés de se plier à toutes les exigences (1) ».

Baudrillart étudiant le métayage combiné au fermage général concluait : « Ainsi constitué, le métayage n'est plus guère qu'une domesticité livrée à un intermédiaire assez dur (2) ».

Pour le comte de Tourdonnet, « le fermier général qui paie une rente fixe au propriétaire pousse les droits qui lui ont été conférés à leurs dernières limites, et le métayer qui est à l'extrémité de la chaîne, se trouve exploité dans le sens le plus défavorable du mot (3) ».

M. Convert : « Quelquefois cependant, la misère des métayers a été aggravée par des conditions de sujétion regrettable. C'est lorsque le propriétaire quittant ses terres, a cru devoir les louer en totalité à un fermier général, en lui en abandonnant l'entière direction. La situation des tenanciers et celle du pays tout entier se sont trouvées, par suite de ce seul fait, profondément modifiées. Le souvenir des fermiers généraux rappelle dans les contrées du métayage les plus dures vexations et les plus déplorables conséquences (4) ».

(1) V. BONNEMÈRE, *Histoire des Paysans*, 1856.

(2) *Op. cit.* Poitou.

(3) *Traité pratique du métayage*.

(4) *La Propriété*.

M. H. Sagnier regrette, lui aussi, que le principe du métayage soit vicié par l'intervention du fermier général. « Il est le plus souvent impossible, dit-il, que le métayer trouve dans son travail l'amélioration de sa condition et de celle de sa famille (1) ».

M. Ratouis de Limay condamne les fermiers généraux, ces intermédiaires « qui faisaient exploiter par des métayers soumis, sur le travail desquels ils cherchaient à gagner. Ils s'assuraient la part du lion et souvent aussi se faisaient rembourser les avances qu'ils consentaient aux colons, à un taux usuraire (2) ».

Dans la région des cultures extensives, de la Vienne, « les métayers sont souvent pressurés par les fermiers généraux (3) ».

M. P. Boncour, ministre du travail, constatait à la tribune de la Chambre, que l'un des principaux obstacles à l'application de la loi des retraites ouvrières dans l'Allier, avait été la mauvaise situation économique du métayer « victime de l'exploitation abusive et exceptionnelle de la part des fermiers généraux (4) ».

Terminons enfin cette trop longue série d'extraits par une appréciation particulièrement autorisée. Elle émane du paysan romancier Emile Guillaumin : « Neuf fois sur

(1) *Bull. de la Soc. N^o d'Agriculture*, 1907.

(2) *Op. cit.*

(3) *Enquête sur la petite propriété rurale*.

(4) *J. Off.*, 14 juin 1911.

dix, dit-il, les métayers sont des sujets. On ne peut voir en eux des hommes libres. Au point de vue matériel, on leur fait des conditions telles qu'ils ne peuvent que végéter misérablement. Au point de vue moral, on viole à chaque instant leur conscience (1) ». Il s'agit ici du métayage bourbonnais, sur lequel pèse lourdement le système du fermage général.

Abordons maintenant l'objet principal de ce chapitre : l'application du contrat de métayage en régime de fermage général.

LE CONTRAT DE MÉTAYAGE ET LE FERMAGE GÉNÉRAL.

L'industrie agricole bourbonnaise, vise surtout à la production du bétail et du blé. Pour garnir de bétail des « domaines » de 20 à 70 hectares, il est nécessaire de disposer d'un capital important ; le bétail reste en effet l'élément dominant du capital d'exploitation. Trois individus concourent à la fourniture du capital-bétail. Le propriétaire attache à chacune de ses métairies un certain nombre d'animaux, véritables immeubles par destination. C'est le cheptel de fer. Le reste du troupeau est fourni moitié par le fermier général, moitié par les colons. Ainsi, d'après le procès-verbal d'expertise des cheptels

(1) *En Bourbonnais*. Voir du même auteur ses très intéressants romans de mœurs paysannes : *La Vie d'un Simple* ; *Le Syndicat de Baugnoux*, etc., etc.

de fer de 9 « domaines », une réserve et 3 locateries dépendant de la terre de Saint-Martin-des-Lais, le propriétaire confie à son fermier général pour 63.917 francs de bétail (1), ce qui permet à l'intermédiaire de réduire à peu de chose son capital d'exploitation.

Il arrive souvent que faute de ressources, le métayer soit obligé de payer au fermier général fournissant tout le bétail complémentaire, un intérêt de 5 % sur la moitié de la valeur de ce bétail.

Les instruments agricoles sont apportés par le métayer. Le fermier général qui encaisse le montant des ventes, fait les avances nécessaires à la marche de l'exploitation.

Ayant sous les yeux un assez grand nombre de baux à métayage, se rapportant au Bourbonnais, nous allons pouvoir en examiner les clauses principales ; nous verrons ainsi quelle est la position du métayer en face du fermier général, quelle part prend chacun d'eux à la mise en valeur et aux produits de la terre.

La direction. — Elle est toujours réservée au bailleur. « Le bailleur sera seul maître de la culture et de la direction du domaine, de l'achat et de la vente des bes-

(1) A titre d'exemple, donnons le détail de l'expertise du domaine de Piercampe : 16 bœufs estimés à 4.000 fr. ; 1 taureau, 60 fr. ; 6 vaches, 1.080 fr. ; 22 naurines, 320 fr. ; 4 mères truies, 177 fr. ; 70 brebis, 560 fr. ; Total 6.197 fr. (Année 1859).

tiaux. Il les fera conduire à la foire par les preneurs et vendra toutes pièces de bétail qu'il jugera à propos sans l'avis du preneur ». Ainsi le fermier général, le prétendu « associé » s'affirme le maître des destinées de l'entreprise. Il a le droit de prendre les décisions les plus graves pour l'avenir : modifier les assolements, diminuer ou accroître le cheptel, etc. Le métayer n'a qu'à obéir. C'est en vain que l'on a voulu soutenir que le métayer « véritable entrepreneur de culture » jouissait de sa liberté d'action ; que le propriétaire avait bien le droit d'imposer ses idées, mais qu'il ne le pouvait en réalité, sauf par la persuasion (1). Toute la pratique du métayage proteste contre une telle manière de voir. Le bailleur a souvent recours en effet, à la menace de l'emploi de l'un des trois moyens dont il dispose pour triompher des résistances du métayer : 1° la Saint-Martin ; 2° la résiliation avec dommages-intérêts ; 3° l'exécution des travaux par un tiers aux frais du métayer. L'immense majorité des spécialistes du métayage attestent la valeur persuasive de cette triple menace.

Le fermier général est donc en principe le directeur de l'exploitation. Il semble que pour un tel rôle on doive rencontrer chez lui les connaissances agricoles indispensables. Il n'en est rien, malheureusement ; il s'en faut même que le fermier général soit toujours un agriculteur ;

(1) V. article de M. Berthault, *Matin*, 20 oct. 1910.

il est quelquefois boulanger, cordonnier, plâtrier, etc., plus fréquemment marchand de produits agricoles. D'ailleurs à quoi servirait-il, que cet intermédiaire fut un excellent praticien, un agronome, quand son rôle se borne à présider aux ventes et aux achats ? (1)

Est-il au moins un directeur vigilant, assidu ? Non. Pour que le métayage soit productif, il faut, dit-on, « une coopération constante des deux associés ». Eh bien, on répute très assidu, le fermier général qui se rend dans les métairies une fois par mois ! Ordinairement, c'est à deux ou trois que se limite le nombre de ses visites. Peut-il en être autrement ? Non, car le fermier général capable gère un grand nombre de métairies ; l'incapable se rendrait vite insupportable. Il n'est pas rare de rencontrer des fermiers généraux placés à la tête de dix ou quinze métairies. On en cite même un, dans l'arrondissement de Lapalisse, qui « dirige 42 domaines pour lesquels il paie 96.000 francs de fermage.

La direction effective se trouve donc abandonnée au métayer qui s'en tire tant bien que mal. C'est là un des vices graves du système de la ferme générale. On comprendrait encore que par une direction suivie, intelligente, humaine, assurant au métayer un réel bien-être et au domaine un développement certain, le fermier général put prétendre justifier son profit. Tout travail mérite

(1) V. *Travailleur rural*, n° 4.

salaire et le travail de direction n'est certes pas le moins important. L'entrepreneur, en combinant les facteurs de la production, de manière à atteindre, dans des conditions agronomiques et économiques déterminées, le maximum de résultats, peut multiplier la valeur des produits du travail manuel. Mais en est-il ainsi ? Nous venons de voir que non. Le fermier général ne dirige pas, il spéculé sur le travail du métayer, à l'aide d'un contrat lésin qui lui assure un profit certain tout en le dispensant d'une direction effective. « Dépourvus de capitaux, sans moyen d'action, sans instruction agricole bien souvent, les petits fermiers généraux, en fait d'impulsion et de direction, ne valent pas mieux que les métayers eux-mêmes ; ils valent moins quelquefois en ce sens que ces derniers ont l'habitude personnelle du travail (1) ». Et Méplain confirme en ces termes : « Son intervention dans la culture se borne presque toujours à la vente et à l'achat des bestiaux ; quelques-uns y acquièrent une expérience qui les rend habiles, mais ils s'en font prodigieusement accroître sur ce point. C'est un art d'observation dans lequel le colon si naturellement observateur les aurait bien vite dépassés. En réalité, il n'y a pas de colon un peu intelligent qui n'égale dans cette science la moyenne des fermiers ».

Et même quand le fermier général prend sur d'autres

(1) *TOURDONNET, op. cit.*

points son rôle au sérieux, sa tâche est bien allégée par la collaboration du métayer rompu à toutes les pratiques agricoles.

Qu'il dirige ou qu'il s'abstienne, l'intermédiaire est malvenu à vouloir justifier son profit par l'influence que sa valeur technique exerce sur les bénéfices de l'entreprise. Le droit de direction lui est surtout utile pour peser sur la volonté du métayer, et arracher à ce dernier d'illégitimes avantages.

Bétail. — Le cheptel vivant est exploité à moitié pertes et profits. Un reproche, souvent adressé au fermier général, consiste dans le droit qu'a celui-ci de vendre et d'acheter le bétail sans le consentement et même hors la présence du métayer. Le colon ignorant des prix auxquels se font toutes ces transactions, est à la merci du fermier général peu scrupuleux (1).

Engrais et amendements, semences. — Il est généralement stipulé dans le contrat que les dépenses d'achat de ces diverses matières incombent, par parts égales, à chacun des contractants. Le droit de choisir la qualité des engrais, amendements et semences, d'en déterminer la quantité à employer, appartient au fermier général. Le métayer supporte à lui seul les frais de transport et d'épandage.

(1) V. *Recueil des usages locaux du département de l'Allier*, GAUME, 1855, et *Travailleur rural*, n° 18.

De telles conventions présentent un double inconvénient : 1° Le métayer est exposé à être volé, comme pour les animaux (1) ; 2° Il supporte une charge exagérée, étant donnée la courte durée des baux. Tout le monde sait que les engrais et amendements produisent leurs heureux effets pendant plusieurs années. La chaux surtout, agit très lentement ; il en est de même de certains engrais organiques ou minéraux (2). N'est-il pas bon — d'aucuns diront juste — que le métayer ait, par son bail, la certitude de récupérer tous ses débours en matières fertilisantes ? Evidemment si. Pourtant, les baux annuels l'exposent toujours et le condamnent trop souvent à être la victime de véritables spoliations (3).

Corvées et charrois. — Les clauses qui les concernent ont donné lieu aux critiques les plus vives, mais aussi les plus justifiées. Il semble, à première vue, que le métayer doive réserver son travail et la force de ses attelages à l'exploitation de la métairie sur laquelle il est seulement remboursé de ses dépenses. Il n'en est rien, cependant, et c'est là qu'apparaissent nettement les vrais

(1) M. Vernaison parle du métayer qui voit augmenter les notes des fournisseurs d'engrais « trop heureux encore quand une savante entente du fermier (général) et du marchand ne l'obligera pas à tout payer. Cela s'est vu et se voit encore tous les jours ». *Le Métaillage en France*, 1902.

(2) V. dans DEHERAIN, *Cours de chimie agricole*, 1873, les calculs très édifiants de MM. Masure et Lecouteulx.

(3) V. *Usages locaux*, GAUME.

caractères du métayage. Que l'on nous dise, si l'idée de « libre, de familiale et d'idéale association » peut s'apercevoir au travers des clauses suivantes :

« Les preneurs devront faire pour les besoins du bailleur, sans aucune indemnité ni nourriture, jusqu'au jour de leur sortie et même en cas d'incendie, tous les charrois qui seront nécessaires pour les constructions, mêmes nouvelles, que le bailleur ferait faire sur la propriété ainsi que tous les charrois qu'il demanderait pour son usage personnel et les besoins de sa réserve, quelle qu'en soit la nature. Ils laboureront et donneront aux terres de sa réserve toutes ses façons d'usage. . . Ils devront fournir un homme pour les foins, sans aucune indemnité ni nourriture. Ils fourniront, sur l'ordre du bailleur et sans aucune indemnité, chaque fois qu'ils en seront requis, des bœufs attelés et suivis d'un conducteur au locataire de la R. . . (autre métairie). Ce locataire sera tenu de rendre les journées reçues. Les preneurs ne pourront faire aucun charroi pour autrui ni aucune liés sous peine d'amende de 20 francs à chaque contravention. . . En sus du cheptel et à titre de tolérance, le bailleur accorde aux preneurs le droit de tenir un âne pour l'usage du domaine et que les preneurs achèteront de leurs deniers. Ils devront le prêter au locataire voisin, en cas de besoin (Contrat de la commune de Franchesse. Année 1899).

Ainsi, il faut retenir trois choses de cet article type :

1^o Le bailleur oblige le métayer à exécuter des charrois

et travaux au bénéfice d'entreprises absolument étrangères à l'exploitation colonique.

2° Quand le métayer use à son profit de ce même droit réservé au bailleur, il est puni d'une amende de 20 francs par infraction.

3° Le métayer est tenu de fournir son travail immédiatement, sur simple réquisition du bailleur. On cite des exemples de charrois exigés en pleines moissons, à un moment où les journées d'ouvriers valaient 5, 6 fr. et plus.

Les métayers protestent contre des stipulations aussi arbitraires, aussi contraires aux intérêts de la culture. Leur protestation s'accroît quand il s'agit des corvées, « de ces services gratuits dûs par le paysan à son seigneur (1) ».

Dans un rapport sur le métayage de l'Allier, il est dit, en 1880, « que les conditions imposées aux métayers qui gardaient les traces de l'ancien servage, commencent à disparaître. Mais des baux rédigés il y a 25 ou 30 ans, contiennent des clauses telles que les suivantes : « a) Le preneur sera tenu de fournir au bailleur, pendant le mois de mars, 3 journées de travail pour lesquelles il recevra en échange, sa nourriture seulement. b) Les preneurs fourniront au bailleur les œufs, volailles, légumes et le beurre dont il aura besoin ; quand il sera au domaine seul ou en compagnie, ils feront la cuisine et lui serviront

(1) V. Larousse.

de domestiques. c) Ils devront loger, nourrir, héberger et soigner pendant leur séjour au domaine, le cheval du bailleur et ceux des personnes qui l'accompagneront. d) Le bailleur se réserve la faculté, lui et les siens, de chasser, avec ou sans chiens, dans les sarrasins et les prairies (1). »

De telles « traces de l'ancien servage » sont bien loin d'avoir disparu des baux à métayage.

Dans un bail remontant à 1869, le puissant fermier général de la terre de Saint-Martin des-Lais, stipule que « les preneurs donneront, à toute réquisition du bailleur ou de son préposé : 1° une femme pour aider à laver la lessive ; 2° un homme pour aider à pêcher, le tout sous peine de payer trois francs pour chaque infraction à cette condition et ce sur simple déclaration du garde. »

« Le preneur fera gratuitement et à première réquisition du bailleur, tous les charrois qui lui seront demandés, dans un rayon qui ne pourra excéder 30 kilomètres (2) ».

En 1889, dans la commune de Chalivoy-Milon, un fermier général se constitue une réserve comprenant : 1° deux locatures ; 2° huit à dix hectares de terres ou prés. Les métayers seront tenus de labourer, cultiver les terres ; ils y conduiront les fumiers, ensementeront, transporteront la récolte à provenir et aussi transporteront ses foins

(1) *Société N° d'Agriculture*. Enquête 1879-1880.

(2) *Progrès social*, 7 janvier 1909.

et fourrages. Ils feront les roulages dont il pourrait avoir besoin, le tout sans indemnité. »

Dans un bail tout récent (1910), nous trouvons que le métayer « devra fournir, chaque jour, deux litres de bon lait qu'il fera porter, à l'heure indiquée, au domicile du bailleur. »

Il suffirait de parcourir la collection du « Travailleur rural » et d'observer les faits pour se rendre compte que ces prestations, dignes de l'Ancien régime, qu'elles soient stipulées ou non dans les baux, sont d'un usage courant dans les régions de métayage et surtout dans celles de ces régions où sévit le fermage général. On se convaincra facilement que le principe du métayage : attribution au métayer d'une quote-part des produits de son travail, n'est jamais respecté.

Corvées et charrois sur les réserves sont les vestiges des pratiques féodales. Rien ne prouve mieux l'état d'asservissement du métayer que la nécessité dans laquelle celui-ci se trouve d'exécuter des charges aussi onéreuses et humiliantes.

La constitution des réserves ne saurait être trop sévèrement condamnée. Si cette pratique permet au bailleur de faire des améliorations à bon compte, elle cause au métayer un véritable préjudice, dont la réparation lui est interdite, au nom de la « liberté des conventions (1) ».

(1) Voir plus loin : *La question des réserves en Roumanie*.

Redevances et impôt colonique. — Les redevances en nature fournies par le colon, consistent en volailles, beurre, œufs, etc. Exemple : « Le preneur sera tenu de fournir à sa demande (du bailleur), douze poulets, quatre chapons bien gras, vifs et recevables, cent vingt œufs frais. »

Les métayers ont protesté contre l'existence ou l'exagération de ces redevances à fournir sur simple réquisition. Elles donnent lieu à de nombreuses vexations ; on gagnerait à les supprimer ou à les remplacer par une somme d'argent exigible à une date déterminée.

En dehors de la moitié des produits, des corvées, services personnels, redevances en nature, le métayer est encore tenu de fournir au bailleur la prestation colonique. Cette prestation ou impôt colonique, consiste en une somme d'argent, payable aux époques fixées dans le bail. Quelle est la raison d'être de cette prestation spéciale ? Ne la rencontre-t-on que dans le Bourbonnais ? Quel est son taux ?

On a tour à tour prétendu que l'impôt colonique représentait, soit le loyer de l'habitation colonique, soit sa part d'impôt foncier, soit encore une compensation à de menus avantages dont le métayer est seul à profiter. Nous ne nous attarderons pas à discuter chacune de ces hypothèses, vraisemblablement établies dans le but de justifier, aux yeux du colon, par des raisons plus à sa portée, le prélèvement colonique. Les raisons invoquées,

n'ont de la vérité que les apparences ; elles sont insoutenables pour quiconque veut aller au fond des choses. Il nous serait facile de prouver, en effet, que dans l'immense majorité des cas l'impôt colonique ne se trouve dans un rapport d'équivalence ni avec la moitié de la contribution foncière, ni avec la valeur locative de la maison colonique, ni enfin avec l'importance des menus avantages procurés au métayer (1).

Pourquoi donc cet impôt ? Tout simplement parce que le colon peut le payer et que la concurrence l'oblige à le payer. C'est le privilège du détenteur d'un monopole portant sur les moyens de production ou d'existence de pouvoir exiger du travailleur tout ce qu'il peut donner. Et que peut-il donner ? Toute la part du produit de son travail, qui excède ce qu'il lui faut pour vivre avec sa famille. C'est la loi d'airain du salaire. En tant que tendance, elle nous paraît incontestable. Elle est un résultat du jeu de la loi de l'offre et de la demande. Mais la notion de salaire minimum est si relative, les conditions dans lesquelles on se place pour en vérifier l'existence et le jeu sont si changeantes qu'il est facile de soulever des critiques à l'encontre de cette loi. Pour nous, le salaire minimum est pratiquement

(1) L'auteur des *Usages locaux* mentionne que lorsque plusieurs métayers dépendent d'un même fermier général il arrive souvent que l'impôt y compris celui des biens dont ils ne jouissent pas est plusieurs fois payé par an, au moyen de la prestation colonique.

atteint quand le métayer ne fait aucune économie et même quand il en fait, mais en se privant des satisfactions matérielles, intellectuelles ou morales auxquelles un individu qui travaille peut, à notre époque, légitimement prétendre. En régime de fermage général, ce niveau d'existence est souvent atteint. Il suffit, pour en être convaincu, de se reporter à ce que nous avons déjà dit ou à ce que nous dirons au cours de cette étude sur la condition des métayers.

Sommes-nous seuls à penser ainsi ? Non. M. Jouffroy (1) estime « qu'il est plus simple de chercher les bases d'estimation de l'impôt colonique dans ce fait économique que dans des métairies riches en prés, en cheptel et déjà fort améliorées par le propriétaire, la moitié du produit net paraît dépasser de beaucoup le salaire du travail que ce produit a exigé ».

Dans le sud-ouest, observe M. H. Sagnier, grâce à des prestations coloniques « exorbitantes » et à la manière de régler les comptes, « le métayer ne pouvait réaliser aucune épargne (2) ». Le mot « exorbitantes » décèle évidemment une préoccupation de justice bien étrangère à l'indifférente et froide règle du salaire nécessaire.

Écoutons encore M. Méplain, qui a des vues si justes sur le problème du métayage combiné au fermage géné-

(1) Ancien professeur départemental d'agriculture de l'Allier.

(2) *Bulletin de la S. N. d'Agriculture*, 1907.

ral : « Sous le titre d'impôt colonique, le métayer paye chaque année au fermier une somme qui varie selon l'importance des profits qu'il peut obtenir. Au moyen de ce contre-poids, les améliorations du domaine sont pour lui sans profit et sa part est toujours ramenée au strict nécessaire. Que par ses soins les produits s'accroissent, le fermier augmente aussitôt le chiffre de la prestation colonique et reprend par cette voie la portion des profits que le colon avait perçue ; si le colon refuse de subir cette exigence, il le renvoie et fait accepter sa condition par un autre qui, n'ayant point contribué à l'amélioration du domaine, n'a point à se plaindre qu'on le prive d'un bénéfice acquis par le travail. Cette injustice révolte et cependant c'est la base de ce système de fermage qui pivote pour ainsi dire sur cette iniquité. C'est comme une chose convenue qu'il ne doit rester au colon que le nécessaire et comme l'avidité des spéculateurs est insatiable et sans pitié, le nécessaire le plus étroit paraît toujours trop large au fermier (1). »

Que devons-nous penser maintenant de la sensibilité et de la précision de « l'instrument d'équilibre et de compensation » qu'est, a-t-on dit, la prestation colonique ? Alors « que l'augmentation croissante du prix de la main d'œuvre, le perfectionnement et la complication du ma-

(1) MÉPLAIN signale une « malversation que commettent très souvent » les fermiers généraux : Elle consiste à percevoir sept prestations pour six années de jouissance.

tériel d'exploitation avaient rompu l'équilibre des apports au détriment du métayer, les charges de celui-ci se sont aggravées par le maintien et même l'augmentation des vieilles redevances en nature (volailles, beurre, fromages); en travail (corvées d'hommes, de femmes, d'attelages), et en argent (impôt colonique). Cet impôt colonique, véritable loyer payé par le métayer en plus de l'abandon de la moitié des produits du domaine, a constamment augmenté jusqu'à ces dernières années (1) ».

L'impôt colonique présente pour le bailleur un double avantage : 1° Il lui permet de tirer du domaine le maximum de profits, en réduisant le métayer au strict nécessaire ; 2° il réduit les risques courus. Seul, le métayer est exposé à perdre la totalité des fruits de son travail. Cela explique l'extension de cet impôt dans la plupart des régions de métayage. On le rencontre, en effet, dans l'Indre, les Landes, en Limousin, etc.; à l'étranger, en Italie, en Roumanie.

La question du taux de la prestation colonique paraît maintenant d'une médiocre importance. A titre documentaire, donnons tout de même quelques chiffres. L'impôt colonique est plus élevé dans les domaines d'élevage que dans ceux à céréales, dans les petits domaines que dans les grands, sous un fermier général que sous un propriétaire (2).

(1) Enquête officielle sur la petite propriété rurale, 1909. ALLIER.

(2) Enquête sur la situation de l'agriculture, 1878-79, *Travailleur rural*, n° 18.

En 1878, son taux moyen atteignait 7 fr. 50 par hectare pour les exploitations de 50 à 70 hectares ; 10 francs pour les exploitations de 20 à 50 hectares (1). Aujourd'hui, les taux se sont élevés ; ils sont de 10 à 20 francs par hectare (2). M. Dupont nous donne même le taux exceptionnel de 30 francs.

La prestation colonique est défendue par les propriétaires, par les fermiers généraux, et par un certain nombre d'auteurs qui la trouvent « juste », « équitable ». Pour nous, qui en attribuons l'existence à un tout autre principe qu'à celui de la « justice », nous renvoyons à plus tard l'examen de la question de sa suppression, réclamée par les métayers et par plusieurs personnalités qui ont été frappées de ses mauvais effets (3).

Achats. — Les achats de tourteaux, d'engrais, de semences, etc., sont faits par le fermier général qui paraît tenir beaucoup à cette prérogative. Bénéficiant des prix de gros, il inscrit au compte des métayers des prix de détail. Cela explique l'extrême difficulté que l'on éprouve à faire pénétrer la pratique de la coopération dans les régions de fermage général et même dans celles de simple métayage. Le fermier général est à lui seul le syndi-

(1) Enquête sur la situation de l'agriculture 1878-79, *Travailleur rural*, n° 18.

(2) *Travailleur rural*, n° 4.

(3) M. Dupont notamment.

cat d'achat ou de vente, la coopérative. Nous avons déjà noté qu'il était aussi le « banquier » du modeste colon. Nous verrons qu'il a horreur des sociétés de crédit mutuel. Ce sont là fonction et opinion de spéculateur, où l'un des « associés » aime à ignorer la qualité de l'autre.

Chasse. — Il est presque superflu de mentionner que le droit de chasse est réservé au bailleur. C'est bien le moins que le métayer soit dépouillé lui aussi de « ce droit féodal dont les paysans sont privés depuis quatre siècles » (1). Le jour où le paysan, le métayer, pourra chasser librement le gibier qu'il nourrit et protège, son affranchissement sera bien près d'être une réalité, le fermier général d'être un « associé ».

Comptabilité colonique. — Elle laisse souvent à désirer. Les métayers et les fermiers généraux illettrés n'en tiennent pas. Les règlements de compte sont trop irréguliers. Il en est qui n'ont lieu que tous les dix ans ! Ce sont là des situations fâcheuses à tous les points de vue. La comptabilité colonique est pourtant facile et peu coûteuse à tenir ; quand elle est claire et loyale, elle est la base des bons rapports entre les contractants. Les syndicats de métayers ont une tâche à accomplir : répandre et faire appliquer les bonnes règles de la comptabilité agricole. Ils n'ont qu'à suivre, à ce sujet, l'exemple qui leur est donné par les syndicats italiens.

(1) G. d'AVENEL.

LES AMÉLIORATIONS AGRICOLES ET LE FERMAGE GÉNÉRAL

Nous nous proposons de nous appesantir sur cette question que nous jugeons de premier ordre. Il nous faudra examiner successivement : dans quelle mesure le métayage favorise le développement de la production, comment les améliorations sont réalisées, qui en tire les bénéfices, quel est le rôle des fermiers généraux. Cet ensemble de problèmes est très important à résoudre parce que l'argument le plus fort de ceux qui défendent ou simplement tolèrent le fermage général, consiste à prétendre que les fermiers généraux ont pris une large part à l'œuvre de progrès agricole.

C'est ainsi que M. Berthault, parlant de cette classe d'intermédiaires « dont on a médit plus qu'il ne convenait » estime « que beaucoup d'entre eux, par leurs connaissances spéciales, par leur grande habitude des hommes et des choses locales, par leurs relations ont été d'excellents initiateurs des métayers aux nouvelles méthodes culturales (1). »

M. de Garidel n'hésite pas à déclarer que les fermiers généraux ont été les agents les plus actifs des progrès agricoles dans la région bourbonnaise. « Ils ont, en beaucoup d'endroits, transformé la culture, introduit les machines et les engrais ; ils ont provoqué la substitu-

(1) F. BERTHAULT, rapport sur le concours de la prime d'honneur de l'Allier.

tion de la race charolaise à l'ancien bétail ; ils ont, comme les propriétaires qui ont participé à ce mouvement, rencontré des résistances ; le paysan est parfois routinier ; ils l'ont *forcé* à suivre les méthodes nouvelles. Ils ont rendu de grands services. . . . et puisque malheureusement beaucoup de propriétaires ne veulent pas ou ne peuvent pas faire valoir eux-mêmes, ces intermédiaires demeurent utiles dans un grand nombre de cas (1). » La réprobation de M. de Garidel ne va qu'aux abus dont se sont rendus coupables les nouveaux venus de la corporation qui n'ont vu, dans le fermage général, qu'une occasion d'amasser promptement une fortune. Il espère que, dans ces cas, les propriétaires « conscients de leur devoir » les feront disparaître.

Recueillons enfin l'opinion autorisée d'un adversaire déclaré du fermage général, de M. Dupont, directeur des services agricoles de l'Allier. « Dans le *passé*, les fermiers généraux, peu nombreux, habiles, débrouillards, actifs, en affermant à bas prix les mauvais sols granitiques ou les terres des sables tertiaires de la Sologne bourbonnaise et en transformant complètement, par l'emploi de la chaux, en créant des prairies artificielles, en favorisant l'élevage du bétail blanc, ont certes réalisé de grosses fortunes, mais aussi fait faire des progrès incontestables à l'agriculture de cette partie du département (2). »

(1) Enquête du journal *Le Temps*.

(2) *Id.*

Ainsi, pour nous en tenir à ces seules opinions, le fermier général a amélioré l'agriculture. C'est là un grand mérite et un titre à son maintien dans l'avenir, quand le propriétaire ne voudra pas ou ne pourra pas exploiter lui-même. Il convient donc d'examiner attentivement l'œuvre des fermiers généraux et de l'examiner sous tous ses aspects, dans toutes ses conséquences : car il ne suffit pas de dire que les fermiers généraux ont été les promoteurs du progrès, et que dans ce rôle ils ont réalisé de grosses fortunes, il faut encore rechercher : 1^o les moyens qu'ils ont employés ; 2^o la part prise par les métayers dans les bénéfices que ces améliorations ont procurés.

Avant d'aborder l'étude de ces points particuliers, voyons dans quelles conditions la question des améliorations foncières ou agricoles se présente en régime de métayage.

On a répété de tout temps que le métayage ne se prêtait pas aux améliorations, que les métayers routiniers, ignorants, se refusaient avec entêtement à toute tentative de cette nature. Le moment est venu de s'expliquer nettement à ce sujet.

Est-ce vraiment par pur esprit de routine, par ignorance, par coupable mauvaise volonté que le métayer se montre indifférent ou hostile aux améliorations dont il paraît devoir profiter autant que le propriétaire ? Nous ne le pensons pas, car si le modeste métayer n'a pas tou-

jours la claire connaissance des méthodes nouvelles, il conserve néanmoins l'instinct très net de ses véritables intérêts ; s'il pêche par ignorance, il ne manque pas de bon sens. Pour être un peu confus, ses calculs, sur les résultats d'une innovation, n'en sont pas moins bien fondés sur une vieille expérience des choses et des hommes.

M. de Dreuille, dont le large et courageux libéralisme lui a valu la sympathie des populations coloniques du Centre, a parfaitement mis en lumière toute la question des améliorations en régime de métayage. On a contesté l'exactitude de son raisonnement : Quant à nous, nous adoptons sa manière de voir et lui savons gré de l'avoir exposée avec beaucoup de clarté (1).

M. de Dreuille part du principe que le principal mobile des actions humaines est l'intérêt, et qu'il n'y a pas d'ouvrage bien fait lorsque l'ouvrier n'a pas d'intérêt à bien travailler. Les améliorations agricoles entraînant de grandes dépenses, le métayer ne saurait être encouragé à les exécuter parce que, supportant toutes les dépenses, il ne bénéficie que de la moitié de leurs résultats. Une amélioration qui coûte 4 franc de main-d'œuvre et rapporte 4 fr. 50 de produit brut est une excellente opération pour un fermier, mais une fort mauvaise pour le métayer. Pour une dépense de 4 franc, le métayer recevra 0 fr 75 du produit ; d'où une perte de 0 fr. 25. Le propriétaire

(1) De DREUILLE : *Du Métayage et des moyens de le remplacer*, 1865.

réalisera, lui, un bénéfice total de 0 fr. 75. Ce calcul, simplifié à dessein, dévoile tout le mystère de l'entêtement du métayer à ne vouloir rien améliorer. Autre exemple : Un mauvais pré rapportant 60 francs de foin est transformé en champ de betteraves rapportant 800 francs de produit brut ; mais pour cela il a fallu dépenser :

Amendements et engrais.....	300 francs.
Main-d'œuvre : labour, foncement, binage, etc.	250 —
Total.....	550 —

Pour le fermier, c'est une excellente opération, lui donnant un bénéfice que M. de Dreuille calcule ainsi : frais 550 fr. + perte de la récolte du foin = 610 fr. Bénéfice net 800 fr. — 610 fr. = 190 fr. Pour le métayer, l'opération se traduit par une perte, sa part de frais étant évaluée ainsi : moitié des engrais, etc. = 150 fr. + la totalité de la main d'œuvre, 250 fr. + la moitié de la perte du foin, 30 fr. = 430 fr. ; d'où une perte de 30 fr.

On peut faire quelques critiques à la manière dont sont établies les dépenses et les bénéfices. Pour le fermier, on devrait tenir compte du prix de fermage venant en déduction des 190 fr. de bénéfices ; pour le métayer, il y aurait lieu d'ajouter au chiffre des pertes la part d'impôt colonique et autres charges afférentes à cette portion du domaine. Mais ces rectifications ne détruiraient en rien

la valeur de la démonstration. D'ailleurs M. de Dreuille déclare lui-même que « ces calculs reposent sur des chiffres en l'air ; mais quels que soit ces chiffres, ajoutet-il, on arrivera toujours au résultat que voici : 100 fr. de main-d'œuvre déboursés par un métayer lui laissent une perte de 25 fr., s'ils ne rapportent que 150 fr. de produit brut. Il n'y a ni profits, ni pertes, quand le produit brut atteint 200 fr. Pour avoir un bénéfice de 25 fr. pour 100 fr. de main-d'œuvre, le produit brut doit s'élever à 250 fr. « 25 0/0, c'est le minimum qu'une amélioration agricole puisse rendre pour être acceptable par un métayer ! » « Il est impossible que des hommes qui travaillent pour vivre, et vivent de peu, restent sourds et aveugles devant l'expérience de tous les jours quand elle leur montre que les améliorations les plus vantées sont justement celles qui laissent leur bourse vide, tandis qu'ils trouvent à la fois moindre fatigue, doux loisirs et profits honnêtes, en économisant sur les frais. »

De Gasparin exprimait la même idée en disant que « le métayer peut trouver qu'une très médiocre récolte avec un travail médiocre, lui laisse plus de profit qu'une bonne récolte avec un travail plus parfait. . . . Soit que l'on plante des arbres, soit que l'on marne, soit qu'on fasse des défoncements profonds, soit qu'on entreprenne des cultures pour lesquelles le travail entre pour une part qui ne puisse être soldée par la portion ordinaire dévolue au métayer, le consentement mutuel devient nécessaire ; »

En régime de métayage le propriétaire lui-même peut être amené à refuser certaines améliorations foncières qui entraînent une grosse mise de fonds ; de Gasparin cite à titre d'exemple, l'achat et la conduite des eaux d'irrigation. « Le métayer, de son côté, faisant les mêmes calculs, ne donnera pas de labours plus profonds, parce qu'il lui faudra un plus fort travail, un plus grand nombre d'animaux et de valets. Aussi les métairies sont-elles généralement en mauvais état sous le rapport de l'entretien des terres, des bâtiments et des cultures(1). »

M. Passy a très bien montré, à son tour, à l'aide de chiffres, que « sur le métayer pèsent des conditions de louage sous lesquelles il ne saurait, sans courir à sa ruine, s'attacher aux sortes de production qui par cela même qu'elles permettent de retirer net des terres plus que les autres, sont le plus fécondes pour la richesse et la prospérité rurale (2) ».

Ainsi le métayage offre des obstacles sérieux aux progrès de l'agriculture (3).

Mais, nous objectera-t-on : « Voyez les profonds chan-

(1) Cours d'agriculture.

(2) *Les système de culture.*

(3) Turgot remarquait « la tendance du métayer à ne faire venir que les productions qui ne donnent d'autres peines que de les ramasser ». Ex : chataignes, sarrasin.

P. LEROY-BEAULIEU : « La culture intensive et le colonage pratiqué sous la forme du métayage sont à peu près inconciliables. » Même opinion chez J.-B. Say et Arthur Young.

gements opérés dans ce pays d'élection du métayage, le Bourbonnais ; par l'amélioration de l'outillage, des assolements, l'emploi des amendements et des engrais, l'exécution des travaux d'irrigation et de drainage, etc., etc., les surfaces engazonnées ont passé de 74.169 hectares en 1865 à 94.000 hectares en 1892, les fourrages artificiels ont pris une importance de premier ordre, les rendements du blé se sont notablement accrus, la culture du seigle a regressé, les cultures des plantes industrielles se sont développées, le bétail blanc a été introduit et amélioré (1). »

Pour l'Allier, le tableau des améliorations et faits agricoles constatés de 1852 à 1862, est le suivant (2).

6.003	hectares de landes, bruyères, pâtis, défrichés.
1.772	— bois défrichés.
454	— prairies irriguées pour la première fois.
1.455	— terres humides drainées.
1.378	— marais desséchés.
55.794	— terres chaulées.
3.230	— terres marnées.

Toutes les améliorations accumulées depuis 60 ans ont coûté une somme énorme de travail. Comment ce travail a-t-il été obtenu du métayer ? Celui-ci avait, pour refuser sa collaboration au bailleur, trois raisons péremptoires :
1° Les améliorations en régime de métayage se traduisent

(1) Comparer statistique de l'enquête de 1866 à statistique de 1892.

(2) Enquête agricole de 1862.

par des pertes pour le travailleur ; 2° l'usage des baux de très courte durée (1 an le plus souvent, 3 ans parfois, rarement 6 ans), enlève au métayer tout espoir de se voir rembourser des dépenses auxquelles il aurait pu consentir ; 3° le métayer sous un fermier général avide, est toujours exposé à se voir dépouiller du bénéfice légitime de ses efforts extraordinaires, par l'augmentation de l'impôt colonique.

Ces raisons, pourtant très fortes, ne tinrent pas devant les exigences des fermiers généraux. Sous la pression d'une concurrence effrénée les métayers durent céder, et les fermiers intermédiaires puisèrent largement dans le grand réservoir de travail qu'est la famille colonique, toujours nombreuse.

L'école orthodoxe nous objectera, il est vrai : « ce qui prouve bien que le métayer trouvait un réel avantage à collaborer aux améliorations, c'est qu'il s'y engageait par contrat « librement débattu. » Sophisme ! L'acceptation ne venait pas du désir de spéculer, mais de celui de vivre. Le travail ne saurait attendre ni chômer. Toute résistance de sa part est brisée d'avance par la nécessité impérieuse où il se trouve de vivre au jour le jour.

Mais, dira-t-on encore, abuse-t-on de l'expulsion ? Voyez ces familles de métayers établies depuis 20, 30, 40 ans et plus sur le même domaine. Nous répondons avec Jacini : « il suffit que la possibilité du renvoi existe en permanence pour que le paysan se sente dépendant de l'arbi-

traire du propriétaire et soit ainsi socialement inférieur. »

A l'appui de ces considérations un peu doctrinales nous apporterons des opinions et des faits.

C'est en premier lieu, Méplain qui, visant les anciens fermiers généraux, les prétendus innovateurs du milieu du XIX^e siècle, affirme que le métayer ne touche pas les bénéfices de ses travaux d'amélioration. L'impôt colonique ramène toujours sa part au strict nécessaire. « Si le colon refuse de subir ses exigences, le fermier (général) le renvoie et fait accepter sa condition par un autre qui, n'ayant point contribué à l'amélioration du domaine n'a point à se plaindre qu'on le prive d'un bénéfice acquis par le travail. »

Le Comte de Tourdonnet écrivait 30 ans après Méplain : « Le profit illégitime des fermiers généraux et souvent le plus clair, c'est celui qu'ils retirent d'une exploitation surmenée en pressurant les métayers, en exigeant d'eux des services personnels, en les faisant servir aux charrois commerciaux, aux transports à longue distance des produits sur lesquels ils spéculent en faisant tourner à leur profit la misère des travailleurs, en leur imposant des conditions devenues usuraires par leur répétition... Entre les mains de ces spéculateurs qui ne songent qu'au luxe, les métayers sont traités sinon en ilotes du moins en véritables serviteurs à gage, ils n'ont ni volonté ni repos, ni moyens de résister. Il ne leur reste, s'ils sont mécontents, qu'à se retirer à la fin de l'année ; et par une

inconséquence qui ne s'explique que par la pauvreté et la nécessité absolue c'est cependant parmi eux, à qui restera aux services de ces brocanteurs ruraux, à qui restera soumis à leur pression ombrageuse et despotique. »

De Gasparin nous donne une des raisons qui poussent le métayer à défricher : « Un métayer forcé par ses engagements à consacrer uniquement son travail à sa métairie, ayant en général trop peu d'étendue de terrain pour s'occuper toute l'année, défriche des terres de qualité inférieure sans s'informer trop du prix qu'il tirera de son travail ; il lui suffit que ses journées soient payées à un prix quelconque pour qu'il en fasse l'entreprise. Le propriétaire n'a qu'à y gagner puisqu'il partage le produit du travail de ses métayers (1) ». Le fermier peut être amené à agir autrement car il paie son travail à sa valeur réelle.

Extrayons, maintenant, des baux, les clauses de nature à lever les derniers doutes sur le bien-fondé des affirmations précédentes.

1° « Les preneurs devront défricher à leurs frais, dans le cours des quatre premières années du bail, 3 h. 29 a. de bruyères (2). »

2° « Art. 4. — Tous les travaux d'amélioration que le bailleur croira devoir prescrire seront exécutés par les

(1) *Cours d'agriculture*, t. V.

(2) Bail de 6 ans, commune de Charnizay, 1862-1868.

preneurs, la chaux, les engrais artificiels et naturels seront payés de moitié. . . . Art 9 : les preneurs fourniront toute la paille nécessaire à l'entretien des couvertures des bâtiments du domaine, ils aideront et nourriront sans indemnité les ouvriers qu'ils emploieront, mais les journées de ces ouvriers seront payées par le bailleur. . . » Les métayers se chargent de la conservation de l'immeuble en payant la prime d'assurance-incendie. . .

Art. 10 : « Les preneurs seront tenus de faire tous les fossés que le bailleur jugera nécessaires sans être astreints à en faire plus de 120 mètres par an ; ils les garniront d'épines vertes ou sèches selon que le besoin s'en fera sentir. . . Le bailleur pourra faire ouvrir à ses frais telle quantité de rases ou conduits qu'il lui plaira. Les preneurs seront tenus de les empierrer et de les recouvrir. . .

Art. 19 : En cas de maladie contagieuse ou de tout autre cas fortuit et comme garantie du cheptel qui leur est confié, les preneurs verseront, aujourd'hui, entre les mains du bailleur, une somme de mille francs qu'il gardera sans intérêt pendant toute la durée du bail (1) ».

3° « . . . Le métayer entretiendra les routes qui traversent le domaine. . . Il devra planter tous les jeunes arbres qui lui seront fournis par le bailleur. Il y mettra des tuteurs (2) ».

(1) Commune d'Arpueille Saint-Priest, 1871, durée du bail 1 an, le métayer est très pauvre.

(2) C. de Sorbiers, 1873.

4° « Le métayer s'engage à exécuter sans délai tous les travaux de quelque nature qu'ils soient, que le propriétaire lui commandera dans l'intérêt de la culture du domaine, soit dans les champs, soit dans les prés et à quelque époque que ce soit. »

5° « Toute la chaux est fournie par le métayer à raison de 120 hectolitres par an sauf la dernière année (1) ».

6° Dans un bail de la commune de Souvigny le bailleur se réserve de mettre en prés, en cours de bail, un certain nombre de parcelles dont une à l'état de pâture, broussaille. Le métayer arrachera les épines, et paiera la moitié de la chaux et des graines employées. Le preneur « supportera la moitié des pertes provenant des ventes à crédit » et renoncera quant au bétail au bénéfice des articles 1810, 1812, 1827, du Code civil ; prestation colonique 800 fr.

7° Bail datant de 1903 (Allier) : « Les preneurs achètent chaque année cinq petits arbres à fruits qu'ils plantent à leurs frais. » Le métayer est tenu de faire tous les charrois et labours sur la réserve du bailleur, — impôt colonique 950 fr. pour 73 hectares ; durée du bail un an toute la volaille à moitié, interdiction de tenir des lapins.

8° Bail de la commune de Franchesse 1899, durée un an. « Le métayer ne pourra exiger aucune réparation aux bâtiments. » Il devra exécuter des travaux de nivel-

(1) C. de Nérès-les-Bains, 1872-1875.

lement, des transports de terre, etc. « Obligation de faire tous les fossés neufs jugés nécessaires par le bailleur. » L'entretien des chemins et avenues de la propriété est à la charge du colon. Obligation de planter les haies neuves. Interdiction de chasser sous peine de « renvoi immédiat ». Le bailleur se réserve d'employer à son gré (quantité et qualité) les engrais, semences payés par moitié. Tous les travaux de la réserve seront faits gratuitement par le métayer. Impôt colonique 800 fr.

Ainsi les fossés d'irrigation, les plantations, les rases de drainage, les défrichements, etc., sont pour le tout ou pour la plus grande partie exécutés aux frais du métayer, dont la jouissance est pourtant très précaire. Le fermier général peut gorger sa terre d'engrais ou d'amendements à bon compte : il trouvera toujours un métayer pour endosser la moitié des dépenses ; il lui sera toujours facile d'en trouver un autre, le premier refusant, qui consentira à une augmentation de l'impôt colonique, « justifiée » par l'accroissement de la fertilité de la terre. Parfois même, le fermier général est encouragé par le propriétaire à faire des améliorations ; dans un bail nous relevons que le propriétaire donne à son « fermier » la somme de 200 fr. pour chaque hectare de pré créé (1). Nous savons maintenant de quel moyen l'intermédiaire usera pour obliger le métayer à engazonner. L'engazonnement est

(1) Arrondissement de Nevers, 1875-1887.

pourtant une transformation avantageuse au métayer, par l'économie de main-d'œuvre qu'ultérieurement elle lui procurera ; mais le colon y répugne à cause de la précarité de sa tenure (1).

Maintenant que nous avons un aperçu de l'œuvre du métayer, recherchons quelle a pu être la part prise par le fermier général et le propriétaire, aux améliorations agricoles.

Le gros effort de transformation a été fait de 1845 à 1880 ; il s'est prolongé jusqu'à nos jours, mais avec plus de modération et de prudence. C'est donc vers le milieu du XIX^e siècle qu'il nous faut remonter pour voir à l'œuvre fermiers généraux et propriétaires. Pour les premiers, ces fameux « rénovateurs agricoles » nous avons à donner l'opinion d'un témoin oculaire admirablement placé pour apprécier leur rôle ; c'est Méplain qui s'écrie : « Que faut-il attendre des fermiers généraux qui ne sont point en état d'éclairer le colon sur la direction des travaux ; ils n'ont rien appris dans les livres où d'ailleurs on apprend peu dans cette matière parce qu'ils sont illettrés ; ils ne

(1) « Le métayer bourbonnais ne fournit pas seulement son travail ; il paie un tiers ou moitié de la chaux, des engrais commerciaux, des tourteaux et des farineux, matières dont l'effet se prolonge plus d'une année ; il supporte même une partie des travaux d'améliorations foncières dont les effets sont encore moins immédiats, tels que labour de défoncement ou création de prairies, transport de matériaux de construction, de drainage, etc. » JOUFFROY : *L'Agriculture dans l'Allier*.

sont point instruits par l'exemple d'une bonne culture parce que jamais ils ne sont sortis de la contrée qu'ils habitent et que leur expérience se borne à la pratique routinière du pays. » Et puis les fermiers généraux « qui ont un capital le dirigent vers des spéculations étrangères à l'agriculture et se livrent au commerce des vins, des bois, des grains. Malheur alors à la terre, au propriétaire et au colon. Ce dernier se transforme en voiturier aux gages du fermier ; les bestiaux quittent le labourrage pour le charroi ; les terres restent en friches et les engrais se perdent sur la route. »

Le fermier général a-t-il intérêt à améliorer ? Non, nous dit Méplain, parce que : 1° ses baux sont trop courts (6 ans en moyenne) ; 2° il est menacé d'une augmentation de rente. Aussi le fermier général « dédaigne, empêche ou détruit les améliorations qui lui sont souvent nuisibles. »

Il est cependant une amélioration que cet intermédiaire n'a jamais dédaignée ni empêchée : C'est le chaulage. La chaux qui s'est attiré, par son emploi inconsidéré, la réputation « d'enrichir le père et de ruiner les enfants » est l'instrument par excellence de fertilisation mais aussi d'épuisement, dont le fermier général a usé et abusé pendant longtemps. Lui en fera-t-on un mérite ? Non, car dans cette opération les intérêts du colon et ceux de la culture furent trop souvent sacrifiés aux désirs qu'il avait d'édifier rapidement une grosse fortune. Ce genre de spéculation ne saurait être loué ni même toléré.

M. Ratouis de Limay exécute avec force les anciens fermiers généraux du Berry qui n'ont songé surtout qu'à s'enrichir aux dépens du sol et se sont montrés généralement trop exigeants vis-à-vis des colons découragés, apathiques et peu délurés de caractère (1). Cela dit pour les fermiers généraux de la première moitié du siècle dernier. Ceux de la seconde moitié encourront une réprobation aussi sévère.

Dans l'enquête agricole de 1866, le baron de Veauce exposera les raisons qui interdisent aux fermiers d'améliorer : manque de capitaux, brièveté des baux. « Est-il possible au fermier qui n'a qu'un bail de courte durée de faire à ses frais des améliorations sérieuses ? Peut-il créer des prairies qui ne profiteraient qu'à son successeur ou à son propriétaire ? Peut-il assainir ? Non, il ne peut nullement s'engager sans faire un acte d'imprudence, car il n'aurait pas le temps matériel de rentrer dans ses avances. Chercher à gagner vite, à user la terre, à en retirer tout ce qu'elle peut donner est généralement le but du fermier à court terme. » Il n'y a que deux améliorations qu'il accepte de faire parce qu'il en profite immédiatement : celle du chaulage « qui n'est pas toujours sans danger pour la propriété » et celle du bétail. « Le bail à court terme est la négation de la possibilité des progrès sérieux (2). » Heureux encore quand le fermier à

(1) RATOUIS DE LIMAY, *op. cit.*

(2) Enquête agricole, 1866, Allier.

fin de bail n'épuise pas systématiquement la terre « pour éviter la concurrence (1) » ; et lorsque le fermier général accepte, contre une diminution du prix de fermage, une clause telle que celle-ci : « Pour créer des luzernières, ils (les fermiers généraux) devront fouiller le terrain à deux charrues, et chaque année ils devront fouiller un hectare environ sur l'étendue de ladite propriété (2) », nous savons bien qui fera les frais de cette amélioration. Toute l'enquête de 1866 proteste contre l'opinion que l'on a voulu accréditer du fermier général « améliorateur ». Partout où elle le signale, elle le considère comme nuisible à la propriété, à l'agriculture et au colon. Voyons, pour la période suivante, si les jugements portés sur lui peuvent atténuer cette fâcheuse impression.

Le comte de Tourdonnet écrivait en 1882 : « Le système du fermage général est parfaitement impropre, par sa nature même, au progrès agricole, aux améliorations les plus élémentaires et que l'on ne peut en attendre que la lassitude du sol, la stérilisation momentanée des domaines, le malaise et la misère des métayers ».

Peu après, en 1885, M. Convert déclarait à son tour « qu'il était préférable pour les propriétaires de vendre plutôt que de louer à ces intermédiaires qui n'ont aucun intérêt à veiller à la conservation du capital foncier ».

(1) Enquête agricole, Nièvre, 1861.

(2) Bail de ferme générale, Allier, 1874-1884. Propriété de 126 hect.

Les fermiers généraux actuels sont-ils mieux traités ? Nous savons bien, par M. Dupont, qu'il ne faut rien attendre de progressif « des ratés et des déclassés de toutes professions, dépourvus de connaissances techniques, qui, grisés par l'exemple de leurs prédécesseurs enrichis, se sont lancés à leur tour dans la spéculation du fermage et ont remplacé l'exploitation du sol par l'exploitation des métayers (1) ».

Mais les autres, les agriculteurs capables et instruits ? Ils sont voués à l'impuissance. Ils préfèrent, sauf de rares exceptions, spéculer sur le travail du métayer que sur la fertilité des terres améliorées ; cela demande peu de peine et point de capitaux. La brièveté des baux décourage les meilleures volontés. « Il est bien évident, déclare M. Berthault, que le fermier (général) qui n'est pas assuré de bénéficier des améliorations qu'il entreprendrait, est amené à tirer du sol et du métayer le plus qu'il peut (2). »

Quant à nous, nous ne pensons pas qu'il suffise d'accroître la durée des baux pour obtenir des améliorations ; il faudrait encore que les fermiers généraux disposassent de capitaux et qu'ils voulussent bien les consacrer à l'agriculture. Même alors, faudrait-il approuver sans réserve le fermage général, n'exiger aucune garantie sur les moyens qu'il emploierait pour réaliser les amélora-

(1) Enquête du *Temps*.

(2) *Op. cit.*

tions ? Si les métayers devaient en souffrir comme par le passé, supporter la lourde charge de la main-d'œuvre et rester exposés aux menaces de la Saint-Martin et de l'augmentation de la prestation colonique, le fermage général conserverait à nos yeux les caractères d'une odieuse spéculation ; nous le condamnerions plus sévèrement que jamais. Le travail qu'incarnent des hommes doit cesser d'être considéré uniquement comme un élément du prix de revient, réductible à l'extrême. Les métayers ont trop d'intérêt à jouir d'un bail plus long, à prendre sur la plus-value des domaines, la part afférente à leurs efforts, pour ne pas revendiquer et imposer un jour et cette garantie et ce droit (1). Mais, ce jour-là, les fermiers généraux voudront-ils améliorer (2) ?

En tout cas, les prétendus « fermiers généraux améliorateurs » en sont encore réduits à plaider les circonstances atténuantes : baux trop courts, métayers routi-

(1) V. rapport Souchon, *Bulletin de l'off. des renseignements agricoles*, n° 11, 1912.

(2) A la question suivante posée aux fermiers généraux par M. Bois, enquêteur du *Temps* : « Quoi qu'il en soit de la valeur des revendications syndicales et de la justesse de vos réponses, accepteriez-vous de délibérer, tous les fermiers généraux réunis, ou avec les propriétaires sur les réformes susceptibles de favoriser l'intérêt général de l'agriculture bourbonnaise et l'intérêt particulier des métayers, de reviser les baux, d'établir un bail-type, que sais-je ? », trois réponses négatives furent faites. « Que chacun soit maître chez soi ! » Telle est la devise des fermiers généraux. Pas un mot pour « l'associé ! »

niers, manque d'argent, etc., etc. Ils n'ont rien amélioré parce qu'ils n'ont voulu ou n'ont pu rien améliorer. Nous tenons d'ores et déjà pour non avenus les exemples *exceptionnels* que l'on pourrait apporter pour infirmer notre jugement général.

Quant à l'œuvre des propriétaires, il faut distinguer : ceux d'entre eux qui ont fait valoir directement, ont pris une part plus ou moins grande aux améliorations foncières et agricoles ; leur cas ne nous intéresse pas principalement ici. Toute notre attention doit se porter sur l'action de ceux très nombreux qui ont adopté le mode d'exploitation par métayage, avec ou sans fermiers généraux. Dans ce cas, la participation des propriétaires aux améliorations se traduit par une mise de fond de leur part. La question revient alors à se demander : Les propriétaires ont-ils intérêt, en régime de métayage, à incorporer au sol des capitaux importants ? Possèdent-ils des capitaux ? Quand ils en ont, les consacrent-ils au développement de leurs propriétés ?

Nous avons vu plus haut, avec de Gasparin, que métayers et propriétaires peuvent avoir les mêmes bonnes raisons de refuser, les premiers leur travail, les seconds leurs capitaux pour des améliorations foncières et agricoles dont les avantages doivent être partagés par moitié. Il n'est certes pas impossible de concilier les intérêts divergents du propriétaire et du métayer, lorsqu'ils doivent s'engager dans une œuvre commune déterminée ;

mais alors il faut renoncer aux moyens suivis dans la pratique du métayage et prévoir, dans un contrat *ad hoc*, les conditions et les conséquences de leur coopération. Ces conventions spéciales ont-elles été nombreuses dans le passé ? Il est permis d'en douter pour plusieurs raisons.

Méplain nous apprend que les propriétaires du milieu du XIX^e siècle manquent de capitaux ; que ceux qui en possèdent les emploient non pour améliorer, mais pour satisfaire « leur manie de s'arrondir ». Leurs rentes toujours trop restreintes sont consommées ailleurs.

L'enquête de 1866 vient à l'appui de cette première opinion. « Avec une incertitude comme celle qui détermine le propriétaire à faire un bail de courte durée, peut-il s'engager dans des travaux importants d'améliorations foncières ? Peut-il drainer, s'il n'est pas certain de trouver l'amortissement de son capital ? Peut-il faire des nivellements et créer des irrigations ? Peut-il défricher à ses risques et périls et faire des défoncements ? Peut-il se jeter dans de nouvelles constructions pour la division des domaines ou l'accroissement du bétail, s'il ne doit pas recevoir l'intérêt et l'amortissement de son capital ? N'a-t-il pas peur bien souvent d'aller visiter ses domaines, comme le disait un déposant, de crainte qu'on ne lui demande des réparations nécessaires ? » Dans le nord de l'Allier, les capitaux manquent pour améliorer ; les propriétaires ne trouvent à emprunter qu'à des taux ruineux.

Enregistrons encore cette précieuse déclaration du

baron de Veauce : « Si le métayage continue à rester le mode actuel d'exploitation, c'est qu'il est difficile de trouver des fermiers ayant des capitaux, et que le propriétaire n'aime pas à s'astreindre aux charges aléatoires d'un faire valoir direct pour lequel le plus souvent il n'aurait pas le fond de roulement nécessaire. On est véritablement surpris de voir comment, avec des ressources si faibles, les métayers peuvent progresser ; mais de leur part, il y a une grande économie, et pourvu que le propriétaire les aide un peu, soit par les améliorations du bétail, soit par quelques avances en argent, ils arrivent graduellement à augmenter le revenu du domaine.

« Mais les baux malheureusement sont si courts, que le métayer n'a jamais devant lui un avenir assuré, ce qui est souvent de sa part l'objet d'un découragement. Très ignorant, craintif et quelquefois méfiant, il est à la merci complète du propriétaire, car ce dernier pourrait peut-être abuser de sa position ; ce n'est cependant point son intérêt : identifier au contraire le métayer à son œuvre, lui faire partager ses bénéfices, doivent être son but ; et dans ma conviction, le métayage est appelé à devenir un jour le seul moyen, pour le propriétaire, d'améliorer directement son domaine, car la difficulté des ouvriers, et plus encore celle des serviteurs à gages, pour les exploitations agricoles, rendront plus nécessaires que jamais cette association de l'exploitant avec le détenteur du sol ». Nous savons aujourd'hui, que le métayer n'a pas

été traité comme le souhaitait le rapporteur de l'enquête, malgré les immenses améliorations opérées depuis. Nous verrons bientôt dans quelle mesure il a participé aux bénéfices de celles-ci.

M. Berthault a bien prétendu que « même sur cette terre classique du bon métayage (l'Allier), il serait excessif d'attacher à cette forme d'exploitation les progrès réalisés par l'agriculture locale », que « l'étude des domaines améliorés, montre que les grosses améliorations ont toutes été faites par les propriétaires, soit pendant une période d'exploitation directe, soit à côté du métayage, et sauf de très rares exceptions sans l'intervention du métayage (1) ».

L'examen approfondi de la question des améliorations, nous interdit d'accepter, sans d'importantes modifications, une telle opinion. Nous concédons volontiers, que les « grosses améliorations » foncières aient été faites par les propriétaires en dehors du métayage. Nous ne contestons pas non plus qu'à côté du métayage, par le moyen des réserves, exploitées gratuitement par le métayer, les propriétaires aient pu se livrer à des transformations avantageuses. Mais, fort de l'opinion de Méplain, du baron de Veauce, de Gasparin, de Tourdonnet, de Risler, de Jouffroy, etc., etc., fort aussi de l'examen des baux à métayage, nous ne craignons pas d'affirmer que la plus grande partie, la presque totalité des améliorations agricoles, ont été l'œuvre de la classe des colons.

(1) Discours du 4 juin 1910, à Moulins.

Il nous serait même facile d'établir, en invoquant des témoignages et des faits incontestables, que cette même classe des colons, a dû participer aux améliorations foncières, sans aucune compensation pour elle.

Nous oserons affirmer encore, qu'en régime de métayage, le propriétaire absentéiste a failli à sa tâche de « bon propriétaire », telle que la définit notre éminent maître, le professeur Zolla : « Le propriétaire — le bon propriétaire s'entend, ne se contente pas de conserver et de défendre le domaine contre les abus de jouissance de ses locataires ; il améliore, c'est-à-dire qu'il accroît par des constructions, des irrigations, des drainages, des réunions de parcelles, des plantations, la production du sol ou les profits attachés à sa culture (1) ».

Et s'il est vrai, comme le déclare à propos de l'Irlande le Dr Playfair, que « la principale fonction de la terre est de produire des aliments et non des fermages », nous regretterons qu'il n'existe aucune loi pour mettre les métayers et la collectivité à l'abri des « abus de jouissance » des propriétaires eux-mêmes.

RÉPARTITION DES BÉNÉFICES RÉSULTANT DES AMÉLIORATIONS.

Après avoir montré quelle avait été la part de chacun dans l'œuvre des améliorations, il convient maintenant de rechercher à qui en sont allés les bénéfices.

(1) *Revue politique et parlementaire*, 1903.

a) *Part des fermiers généraux.*

Ils ont « réalisé de grosses fortunes » ; les châteaux, les luxueuses maisons de maître dont le Bourbonnais est riche, en témoignent suffisamment. De Tourdonnet nous a donné du fermier général une peinture qui n'est pas pour nous inspirer des inquiétudes sur sa situation de fortune.

Au cours des temps, les fermiers généraux se sont livrés à une véritable course à l'enrichissement. Mais le nombre des concurrents s'est grossi hors de proportion.

En Roumanie, nous verrons opérer le trust des fermages, par une poignée d'intermédiaires insatiables. En France, c'est le phénomène inverse qui se produit ; les fermiers généraux y sont moins audacieux. Ils veulent surtout aller vite et ne point trop durer. Il y a une cinquantaine d'années, quelques grands fermiers généraux se partageaient l'administration de la plupart des grandes propriétés bourbonnaises. Aujourd'hui, chaque commune a son ou ses fermiers généraux. La très lucrative profession a grisé tout le monde, jusqu'au cordonnier, ou au plâtrier de l'endroit. Ils sont près de quatre cents, principalement répartis dans les deux arrondissements de Moulins et de Lapalisse. On assure qu'un domaine de 50 hectares de moyenne qualité, procure au fermier général un bénéfice net de 1.500 à 2.000 fr. (1). A défaut de

(1) *Travailleur rural*, n° 4.

statistiques aussi précises que celles que nous trouvons pour les fermiers généraux de certaines régions de l'Italie, nous devons nous borner à une appréciation purement indiciaire des profits réalisés par les fermiers généraux français. Selon toute apparence, le fermage général reste un moyen facile et rapide de faire fortune.

b) *Part des propriétaires.*

C'est toujours aux détenteurs de la propriété que revient, en définitive, la plus-value procurée par les améliorations, ou due à des causes générales. La rente s'élève, sans que le propriétaire n'ait à se donner d'autre peine que celle de l'élever ; et, lorsque le capital intervient pour stimuler la production, il y a généralement disproportion entre l'importance de ses sacrifices et la part des profits qu'il en retire. Le travail ne recueille que les avantages les plus immédiats, très souvent médiocres, et toujours passagers.

Quel a été le mouvement de la rente du sol, dans le Bourbonnais ? Pour répondre à cette question avec toute l'ampleur et la netteté désirables, nous manquons encore de statistiques. Force nous est donc de recourir à des évaluations restreintes, à des exemples typiques, puisés aux sources les plus sûres. Nous avons l'impression que de 1850 à 1900, le taux de la rente a subi une hausse énorme. L'impression se transforme en certitude pour la période qui s'étend de 1851 à 1881, quand on consulte le travail de révision de l'évaluation du revenu foncier des pro-

priétés non bâties, entrepris par le Ministère des finances. En parcourant le tableau des plus-values par départements, nous avons constaté, sans surprise aucune, que les régions de métayage fournissaient des pourcentages de plus-value comparativement supérieurs à ceux des pays de faire valoir direct, ou de fermage (1). Pour la France entière, la plus-value de la valeur vénale des terres atteint le taux moyen de 43 %. En choisissant les départements où le nombre des métayers dépasse celui des fermiers (statistique agricole de 1862), nous trouvons les taux de plus-value suivants : Allier 140 % ; Aude 130 % ; Dordogne 42 % ; Gers 42 % ; Gironde 52 % ; Indre 70 % ; Landes 104 % ; Lot-et-Garonne 38 % ; Basses-Pyrénées 34 % ; Tarn 45 % ; Tarn-et-Garonne 67 % ; Vendée 74 % ; Haute-Vienne 56 %. Il serait difficile de méconnaître, devant de telles chiffres, l'influence qu'exerce le métayage sur le développement de la rente du sol. Il est, pour la plupart de ces départements, d'autres causes générales, et pour certains d'entre eux des causes spéciales, qui sont intervenues dans le même sens que le colonage. Les 104 % de plus-value constatés dans les Landes, sont dûs en partie à certains grands travaux, effectués sur le littoral atlantique. Mais là aussi, l'influence du métayage est indéniable ; ne déclare-t-on pas en effet, dans l'enquête agricole de 1866 que, si les propriétaires fonciers ont

(1) Valeur vénale par hectare pour l'ensemble des natures de cultures, n° 36.

recours au métayage, c'est par crainte de se « ruiner » en exploitant directement ? N'y a-t-il pas lieu aussi de se montrer surpris du taux de 140 % atteint par l'Allier, au cours d'une période où il est avéré que les propriétaires et fermiers manquaient d'argent (1) ?

Nous pensons que les pays de métayage n'ont pu atteindre des taux de rente aussi élevés que grâce au métayage qui apporte à la production un travail à très bas prix. Voyons quelques faits :

Un propriétaire de l'Allier, que Barral aurait qualifié de « progressif », puisqu'il se flattait d'avoir supprimé la prestation colonique sur ses domaines, nous donne les chiffres suivants : premier domaine : valeur de l'hectare en 1849, 225 francs ; en 1879, 1.500 francs ; deuxième domaine : valeur de l'hectare aux mêmes dates 538 et 847 francs. Bignon commentait en ces termes : « Nos cantons (arrondissement de Moulins) ont suivi une marche rapide dans la voie des améliorations agricoles. Tel domaine dont la valeur représente un capital de 200.000 francs n'en valait guère que 30.000 il y a 40 ans (2) ».

Etait-ce un phénomène local que cette hausse de la valeur vénale de la terre ? Non. En 1878, Barral constatait le doublement depuis 25 ans, de la valeur de la terre des métairies du Limousin. Les propriétaires eux-mêmes, reconnaissaient que la terre y avait pris deux

(1) Enquête de 1866. Voir plus haut.

(2) Enquête sur la situation de l'agriculture, 1879-1880.

ou trois fois plus de valeur. « Un grand bienfait, ajoutait Barral, a été la suppression de plus en plus grande des fermiers généraux. Les propriétaires viennent faire leurs affaires eux-mêmes et alors ils se montrent libéraux envers leurs métayers ». N'empêche, que le grand agronome devait déclarer, après enquête sur place et en résumé avec *modération* (le mot est souligné à dessein) la situation vraie du métayer : « Le plus souvent toutes les charges de l'agriculture sont supportées exclusivement par le métayer . . . (1) ».

« Le pays d'entre Loire et Allier, écrit Risler, est entouré de formations calcaires ; en a su en profiter et depuis 1830, mais surtout depuis que le canal et les chemins de fer ont été construits, cette contrée a fait « d'immenses progrès ». De tous nos départements celui de l'Allier est un de ceux où les propriétés ont le plus augmenté de valeur depuis 40 à 50 ans. » Il s'agit bien là d'améliorations agricoles et non de grandes améliorations foncières. Nous savons que la plus grande partie des frais qu'entraînaient l'emploi de la chaux ont été supportés par le métayer : moitié du prix d'achat plus les frais de transport et d'épandage, très élevés pour une matière qui ne valait pas plus de 1 fr. 25 l'hectolitre (2).

Risler nous rapporte, d'après les comptes de V. de Tracy, que la valeur d'un domaine de 300 hectares s'est élevée de 22.000 francs en 1846 à 500.000 francs en

(1) Enquête sur la situation de l'agriculture 1879-1880.

(2) Id. Voir les moyens employés pour améliorer.

1856 ; les dépenses du propriétaire ne dépassèrent pas 86.381 fr. 87.

Écoutons l'histoire de la terre de Saligny : elle se compose de 1.350 hectares ; avant 1848 elle était tout entière en friches et en bruyères. Un fermier général l'affirma alors pour 18.000 francs ; il ne disposait que d'un capital d'exploitation de 24.000 francs ! 200 hectares sont constitués en réserve. Le reste est réparti entre 15 métayers. Après le défrichement d'une grande partie des landes, le bail est renouvelé en 1860, à 24.000 francs. La chaux est appliquée à haute dose : 300 à 400 hectolitres à l'hectare ; des labours profonds et de fortes fumures sont donnés. En 1869, le fermage atteint 40.000 francs. À partir de cette date on crée des prairies : 300 hectares ; le capital d'exploitation s'élève à 400.000 francs dont 320.000 francs en cheptels et 80.000 francs en fonds de roulement. Enfin, en 1878, le fermier général sert 60.000 francs de rente au propriétaire. En 30 ans, le fermage a plus que triplé ; le capital du fermier général s'est accru, de 15 66 0/0 ! (1).

M. Vacher parlant d'une de ses métairies, 50 hectares sur sol granitique pauvre, nous donne le tableau suivant :

(1) RISLER, *Géologie agricole*, tome II.

Années	Dépenses du propriétaire	Bénéfices nets par hectare
1880	2.290 57	59 »
1885	3.150 57	75 »
1890	880 40	82 »
1895	1.865 54	76 »
1896	917 77	108 »
1898	2.550 03	100 »
1899	1.279 08	93 »

Pendant que les dépenses diminuaient, la rente s'élevait presque au double de ce qu'elle était en 1880, et cela en 20 ans ! Et, M. Vacher passe pour être, avec ses colons, un propriétaire accommodant (1).

Ajoutons un dernier fait, relevé dans le rapport sur le concours de la prime d'honneur de l'Allier (année 1909). Il s'agit d'une propriété dont les 545 hectares sont répartis entre onze métairies. Pour amener la propriété à l'état de productivité actuel, dit en substance M. Berthault, rapporteur, le propriétaire a dû dépenser 194.258 francs. « Il est vrai que la valeur de la propriété portée à 336.088 francs au début est maintenant fixée à 1.190.201 francs ». Il se trouve que l'impôt colonique dans le cas présent (8 à 10 francs par hectare) représente à peu près exactement la dépense annuelle du propriétaire en améliorations foncières ». En dépensant 194.258 francs le propriétaire a donné à sa propriété une plus-value de

(2) *Bulletin de la Société N° d'Agriculture*, 1900. A remarquer que de 1880 à 1899 sévit la crise agricole avec ses funestes conséquences sur la rente et le profit.

854.413 francs ! Nous voulons bien croire que les métayers ont été pour quelque chose dans cette hausse exorbitante du prix de la terre.

c) *Part des métayers.*

Nous venons de voir que propriétaires et fermiers généraux avaient été fort bien partagés dans la répartition des bénéfices résultant des améliorations foncières et agricoles. En a-t-il été de même pour les producteurs par excellence, les métayers ? Au moment même où l'enquête de 1866 enregistrait la réalisation « d'immenses améliorations », en pleine période durant laquelle la plus-value foncière atteignait pour l'Allier le taux de 140 %/o, en 1865, M. Bignon dépeignait en ces termes la condition des métayers. « L'intérieur de la chaumière se compose le plus souvent d'une pièce unique où l'on voit deux ou trois lits, des berceaux d'enfants, le coffre et l'armoire des siècles passés, le cuvier en terre cuite pour la lessive, les pauvres appareils d'une pauvre laiterie, la cuisine pour les gens et la cuisine pour les porcs que le métayer élève dans le but de les vendre, mais bien rarement dans l'espoir de les mettre au saloir pour sa propre consommation. Qu'il me soit permis d'ajouter pour compléter le triste tableau, que la pièce en question n'est ni carrelée, ni pavée ; c'est la terre nue, froide et trouée par place. Quand on songe à cette vie en commun, à cette sorte de promiscuité dans la famille, à ces pères, ces mères, ces

filles, ces domestiques dont les lits pour plusieurs se touchent comme en un dortoir de caserne, on éprouve une impression pénible et on se demande s'il est possible d'outrager plus grossièrement les mœurs (1) ».

Plus de 40 ans après, en 1908, M. Bernard pouvait écrire et dire sans être convaincu d'erreur : « Dans la vaste pièce souvent unique, qui lui sert de logis (au métayer), les lits se touchent, les autres meubles se serrent dans les endroits sombres. Elle est noircie par la fumée ; l'air et la lumière n'y entrent que par une fenêtre étroite et le plafond bas semble peser sur l'existence des habitants, de tout le poids de sa charpente énorme... (2) ». Pour nous qui, à deux reprises différentes, avons parcouru les arrondissements de Moulins et de Lapalisse, alors que la visite de misérables chaumières de métayers évoquait en nous la triste description de Bignon, nous nous garderons bien de crier à l'exagération. Certes, les vieilles masures tombent et on ne les relève point sur les mêmes plans, mais celles qui résistent sont encore trop nombreuses et elles nous apparaissent comme des monuments élevés à la misère des colons, par des « maîtres » rapaces et inhumains. Dotez l'affreuse chaumière d'une cour

(1) BIGNON : *Comptes-rendus de la Société du Berry*, 1865.

(2) Réunion mixte du 30 oct. 1908. Voir également discours de P. Constans à la Chambre des députés, *J. Off.*, 6 nov. 1908. D'ailleurs les pires adversaires du syndicalisme colonial reconnaissent l'urgence des réparations et reconstructions des maisons des métayers.

boueuse ; entourez-la de chemins ravinés, impraticables pendant la saison des pluies et vous pourrez juger de quelle résignation les colons bourbonnais doivent faire preuve pour vivre en de telles conditions sous de tels fermiers généraux.

Est-il besoin de rappeler tout ce que nous avons dit du salaire du métayer, du rôle de l'impôt colonique, des redevances pour se convaincre de cette simple vérité : les métayers ont vécu pauvrement ; ils n'ont économisé faiblement que sur leurs dépenses les plus indispensables à la vie. « De bons métayers, affirme M. Dupont, aidés par une femme industrieuse, sur un domaine moyen dans une année normale, peuvent vivre avec aisance, mais sans espérer faire de notables économies, sans pouvoir peut-être en faire (1) ».

Dira-t-on qu'il faille, pour élever la condition du métayer, augmenter encore la production ? Mais c'est précisément dans la riche région de Varennes, où l'on pratique l'engraissement du bétail, où l'on cultive des betteraves sur les terrains d'alluvions, que les métayers sont les plus pauvres. Ah ! si les métayers recueillaient la pleine moitié des produits, si même, payant une prestation, ils pouvaient consolider leur situation par des baux de 20 ou 30 ans, ils verraient à coup sûr leur condition s'améliorer. Ils toucheraient une portion notable

(1) Enquête du *Temps*.

de leur part légitime des profits résultant des améliorations. Mais avec des baux d'un an, une prestation colonique haussant sans cesse, ils doivent renoncer à tout espoir d'être payés de leurs efforts vers le progrès. La prestation colonique a permis aux propriétaires de l'Allier de maintenir le métayage, alors que ce système allait disparaissant sur le reste du territoire. C'est un instrument de compensation, mais aussi de pressurage parfait. L'usage que l'on en a fait peut expliquer, pour le Bourbonnais, ce que constate pour toute la France M. Leroy-Beaulieu : « La classe des métayers est aussi, dans toute la nation, celle dont la situation s'est le moins améliorée (1). » Cette constatation semble d'ailleurs se rattacher étroitement à une autre beaucoup plus générale, faite par M. G. d'Avenel : « Le fait indéniable est que la part de l'exploitant, dans le produit de la terre, a sensiblement diminué depuis le moyen-âge jusqu'en 1789, et depuis 1789 jusqu'à nos jours, tandis que la part du propriétaire a augmenté. »

Nous ne songeons pas à nier le fait que le métayer d'aujourd'hui se nourrit et se vêt mieux que le métayer d'il y a 60 ans. Mais nous nous refusons à reprocher au métayer d'aujourd'hui de ne point assez regarder en arrière, où il trouverait, pense-t-on, de fortes raisons de se résigner à son sort actuel. N'a-t-il pas le droit, en

(1) Répartition des richesses.

effet, de regarder à côté et de s'émouvoir de certains contrastes ? Pendant que les fermiers généraux réalisaient de « grosses fortunes » et que la rente doublait, quadruplait, et même sextuplait, en 40 ans, il en était encore réduit à payer de bien de privations et de misère sa lente et pénible ascension à la propriété d'un lopin de terre ou à celle d'un modeste capital d'exploitation. Pendant que le « maître » échappait aux plus pénibles conséquences de la crise agricole (1), il restait seul à supporter la hausse des salaires. Au moment où les membres de la famille colonique se faisaient plus rares ou se dispersaient, et où la culture allait s'intensifiant, il devait faire appel à une main-d'œuvre étrangère plus abondante et plus exigeante. L'extension des surfaces engazonnées ne lui a même pas fourni la compensation attendue, car s'est élevée parallèlement la prestation colonique.

Ne faut-il pas voir dans le courant d'émigration, qui vide les familles coloniques de leur éléments les plus robustes, la protestation muette des métayers contre la condition qui leur est faite ? Les jeunes gens des deux sexes quittent de plus en plus les champs pour la ville ; ils y deviennent domestiques, facteurs, gendarmes, etc., etc. A la maison paternelle ils ne peuvent plus se contenter de la modeste rétribution qui consiste en quelques pièces blanches distribuées le dimanche et à l'occasion des

(1) V. HEUZÉ : *Bulletin Soc. N. d'agriculture*, p. 664 et suiv.

fêtes. Les domestiques, valets de ferme, sont mieux partagés, eux ; ils gagnent 600 fr., nourris, couchés et blanchis. 600 fr. ! c'est tout ce qu'une bonne famille de métayers peut espérer mettre de côté après une année d'un dur labeur (1) !

Si l'on veut réellement le retour à la terre des paysans qui l'ont abandonnée, il faut plus que des conseils platoniques, des peintures sombres de la ville, ou des tableaux ensoleillés et joyeux des campagnes, il faut donner à celui qui travaille la certitude d'une légitime récompense de son labeur. Il faut pour cela organiser le crédit sur des bases plus larges ; supprimer les parasites intermédiaires. Il faut encore, ajouterons-nous, ouvrir au métayer les perspectives d'une large aisance, en lui concédant des baux plus longs et plus en rapport avec son souci d'indépendance.

CONCLUSION

Nous terminerons ce long chapitre des améliorations en concluant sans hésitation aucune : les fermiers généraux n'ont pas été les « innovateurs », les « promoteurs », les « pionniers du progrès » auxquels on doive de l'admiration et des ménagements. Ils nous apparaissent au contraire, à la lumière des faits et des plus

(1) Voir JOUFFROY.

hautes opinions, comme des spéculateurs dans le sens le moins flatteur du mot. Leur spéculation séculaire s'est exercée surtout aux dépens des métayers, qu'ils ont maintenu dans la servitude et dans la misère. Peut-être sont-ils demeurés, comme l'a écrit Emile Guillaumin, tels que George Sand les a montrés dans le *Meunier d'Angibault* (1). En tout cas, ils ne sauraient être trop sévèrement condamnés par quiconque a le souci des intérêts supérieurs du travail, allié à celui de la bonne économie agricole de son pays.

(1) « On peut dire, écrivait G. Sand, que l'argent passe dans leur sang, qu'ils s'y attachent de corps et d'âme. Il serait fort inutile de s'indigner contre eux : ils ne peuvent pas être autrement. Aucune idée sociale, aucun sentiment de progrès ne les soutient ; la digestion devient la grande affaire de leur vie. »



CHAPITRE III.

Dans les pages qui suivront nous nous arrêterons plus ou moins longuement sur les trois questions que voici :

- 1° Les fermiers généraux devant l'opinion ;
- 2° Les fermiers généraux et les propriétaires ;
- 3° Les fermiers généraux et les métayers, syndicalisme colonique.

a) *Les fermiers généraux devant l'opinion.*

Le lecteur, arrivé à ce point de notre travail, sera déjà en possession des opinions d'un certain nombre d'écrivains, agronomes, etc.; des Méplain, de Tourdonnet, H. Sagnier, etc., etc. Nous n'y reviendrons pas ; nous ajouterons seulement quelques autres jugements pour compléter le tableau des condamnations inscrites, au cours du XIX^e siècle et au commencement du XX^e, au casier économique et social du fermage général.

« Il ne faut pas croire, déclare de Gasparin, que le fermage ne soit pas connu dans le pays du métayage ; au

milieu des métayers, il y a des fermiers. Mais s'ils administrent directement, ils offrent tant d'inconvénients, on éprouve avec eux tant de mécomptes que les propriétaires qui savent compter se tiennent sur la réserve. S'ils opèrent indirectement, ils se livrent à de telles spéculations, ils se montrent si exigeants, si tyranniques à l'égard des métayers qui dépendent d'eux, qu'ils n'inspirent aucune confiance, même lorsqu'ils paient exactement la rente à l'échéance (1). »

Léonce de Lavergne, parlant du centre de la France, avoue que « l'on y rencontre des fermiers généraux qui afferment des terres entières, plusieurs même parfois, et qui deviennent ainsi localement des personnages importants. Ces fermiers, simples intermédiaires de fait et ne s'adonnant pas à l'agriculture, ne sont que des spéculateurs n'ayant aucun lien durable qui les rattache au sol, ils ne comptent que sur le présent, rançonnent les métayers, augmentant par là la détresse des cultivateurs en pays pauvre, tandis que le propriétaire attentif à toucher sa rente aux échéances, les laisse faire ».

Reiffel estime, lui aussi, que les fermiers généraux maintiennent les métayers dans la misère. « En exigeant sous diverses formes plus de la moitié des produits, ils mettent la main sur leurs économies, arrêtent tout progrès possible ».

(1) *Traité du Métayage*, 1847.

Les fermiers généraux du Poitou sont condamnés par Baudrillart, parce que, « pesant sur les métayers dont ils tirent le plus qu'ils peuvent ».

De Dreuille semble bien envelopper dans un même sentiment d'hostilité le métayage et les fermiers généraux, ces « simples intermédiaires », ces « soi-disant fermiers ».

MM. Vernaison pour l'Allier (1), Sauzet pour le Limousin, réprouvent ce système « d'exploitation en partie double (2) ».

Pour M. Convert, le fermier général n'est qu'un « parasite interposé entre la propriété et la culture et s'enrichissant aux dépens de l'une ou de l'autre (3) ». Sous la plume de Fr. Bernard, le « parasite » devient un « spéculateur ».

M. M. Vacher qui préfère « ignorer les mauvais exemples pour ne montrer que les bons », veut bien reconnaître que le fermier général « est un intermédiaire contraire au principe du métayage (4) ».

Terminons cette énumération par l'opinion d'une personnalité dont nul ne contestera la grande autorité, alliée à une longue expérience, en matière agricole. « A côté des tenanciers se rangent, dit Heuzé, les fermiers géné-

(1) VERNAISON : *Le Métayage en France*, 1902. De même, SEUILLET : *Le Métayage*, 1905.

(2) SAUZET : *Du métayage en Limousin*, 1897.

(3) *La Propriété*.

(4) *Bulletin de la Société N. d'Agriculture*.

raux, c'est-à-dire les agriculteurs qui louent à prix d'argent de grands domaines pour les faire exploiter par des métayers que souvent ils regardent comme de véritables serfs. Peu leur importe que la fécondité des terres labourables s'élève ou s'abaisse ou que les colons vivent dans la misère ; ce qu'ils demandent, c'est que chaque métairie fournisse assez de produits pour que leur quote-part les fasse vivre et leur permette, en outre, de payer leur fermage et de réaliser un bénéfice. Aussi est-ce avec juste raison qu'on s'est toujours élevé contre ces fermiers généraux qui, presque partout, ont retardé les progrès agricoles. Espérons que les propriétaires comprendront que c'est commettre une grande faute, dans l'intérêt de leur famille, que de concéder leurs métairies à des fermiers-régisseurs qui ne songent qu'à réaliser un revenu annuel et à vivre généralement dans l'aisance, alors que les métayers, sur la plupart de ces grandes propriétés, ont une existence très précaire et vivent au jour le jour (1) ».

Pour ne pas encourir le reproche de partialité, fondé en apparence sur ce que nous ne rapportons que les principaux éléments d'une opinion générale, écrasante pour les fermiers généraux, nous faisons l'aveu sincère, que nous n'avons jamais rencontré, au cours de nos recherches, d'autres appréciations en bien, que celles que nous avons déjà mentionnées (2).

(1) *Bulletin de la Société N. d'Agriculture*, 1901.

(2) Voir chapitre des améliorations.

b). *Les fermiers généraux et les propriétaires.*

Les fermiers généraux n'ont jamais rencontré beaucoup de sympathies au sein de la classe des propriétaires fonciers. Faut-il s'en étonner ? Non, car si le propriétaire et le fermier général se trouvent réunis, s'entendent même au besoin pour peser d'un double poids sur le métayer qui leur fournit rentes et profits, il arrive presque toujours qu'au moment de fixer le taux de la rente, ils se heurtent irréductiblement. Pour triompher du fermier général, le propriétaire use d'un moyen bien simple : le renvoi à fin de bail ; mais le fermier général n'est pas complètement désarmé pour mettre son bailleur dans la nécessité de lui renouveler un bail avantageux, Les menaces de ruiner la fertilité du sol (1), de ne laisser sur le domaine que des métayers pauvres en travail (2), de dégarnir abusivement les métairies de bétail (3), etc., font que le propriétaire absentéiste est obligé de capituler. Le fermier général se trouve ainsi le premier à bénéficier des améliorations agricoles et des plus-values auxquelles il n'a point contribué. Mais il arrive souvent que des abus de jouissance amènent une rupture. Alors,

(1) Il y a longtemps qu'Olivier de Serres a dit : « Les fermiers vous rendront vos terres basses et recrues comme chevaux de louage et vos maisons débiffées. »

(2) MÉPLAIN.

(3) Voir jug. civ. de Moulins, 14 juin 1911.

propriétaire et fermier général « se quittent rarement sans être devenus ennemis l'un de l'autre ».

Le propriétaire qui, s'il exploitait directement, serait peut-être très exigeant à l'égard de ses métayers, n'a pas un grand intérêt à les voir appauvris, maltraités systématiquement par son fermier général. Il sait très bien que le découragement jeté dans la famille colonique ne peut qu'être préjudiciable à la propriété. Malheureusement, les propriétaires se soucient peu d'adoucir l'exploitation dont sont victimes leurs métayers ; qu'importe la misère des colons, pourvu que les fermages rentrent et s'élèvent régulièrement !

Certains d'entre eux paraissent même tenir beaucoup au fermage général qui leur rend, disent-ils, de « réels services » ; mais les métayers n'y trouvent, eux, qu'un surcroît de souffrances.

c). *Les fermiers généraux et les métayers.*

Ainsi un système économiquement et socialement néfaste (1), condamné par les hommes de science les moins suspects, rejeté par la grande majorité des propriétaires, subsiste depuis des siècles rançonnant le travail et la propriété, sans aucune sanction légale, sans autres difficultés que celles, bien insignifiantes, qui peu-

(1) « *Plaie culturelle et plaie sociale* », déclare DE TOURDONNET.

vent surgir entre deux individus d'inégale force, à l'occasion d'un simple contrat.

Il faut arriver au XX^e siècle pour assister à la première tentative sérieuse de libération de la part des métayers qui ont été précédés depuis longtemps dans l'action collective par la plupart des autres catégories de travailleurs. Et le drapeau de la révolte est dressé sur un point particulièrement riche (1), par des métayers qui ne passent pas pour être les plus pauvres de leur classe. Singulier phénomène ! Pour en trouver l'explication, il suffit de savoir : 1^o que dans le métayage où deux classes se heurtent en un antagonisme irréductible, les partis en présence doivent renoncer, pour des raisons faciles à saisir, à l'emploi des moyens par lesquels se manifeste à l'ordinaire la lutte du Capital et du Travail ; 2^o qu'à toutes les causes générales qui rendent difficiles l'organisation et l'action collective des travailleurs de la terre viennent ici s'ajouter d'autres particulières au métayage. Ainsi s'explique la date tardive à laquelle les métayers français se sont groupés pour la défense de leurs intérêts professionnels. En Italie, le mouvement colonique est plus ancien ; il y est aujourd'hui profond et très efficace. En France, il commence à peine.

Sa naissance devait se produire en Bourbonnais pour plusieurs raisons : Les métayers de cette province sont

(1) Bourbon-l'Archambault.

gravement atteints par la crise de la main-d'œuvre : exode rural et hausse des salaires ; ils ont essayé d'alléger leurs charges avant qu'elles ne devinsent écrasantes. Ils sont aussi, en Bourbonnais, moins dispersés, plus éclairés qu'ailleurs. Résolus à ne plus se laisser dépouiller comme par le passé du profit des améliorations nouvelles qu'ils entrevoient possibles, ils ont tenté de se débarrasser d'un joug que chaque jour leur rend plus insupportable. En s'organisant pour la lutte, l'élite des colons a fourni la preuve que l'extrême misère est stérile en progrès sociaux ; sachant qu'un progrès obtenu en appelle immédiatement un autre plus grand, que la libération se poursuit en vitesse accélérée, elle a essayé d'amorcer le mouvement en réclamant la suppression du premier grand obstacle à celle-ci : le fermage général.

Pour connaître des métayers toute la pensée sur les fermiers généraux, les efforts faits en vue de s'en débarrasser, nous n'avons qu'à retracer ici l'histoire rapide du syndicalisme colonique de ces huit dernières années.

Le mouvement syndical paysan a pris naissance à Gennetines le 21 février 1904, et à Bourbon-l'Archambault le 27 mars de la même année, par la constitution de deux syndicats qui n'avaient pour plus grande ambition que celle de « faire vivre leurs familles coloniques en travaillant ». « Si nous payions, disaient leurs membres, trois ou quatre cents francs de moins chaque année, on pourrait, dans les moments difficiles, employer un

journalier pendant quelques semaines ; les journaliers gagneraient davantage et le travail se ferait mieux. »

« Pourtant ces jeunes associations, malgré leur esprit de conciliation et leurs modestes desiderata, furent mal accueillies des propriétaires et des spéculateurs sans vergogne que sont les fermiers généraux. Une guerre sourde se déclara immédiatement contre elles (1). »

Elles ne s'en multiplièrent pas moins, grâce à une propagande habile et courageuse. Un modeste paysan, Michel Bernard, se dépensa sans compter au profit de la cause syndicale ; il batailla avec succès contre les préjugés, l'indifférence des uns, l'hostilité des autres. Le 3 décembre 1905, un certain nombre de syndicats et sections de syndicats pouvaient se réunir à l'Hôtel de Ville de Moulins et y fonder la Fédération des Travailleurs de la terre. On décidait en même temps la création du *Travailleur rural*, l'organe officiel de la Fédération.

Il avait fallu, pour en arriver là, non seulement recourir au dévouement et à l'activité infatigables de quelques propagandistes paysans, mais encore donner aux colons, petits fermiers et ouvriers, des raisons matérielles d'adhérer aux syndicats. L'intérêt pouvant seul déterminer l'action, le syndicat de Bourbon-l'Archambault pensa, dès le début, que le recrutement syndical serait facilité par l'adjonction à l'organisation de défense profession-

(1) M. BERNARD : Voir son intéressante brochure : *Le syndicalisme paysan dans l'Allier*.

nelle d'autres institutions d'une utilité immédiate évidente : caisses de crédit, coopératives d'achat. C'était voir juste. A côté du syndicat de Bourbon-l'Archambault furent créés, en effet, après quelques tâtonnements, une caisse de crédit (5 mars 1905), un magasin coopératif (25 mars 1905). Depuis 1907, le modeste magasin coopératif des premiers jours est remplacé par un bâtiment construit par le syndicat. « Chaque samedi, chaque dimanche et jour de foire, écrit Bernard, un camarade ouvre le magasin et livre aux syndiqués les marchandises dont ils ont besoin. »

Après ces débuts difficiles, mais en définitive encourageants, l'action syndicale entre dans une deuxième phase : unifié en une Fédération, armé d'un journal admirablement dirigé par Emile Guillaumin, disposant d'un propagandiste tel que Bernard (1), le syndicalisme va livrer bataille aux fermiers généraux. La propagande s'intensifie et s'étend, les réunions se multiplient, le *Travailleur rural* se glisse dans toutes les chaumières où il porte toute la pensée, toutes les revendications paysannes.

Dans ses réunions d'avril et d'octobre 1906, la Fédération des travailleurs de la terre adresse trois pétitions aux Pouvoirs publics :

1^o Demande d'une patente sur les fermiers généraux ;

(1) Bernard fut secondé dans la propagande par Chambon de Bessay.

2° Demande de création de conseils de prud'hommes agricoles ;

3° Demande d'intervention des conseils d'hygiène pour obliger les propriétaires à faire reconstruire les maisons insuffisantes ou malsaines.

Au mois d'octobre 1906, un pressant appel est adressé, sous forme de manifeste, aux métayers, les invitant à se grouper en syndicats.

A la réunion fédérative du 12 avril 1907, on comptait 37 syndicats avec 1.800 colistants. Au cours de la discussion qui eut lieu à cette date, les syndicats de la région de Lapalisse insistèrent pour que des moyens énergiques, dont la grève, fussent employés au service des revendications essentielles des métayers : Suppression des fermiers généraux et de l'impôt colonique, la réelle culture à moitié fruits, plus de corvées ni de redevances, plus de conditions arbitraires ou tyranniques. La Fédération à laquelle un progrès rapide donnait l'espoir de déclancher le mouvement avec 4.000 ou 5.000 adhérents, s'opposa à la prise en considération des mesures proposées par ces groupements ; elle jugeait de telles mesures trop graves pour être exécutées prématurément. Elle se contenta d'adresser à tous ses syndicats le questionnaire suivant :

1° Combien avez-vous de métayers adhérents à votre syndicat ?

2° Ont-ils des baux de une ou plusieurs années ?

3° A leur entrée en jouissance, font-ils un remboursement de cheptel ? Combien environ ?

4° Arrivent-ils à joindre « les deux bouts » ou sont-ils endettés ?

5° Avez-vous comme adhérents des fermiers exploitants et des petits propriétaires ? Quelle est ordinairement la durée des baux des fermiers exploitants ?

6° Êtes-vous partisans d'une grève ? A quelle date ?

7° Quelle idée vous faites-vous de cette grève ?

La Fédération agissait sagement en organisant cette enquête sur la condition des métayers ; elle recensait ses forces, dont elle craignait l'affaiblissement après l'échec de la proposition des syndicats de Lapalisse ; un referendum sur l'emploi de la grève était encore d'une prudence élémentaire. Voici, d'après Bernard, quels furent les résultats de l'enquête :

« Sept syndicats seulement ne crurent pas devoir répondre. J'ai classé à part toutes les lettres reçues à ce sujet. Ah ! quel dossier contre nos employeurs ! Il y avait à ce moment environ 700 métayers faisant partie de la Fédération. Presque partout le bail d'un an renouvelable par tacite reconduction est en vigueur. C'est-à-dire qu'à la première velléité de révolte, que dis-je, à la première peccadille qui déplait au « maître », c'est le renvoi immédiat.

Que l'on se plaigne après cela que le cultivateur est réfractaire aux améliorations ! Mais c'est vous, proprié-

taires inconscients, qui avez fait de lui un être routinier ! Quelles améliorations peut-il entreprendre pendant un an ? Pourquoi dépenserait-il pour vos terres, alors que l'année prochaine il sera peut-être ailleurs ? Ne fournit-il pas déjà assez de travail, de fatigues et de peines ?

Sur les trente réponses reçues, douze annoncent des endettés dans leurs communes ; le tiers des cultivateurs environ. Les dix-huit autres s'expriment d'une façon que l'on peut résumer ainsi : « On ne s'endette pas trop, mais il faut rogner sur toutes choses, même les plus utiles et la vie qu'on mène n'est pas une vie humaine. »

Partout le remboursement de cheptel est en honneur, variant de 500 à 5000 francs suivant l'importance de la ferme ou le bon vouloir du patron. »

A la réunion du 15 novembre 1907, on décida que toute la force de propagande de la Fédération se concentrerait sur trois points principaux : suppression de l'impôt colonique, suppression des corvées et redevances, et réfection des maisons d'habitation ; et pendant deux ans, on s'en tint en effet, à ces revendications essentielles.

Le 14 février 1908, on discuta, dans une réunion extraordinaire, des moyens à employer pour triompher de la résistance des bailleurs. On décida en fin de compte : 1° de provoquer une réunion à Moulins, à laquelle seraient convoqués tous les propriétaires des communes sièges d'un syndicat ; 2° qu'en prévision d'un échec de cette tentative de conciliation, on proposerait

aux métayers : de donner leur départ à une date indiquée. « Aucun d'eux ne cherchera, lit-on dans la circulaire préparatoire, à se replacer sans que nous ayons obtenu satisfaction. » « Un bail modèle dont le projet vous est soumis, sera dans la poche de chaque syndiqué et celui-ci n'aura qu'à le présenter à l'acceptation de son propriétaire, sans avoir besoin de discuter : Deux choses sont à prévoir : 1° Les propriétaires feront des difficultés pour accorder ce que nous demanderons, mais si nous réussissons à marcher en assez grand nombre, il se pourrait qu'ils deviennent conciliants. Alors ils provoqueront peut-être eux-mêmes une seconde et une troisième réunion et si nous sommes tenaces et bien disciplinés nous finirons par triompher ; 2° Des non-syndiqués, des journaliers, peut-être aussi malheureusement des syndiqués de mauvaise foi essaieront inconsciemment de prendre la place de nos vaillants camarades ; c'est alors qu'avec l'aide de la Fédération, le rôle du syndicat commencera. A tour de rôle, les dévoués veilleront sur ces endroits à prendre, et empêcheront par tous les moyens, la persuasion, la menace, la force au besoin, que ces renégats n'accomplissent leur œuvre de Caïn ».

Ce n'était pas la grève, mais la mise en interdit ; moyen fort habile, qu'il appartenait aux métayers de rendre efficace.

Le bail type fut rédigé, tiré à dix mille exemplaires, et distribués aux cultivateurs. Il est intéressant d'en donner

ici le texte complet, pour montrer combien il y avait loin de la réalité aux ambitions légitimes et très humaines des métayers.

BAIL A MOITIÉ FRUITS OU MÉTAYAGE

Entre les soussignés,

M. X....., propriétaire, demeurant à. ..., commune de....., d'une part, et M. Z....., cultivateur, demeurant à....., commune de. ..., d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

M. X..... donne à titre de bail à moitié fruits pour une durée de..... (6, 9, 12) années consécutives qui commenceront le onze novembre mil neuf cent.... pour finir à pareille époque de l'année mil neuf cent...., le domaine de....., situé commune de...., consistant en bâtiments d'habitation et d'exploitation, jardin, prés, terres et cheptel de bestiaux, — cela sans aucune réserve ; le tout d'une contenance de ... hectares.

Conditions générales.

1^o M. X....., propriétaire, apporte à l'Association le domaine avec toutes ses dépendances comme il est stipulé plus haut. Il a la charge d'entretenir en bon état d'hygiène et de confortable les bâtiments d'habitation et d'exploitation.

Sont également à sa charge tous les amendements, drainage et irrigations nécessaires au bon entretien de fertilité de terres et des prés.

Les impôts fonciers en principal et généralement toutes taxes ordinaires et extraordinaires dont les biens ci-dessus sont ou pourraient être grevés seront payés par le propriétaire.

2° M. Z...., cultivateur, apporte de son côté à l'Association ses outils dont l'entretien reste complètement à sa charge ; et le travail que nécessite la bonne culture du domaine.

Pour toutes réparations, reconstructions ou constructions neuves que nécessitera le bon entretien des bâtiments d'habitation et d'exploitation, il sera tenu de fournir attelages et conducteurs pour le transport des matériaux nécessaires qui se trouvent dans un rayon de trois kilomètres. Il sera exonéré de cette charge la dernière année de jouissance. Il fournira, même cette dernière année, l'attelage conduit pour le transport des grains appartenant au propriétaire et provenant de la ferme. La nourriture du ou des conducteurs, ou l'indemnité équivalente lui sera due pour cette besogne.

3° Tous les produits du domaine seront partagés par moitié et les comptes réglés chaque année au onze novembre. Néanmoins, le propriétaire sera tenu de fournir chaque trimestre des acomptes sur les ventes si le métayer l'exige. Cependant, pour indemniser M. Z.... de la plus-value de son outillage et de son travail, il lui sera laissé la jouissance entière du jardin.

Les œufs ainsi que le lait après l'allaitement des veaux, seront également sa propriété. Le bois mort et mort bois lui appartiendront.

Les grains et graines nécessaires aux ensemencements, ainsi que les engrais chimiques, seront fournis par moitié.

Par moitié également tous les achats de produits pour la nourriture du bétail, en dehors des produits du domaine.

4° La direction, le mode de culture, les achats et les ventes ne pourront se faire qu'avec l'assentiment des deux parties.

5° Pour les battages à la machine, le propriétaire fournira le matériel et le charbon ; le métayer, les ouvriers nécessaires et leur nourriture.

6° Les assurances, autres que celles des bâtiments restant à la charge du propriétaire, se paieront par moitié.

7° L'année de la sortie, le cultivateur-métayer devra laisser engrangés foin et pailles dans les mêmes conditions qu'il les aura pris à sa rentrée. Il laissera également tous les animaux composant le cheptel : celui-ci sera estimé ; s'il y a plus-value, le propriétaire devra rembourser la moitié de cette plus-value ; dans le cas où l'estimation donnerait un plus bas prix que lors de la rentrée, le métayer tiendra compte au propriétaire de la moitié de la différence.

8° L'état des lieux est obligatoire pour chaque changement de métayer. Il devra se faire à la date fixée par le sortant. Dans cet état des lieux, il sera tenu compte aussi bien des améliorations que des dégradations, et les premières viendront en déduction des secondes.

9° Toutes contestations entre propriétaires et cultivateurs seront portées devant un conseil communal d'arbitres composé de six membres : trois propriétaires et trois cultivateurs, jugeant en dernier ressort jusqu'à concurrence de 500 fr.

10° Les frais du présent bail seront supportés par moitié.

Fait à..... le....., 19...

En double original.

Lors de la réunion mixte du 30 octobre 1908, sept ou huit propriétaires seulement se rendirent à l'invitation des métayers. Beaucoup de propriétaires, déclara M. Milcent, l'apôtre des syndicats mixtes, avaient trouvé injurieux, le ton du manifeste préparatoire lancé par la Fédération en ce qui touche l'origine de la propriété. Ils

préfèrent s'abstenir que de venir s'exposer à réfuter Proudhon.

Cette première réunion ne donna rien ; une deuxième suivit : le 27 novembre 1908. Elle eut plus de succès. Vint-cinq propriétaires étaient présents. On y nomma une Commission mixte « chargée d'élaborer un contrat de métayage pouvant s'appliquer partout dans ses termes généraux ». Cette Commission comprenait quatre propriétaires et quatre paysans. Au cours de leurs deux réunions des 18 décembre 1908 et 8 janvier 1909, les deux partis en présence se montrèrent également conciliants ; l'accord put se faire sur l'adoption d'un contrat-type.

Le contrat élaboré par la Commission mixte offre un texte beaucoup plus étendu que celui du bail ci-dessus. Nous ne le transcrivons pas ici dans son entier. Nous ne rapporterons que celles de ses clauses qui contiennent des dérogations, des modifications ou des additions importantes aux clauses correspondantes du bail proposé par les métayers.

1° Apport des associés.

..... A l'entrée en jouissance le cheptel sera estimé. Les trois quarts constitueront le cheptel de fer, fourni par le propriétaire. L'autre quart sera fourni pour moitié par chacune des parties ; et si le métayer ne peut payer sa part (un huitième de l'estimation totale), il lui servira l'intérêt annuel à trois pour cent.....

2° Durée de l'Association.

.... Le contrat se continue par tacite reconduction pour une nouvelle période triennale.

En cas de décès d'un des associés, le bail sera résilié de plein droit au 11 novembre qui suivra, si le décès a lieu avant le 11 mai, et s'il survient postérieurement à cette date la résiliation n'aura lieu qu'au 11 novembre de l'année suivante.

3° Etat des lieux, reconnaissance

..... L'entrant remboursera au sortant le quart du prix des engrais, chaux ou marne, mis dans le domaine l'année de la sortie.

4° Réparations, constructions, améliorations.

. . . . Le métayer fera, jusqu'à une distance n'excédant pas cinq kilomètres, les charrois nécessités par les réparations et l'entretien des bâtiments. Ceux nécessités par des reconstructions ou par des constructions neuves, qu'occasionnerait n'importe quelle cause, resteront à la charge du propriétaire.

Les défrichages, mouvements de terre, drainage et travaux de canalisation pour irrigations seront à la charge du propriétaire.

Les transformations, améliorations culturales telles que création de prairie, seront supportées par le propriétaire quant aux déboursés et par le métayer quant à l'ouvrage ou travail. En ce qui concerne les plantations de vigne, le défonçage, la fourniture du plant et des garnitures, tant en entretien qu'en premier établissement, sont aux frais du propriétaire, l'ouvrage sera fait par le métayer.

Les améliorations et transformations ne seront décidées que d'un commun accord.

5° Impôts, assurances.

L'assurance des bâtiments sera payée par le propriétaire.

L'assurance du cheptel et des récoltes, ainsi que l'impôt foncier, la taxe vicinale ou les prestations seront supportés par moitié.

7° Partage des produits, dépenses, comptes.

..... Tous les engrais seront payés par moitié, à l'exception de la chaux et de la marne, dont les deux tiers seront aux frais du propriétaire et l'autre tiers aux frais du métayer.

..... La comptabilité concernant l'exploitation sera tenue en double par le propriétaire et le métayer.... Le propriétaire encaissera les recettes et acquittera les dépenses; il fournira au cours de l'année des acomptes au métayer lorsque celui-ci lui en demandera.

8° Battage, transport des grains.

Pour les battages à la machine, le propriétaire fournira le matériel, les mécaniciens et le charbon, ainsi qu'un homme pour mesurer; le métayer fournira le personnel nécessaire, qu'il nourrira ainsi que le mesureur et il recevra du propriétaire, à titre d'indemnité pour la nourriture, une somme de 30 fr. pour chaque jour de battage.....

10° Contestations, arbitrage.

Toutes contestations entre propriétaire et métayer, ou toutes modifications par conditions particulières pouvant changer l'esprit du présent bail, seront portées devant un conseil cantonal ou communal d'arbitres, composé de 4 mem-

bres, 2 propriétaires et 2 cultivateurs, jugeant en dernier ressort.

Si par la suite il est institué des conseils de prudhommes agricoles, les contestations seront soumises à cette juridiction.

« Le bail adopté, déclare Bernard, n'est certainement pas parfait, il est loin de réaliser « l'égalité sociale » mais il est tout de même un immense progrès en comparaison des baux antérieurs et actuels. »

Une active propagande fut faite pour attirer l'attention des métayers sur les avantages qu'ils trouveraient à imposer un tel contrat. Mais contrairement à toute attente les métayers restèrent indifférents. L'élan enthousiaste des premières années s'était brisé au choc de la réaction patronale. Les propriétaires, et surtout les fermiers généraux avaient le plus grand intérêt à ce que cette campagne de rénovation des contrats, échouât. Des concessions temporaires ou des menaces de renvoi eurent facilement raison des dernières velléités de révolte. Les métayers s'abstinrent d'agir et quittèrent peu à peu les syndicats. Au 25 mars 1910, il n'y avait plus que 25 syndicats adhérents à la Fédération, avec un millier de cotisants. Ce n'était pas assez, comme le fait très justement remarquer Bernard, pour faire aboutir les revendications projetées. Fin 1910, la Fédération compte encore 31 groupes et 900 adhérents, dont 400 métayers. Dans sa première réunion annuelle de 1911, elle constate que beaucoup de propriétaires ont fait des conces-

sions ; puis elle décide de se tenir sur l'expectative sans insister désormais sur la propagande syndicaliste.

A partir de 1910, le mouvement syndical colonique subit une dépression manifeste. A chaque réunion fédérative : 30 septembre 1910, 24 mars 1911, 24 novembre 1911, on enregistre des démissions de syndicats. A cette dernière assemblée, on décide même la suppression du « *Travailleur rural* », ce vaillant petit organe dont la valeur éducative et instructive promettait d'être considérable. Emile Guillaumin, écrivain original et délicat, et modeste paysan d'Ygrande, en avait assumé durant six ans la direction. Les 24 numéros parus constituent un recueil précieux de documents sur le métayage et le fermage général. La probité reconnue des meilleurs informateurs du *Travailleur rural*, engage quiconque veut aller au fond de la question du fermage général, à parcourir, sans crainte, la collection de ses numéros, tous intéressants à divers titres.

Maintenant, un certain nombre de questions, auxquelles nous essaierons de répondre, se posent naturellement à notre esprit : 1° Que reste-t-il du syndicalisme colonique ? 2° Quels avantages a-t-il procurés aux métayers ? 3° Quel avenir lui est-il réservé ?

Le recrutement syndical est arrêté. Les effectifs de la Fédération ont sensiblement baissé. Ce sont deux faits incontestables, dont les causes seront recherchées par les uns dans l'incompatibilité qui existe entre le métayage et

le syndicalisme de classe, par les autres dans l'idée de crise de croissance à laquelle échappent rarement les jeunes et nouvelles organisations. Quoiqu'il en soit, les adversaires du syndicalisme colonique auraient tort de se réjouir trop vite de son échec passager et à plus d'un point de vue apparent, et ce, pour deux raisons : 1^o Parce que le syndicalisme n'est pas mort. La lenteur de son affaiblissement fait même espérer qu'il ne disparaîtra pas totalement, et que peut-être il reprendra vigueur nouvelle. 2^o Parce que surtout, à côté des syndicats restants, vivent et prospèrent des organisations capables de donner au mouvement syndical futur, une ampleur et une force jusque-là inconnues. Nous voulons parler des coopératives.

Ce n'est un secret pour personne, que les grands propriétaires et les fermiers généraux du Bourbonnais furent très hostiles à l'introduction et au développement de la coopération dans les milieux coloniques. « A quoi bon, disaient-ils, des caisses de crédit, des coopératives d'achat ou de vente ? Ne sommes-nous pas les « banquiers naturels » du colon ? Ne nous chargeons-nous pas d'acheter et de vendre au mieux des intérêts de la « société » colonique ? » Les métayers ne se sont pas laissés convaincre par de tels arguments. Nous savons pourquoi (1). Ils aspirent ardemment à jouir des avantages que procure la coopération sous toutes ses formes. Aujourd'hui, des

(1) Voir plus haut.

caisses locales de crédit, une caisse régionale, des coopératives d'achat existent, et donnent des résultats encourageants (1). Mais à côté de leurs résultats matériels, visibles et notables, s'en développent d'autres, d'ordre social, beaucoup plus importants.

Grâce à la pratique de la coopération, le métayer sort peu à peu de son individualisme traditionnel, pour prendre une part chaque jour plus grande à l'action collective. Les nécessités économiques et sociales l'y forcent. Ce n'est certes pas sans hésitation ni sans répugnance qu'il s'engage ainsi dans des associations où il doit subir une discipline et prendre des responsabilités. Toute son éducation de membre d'un groupe agissant dans un but plus ou moins éloigné, est à faire. Mais lorsque son apprentissage de sociétaire sera suffisamment avancé, il pourra user du moyen très efficace d'élimination du fermier général, que nous indiquerons plus loin.

Nous estimons à trois les résultats principaux de l'action syndicale des métayers du Bourbonnais :

1^o Dans beaucoup de cas, des conditions meilleures encore que très insuffisantes, ont été faites aux colons, par les propriétaires.

2^o Des coopératives ont été fondées sur l'initiative des syndicats ; leur action peut avoir une influence considé-

(1) Voir notre étude sur les *fermages collectifs*, dans les *Annales de Grignon*, vol. 3.

rable sur l'existence même du fermage général et sur la situation des métayers.

3° Le syndicalisme colonique de ces huit dernières années a fortement préparé le terrain pour une action future plus efficace. Le contrat-type servira de prétexte et de point d'appui à une campagne nouvelle d'amélioration des contrats. Qu'un tel contrat ait pu être obtenu, cela prouve : 1° que les revendications des métayers n'avaient rien de chimérique ; 2° que la Fédération des travailleurs de la terre représentait, à un moment donné, une force imposante dont les métayers n'ont malheureusement pas su tirer tout le parti possible.

Ces résultats ne sont pas négligeables. On aurait pu en obtenir de plus grands ; on n'y est pas arrivé. Pourquoi ? C'est ce qu'il nous reste à rechercher.



CHAPITRE IV

Causes de l'échec des revendications coloniques.

Et d'abord, le syndicat était-il bien l'arme dont les métayers devaient se servir pour faire triompher leurs revendications ? Oui, certes. L'action individuelle est nécessairement vouée à l'impuissance ; par elle on ne peut obtenir que des avantages minimes ou passagers. L'action collective s'impose donc ; elle s'exerce dans l'organisation de combat, par excellence, dans le syndicat ; et, ce sont les syndicats de classe qui doivent être constitués.

Les syndicats mixtes composés de métayers et de « maîtres », ne sauraient répondre aux nécessités de la lutte économique. Toute l'histoire sociale nous interdit d'espérer la réconciliation des deux classes, des capitalistes et des travailleurs dont l'antagonisme va, au contraire, croissant. Et s'il s'est trouvé des économistes pour applaudir à l'éclosion, ou pousser au développement des syndicats mixtes, on peut dire qu'ils se sont mis en contradiction avec les principes fondamentaux du libéralisme écono-

mique. Tant que l'intérêt du travailleur se heurtera à l'intérêt contraire du capitaliste, dans le débat qui se livre autour du partage des valeurs résultant de la collaboration des deux facteurs de la production (capital et travail), le syndicat mixte nous apparaîtra comme un non-sens.

Certes, il peut se trouver des propriétaires bons, que la misère émeut, M. Milcent prétend qu'il y en a et nous l'en croyons volontiers, et des métayers conciliants, désireux les uns et les autres de communier dans une même œuvre de relèvement, inspirés les uns et les autres par des sentiments de fraternité chrétienne. Mais, outre que ces individus ou ces sentiments se font aujourd'hui de plus en plus rares, il faut encore, déclare M. Milcent, pour que le mouvement prenne une ampleur notable, que l'on arrive à « vaincre l'égoïsme et l'individualisme ». On peut encore espérer grouper, coordonner en vue d'un résultat à obtenir, ou d'un idéal à réaliser, des égoïsmes stimulés par un même intérêt ; mais combien chimérique nous apparaît l'ambition, d'ailleurs très noble, de réconcilier deux égoïsmes, dont l'un fut de tout temps dominé, asservi et exploité par l'autre.

C'est en vain, selon nous, qu'après M. de Mun, M. Milcent demande aux propriétaires « de prendre la tête des justes réformes, pour défendre les travailleurs contre les suggestions malsaines ». De quelles « justes » réformes s'agit-il ? Si la Justice ne représente, comme on l'a dit, qu'un intérêt jugé supérieur à un autre, les « justes »

réformes ne risquent-elles point de n'être que des réformes inévitables, ou bien des réformes illusoires ?

Les syndicats de métayers nous paraissent infiniment supérieurs aux syndicats mixtes. Qu'en France, ces syndicats de classen'aient pas donné tous les résultats que l'on en attendait, c'est chose certaine, mais en tout cas explicable, par d'autres raisons que celle tirée de l'exclusion des groupements coloniques, des fermiers généraux et des propriétaires de métairie.

M. Briand, président du Conseil, répondant à la tribune de la Chambre, au discours de M. Brizon, député de l'Allier, ne reconnaissait-il pas la valeur, la nécessité impérieuse du syndicalisme, quand il disait : « Si les petits cultivateurs qui subissent, avez-vous dit, l'exigence de gros propriétaires ou d'intermédiaires que vous appelez fermiers généraux, étaient groupés en associations, en syndicats, s'ils refusaient d'ensemble les contrats de cette nature, croyez-vous qu'ils devraient les subir ? Pourrait-on les leur imposer ? Mais non ! C'est toujours vers l'Etat qu'on se tourne ?

... Il est infiniment moins commode de faire comprendre à des travailleurs, de quelque catégorie qu'ils soient, l'effort de solidarité, de cotisation, d'association, l'action d'ensemble que de venir leur dire : « Vous souffrez ? Votre misère va cesser, parce que nous obtiendrons de la Chambre le vote de lois qui feront disparaître vos maux ; c'est l'Etat qui, se substituant à vos initiatives

individuelles, interviendra, et vous apportera le remède... Eh bien non, ce n'est pas vrai. » On ne peut évidemment développer avec plus de force la devise de l'Internationale : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, » et préconiser avec plus d'à-propos l'action syndicale avec, comme moyen, la mise en interdit. Mais nous estimons que l'action autonome, l'action syndicale n'exclut pas, toute notre législation en témoigne, l'intervention de l'Etat quand l'intérêt supérieur de la société est en jeu.

L'échec de l'action syndicale des métayers bourbonnais nous paraît tenir à deux causes principales : 1° à la faiblesse numérique des syndicats ; 2° à la nature de certaines revendications.

1° *Faiblesse des syndicats* : Si la Fédération de l'Allier était allée à la bataille avec des effectifs nombreux, disciplinés, entraînés, le succès eût été certain. Mais nous savons que l'individualisme défiant du paysan, l'hostilité agissante des fermiers généraux, les conditions mêmes du métayage, exercèrent leurs influences convergentes pour réduire et arrêter le recrutement syndical. Dès lors tout espoir de vaincre devenait illusoire (1).

Mais même avec une force suffisante, il semblait difficile ou pour le moins délicat, de la mettre au service d'un ensemble de revendications dont certaines étaient

(1) V. GUILLAUMIN : *Travailleur rural*, n° 18.

ou dangereuses ou de trop peu de valeur. Nous allons examiner successivement les cinq revendications essentielles suivantes : 1^o Imposition des fermiers généraux à la patente ; 2^o Suppression de la prestation colonique et des redevances en nature ; 3^o Assainissement, réparation et reconstruction des maisons coloniques ; 4^o Adoption d'un contrat-type ; 5^o Suppression des fermiers généraux.

1^o Les fermiers généraux et la patente.

L'imposition des fermiers généraux à la patente a pris les proportions d'une question de grande importance, alors qu'en réalité elle n'est qu'une question très secondaire.

On s'était demandé si la loi du 15 juillet 1880 ne devait pas s'appliquer aux fermiers généraux considérés comme des « entrepreneurs de location de propriétés rurales ». On déniait à ces intermédiaires la qualité qui les aurait fait échapper aux conséquences des certaines dispositions de la dite loi, la qualité d'agriculteur. « Ce sont des spéculateurs, de simples commerçants, disaient les métayers ; à ce titre ils doivent payer la patente. » Les fermiers généraux soutenus par les propriétaires intéressés à leur exemption répondaient : « Nous sommes des agriculteurs, de simples fermiers dont les profits cultureux sont exonérés de la patente. »

La querelle est ancienne bien qu'elle ait revêtu, au cours des temps, des aspects différents. Déjà sous

l'Ancien Régime, les fermiers généraux cherchaient à se soustraire à l'imposition de la taille d'exploitation qui frappait les biens afferlés en la personne des fermiers. Et les propriétaires nobles avaient le plus grand intérêt à ce qu'il en fût ainsi, car lorsque les fermiers payaient, à raison de la jouissance de leurs terres, la taille d'exploitation, celle-ci « entrait en ligne de compte pour la fixation du fermage qui se trouvait diminué d'autant (1). » Pour arriver à leurs fins, les fermiers généraux renonçaient, de complicité avec les propriétaires nobles, à leur qualité de fermiers, et se retranchaient derrière celle de régisseurs (2). Le noble était alors censé exploiter directement, ce qui le dispensait de subir une réduction de sa rente.

Cette fraude généralisée avait soulevé les protestations indignées des autres catégories de taillables (3). Dans les cahiers de doléances de la sénéchaussée d'Angoulême on lit : « On voit journellement des fermiers de terres prendre la qualité de régisseurs par des procu-

(1) ESMEIN.

(2) « Les habitants de Montbazou avaient porté à la taille les régisseurs du duché que possédait le prince de Rohan, quoique ces régisseurs n'exploitassent qu'en son nom. Ce prince qui était sans doute fort riche, non seulement fait cesser cet abus, comme il l'appelle, mais obtient de rentrer dans une somme de 5.344 livres 15 sous qu'on lui avait fait indûment payer et qui sera reportée sur les habitants. » De Tocqueville, *op. cit.*, p. 406.

(3) TAINE, *op. cit.* et dans ESMEIN, *op. cit.*

rations simulées et les abus qui dérivent de tant de fraudes sont une des causes qui surchargent la classe plébéienne (1). » Les huissiers et les juges se faisaient aussi les complices de ces fraudes. « Ces perfides fermiers ou régisseurs, déclare un curé de campagne, appellent toutes ces coquinerie le « tour du bâton. » Je laisse à décider à mon lecteur si ce fermier ou régisseur ne mérite pas d'être attaché à un long bâton (je veux dire à une haute potence)(2). »

Les ministres et les juristes de l'Ancien Régime s'étaient inquiétés de cette situation fâcheuse pour le fisc.

Vauban se plaint de l'intervention de personnes puissantes pour faire exempter de la taille, leurs fermiers et ceux de leurs parents ou amis. « Il est très ordinaire de voir qu'une ferme de 3 à 4.000 livres de revenus ne sera cotisée qu'à 40 ou 50 livres de taille, tandis qu'une autre de 4 à 500 livres en payera 100 et souvent plus. » Comme remède il propose sa dîme royale. « Si ce système avait lieu, dit-il, ils (les puissants) ne seraient pas plus exempts que les autres, et, ne pouvant favoriser personne, leurs terres ne seraient plus affermées par des gens d'affaires qui leur en rendent beaucoup plus qu'elles ne valent (3). »

Boutaric et Renaudon se posent la même question :

(1) Sénéchaussée d'Angoulême, BOISSONNADE, 1897.

(2) *Le Comité des droits féodaux et de législation*, par Sagna c et Caron, p. 3.

(3) VAUBAN : *La dîme royale*.

Le fermier d'une seigneurie ne doit-il pas payer la taille pour les profits qu'il fait ou plutôt à raison de l'exploitation qu'il fait ? Ils répondent affirmativement en invoquant les règlements, les déclarations (1728 et 1747), les arrêts des Parlements et du Conseil. « Ordinairement on impose les fermiers au sol la livre du prix de leurs baux (1). »

Turgot prévient les commissaires aux tailles que « les fermiers seront aussi imposés pour le bénéfice de leur exploitation, attendu que ne l'étant pas pour les arpents de terre qu'ils cultivent, que dans la même proportion que tous les autres exploitants et même ceux qui n'ont aucun moyen de culture, il est juste qu'ils contribuent personnellement aux charges de l'Etat pour des fonds qu'ils emploient à leurs exploitations, comme un commerçant à raison des fonds qu'il met dans son commerce, sans quoi ils seraient effectivement traités comme des privilégiés. . . . (2). »

Près d'un siècle et demi après Turgot, M. Caillaux, ministre des finances de la troisième République, en sera réduit à employer les mêmes arguments pour mettre la Chambre dans la nécessité de frapper de l'impôt sur le revenu le « négociant » qu'est le fermier général (3).

Aujourd'hui, notre régime fiscal est tel, en effet, que

(1) BOUTARIC : *Traité des droits seigneuriaux et des matières féodales*, 1775. RENAULDON, *op. cit.*

(2) TURGOT, *Instructions pour les commissaires des tailles*.

(3) *J. Off.*, 23 oct. 1908.

le spéculateur, le riche fermier général ne paie qu'un chiffre dérisoire d'impôts, tandis que le métayer, le producteur doit « partager avec le « maître » la charge de l'impôt foncier » ! C'est tout simplement monstrueux. On s'explique alors et la pétition des métayers (1906) et les interventions à la tribune parlementaire de MM. Brizon, Constans et Compère-Morel, qui avaient toutes pour but la réparation d'une erreur ancienne, par l'inscription des fermiers généraux aux rôles de la patente (1).

Le gouvernement finit par se rallier à la manière de voir des protestataires, et le 30 juin 1910, le Préfet de l'Allier prenait un arrêté soumettant à l'obligation de la patente « la profession d'entrepreneur de propriétés rurales (celui dont la profession consiste à louer, par spéculation, des terres en vue de les sous-louer). »

Nous tenons d'un fermier général important, les renseignements suivants sur le nombre et la répartition des fermiers généraux de l'Allier. Sur environ 380 fermiers généraux, 208 se sont groupés en un syndicat de défense professionnelle. Les syndiqués payant patente se répartissent ainsi :

110 imposés pour 6.417 fr. 75 dans l'arrond. de Moulins.				
55	—	2.850 fr. 92	—	Montluçon
22	—	1.336 fr. 77	—	Lapalisse.
21	—	1.077 fr. 27	—	Gannat.
Totaux. 208	—	11.682 fr. 71 en 1910.		

(1) *J. Off.*, 16 décembre, 13 juin 1910, etc,

Une centaine de fermiers généraux bénéficiaient d'un oubli et n'étaient pas frappés. 70 imposés ne faisaient pas partie du syndicat.

Le 4 février 1911, les fermiers généraux, réunis au nombre de plus de 200, émirent une protestation contre l'application qui leur était faite de la loi de 1880. Une démarche auprès du Préfet, tendant à ce que l'arrêté du 30 juin 1910 fut rapporté, ayant échoué, la question fut portée devant le Conseil de Préfecture. Malgré les conclusions favorables à l'admission de la requête du commissaire du gouvernement, le Conseil de Préfecture, dans un arrêt mal motivé, rejeta la demande en décharge présentée par les fermiers généraux. Le Conseil d'Etat, saisi en dernier ressort, infirma la décision du Conseil de Préfecture de l'Allier. Arrêt du 29 juillet 1912.

Le Conseil d'Etat paraît tenir les métayers pour des « associés » «... lesdits métayers ne sauraient être considérés comme des sous-locataires, qu'ils sont les associés du requérant, lequel dirige leurs travaux et apparaît comme un véritable chef de culture. » En cela, le tribunal administratif méconnaît l'arrêt de la Cour de cassation (31 mai 1911), qui fait du métayer, un sous-locataire.

La haute juridiction administrative s'est également basée sur la clause des contrats de métayage, par laquelle les fermiers généraux se réservent « la surveillance des travaux agricoles et la direction générale des

exploitations » pour appliquer à ces intermédiaires « le bénéfice de l'exemption prévue par l'article 17 de la loi du 15 juillet 1880, en faveur des laboureurs et cultivateurs pour la vente des récoltes et fruits provenant des terrains qui leur appartiennent et par eux exploités. »

Alors que les fermiers généraux de l'Ancien régime, ces « prétendus cultivateurs ou exploitants (1) » pouvaient se soustraire à l'imposition de la taille d'exploitation, en simulant la qualité de « régisseurs », les fermiers « dits généraux » (2), de nos jours, ont réussi à bénéficier d'une exonération analogue en simulant dans les baux à métayage la qualité de « laboureurs ».

La décision du Conseil d'Etat ne revêt, à nos yeux, qu'un intérêt purement fiscal. Aujourd'hui comme hier, les métayers ont les mêmes fortes raisons de réclamer la suppression du fermage général nuisible au point de vue social et économique.

La question de l'imposition à la patente reste, somme toute, d'une médiocre importance. La somme des impôts payés par les 208 fermiers généraux syndiqués était insignifiante ; ne risquait-elle pas, non plus, d'être « répercutée » sur les métayers ? (3) N'y avait-il pas aussi quelque danger, pour ceux qui désiraient la suppression

(1) Voir TURGOT.

(1) Dans le langage de ces intermédiaires.

(2) Comme cela s'est produit lorsque les prestations en nature ont été transformées en taxe vicinale, en vertu de la loi du 5 mars 1903.

des fermiers généraux, à les faire reconnaître par l'administration, en tant que contribuables ? Les imposer, c'était bien les reconnaître ; et payer l'impôt constituait, pour les fermiers généraux, un titre à invoquer la protection ou tout au moins les ménagements du législateur.

2^o Suppression de l'impôt colonique et des redevances en nature.

Entre ces deux revendications, il faut distinguer : La suppression des redevances en nature paraît fort légitime encore qu'elle se rattache étroitement à la question de l'impôt colonique ; La perception des redevances en nature a donné lieu à tant d'abus et de vexations, qu'il est préférable de renoncer à la clause qui la prévoit, quitte à augmenter légèrement l'impôt colonique.

Quant à la suppression pure et simple de la prestation colonique, s'est-on bien rendu compte de la gravité et de la portée de cette revendication ?

Nous posons en principe que l'impôt colonique n'est qu'une déduction opérée sur la part en nature du métayer, dans le but de ramener la rétribution du travail au taux généralement pratiqué dans la région. L'importance de cette déduction varie avec chaque contrat, à raison des différences de fertilité du sol, ou de la nature des cultures. On est d'accord, en général, pour constater que le taux de la redevance est plus élevé dans les métairies où dominant les pâturages que dans celles où la prépondé-

rance est accordée aux terres labourables. La prestation joue le rôle d'un instrument de compensation et d'équilibre parfait, nivelant les salaires des colons autant que la mobilité de ceux-ci peut le permettre.

Sous le bénéfice de ces observations peu contestables, nous allons échafauder une hypothèse qui nous permettra de mesurer les conséquences et les difficultés auxquelles donnerait lieu la suppression pure et simple de la prestation colonique.

Soit deux métairies, A et B. Dans A dominent les pâturages, dans B les terres labourables. Une journée de travail dépensée dans A donne un produit d'une valeur égale à 2 francs. La même quantité de travail dépensée dans B donnera naissance à un produit d'une valeur vraisemblablement inférieure à 2 francs, mettons 1 fr. 50. Si le taux courant des salaires de la région est fixé à 0 fr. 50, pour atteindre ce taux-limite vers lequel tend, sous la pression de la concurrence, la rétribution du travail colonique, les propriétaires détermineront le montant de la redevance colonique de la manière suivante :

Métairie A : redevance $= \frac{2}{2} - 0\ 50 = 0\ \text{fr.}\ 50.$

— B : — $= \frac{1.50}{2} - 0\ 50 = 0\ \text{fr.}\ 25.$

Les métayers de A et de B, rétribués sur le même pied de 0 fr. 50 par jour, n'auront aucune raison de se jalouser ni de se livrer à une concurrence qui ne pourrait qu'être désastreuse pour tous les deux. Mais s'ils désirent élever le taux de leurs salaires (ce qui est à la

base de toutes les revendications actuelles), est-il bon, et sans danger pour l'avenir de leur mouvement, qu'ils recourent pour cela au moyen préconisé par la Fédération des travailleurs de la terre, à la suppression de l'impôt colonique ? Nous ne le croyons pas, car la prestation colonique étant supprimée les salaires respectifs des métayers de A et de B seront de 1 fr. et de 0 fr. 75, d'où une différence de 0 fr. 25. Mais alors, comment justifier cette différence de traitement ? Le métayer de B voudra-t-il la subir ? Quels efforts fera-t-il pour maintenir l'entente, la coalition entre lui et ses camarades, entente plus que jamais indispensable pourtant ? N'est-ce pas à partir de ce jour l'arrêt du mouvement, la dislocation des troupes ? Il semble maintenant bien évident qu'il faille se borner à relever le niveau absolu et général des salaires, sans modifier leur niveau relatif. Chose délicate, dira-t-on ? Oui, certes. Mais si l'on ne peut atteindre l'absolu qui n'est pas de ce monde, il est cependant fort possible d'atténuer l'amplitude des différences de taux jusqu'à un degré où l'égoïsme individuel, réfréné d'ailleurs, par une forte organisation, ne trouvera plus un motif suffisant pour se rebeller.

Comment arriver au résultat cherché ? Un premier moyen s'offre à nous : réduire d'un tant pour cent seulement la prestation colonique. Ainsi en réduisant celle-ci de 50 0/0, le métayer de A touchera un salaire de 0 fr. 75, celui de B, un salaire de 0 fr. 62. La différence entre les

deux salaires n'est plus que de 0 fr. 13. Avec 25 0/0 de réduction la différence des salaires tombe à 0 fr. 05. Ainsi la courbe des différences s'abaisse avec la courbe des pourcentages de réduction de la prestation. Mais nous arrivons à ce médiocre résultat que, pour obtenir les faibles différences de salaires désirables, il faille se contenter d'un relèvement quasi négligeable de leur taux. Il nous reste un moyen pour parer à cet inconvénient, pour réaliser un relèvement notable du taux général des salaires, tout en conservant presque intact leur taux relatif, c'est d'établir les pourcentages de réduction de la prestation suivant une progression. Dans l'hypothèse adoptée, si nous voulons porter les salaires de 0 fr. 50 à 0 fr. 62, il faudra réduire la prestation de la métairie A de 26 0/0, celle de B de 50 0/0. Le pourcentage de réduction devra augmenter en raison inverse du taux de l'impôt. Ce n'est pas tout. Nous savons, en effet, que l'impôt colonique est proportionnellement plus élevé dans les petites métairies que dans les grandes. Un travail préalable s'imposera donc pour ramener la prestation au même taux (1).

Ainsi donc, le problème est très complexe et difficile à résoudre. Mais ces difficultés ne sauraient décourager une forte fédération de métayers. Dans la pratique, on

(1) On pourrait à la rigueur s'en passer ; car ces deux catégories de métairies ne constituent pas des groupes concurrents.

procéderait par approximations et par tâtonnements. C'est ce qui a été fait en Roumanie, où, comme nous le verrons, ont été instituées des commissions chargées de fixer un maximum des prix de fermage et un minimum du taux des salaires..

3° *La question des habitations coloniques.*

Nous savons que les bâtiments réservés à l'habitation des métayers se trouvent dans un état déplorable, tant au point de vue de l'hygiène qu'à celui du confort. Personne, aujourd'hui, n'ose plus le contester. Mais jusqu'à ce jour les métayers se sont heurtés à l'indifférence ou à la mauvaise volonté des bailleurs, qui se montrent vraiment trop peu soucieux de la santé et de la moralité des populations coloniques.

L'Etat devrait, semble-t-il, intervenir ? Il existe, en effet, une loi sur l'hygiène publique ; elle date du 15 février 1902 ; mais elle n'est presque pas appliquée ; dans les campagnes elle ne l'est même jamais. Cela tient à ce qu'elle confère des pouvoirs aux maires qui ne s'en servent pas, pour des raisons électorales. Tant que les commissions d'hygiène ou des inspecteurs de la santé publique ne jouiront pas de pouvoirs supérieurs à ceux des maires, il faudra renoncer à voir s'appliquer une loi théoriquement bonne et justement sévère.

4^o *Adoption d'un contrat-type du métayage.*

Au contrat-type, obtenu de quelques propriétaires par les syndicats de métayers, s'attachent la plupart des avantages reconnus au contrat collectif de travail. D'un tel contrat sont forcément exclues les clauses qui portent atteinte à la dignité et à la liberté individuelles. Il procure au travailleur des garanties contre l'arbitraire et les exigences inconsidérées des « maîtres », etc., etc. Mais que vaut pratiquement le contrat-type adopté ? Il offre au colon de réels avantages. Peut-on en espérer la généralisation à tous les métayers de l'Allier ? Si on relit les clauses relatives à la durée des baux, aux charges du métayer, à la direction, aux améliorations, aux contestations entre associés, on est en droit de se demander : Que reste-t-il du traditionnel contrat de métayage ? Peu de chose, en effet. Par contrat, le métayer est élevé pour la première fois au rang d'un associé ! Et il devra être traité en associé sous le contrôle vigilant d'une grande Fédération de syndicats ! C'est la mort du métayage !

Pour peu, en effet, que l'un des associés, le propriétaire, se désintéresse de la direction de l'entreprise, nous tombons dans le fermage (1). Mais alors, pourquoi ne pas aller plus loin, et sortir de cette situation extrêmement difficile ? Pourquoi, puisque nous touchons au fermage

(1) Dans la Vienne, la Loire-Inférieure, par exemple, il existe des fermiers à partage de fruits.

et qu'il se trouve des propriétaires assez courageux et clairvoyants pour traiter avec les syndicats de métayers, ne pas adopter les fermages collectifs ? Ce serait le meilleur moyen de remédier, avantageusement pour les deux parties, à la crise du métayage, d'une part, et aux maux du fermage général, de l'autre.

5° *Suppression des fermiers généraux.*

La suppression des fermiers généraux doit être considérée comme la préface nécessaire à toute campagne d'amélioration de la condition des métayers. Mais avant d'en arriver à l'examen de cette mesure radicale, nous voudrions passer en revue les diverses solutions proposées au problème du fermage général. Ces solutions peuvent se grouper sous les quatre rubriques suivantes : 1° Améliorations du régime du fermage général ; 2° Gêne apportée à son développement ; 3° Sa prohibition ; 4° Son remplacement.

a) *Amélioration du fermage général.* — ' ne s'agit pas ici de combattre ou de supprimer le fermage général, mais au contraire, de le conserver en le perfectionnant et en lui donnant plus d'aisance.

A ceux qui pensent qu'il suffirait aux propriétaires de se montrer moins exigeants sur le taux de la rente demandée au fermier général pour que celui-ci se montrât

plus accommodant à l'égard de ses métayers, nous répondons avec de Tourdonnet que le fermier général n'est ou ne devient alors qu'un simple « spéculateur étranger à l'agriculture, se laissant aller, par l'âpreté du gain, à pressurer les métayers. »

D'autres ont cru obtenir le même résultat et pousser les fermiers généraux aux améliorations par la concession de baux de longue durée. Nous savons déjà ce qu'il faut penser de cette mesure (1). Méplain et de Tourdonnet la trouvent inopérante. « Quand les fermiers généraux ont entrepris des améliorations comptant sur la longueur de leurs baux, on les a vus presque toujours employer la dernière période, abuser de la fécondité du sol, détruisant ainsi ce qu'ils avaient fait pendant la première (2) ».

M. le professeur Zolla préconise par surcroît l'acquisition par le fermier général, des connaissances scientifiques et pratiques indispensables à la gestion intelligente et lucrative de tout domaine rural. Il considère le fermage général comme une excellente carrière ouverte à l'activité des ingénieurs agricoles sortis de Grignon, de Montpellier ou de Rennes. Nous estimons, malgré la grande autorité qui s'attache aux enseignements de M. Zolla, que la science du fermier général ne saurait lui faire perdre sa qualité d'intermédiaire. S'il est vrai que le fermier général est un parasite « mangeant à

(1) Voir plus haut, à la question des améliorations.

(2) MÉPLAIN.

deux râteliers », il est infiniment probable que le fermier général, doublé d'un ingénieur agricole, ne cessera pas pour cela de manger aux deux mêmes râteliers. Il y mangera peut-être avec plus de distinction, mais il est bien à craindre qu'il y mange beaucoup plus.

b). *Restrictions au système.* — Pour ceux, très nombreux, qui ne croient pas que tout est pour le mieux dans la meilleure des églogues, fût-elle parée de riches fermiers généraux, une autre attitude est à prendre à l'égard de ceux-ci. Il convient, pensent-ils, de les exterminer, ou tout au moins d'en réduire la puissance.

On a tout d'abord songé à rappeler les propriétaires absentéistes à l'observation de leur « devoir social » en le frappant d'un impôt spécial. On a déjà usé de ce moyen en Irlande (1), en Roumanie. Les résultats en ont été nuls. Les propriétaires ont payé l'impôt et ont continué de s'abstenir. Plusieurs curés de l'Ancien Régime avaient eu la même idée (2). Les fermiers généraux n'eurent jamais à souffrir des conséquences d'une aussi vaine mesure.

En Roumanie, on a voulu, comme nous le verrons, affaiblir la puissance des fermiers généraux trusteurs : 1° en limitant les surfaces pouvant être affermées par un seul de ces intermédiaires ; 2° en fixant aux prix des

(1) V. dans PERRAUD, la sévérité du législateur à l'égard du propriétaire irlandais absentéiste, notamment sous Richard II et Robert Peel.

(2) TOCQUEVILLE, *op. cit.*

sous-locations un maximum (1). Le législateur roumain avait affaire à des trusts de fermiers généraux ; en France, il n'en est pas question. Le législateur français pourrait, il est vrai, s'inspirer de plusieurs des dispositions de la loi roumaine, et chercher à les adapter aux conditions économiques et sociales de nos régions de fermage général. A notre avis, il peut faire mieux : aller jusqu'à la prohibition du système.

c) *Prohibition*. — Il existe une loi sur le marchandage (décret du 2 mars 1848) qui prohibe et punit l'exploitation abusive des ouvriers par le marchandeur « qui prend à forfait un lot, une partie du travail à exécuter et spéculé sur la différence entre le forfait convenu et le total des salaires des ouvriers qu'il embauche à la journée, au plus bas prix possible (2) ».

Assimiler le fermage général au marchandage, par une interprétation ou même une extension du décret de 1848, serait le vouer à une disparition rapide. La réforme est possible, elle remédierait à des abus plus graves même que ceux dont souffrent les ouvriers fortement syndiqués du bâtiment. Des ministres ont songé à la réaliser (3). Mais ces ministres ont passé, emportant avec eux leurs bonnes intentions.

(1) On assimile à l'usure la sous location à des prix exagérés.

(2) Voir P. PIC, *Traité de Législation industrielle*. La jurisprudence a restreint beaucoup la portée de la loi.

(3) Discours de M. Paul Boncour, *J. off.*, 15 juin 1911.

d) *Remplacement*. — Il nous reste à envisager la dernière catégorie des mesures procédant du même désir de se débarrasser du fermage général. On renonce ici à l'intervention du législateur, au moins d'une manière principale. C'est de l'initiative privée que doivent émaner les moyens propres à éliminer les fermiers généraux. Ces moyens sont au nombre de deux : 1^o la régie ; 2^o les fermages collectifs.

Le régisseur représente le propriétaire ; c'est un simple mandataire salarié. Il semble à première vue qu'il doive être préféré, par les propriétaires et les métayers, au fermier général : salarié, il ne paraît pas avoir un grand intérêt à pressurer les travailleurs ; son devoir strict est à l'égard du propriétaire, de tirer du sol le maximum de rente, sans hypothéquer l'avenir par des cultures épuisantes. Pratiquement, la régie ne vaut guère mieux que le fermage général. Le régisseur est un intermédiaire onéreux pour les producteurs. Il représente le propriétaire qui devrait collaborer directement à la production.

Généralement très mal payé par son mandant, il est obligé de compléter son salaire aux dépens des métayers. Recruté dans des milieux très divers, il manque souvent des connaissances techniques indispensables, et s'il lui arrive d'en avoir, il les met au service du propriétaire ; le métayer n'en profite qu'indirectement.

La science agricole devrait pourtant, non-seulement être très rapprochée du travail, mais encore en dépendre. Le

rôle de l'ingénieur agricole ne saurait ressembler à celui d'un collecteur de rentes. Il est bon que l'élément directeur et scientifique de l'entreprise collabore en pleine communion d'idées et communauté d'intérêts avec le facteur actif et socialement le plus intéressant de la production. Les régisseurs actuels, quand ils ne partagent pas l'incompétence du maître, doivent de celui-ci épouser le masque, avec même plus de dureté dans les traits.

« On peut regretter, écrit Jouffroy, que beaucoup de ces régisseurs ne soient pas capables de diriger les travaux d'amélioration, ce sont plutôt des hommes de confiance chargés de partager les grains aux battages, de procéder aux ventes des bestiaux sur les foires ou de surveiller les coupes de bois (1). »

Les opinions que nous avons recueillies sur place sont tout à fait défavorables à la régie. Ce mode d'administration prête, dans le Bourbonnais, aux mêmes abus que le fermage général (2).

Dans la Mayenne, les remplaçants des fermiers généraux encourent les mêmes reproches : « Ils ne représentent qu'une nouvelle édition des célèbres fermiers généraux, affirme M. Hermes... Ils forment une véritable

(1) *Op. cit.*

(2) « Beaucoup de régisseurs poussent à l'extrême le défaut habituel des contre-maitres, c'est-à-dire qu'ils outrent les ordres qu'ils sont chargés de faire appliquer, s'entendent à rendre vexatoires et intolérables les mesures les plus anodines, les plus justes. » E. GUILLAUMIN, *Rev. hebdomadaire*, oct. 1910.

plaie, et d'après Leizour, leur existence est un des plus grands obstacles au progrès et à l'amélioration de la culture agricole (1) ».

Cette situation n'est pas particulière à la France. Le « *fattore* » italien, les « agents » irlandais se sont acquis, par leur incapacité ou par leur manque de scrupules, une détestable réputation (2).

De toutes les solutions envisagées jusqu'à présent, aucune ne nous donne entière satisfaction. Celle qui entraînera nos suffrages devra satisfaire aux conditions suivantes : 1^o ne comporter l'existence d'aucun intermédiaire ; 2^o assurer au propriétaire une bonne administration de ses biens et le paiement ponctuel d'une rente fixe ; 3^o garantir l'indépendance du travailleur ; 4^o encourager le progrès agricole. Dans les circonstances actuelles, il n'est pas de système plus respectueux de ces desiderata que la coopérative d'affermage. Nous l'établirons dans notre dernier chapitre.

(1) Der. TEILBAU IN FRANKREICH.

(2) Nous renvoyons à la bibliographie donnée plus loin pour ces deux pays.



LIVRE II

La Question des Fermiers généraux en Italie.

Nous étudierons successivement la question du fermage général : 1° dans le Nord ; 2° dans le Centre ; 3° dans le Midi de l'Italie.

CHAPITRE I.

I° Le Fermage général dans l'Italie septentrionale.

Dans le nord de l'Italie, nous sommes en présence d'une agriculture très avancée ; la propriété y est relativement morcelée. Le propriétaire réside fréquemment au milieu de ses métayers qu'il surveille et dirige. Le fermier

traite directement avec le propriétaire. Les grands fermiers de la plaine lombarde sont en tout point semblables à nos grands fermiers de la Beauce ou de la Picardie. Ce sont avant tout des agriculteurs et d'habiles agriculteurs tirant d'un sol riche et bien irrigué le maximum de produits.

Beaucoup de petits propriétaires du Piémont et du Haut-Milanais exploitent directement. Dans ces régions, l'émigration temporaire vers la France, la Suisse et l'Allemagne est assez abondante. Autant de conditions qui rendent difficile le développement du fermage général. Cependant, ce système n'y est pas totalement inconnu. Il nous est signalé dans la plupart des provinces du nord de l'Italie.

La Vénétie nous en offre des exemples.

En Emilie, il paraît être plus répandu. Déjà, dans l'enquête parlementaire de 1880, il en est parlé, pour la circonscription de Comacchiate notamment (1). Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, la bonification des basses plaines du littoral adriatique donna naissance aux « latifondi » du nord, de caractères très différents, il est vrai, de ceux des latifondi siciliens (2). Dans la partie basse de la province de Ferrare, certains de ces latifondi atteignent 2.000, 3.000 et jusqu'à plus de 15.000 hectares (3). Avec

(1) *Atti della quinta per la Inchiesta agraria*, vol. II, Tome I.

(2) Les latifondi du Nord sont plus récents, plus riches et à évolution plus rapide que ceux du Midi.

(3) V. PÉGLION, *Le bonifiche ferraresi*, 1910, Ferrare.

eux est né le fermage général (1) ; il y subsiste encore aujourd'hui. Les fermiers généraux sous-louent soit à des petits fermiers, soit à des métayers, soit à des « terziari » (cultivateurs au tiers des produits).

M. Niccolini relève une tendance à la désertion des campagnes chez les propriétaires ferrarais, qui ne voient dans l'agriculture qu'une source de revenus et non plus comme autrefois une occupation digne de leur meilleure activité. La gestion des propriétés foncières est abandonnée aux mains des petits fermiers ou des fermiers généraux.

Le fermage se développe beaucoup dans la partie est de l'Emilie et dans le Ferrarais. M. Ghino Valenti souhaite que les possesseurs du sol ne rompent pas tout lien avec la terre. Il leur propose d'adopter un contrat hybride tenant du fermage et du faire valoir direct. Dans le contrat de « *Bonora* » ou *affecto colonico*, juridiquement considéré par lui comme une *locatio operarum*, l'exploitant a droit à l'entière valeur des produits du domaine, mais il ne peut en disposer qu'après avoir désintéressé le propriétaire du prix de fermage, de ses avances, etc. ; la direction de l'exploitation incombe au propriétaire. Ce contrat présente, dit G. Valenti, de grands avantages : 1° pour le propriétaire qui est à l'abri des soustractions délictueuses des intermédiaires ; 2° pour la société parce

(1) *Inchiesta sui conflitti in Romagna*. Déposition du général T. Masi.

qu'il élimine des intermédiaires inutiles et « pernicieux » (1).

Au cours de la période récente, les fermiers généraux purent réaliser de gros bénéfices, grâce aux prix élevés (6 à 10 francs le quintal) atteints par les fourrages. Avec des baux de 9 à 12 ans obtenus à raison de 70 à 100 francs l'hectare, ils sous-louèrent à des taux plus élevés, jusqu'à 300 francs à l'hectare, des terrains très fertiles donnant une moyenne de 90 quintaux de fourrages.

Beaucoup de grands fermiers tiennent à exploiter directement la partie du domaine réservée aux cultures fourragères. Ils font valoir les terres labourables, en « *terzeria* » (au tiers). Les caractères du fermage général sont ici assez atténués.

Les récentes grèves agricoles, nombreuses surtout depuis 1897, ont eu pour effet l'augmentation du nombre des fermiers généraux. « Beaucoup de grands propriétaires les plus frappés furent amenés à abandonner leurs exploitations. Le fermage prit une grande extension ; la hâte, l'urgence qu'il y avait à liquider le cheptel mort ou vivant, la préoccupation de plus amples garanties, amenèrent la création d'une classe d'intermédiaires entre les possesseurs et les travailleurs de la terre, classe qui s'est jetée dans ces entreprises dans un but exclusif de spéculation ; elle a vécu d'une vie prospère jusqu'à ce jour, mais par

(1) *Le classi agricole e le loro organizzaziome sociale ed economica nel Ferrarese*, par le Dott. G. GENNARI.

la fatalité des choses, elle disparaîtra forcément à l'échéance des locations en cours. La raison d'être des fermiers spéculateurs, outre celles déjà signalées, doit être recherchée dans l'inertie et la négligence de beaucoup de propriétaires, dans la minutie administrative, propre aux institutions de bienfaisance (encore que dans la province de Ferrare les œuvres pies ne possèdent que peu de terre), dans les habitudes des riches familles (1). »

Il est regrettable que les riches et entreprenants propriétaires romagnols et ferrarais qui, jusque là, s'étaient livrés à l'exploitation intensive de leurs terres, aient manifesté une pareille tendance, surtout au profit des fermiers généraux.

Si nous passons maintenant à une autre province de l'Emilie, à celle de Bologne, nous retrouvons le fermage général associé au métayage. Ce dernier mode de faire valoir y est très répandu. Voici, en effet, ce que nous fournit une statistique très détaillée, relative à la commune de San Giorgio de Piano. Années 1905 et 1906 :

Etendue totale 2.904 hectares.

Terrains affermés 1.142 —

En 1905, 62.8 % de ces terrains affermés étaient exploités par des métayers. Depuis une vingtaine d'années, on observe une tendance à la substitution du petit fermage au fermage général (*affitto industriale*) (2).

(1) E. CERELLI : *L'Agricoltura Ferrarese*, n° 30 juin 1911.

(2) M. Zampieri estime que cette évolution du fermage est

A mesure que l'on avance vers l'Est de l'Emilie, la pratique de la sous-location à des métayers se raréfie. Dans les provinces d'Alexandrie, de Parme, de Reggio, etc., on en trouve ça et là quelques exemples, mais bien clair-semés.

En Piémont, le morcellement de la propriété et l'abondance des communaux, dans la partie montagneuse, la disparition de la propriété de mainmorte au cours du XIX^e siècle et l'importance du faire valoir direct, dans la zone des collines, enfin la culture intensive par de grands fermiers dans la plaine irriguée, se sont opposés au développement du fermage général dans les trois zones.

Si l'on veut retrouver des fermiers généraux, il faut aller dans le Haut-Milanais, région de petite culture, de petite et moyenne propriété. (Propriétés au-delà de 100 hectares = 30 %). Ils se substituent aux propriétaires pour sous-louer aux paysans, au moyen de contrats de métayage, plus rarement de fermage, le plus souvent mixtes.

Jacini condamnait, il y a un demi-siècle, ces « entrepreneurs » dont la position économique n'était pas clairement indiquée comme celle des fermiers de la plaine irriguée, qui participent à la production par leurs capitaux et leur intelligence directrice. Dans la région non irriguée,

à l'avantage des propriétaires, des banquiers, des partis politiques de gauche (radical et socialiste).

V. *L'Agricoltura Bolognese*, 11 janv. 1911 et *statistica agraria di S. Giorgio di Piano*, Bologna, 1906.

au contraire, le capital et l'intelligence sont fournis par le paysan. « Le grand fermage général est absurde dans les fonds non irrigués. Il ne répond à aucun concept économique et représente seulement l'exploitation de l'homme par l'homme... Les économistes étrangers ont malmené le métayage au nom de la production. Aujourd'hui, ses défenseurs se multiplient au nom de la paix sociale. »

On voulait même l'étendre à la plaine irriguée ; solution impossible pour qui veut supprimer le fermage général sans condamner le propriétaire à sortir de son abstention et à voir le chiffre de ses revenus subir toutes sortes de fluctuations. On a dû renoncer au système du métayage pour adopter le fermage en argent. — Les fermages mis aux enchères publiques par les administrations, les œuvres pies et par quelques richissimes familles atteignaient des taux tellement élevés que le paysan était obligé de se rattraper sur la terre. « Nous avons pu vérifier de la manière la plus absolue, conclut Jacini, que les paysans les plus pauvres sont ceux des fonds affermés appartenant aux œuvres pies (1). »

Les régions de fermage général ont été le théâtre de luttes entre les fermiers généraux et les paysans réclamant plus d'indépendance et moins de charges (2). Toutes

(1) JACINI : *La Proprieta fondiaria e la popolazione agraria in Lombardia*, part. IV, ch. IV.

(2) Suppression des corvées, services personnels et redevances, liberté de travailler pour autrui.

les périodes de grandes agitations, de grèves (1881, 1901), ont été marquées par une restriction croissante du système (1).

Aujourd'hui, les fermiers généraux sont rares dans les terres des particuliers, plus nombreux dans les domaines des personnes morales.

Suivant Serpieri, la suppression du fermage général s'est effectuée de deux façons : 1° Très rarement et seulement dans les propriétés privées, par l'établissement de rapports directs entre le propriétaire et le paysan, au moyen des contrats mixtes (fermage payé en nature pour les terres labourables, en argent pour les pâturages et métayages pour l'élevage des vers à soie) ; 2° Presque toujours en respectant les raisons de commodité administrative et de consolidation de la rente foncière, par l'affermage direct, en argent. C'est la tendance qui prévaut actuellement dans l'administration des principales œuvres pies (2).

Le fermage général, fortement condamné par Jacini, « disparaît dans le Haut-Milanais, déclare Serpieri, et toutes les forces qui poussent à la transformation du

(1) SERPIERI : *Il contratto agraria e le condizioni dei contadini nell' Alto Milanese*, Milan, 1910.

(2) Pour 4.702 hect. composant la plus grande partie des biens des œuvres pies du Haut-Milanais, les modes de location se répartissent ainsi : 65 0/0 pour le fermage direct en argent ; 29 0/0 pour le fermage général ; 6 0/0 pour les autres modes (contrats mixtes), V. SERPIERI.

contrat mixte en fermage en argent n'en rendent que plus rapide la disparition ». Parmi ces forces, il faut mentionner : 1^o l'action des œuvres pies ; 2^o les agitations agraires.

Les œuvres pies, en substituant le fermage en argent au fermage général, prennent des garanties pour le paiement des loyers, en obligeant les petits fermiers à payer d'avance et par moitié. Le premier paiement a lieu le 1^{er} novembre ; le deuxième le 1^{er} mai. Si le paysan n'effectue pas son deuxième paiement à la date fixée, congé lui est donné le 11 mai pour le 11 novembre suivant ; il doit ainsi abandonner ses récoltes au propriétaire-créancier. D'autres propriétaires, il est vrai, ne réclament aucune garantie spéciale et n'exigent les paiements qu'à semestre échu.

Les paysans du Haut-Milanais et du Bas-Piémont ont réussi à se débarrasser d'un certain nombre de fermiers généraux en créant des coopératives d'affermage, dont nous reportons l'étude au dernier chapitre de l'ouvrage.

CHAPITRE II

2^o Le Fermage général dans l'Italie centrale.

Dans les Marches, malgré l'abondance des métayers (253.675 en 1901), on ne trouve que très peu de fermiers généraux. L'enquête de 1880-1881 condamne le fermage général auquel ne paraissent avoir recours que les œuvres pies.

L'Ombrie, avec 116.059 colons partiaires, se trouve dans une situation analogue, grâce à une clause d'interdiction des sous-locations, généralement insérée dans les baux à ferme (1).

La Toscane se caractérise au point de vue de la répartition foncière par une abondance des petites et des très petites propriétés (141.574 cotes foncières d'un revenu imposable inférieur à 100 francs en 1880). Au sommet, une concentration marquée (279 cotes d'un revenu supérieur à 10.000 francs). La moyenne propriété y tient peu de

(1) *Atti della Giunta*, vol. XI.

place. Quelques latefondi lourdement hypothéqués dans la Maremme (1).

En 1880, le Domaine possédait 35.000 hectares de terres. L'étendue des biens fonciers des œuvres pies était réduite à 4.146 hectares. Le grand duc Léopold, voulant garantir aux corporations pieuses une rente invariable et sûre, obligea l'Eglise à céder à bail perpétuel la presque totalité de ses biens; ce fut là l'origine des « livellari » nombreux surtout dans le Lucchese et la plaine de Cecina. La classe des fermiers n'acquiert une réelle importance que dans le Val de Niévolle et le Pistoiais. La mode de faire valoir indirect de beaucoup le plus répandu est celui du métayage (Mezzadria); 403.504 colons en 1901.

Bien que la grande propriété soit en Toscane fortement représentée et que l'absentéisme des propriétaires s'accroisse tous les jours, le fermage général paraît se restreindre aux biens des administrations publiques et à ceux des œuvres pies. Les propriétaires privés ont recours à un autre mode d'administration. La « Fattoria » ou groupement d'exploitations, est régie par un « fattore » secondé lui même par des sous-fattore, tous simples mandataires du propriétaire.

Les livellari se sont déchargés des soucis de l'exploitation directe sur des métayers. Par leur position d'inter-

(1) Où l'on signale la constitution de coopératives d'affermage, à Manciano notamment.

médiaires, ils font figure de fermiers généraux encourageant, par leurs abus, la même réprobation que leurs semblables des autres régions. Sismondi les qualifiait de « spéculateurs » (1).

Il faut aller dans le Latium pour rencontrer le fermage général dans toute sa pureté, mais aussi avec tous ses funestes effets. Les fermiers généraux de cette contrée sont, depuis plus d'un siècle, l'objet des préoccupations, nous pouvons même dire de la réprobation de tous ceux qui, à des titres divers, se sont intéressés au sort des populations paysannes des environs de Rome. Ils doivent leur existence à une extrême concentration de la propriété foncière de « l'Agro romano » où nous les considérerons plus particulièrement.

« L'Agro romano » ou campagne romaine est la contrée par excellence des latifondi. Elle s'étend sur 200.000 hect. appartenant à 400 propriétaires. D'après Sombart, huit latifondistes se partagent à eux seuls la moitié du sol, soit plus de 100.000 hectares ; 21 les trois quarts. La situation n'a pas changé depuis le milieu du XVII^e siècle. « Cette stabilité s'explique par la qualité des propriétaires. En 1873, la propriété foncière se répartissait ainsi :

(1) Emile de Laveleye regrettait, lui aussi, que la hausse des prix des denrées alimentaires eût amené les *beklemde meyer* de la province de Groningue à sous-louer les terres affermées par bail héréditaire (*beklem-regt*). « Le cultivateur doit, alors, entretenir deux catégories d'oisifs au lieu d'une ». *Essai sur l'économie rurale de la Néerlande*.

Bien de l'Eglise, 22/100 ; œuvres pies, 8/100 ; majorats, 30/100 ; Propriétés libres, 40/100 » (1).

Il est presque superflu de dire que les riches propriétaires de la Campagne romaine ne résident pas sur leurs terres, et qu'ils préfèrent le séjour de Rome, des Monts Albains ou de tout autre ville européenne, à celui d'une campagne infestée de malaria. Ils confient l'administration de leurs immenses propriétés à des fermiers généraux « mercanti di campagna » ou « di tenuta », dont le nombre s'est singulièrement restreint au cours du XIX^e siècle. Sombart affirme, en effet, que vers 1890, le nombre total des fermiers généraux ne dépassait pas une centaine et que dix d'entre eux se partageaient l'Agro romano.

« L'Ancêtre des mercanti di campagna actuels, écrivait Sombart, étaient de simples pasteurs qui descendaient des montagnes avec leurs troupeaux pour hiverner dans la campagne romaine, supportant toutes les fatigues et toutes les peines de la vie nomade. . . . Aujourd'hui le riche fermier veut paraître civilisé à tout prix, il a des chevaux de course et promène dans les rues de Rome les plus beaux équipages ; il donne de temps en temps de grandes fêtes, passe l'été dans une ville d'eaux à la mode (jamais sur sa ferme)s'occupe ou prétend s'occuper

(1) V. Paul ROUX, *La question agraire en Italie*, 1910 ; ROSCHER, *op. cit.* W. SOMBART, *La campagna romana*, trad. Jacobi, Turin, 1891.

de politique, se fait élever au Parlement ou au Conseil municipal, en un mot il mène la vie du signor italien (1)».

Comment administre-t-il son ou ses latefondi affermés ? Les coupes de bois sont vendues sur pied, les pâtures plantées d'arbres sont affermés à des bergers ; le foin est vendu sur pied à des marchands de fourrages. A partir de la Saint-Jean, les pâtures, débarrassés de leur première récolte, sont affermés à des pasteurs pour une année. « Le fermier ne s'occupe pas non plus directement de la culture, il traite avec un sous-entrepreneur qui doit lui fournir la main-d'œuvre constituée par des ouvriers et des employés payés à la journée et par des colons qui reçoivent une certaine étendue de terre à semer en céréales, contre redevance d'un $\frac{1}{3}$ ou de la $\frac{1}{2}$ du produit... (2) ». « Il importe beaucoup plus au fermier de se faire bien payer ses sous-locations et de bien vendre ses produits que d'augmenter et d'améliorer sa production. Le nom de mercante di campagna est donc bien trouvé (3) ».

M. P. Roux estime que les fermiers généraux du type étudié par Sombart ont à peu près disparu « par suite de l'extention du pâturage transhumant aux dépens de la culture et de l'élevage de bovidé et par suite de la concentration des troupeaux. » « Le propriétaire loue ses terres directement aux pasteurs transhumants ».

(1) SOMBART, *op. cit.*

(2, 3) P. ROUX, *op. cit.*

Mais il ne faudrait pas croire que le fermage général ait disparu complètement de l'Agro romano ; certes, son importance s'est restreinte ; mais, au lieu de disparaître, il a évolué. Pour les terres labourables, tout au moins, il reste le mode nécessaire de faire valoir. M. P. Roux nous donne des renseignements très intéressants sur la manière dont sont exploitées ces terres labourables. Deux catégories de travailleurs interviennent : 1° les ouvriers ordinaires, les « guitti » ; 2° les colons partiaires.

Le recrutement des ouvriers est assuré par des caporaux rétribués tant par tête d'ouvrier embauché (0,05 ou 0,10 par jour de travail). Le caporal réside et surveille ses hommes.

Le recrutement des colons s'opère de la même façon ; le caporal les engage, les installe, leur distribue des avances et des semences ; cela fait, il retourne chez lui et « sauf de courtes apparitions, ne revient qu'au moment de la récolte pour prélever la part du fermier, les avances qu'il a faites, les redevances qui lui sont dues et celles qu'il s'adjuge ; ordinairement il fait cultiver gratuitement par les colons un lot de terrain dont il se réserve tout le produit (1).

Ainsi, entre le propriétaire et le travailleur, ouvrier ou colon, se place toute une série d'intermédiaires : fermier général, caporal et les subordonnés du caporal (capora-

(1) P. Roux, *op. cit.*

letti, fattoretti). On comprendra facilement que l'exploitation du sol, ainsi comprise, ait encouru les anathèmes de tant de personnes autorisées.

Déjà en 1793, Pie VI se heurta à la résistance obstinée des fermiers généraux et des propriétaires, auxquels il enjoignait d'ensemencer en blé 17.000 rubbi de terrain. La comptabilité ayant révélé à ces détenteurs du sol qu'il leur était plus avantageux d'élever des moutons que de nourrir des hommes, l'ordre du Pape ne fut pas exécuté. « Ces deux comptes figurés (fournis par les propriétaires et par les fermiers) sont d'une haute importance, déclare Sismondi ; ils expliquent la résistance constante invincible qu'ont apportée les propriétaires et les fermiers, nommés à Rome mercanti di tenuta, au progrès de la culture ; ils mettent dans tout son jour l'opposition entre l'intérêt des grands propriétaires et l'intérêt social, l'intérêt de l'Etat ; ils montrent que la vraie économie qu'ont faite les premiers, celle qui enrichit, c'est l'économie des vies humaines, c'est la suppression des habitations sur tout le territoire qu'ils possèdent... La conversion des terres arables en pâturage équivaut à la suppression de 99 habitants sur 100, et le profit du fermier, ou plutôt du spéculateur, représente une partie de l'entretien de ces 99 habitants sur 100 qu'il empêche de vivre (1). »

(1) SISMONDI, *Etude d'économie politique*, tome II, 1838. L'auteur évalue à 80 le nombre des fermiers généraux vivant à Rome et se faisant aider par tout un état-major de fattori et de fattorini.

Sismondi, après avoir décrit la vie misérable des bergers et des ouvriers, estime « qu'entre ce labourage des grands seigneurs et la vraie agriculture, celle qui donne à la terre des hommes et du bonheur, plus que la richesse, il y a de distance un monde entier ».

Le pape Pie VII, dans sa constitution *motu proprio*, déplorait en 1802 que les propriétaires passassent « leur vie dans le luxe et la mollesse », renonçant « à donner à la culture l'assistance qu'ils lui devaient », abandonnant « la louable coutume de diviser leurs terres entre un grand nombre de petits colons », affermant à des mercanti qui, « loin de favoriser les petits cultivateurs et d'en accueillir de nouveaux, ont préféré l'industrie du pâturage et souvent « ont maltraité les colons qu'ils trouvaient sur leur ferme (1) ».

Les grands propriétaires romains dédaignèrent les conseils de Pie VII comme ils avaient dédaigné ceux de Pie VI. Et pendant tout le XIX^e siècle, on put assister au recul des terres arables au profit des pâturages. Sur ce qui resta de réservé à la culture céréale, des ouvriers immigrés vinrent exécuter les mêmes durs travaux qui nous valurent les mêmes sombres peintures : des centaines, parfois même des milliers d'ouvriers alignés sur un même champ, la faucille à la main, entraînés à l'ouvrage par des chefs de file à cheval qui les gourmandent, les me-

(1) V. SISMONDI, *op. cit.*

nacent et les pressent. Beaucoup tombent en route, terrassés par la fièvre ou l'insolation. Mal payés, mal nourris, mal logés, telle était la condition imposée aux ouvriers de l'Agro-romano par les fermiers généraux (1).

Au début du XX^e siècle, la situation paraît être restée identique. D'après M. P. Roux, il y a bien eu quelques changements dans la région des pâturages. La livre de *pécorino* (fromage de brebis) ayant passé, en dix ans, de 1 fr. 50 à 3 francs, les surfaces engazonnées ont été augmentées ; une concentration des troupeaux s'est opérée aux dépens des anciens pasteurs ruinés par les mercanti, et au profit de ces derniers qui de loups sont devenus bergers ; ils ont renoncé, paraît-il, à leur ancienne fonction parasitaire ; mais là où le fermage général subsiste, colons et ouvriers ne semblent pas avoir bénéficié d'une notable amélioration de leurs conditions. Les travailleurs de l'Agro-romano restent la proie des intermédiaires, du fermier général qui les exploite de loin et de haut, au marchandeur, au caporal, qui de près les maltraite et les vole. « Tous les caporaux ne se ressemblent pas, déclare M. P. Roux, il y en a qui sont de véritables forbans, de vrais marchands d'esclaves, pour qui la traite des blancs est une source de profits scandaleux ; d'autres sont honnêtes et humains et n'exploitent les ouvriers que dans les limites admises par l'usage. »

(1) V. SISMONDI, *op. cit.* ; MERCEY, *La Toscane et le Midi de l'Italie*, 1858, etc.

Non content de voler l'ouvrier sur son salaire, le caporal le vole encore sur sa nourriture ; des cantines sont installées sur chaque domaine. Et malgré la redevance élevée à laquelle il est astreint envers le fermier, le cantinier fait rapidement fortune en vendant aux ouvriers des aliments et des boissons frelatés, et en « volant honteusement » ses clients (1).

L'ouvrier, dont l'esprit a pu être touché par la propagande syndicale et socialiste, est enfin sorti de sa passivité meurtrière. Des grèves ont éclaté dans l'Agro-romano. En 1906 notamment, les ouvriers, qui ne gagnaient en moyenne que 2 fr. 25 par jour (les femmes 1 fr. 20) (2), réclamèrent par la grève une augmentation de salaire et une diminution des heures de travail. Leur condition était telle, en effet, à cette époque, qu'un ingénieur italien, M. Domenico Léone, pouvait écrire ces lignes : « Dans les conditions actuelles, les paysans de l'Agro-romano doivent émigrer, ou s'ils veulent respirer l'air de leur patrie, ils doivent souffrir la faim (3) ». Triste résultat du système de la chrématistique qui demande à la terre non des hommes, mais de l'argent !

Les pasteurs, ont compris eux aussi, la nécessité de se grouper pour vivre. Après avoir mis en commun leurs

(1) P. Roux : « La nourriture de l'émigrant toujours chère et parfois malsaine. La faim pousse souvent le paysan à manger des animaux morts de maladie. »

(2) *Bulletin de l'Office du Travail*, Rome, 1905.

(3) *Tribuna*, 11 sept. 1906.

troupeaux, ils ont loué collectivement les pâturages dont ils avaient besoin.

Les fermiers généraux de l'Agro-romano nous apparaissent donc à travers l'histoire comme des spéculateurs dangereux, à la fois, pour la culture qu'ils n'ont pas améliorée, pour les paysans qu'ils ont exploités ou volés, et pour le pays tout entier dont ils ont accentué l'émigration.



CHAPITRE III.

3° Le fermage général dans l'Italie méridionale.

I. — ABRUZZES ET MOLISE.

Cette région du sud de l'Italie se caractérise par une propriété foncière relativement morcelée. Très peu de latifondi proprement dits, mais plutôt de la grande propriété. Le fermage général s'y rencontre néanmoins sous des formes plus ou moins pures. Tantôt le fermier général revêt l'aspect d'un simple spéculateur ne s'occupant point d'agriculture, tantôt, au contraire, il se constitue une réserve qu'il fait valoir directement.

Ainsi, dans quelques communes de la vallée de l'Aterno, le fermier général du dernier type sous-loue à des paysans besogneux quelques parcelles de terres, mais seulement pour les cultures qui précèdent les céréales, c'est-à-dire pour les pommes de terre, légumes, etc. Les gains réalisés par ce moyen s'élèvent à 2 ou 3 francs la « coppa », soit à 32 ou 48 francs par hectare. Gains considérables si l'on songe que le fermage de la « coppa » varie entre 5 et 6 fr.

pour les terrains médiocres entre 14 et 15 francs pour les bons, d'autant plus que le fermier général se garde bien de sous-louer les terrains de cette deuxième catégorie. Aussi « ce n'est que la nécessité de trouver un emploi sûr de ses forces qui pousse le paysan à sous-louer et à subir de telles conditions (1) ».

Un des rares effets bienfaisants de l'émigration qui sévit ici comme ailleurs, a été de diminuer la concurrence qui s'exerçait entre de misérables petits tenanciers condamnés à tout subir de l'intermédiaire spéculateur. Ils trouvent de plus en plus à louer directement aux propriétaires et obtiennent des fermiers généraux des contrats moins onéreux.

Quelquefois, et toujours dans la vallée de l'Aterno, le fermier général, au lieu de sous-louer à des fermiers, cède des petites parcelles à des colons exploitant en « *comparticipation* ». Le colon fournit le travail, les semences et les engrais ; les produits sont partagés par moitié. Ce système va disparaissant sous l'influence de l'émigration.

Sur les points où apparaît la grande propriété, on rencontre le fermier général avec les caractères très accentués du spéculateur. C'est ainsi que dans le Fucino, région de grande propriété, la sous-location est pratiquée sur une grande échelle. A côté du cultivateur exploitant, on trouve une « classe de fermiers qui revêtent les carac-

(1) *Inchiesta parlamentare*, vol. 2, t. I.

tères d'entrepreneurs agricoles ou de purs et simples intermédiaires ». Quelques-uns de ces gros fermiers détiennent un millier d'hectares de l'administration Torlonia (banque). Il en est parmi eux qui exploitent à l'aide de salariés ; d'autres emploient le métayage ; les plus nombreux sous-louent à des petits fermiers. Ces derniers n'ont aucune peine à fournir au propriétaire une rente de 72 à 90 francs à l'hectare avec les 144 à 180 francs qu'ils reçoivent, pour la même étendue, de leurs locataires. Notons aussi qu'ils ne courent aucun risque d'insolvabilité de la part des paysans, car l'administration Torlonia prend ses précautions : se servant au besoin d'un corps de gardes privés, distribués dans le latifondo, elle s'oppose à la sortie des récoltes jusqu'à ce qu'on lui ait fourni la preuve de la libération des paysans envers leurs fermiers. « Ainsi, en dernière analyse, ce sont les petits fermiers-cultivateurs qui garantissent aux propriétaires le paiement du fermage dû par le fermier général. Celui-ci revêt dans ce cas l'aspect d'un inutile intermédiaire (1). »

Les paysans ont réclamé avec persistance l'élimination des intermédiaires parasites, en apportant les preuves irréfragables de leur inutilité. L'administration Torlonia se rendant à l'évidence, diminue peu à peu l'étendue des terrains soumis au régime du fermage général.

(1) Enquête parlementaire.

II. — CAMPANIE.

La Campanie n'est pas exclusivement une région de latifondi et de grande propriété. La petite propriété y est largement représentée ; on y remarque même une tendance à la division plutôt qu'à la concentration du sol(1).

Mais les particuliers, les grands corps moraux, les œuvres pies possèdent, accaparent, sous forme de très grandes propriétés, une très grande partie du territoire de la Campanie. La culture y est fort morcelée, l'étendue moyenne des exploitations varie d'un minimum de 2 hectares 08 pour la province de Naples, à un maximum de 5 hectares 32 pour celle de Salerne. Mais petite culture n'a jamais voulu dire petite propriété, en Campanie moins que partout ailleurs, et cela grâce à la présence des fermiers généraux.

Les riches propriétaires fonciers ne résident jamais sur leurs terres. Ils vivent à Naples, à Rome ou ailleurs. Ils se désintéressent totalement de l'exploitation, bonne ou mauvaise, de leurs domaines, et des contrats bons ou mauvais qui interviennent entre les entrepreneurs et les cultivateurs. « Leur unique préoccupation est de tirer de leurs domaines un certain revenu sans y dépenser un cen-

(1) *Inchiesta*, vol. 4, t. I.

time (1) ». Le fermage général répond parfaitement à leurs désirs ; aussi ce système y est-il très répandu ; on le rencontre dans les régions de grande propriété et partout où se trouvent de grosses possessions éparses, dans les zones de petite et de moyenne propriété. Les spéculateurs opèrent aussi bien sur les points où la culture est extensive (ex. circondario de Casoria) que sur ceux où elle est intensive (environs de Naples). Au nord de Naples, dans la région des grands pâturages à buffles, les gros entrepreneurs, les « *difesanti* » sous-louent ou donnent en « participation » une partie des terres de leurs fermes immenses.

Dans la Terre de Labour, un gros « speculatore », pour parler la langue des parlementaires enquêteurs, accapare à lui seul 4 à 5.000 hectares. Un autre, dans la province de Caserta, déclarait avoir sous-loué à 5 ou 6.000 colons toutes les terres de la Banque d'Italie, par lui affermées.

Les fermiers généraux les plus importants se rencontrent encore aujourd'hui dans les plaines, entre le bas Volturno et Capanello, entre Cassino et Ceprano.

A l'instar des propriétaires, les fermiers généraux de quelque envergure ne résident pas. Ils habitent Naples ou d'autres centres moins conséquents. Ils ont sous leurs ordres des agents qui se chargent de la besogne admi-

(1) F. LENORMANT : *A travers l'Apulie et la Lucanie*, 1883, 2^e vol.

nistrative, quand il ne leur arrive pas de sous-louer à des fermiers généraux de deuxième ordre.

Quels sont les bénéfices réalisés par ces spéculateurs ? Ces bénéfices sont naturellement variables ; mais ils restent toujours très élevés, grâce au morcellement, systématiquement poursuivi, de la culture. Dans le nord de la Campanie, les lopins sous-loués ne dépassent souvent pas 1 hectare. Dans la Terre de Labour, la situation est pire. Les parcelles sous-affermées tombent à quelques ares ! Les exploitations dépassent rarement 4 hectares ; la terre très fertile est travaillée à la bêche par des familles de cinq à six membres. Les $\frac{2}{3}$ des produits vont au propriétaire, déclare Fulchiron (1). « Les hauts fermages et la misère des fermiers vont de pair, constate P. Leroy-Beaulieu, celle-ci étant la cause de celle-là (2) ».

Dans la région de culture extensive, les bénéfices des fermiers généraux sont évalués à 20 ou 30 % du montant des fermages.

A Francolise (terre de Volturno), on cite des terres labourables plantées d'oliviers, qui sont louées 137 francs et sous-louées 160 francs par hectare ; à Aversa, d'autres terres plantées d'arbustes, louées 240 francs, sont sous-louées 300 francs. A Grazzianise, un fermier général loue à raison de 50 francs par hectare des terres et des

(1) FULCHIRON, *Voyage en Italie méridionale*.

(2) P. L. BEAULIEU : *Répartition des richesses*.

pâturages qui lui rapportent 70 à 80 francs de rente nette. A Caivano, à Afragola, Casoria, Guigliano, etc., on affirme que les fermiers généraux gagnent de 40 à 50 francs par hectare, que leurs profits atteignent parfois 100 %. Il en est de même dans les arrondissements de Caserta, de Nola et de Salernitano.

Des profits aussi élevés ne sont obtenus que par une exploitation éhontée des cultivateurs et par des procédés aussi variés qu'odieus. Les engrais, les semences que le paysan doit employer, les marchandises qu'il doit se procurer, lui sont fournis par le fermier général « qui fait un peu les prix à sa manière ». Le colon est encore contraint de vendre à son fermier général, et à des prix réduits, les produits qu'il ne veut pas consommer sur place. D'autre part, le fermier général écarte les risques de pertes, quand il s'oppose à la sortie du domaine des récoltes du paysan débiteur, quand il oblige celui-ci à venir battre son blé, son maïs, sur l'aire commune où fonctionne la batteuse patronale, à envoyer son chanvre macérer dans le « macero » désigné par l'entrepreneur (1).

Le colon est la victime désignée d'une foule d'intermédiaires qui l'exploitent et le volent. Il ne peut vendre, acheter ou emprunter sans avoir à subir les plus dures conditions. Les faits relevés par la Commission parle-

(1) « Aia o cancello paga » telle est leur devise.

mentaire d'enquête sont révoltants. Aussi la misère est-elle grande parmi les populations rurales. Logé dans d'horribles cabanes de paille, le paysan est mal nourri, mal vêtu, « sur la tête quelques vieux chapeaux de paille rejetés par les fripiers de la ville ou même un feutre à bon marché qui rappelle étrangement la coiffure des esclaves des peintures murales de Pompéi (1) ».

Le petit tenancier livré au spéculateur, n'a ici comme ailleurs, qu'un moyen de se soustraire à la famine, à la malaria, à la tuberculose, à l'exploitation humiliante des intermédiaires, c'est d'émigrer. Il ne s'en prive pas, (72.222 émigrants, en 1907, pour la Campanie).

Il y a déjà quelques années qu'un mouvement de réaction contre le fermage général s'est dessiné en Campanie. A Caivano, les paysans ont tenté d'introduire la coopération d'affermage. Ils se sont heurtés naturellement à de grandes difficultés ; mais tout laisse prévoir que la tentative se renouvellera, alors, avec succès, partout où il y a des fermiers généraux.

Trente ans après que Fr. Lenormant, condamnait l'attitude des grands propriétaires, flagellait les fermiers généraux « vrais pachas turcs qui administrent à la mode ottomane, avec un système aussi humain et aussi intelligent, » et reprochait à l'Italie affranchie « d'avoir eu le tort immense de n'avoir rien fait pour changer le sort de

(1) *Inchiesta*.

ses populations agricoles (1), une Commission parlementaire paraissait s'émouvoir des agissements des fermiers généraux de la Campanie. Elle considérait ces intermédiaires comme des « entrepreneurs (impresarii) du travail du colon, avec tout l'odieux du nom et de l'emploi (2) ». Elle semblait regretter qu'il n'y eût pas dans la législation, des moyens directs de mettre fin à leurs abus.

III. — POUILLES.

La propriété y est très concentrée. Les grandes propriétés sont entre les mains des personnes morales, communes, œuvres pies, des riches propriétaires, orgueilleux, au point de se croire sincèrement d'une race différente de celle des paysans (3). Les administrations adjugent leurs biens au plus offrant. « L'adjudicataire se fait un devoir d'épuiser, tant qu'il peut, le terrain (4) ».

Dans l'arrondissement de Tarente, une enquête entreprise par le Ministère du travail et de l'agriculture affirme « qu'il arrive souvent qu'une personne prenne en fermage une grande étendue de terre qu'elle sous-loue ensuite par petits lots. » Même constatation pour l'arron-

(1) FR. LENORMANT, *op. cit.*

(2) *Inchiesta*, vol. 4, t. II.

(3) *Inchiesta*, vol. 3, t. I.

(4) *Materiali per lo studio delle condizioni dei lavoratori della terra nell mezzogiorno. Parti I.*

dissement de Barletta ; ce sont, ici, des moyenspropriétaires qui louent de vastes territoires, pour les sous-louer soit à des ouvriers soit à de petits propriétaires. Ces fermiers généraux exercent, paraît-il, « exactions sur exactions. »

L'industrie des fermiers généraux des Pouilles ne va pas sans de grandes difficultés. Les prix de fermage subissent une crise très grave. Ils ont baissé, depuis quelques années, de 15 à 60 0/0. Les petits fermiers disparaissent ; ils préfèrent le salariat où ils trouvent des salaires assez fortement relevés par l'émigration intense des paysans de cette région de l'Italie.

La misère n'en est pas moins très grande parmi les travailleurs de la terre. La lutte sociale y est très âpre. La situation des fermiers généraux est rendue de plus en plus difficile par les ouvriers, plus exigeants, et par les propriétaires qui cherchent à éliminer l'intermédiaire, pour compenser un peu la baisse de leurs rentes.

IV. — BASILICATE.

Cette contrée comprend deux zones principales : la zone montagneuse et la zone maritime ou orientale. Dans la première, il n'existe pas de latifondi, mais simplement quelques grandes propriétés ; les petites y sont très nombreuses ; la culture est pulvérisée en de très petites exploitations. On s'adonne surtout aux cultures fourragères et arborescentes. Il n'est donc pas surprenant

de n'y constater que de rares cas de sous-location. Dans le centre de la Basilicate, cependant, on trouve de grands fermiers qui, se réservant l'élevage du bétail, sous-louent les terres arables à des paysans appelés « *zapparoli* ». Plus au Nord, à Anzi, par exemple, on cite des fermiers généraux sous-louant aux « *bracciali* ». Mais ce ne sont là que des exceptions, vestiges d'un passé où le fermage général était plus abondant. L'émigration a été funeste au système.

Dans la zone maritime, il n'en va plus de même. Cette zone est caractérisée pas l'existence de célèbres latifondi. Les propriétés de 3, 4, 5 milliers d'hectares n'y sont pas rares. F. Lenormant nous parle du fameux latifondo de Policoro appartenant au prince de Gerace. Il s'étend sur 140 klmq., dit-il ; il nourrit 25.000 têtes de bétail (des buffles surtout) ; 4.000 ouvriers y sont employés au temps des grands travaux. « Au moment des labours on voit dans les champs jusqu'à 20 ou 30 charrues marchant en ligne, ou bien un front de plusieurs centaines d'hommes qui s'avancent en retournant la terre avec la herse. Le « *fattore* » l'intendant et ses agents sont à cheval, parcourant incessamment le front de bandière des travailleurs, les excitant à la besogne, les dirigeant, les pressant et gourmandant ceux qui faiblissent. On dirait une troupe sur le champ de manœuvre commandée par des officiers montés (1) ».

(1) FR. LENORMANT, *La Grande Grèce*, tome I.

Les communes elles-mêmes sont riches en propriété foncière, dont elles adjugent en bloc l'exploitation à un seul individu ; celui-ci fait valoir directement une réserve constituée par les pâturages ; les terres arables sont sous-louées aux paysans. A Montecaglioso, la propriété communale (4.357 hectares) louée de 10 à 15 francs par hectare au fermier général, est sous-louée (les terres arables) par celui-ci à raison de 60 francs.

Sur les latifondi des particuliers, s'observe la même pratique. « Ils ne manquent pas, déclare l'enquête parlementaire, les grands ou les moyens fermiers qui sous-louent par petits et très petits lots, une partie, mais presque jamais la totalité de la grande ou moyenne propriété qu'ils ont affermée. »

Ici encore, l'émigration a bien restreint l'importance du fermage général, en faisant disparaître les « bracciali » qui sous-louaient autrefois de 1 à 3 hectares, pour se procurer des ressources complémentaires à celles qu'ils trouvaient sur leurs très modestes propriétés. Aujourd'hui les puissants fermiers de la zone littorale font valoir soit directement, soit par métayage ; parfois cependant, ils sous-louent à de minuscules fermiers. Les uns et les autres de ces tenanciers n'ont pas à se louer de la présence de l'intermédiaire « contraint de se montrer inexorable (1) ».

(1) Enquête.

Les latifondi de la Basilicate, exploités par des fermiers généraux, nous ont valu, de F. Lenormant, de belles et émouvantes pages. Il nous dépeint la vie et les travaux des ouvriers voués à la culture du latifondo : des bandes d'ouvriers de la Basilicate montagnaise, descendant et gitant « dans de véritables caravansérails, aussi rudimentaires, aussi barbares, aussi repoussants de saleté que ce qu'on peut voir de pire en Orient sous ce rapport ». Les moissons, aussi meurtrières pour l'ouvrier que s'il devait affronter l'ennemi ; la malaria, les fièvres paludéennes, l'insolation fauchant quotidiennement les travailleurs mal nourris et mal logés.

C'est le latifondia, dit-il, qui produit cette cruelle misère. Les propriétaires absenteïstes ne songent qu'à « leur luxe besogneux » ; mais ce ne sont pas les seuls coupables. Il y a aussi les « *fattori* », les « *mercanti di campagna* », « qui prennent à bail, moyennant une redevance fixe, l'exploitation de grands domaines et ont su s'imposer partout comme les intermédiaires indispensables entre le propriétaire et le paysan. Ils sont là ce que la ferme générale était sous l'ancien régime entre l'Etat et les contribuables et de même ils s'engraissent aux dépens des uns et des autres. On cite des intendants de propriétaires aristocratiques qui, à ce métier, sont devenus rapidement millionnaires. . . »

« Comme le pacha turc, le *fattore* n'a qu'une chose en vue, s'enrichir le plus vite possible pour pouvoir s'en

aller ensuite mener dans les villes la vie d'un gros bourgeois électeur influent. Pour cela, il pressure le paysan à outrance et le fait travailler sans merci dans les conditions qui lui rapportent, à lui-même, le plus fort profit avec le moins de dépenses. Aussi, à part de rares et honorables exceptions, comme il y en a heureusement partout, le fattore est-il en général, par une conséquence presque fatale de sa propre position, un tyranneau rural qui fait peser sur le paysan un despotisme sans limites et sans contrôle (1) ».

« Quant au paysan, ce n'est le plus souvent qu'un simple ouvrier agricole plongé dans la plus dure pauvreté, vivant misérablement au jour le jour, sans qu'un salaire trop minime lui permette d'améliorer sa condition par l'épargne (2)... Si le paysan s'élève à la condition du

(1) « A ceci s'ajoute les effets du relâchement des mœurs et des ardeurs du climat. Si dans une famille de métayers ou de simples paysans, il s'élève une jeune fille dont la beauté ait le malheur d'attirer les regards du fattore ou d'un de ses agents, les parents seront mis dans l'alternative de la lui livrer ou d'être évincés, chassés de la terre, réduits à un dénûment sans remède. C'est alors que le drame rural se dénoue souvent dans le sang. »

(2) « Qui pourrait jamais croire sans être venu dans ces contrées qu'il existe en Europe, dans un grand royaume civilisé, des cantons où l'on peut voir curer les fossés des prairies marécageuses en n'ayant que des paniers pour enlever les vases, en employant au lieu de bêtes de somme, de pauvres femmes, des jeunes filles et des enfants littéralement noyés sous la boue qui découle de l'osier disjoint, sur leurs

métayer, de maître d'une « masseria », sa souffrance est moins grande, sa vie, bien que dure encore, devient supportable, mais c'est à la condition d'être l'homme lige, le serviteur absolument obéissant des moindres caprices de celui à qui le propriétaire a confié l'exploitation de son domaine ou des agents de celui-ci. Malheur au métayer qui voudrait en quelque chose garder une ombre d'indépendance, qui hésiterait à obéir à un ordre quelconque du *fattore*, qui montrerait la velléité de résister à une de ses exigences... »

Ce n'est donc pas en Basilicate que les partisans du fermage général pourront aller chercher des arguments en faveur de leur opinion.

V. CALABRE

A mesure que nous avançons vers le Sud de la Péninsule, la proportion des latifondi augmente. En Calabre, la très grande propriété se concentre sur le versant ionique : Vallée du Crati, Sila, et arrondissement de Cotronne (2).

Les latifondi de plusieurs milliers d'hectares proviennent, en général, de lointaines concessions féodales

têtes et leurs vêtements. C'est un spectacle de misère et de dégradation au-delà duquel rien ne peut aller et qui lorsqu'on en a été témoin ne s'efface plus du souvenir. »

(1) *Inchiesta parlamentare*, vol. 5, tom. I, II, III.

et, en des temps plus récents, des usurpations des terres publiques, usurpations accomplies sous la protection silencieuse des autorités mêmes qui devaient les empêcher.

Le latifondo mal tenu, n'a pu être entamé par la petite propriété représentée par une population pauvre, découragée, partiellement ruinée par les récents tremblements de terre, affaiblie par la malaria, aux regards obstinément tournés vers « les Amériques ». C'est aussi que le latifondo est défendu dans son intrégrité par de puissants facteurs naturels : la malaria qui décime le paysan ; le manque d'eau qui interdit tout établissement au milieu de ces mornes solitudes.

A quel régime de gestion se trouve-t-il soumis ? Il est très rarement l'objet d'une exploitation directe de la part de son propriétaire. Cependant, il arrive à celui-ci de faire valoir lui-même la partie du latifondo réservée aux pâturages, les terres labourables étant affermées.

Mais la majorité des latifondistes se désintéressent de l'agriculture (1). Les latifondi sont affermés à raison

(1) M. G. Goyau nous a tracé, en une belle page, le tableau des classes rurales de la Calabre : « En haut, à la sphère supérieure, de grands propriétaires inaccessibles en leur absentéisme, ne connaissant souvent leurs terres que par le revenu qu'ils en tirent, et ne s'imposant d'autre souci que celui d'adapter aux besoins d'une oisiveté coûteuse les exigences des contrats agraires ; à un degré au-dessous, des entrepreneurs de fermages, forts de leur situation d'intermédiaires et en abusant, non moins indispensables à ceux qui

de 24 à 36 francs l'hectare, à des entrepreneurs appelés « *industrianti* », lesquels, imitant les propriétaires, administrent à leur tour par l'un des trois modes indiqués ci-dessus.

Ces *industrianti* ne reçoivent souvent du propriétaire qu'un territoire nu, sans bâtiments d'exploitation et d'habitation ; bien faible est leur effort pour apporter à la culture les capitaux qu'elle nécessite. Aussi les instruments agricoles sont-ils rares et rudimentaires ; la population n'a pour s'abriter que de primitives cabanes de paille.

Les cultivateurs trouvent plus d'avantages à louer directement au propriétaire qu'à traiter avec le fermier général. Du premier, ils obtiennent des terres d'une fertilité moyenne plus élevée que du second, qui ne loue souvent que les parties les plus difficiles et les moins productives de son domaine.

les emploient, qu'à ceux qu'ils emploient, laissant espérer au possesseur de la terre que les redevances convenues afflueront à sa cassette, à l'heure dite, avec l'impeccable ponctualité d'un coupon de rente et prétendant d'autre part édicter eux-mêmes par leur propre volonté, la loi de l'offre et de la demande sur le marché de sueur humaine où ils sont attendus comme clients ; puis en descendant encore d'un échelon, voici venir les fermiers sous-adjudicataires, les petits colons, acceptant des conditions onéreuses de sous-location sans savoir s'ils seront en mesure d'y faire face ; enfin tout en bas, les journaliers sollicités par la faim de mettre leurs bras au rabais. » *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} janvier 1898.

La Commission d'enquête, tout en proclamant que les *industrianti* de la Calabre « n'influent en rien sur le développement de l'agriculture », constate, ici comme ailleurs, l'état précaire et misérable dans lequel vit le paysan calabrais. Le cultivateur est, ici aussi, la proie des usuriers, qui ne lui prêtent de l'argent qu'au taux de 40 à 40 %, ne lui avancent des semences qu'à celui de 25 à 60 %.

On constate, heureusement, une diminution du nombre des fermiers généraux ; beaucoup de ces spéculateurs se sont ruinés, ou ont renoncé à leur commerce jadis si lucratif, à la suite d'une baisse prononcée des prix de ferme causée par l'émigration.

VI. — SICILE.

Dans cette partie insulaire de l'Italie, les inconvénients du fermage général se révèlent avec un caractère de particulière gravité. Le système y est très répandu, et a donné lieu aux réclamations les plus vives de la part des paysans. Il y trouve, en effet, toutes les conditions favorables à son existence et à sa prospérité : latifondi, absentéisme des grands propriétaires, populations surabondantes, misérables, traditionnellement opprimées. L'usure y sévit avec intensité. L'exploitation de l'homme y est érigée en système ancien, perfectionné et solide.

L'abondance des latifondi est le trait essentiel du

régime de la propriété foncière sicilienne. Les biens ecclésiastiques ont perdu, il est vrai, de leur importance (1); mais ceux des particuliers sont restés à peu près intacts dans leur mode de répartition. D'après la récente enquête parlementaire, le nombre des latifondi siciliens s'élève à 1.932. Dans la seule province de Trapani, on en compte 292 couvrant une superficie de 93.579 hectares, soit 38 % de la surface totale considérée; 78.260 hectares sont réellement cultivés; le reste, soit 15.319 hectares est à l'état inculte. La surface moyenne du latifondo est donc d'environ 320 hectares. Pour la Sicile, les propriétaires de latifondi d'une étendue supérieure à 200 hectares, se répartissent de la manière suivante :

Latifondi de 200 à 1.000 hect.	614 propriétaires possédant	335.031 Hectares
— 1.000 à 2.000 —	103 —	140.498 —
— 2.000 à 4.000 —	51 —	132.444 —
— 4.000 —	19 —	109.754 —
Totaux	787 —	717.727 —

« L'aristocratie féodale qui détient la plus grande partie de la propriété foncière, déclare l'enquête, s'occupe peu de la campagne; elle est absentéiste. Elle habite les cités

(1) En 1871, ces biens s'étendaient sur 230.000 hec., sur 1/10 de la surface, 1/4 peut-être des terres cultivables. Après la loi des successions, ils ont été vendus et se sont dispersés entre les mains des particuliers. V. *Revue des Deux Mondes*, Décembre 1884.

de la côte à Palerme, Catania, Syracuse, Trapani, Messine, souvent Naples, à Rome, Madrid ou à Paris. Elle afferme ses biens à quelque « gabellotto » (fermier général), à qui incombe toutes les charges, même celle de payer l'impôt. Dans les villes, peu de membres de cette classe des grands propriétaires, s'occupent avec honneur de politique ou d'administration publique, d'études, d'affaires. Le plus grand nombre d'entre eux vivent dans une oisiveté inféconde, à laquelle la pratique encore peu répandue du sport, offre, en ces derniers temps, une certaine diversion ; ils s'abandonnent au luxe et au jeu, et dissipent ainsi, comme leurs ancêtres, des patrimoines entiers, quittes à les reconstituer ensuite par quelque bon mariage (1) ».

Même la portion de cette aristocratie latifondiste qui réside dans les châteaux et les palais de la ville voisine ou de la campagne « ne se rend dans ses possessions qu'à de rares intervalles » ; et, soit pour se garantir contre les dangers des mauvaises rencontres, soit encore pour montrer ostensiblement le luxe de sa propre maison, le seigneur se fait accompagner par une troupe de « Campieri » ou de gardes à cheval armés de carabines et vêtus de la livrée de la maison. Le cortège des paysans attend

(1) *Inchiesta*, vol. VI. Au temps de Grégoire le Grand, déclare Roscher, l'Eglise se servait déjà dans ses domaines siciliens, vis-à-vis de ses nombreux colons, de pareils intermédiaires appelés *conductores*.

à la gare l'arrivée des maîtres qui, dédaignant les chemins carrossables, s'éloignent à cheval à travers la campagne, sous les acclamations des assistants inclinés, suscitant ainsi une vision des autres temps (1).

Les paysans attendent les visites intermittentes du maître pour lui soumettre leurs griefs contre le gabel-lotto, lui demander quelques faveurs ou le prier parfois de trancher leurs différends, coutume qui remonte à l'ancienne époque féodale, alors que la juridiction civile et pénale dépendait du feudataire. « Mais ces visites sont rares, ajoute l'enquête, car dans ces campagnes on est éloigné des voies de communications commodés, on est exposé aux attaques des bandits, aux atteintes de la malaria, et on est entouré d'un petit nombre de paysans ignorants et à moitié abrutis. »

Sur 539 latifondi examinés par l'enquête, 338 seraient donnés en « gabella », soit 62.76 %. On a cru constater, chez les propriétaires, une tendance à la gestion directe de leurs immenses propriétés, et cela « aux dépens des intermédiaires spéculateurs qui furent considérés, à juste titre, dans le passé, comme une douloureuse caractéristique de la Sicile et une de ses pires calamités. »

Les enquêteurs distinguent deux types de fermiers généraux. L'un joue le rôle de spéculateur (*speculante*) ; l'autre s'occupant directement d'agriculture, pourrait se nommer gabellotto-entrepreneur.

(1) *Inchiesta*.

Le premier prend en *affitto*, en fermage, pour un petit nombre d'années, deux ou trois fiefs, qu'il sous-loue à d'autres gabellotti de moindre envergure. Il réalise ainsi un profit certain, sans avoir à fournir d'autre travail que celui qui consiste à distribuer la terre entre les sous-locataires, à assurer le respect des rotations établies, à recouvrer les fermages et à payer ponctuellement son propriétaire. Il réside généralement dans les villes et joue au seigneur, exerçant aussi, mais rarement, une profession libérale (médecin, notaire).

Le gabellotto du deuxième type prend une part assez grande aux travaux culturels. Il exploite la totalité ou partie du latifondo affermé. Il doit disposer d'un certain capital d'exploitation pour l'achat des engrais, du bétail, des machines, et avoir une réelle capacité de direction.

Il réside souvent dans la grande maison du fief. C'est le vrai pionnier de la transformation du latifondo, affirmant les enquêteurs.

Il participe aux améliorations agricoles. On cite volontiers comme exemple de ce second type de gabellotto, les « *massariotti* » de la province de Syracuse, les meilleurs éleveurs de bétail de l'île ; leur activité se déploie sur des exploitations de 40 à 100 hectares. Ces gabellotti sont des fermiers plutôt que des fermiers généraux ; ils ne présentent les caractères de ces derniers que dans la mesure où ils sous-louent une partie du territoire affermé. En réalité, ils vivent surtout de leur exploitation directe.

Nous pouvons nous faire une idée assez précise des profits que procure aux fermiers généraux siciliens, la spéculation sur l'affermage des terres, en nous reportant à une excellente étude de M. le professeur Passalacqua, directeur de la chaire d'agriculture de la province de Trapani.

Pour les 79 latifondi considérés, les fermiers généraux payent un fermage moyen d'environ 45 fr. par hectare. Pour 59 de ces 79 latifondi, on connaît le taux moyen des sous-locations : 58 fr. 26, contre 44 fr. 16 pour les locations. « La différence de 14 fr. 10, dit M. Passalacqua, constitue le gain brut du gabellotto ; s'il donnait tout le fonds en « subaffitto », il gagnerait donc, l'étendue moyenne des latifondi étant de 320 hectares, 4512 fr. par latifondo, recette dont il faut déduire les frais peu élevés d'administration. On calcule que chaque gabellotto n'a pas moins de trois latifondi « en affitto ». Son gain brut, moyen, annuel, serait donc, en admettant qu'il les sous-loue par petits lots, de 13.536 fr. A ce chiffre peut correspondre une dépense de 2.400 fr. environ. Ce gain ne paraît donc pas négligeable. Il légitime pleinement la tendance actuelle des propriétaires à assurer directement l'administration de leurs latifondi, en les cédant en fermage (affitto) et par petits lots, aux paysans, ou en bloc aux sociétés coopératives.

Dans 50 latifondi ainsi administrés directement par le propriétaire, on connaît le prix que celui-ci encaisse en les affermant par petits lots, il est de 57 fr. 54 par

hectare, donc de peu inférieur au prix perçu par le gabel-lotto faisant la même opération (1). »

Si l'on veut pénétrer dans le détail des observations faites par Passalacqua, il suffira d'examiner le tableau suivant où se marque l'amplitude des différences entre les prix de location et les prix de sous-location et l'importance des bénéfices réalisés par latifondo (2).

SURFACE DU LATIFONDO en hect.	PRIX DES LOCATIONS par hect. en fr.	PRIX DES SOUS- LOCATIONS par hect. en fr.	DIFFÉRENCES PAR HECT. en fr.
810	45.60	61	15.40
743	53.30	76	22.40
222	38	71	33
1.185	38	61	23
150	45.6	61	15.40
170	150	200	50
130	48	60	12
130	55	71.90	16.90
370	50	60.50	10.50
340	53	67	14
300	53	68 50	15 50
435	45.50	71.80	26.30
403	38	68.50	30.50

On mesurera mieux, maintenant, la force de l'intérêt qui pousse les propriétaires et les paysans à se débarrasser des intermédiaires.

Les paysans ne se contentent pas de reprocher aux

(1) *Inchiesta*, vol. VI, t. I, parties I et II.

(2) Nous ne citons que quelques exemples pris au hasard dans les tableaux de l'Enquête et relatifs à la province de Trapani.

fermiers généraux l'exagération du taux des sous-locations, ils se plaignent encore : 1° de la courte durée des baux. « Avec des baux à métayage d'un an, disent-ils, des baux à ferme de 2 à 6 ans, nous sommes souvent à la merci du gabellotto ; nous n'améliorons pas la culture autant que nous le pourrions, et quand il nous arrive de le faire, nous perdons le prix de nos efforts ; » 2° d'avoir à supporter des charges illégitimes fixées arbitrairement par le bailleur : redevances (onéri), services personnels, corvées.

Parmi ces *onéri*, nous relevons, en effet :

a) La *cuccia*, les pots de vin payés aux campiéri (gardes) et aux muletiers à l'époque des récoltes.

b) La *camperia*, redevance en argent ou en nature payée au bailleur pour la garde des fonds.

c) La *messa*, redevance en argent exigée du paysan pour assurer les services religieux du dimanche dans la chapelle du fief ; la messe peut n'être pas dite, le paysan peut n'y point assister, la taxe est toujours dûe.

d) Les *questue*, redevances aux moines mendiants, au patron de la localité, aux empiriques, etc.

e) Les *carnaggi*, fromages, œufs, poulets, chevreaux fournis au bailleur.

Les services personnels consistent en des transports gratuits du bailleur et de sa famille, etc. Des corvées nombreuses et variées sont également imposées aux colons : Surveillance des arbres du bailleur, soins à don-

ner à son grain. Dans un contrat conclu en 1907, à San Cataldo, il est dit que le colon devra se rendre trois fois par mois à Caltanissetta avec une bête de somme chargée de « tout ce que le patron voudra. » Dans d'autres baux datant de 1898, 1900, le colon s'oblige gratuitement à creuser des fossés, construire des murs, planter, etc., sur la réserve du patron.

Les colons protestent avec énergie contre de tels pactes qu'ils qualifient d'exacteurs. Il a fallu rien moins qu'une émigration intense pour apporter quelque atténuation aux exigences des fermiers généraux.

Le gabellotto prend des précautions minutieuses pour se préserver des risques de pertes que lui font courir les tenanciers pauvres et pressurés : 1° il exige du sous-locataire un cautionnement équivalent parfois à une année de fermage ; 2° il veille à ce que la quantité de bétail entretenu sur chaque exploitation, soit toujours bien suffisante ; 3° dans tous les contrats, il est spécifié que le colon ne pourra prendre sa part des récoltes, avant qu'il n'ait satisfait à toutes ses obligations envers son bailleur, obligations si nombreuses, qu'il arrive souvent qu'après la récolte, le paysan retourne à la maison « *col tridente sulle spalle* », c'est-à-dire les mains vides. « Il doit ainsi commencer la nouvelle année colonique avec de nouvelles dettes, ce qui perpétue son état de dépendance(1) ».

(1) *Inchiesta*.

4° une clause « assez commune » prévoit la condamnation du colon à une amende de 500 à 1.000 francs pour inobservation du contrat.

En marge des clauses léonines des baux de sous-location, le paysan doit encore subir le fléau de l'usure « une des plus tristes gangrènes de la vie sociale et économique de la campagne sicilienne », dit l'enquête.

L'usure revêt des formes variées : une des plus anciennes et des plus communes apparaît au moment des prêts de semences : « Les contrats imposent souvent aux paysans, l'obligation de recourir, pour la semence, au bailleur ; mais quand il n'y a pas de clauses expresses, c'est la nécessité ou la crainte qui pousse le paysan à y recourir quand même . . . ». A la récolte, le paysan rembourse les avances avec un supplément de 25 % à titre d'intérêts. La semence, bien qu'ayant été livrée imprégnée d'eau sulfatée doit être rendue, à volume égal, en état de siccité. On prête à la mesure rase ; le paysan doit rendre à la mesure comble. On adopte deux modèles de récipients : l'un, le plus petit, pour les prêts ; l'autre, le plus grand, pour la restitution. A ces abus, il faut encore ajouter les vols que commettent les agents du bailleur, au moment du prêt et à celui de son extinction.

Le colon emprunte-t-il de l'argent à son « banquier naturel ? » il doit payer un intérêt variant de 25 à 1.000 %.

Relevons quelques dépositions des paysans devant la

Commission d'enquête : Dans le fief de Barrafranca (arrondissement de Piazza Armerina), les paysans se plaignent de l'exploitation dont ils sont victimes de la part des fermiers généraux. Essaient-ils de fonder des ligues de résistance ? Ils sont aussitôt persécutés, boycottés ; les gabellotti leur refusent tout travail.

Un paysan déclare avoir émigré pour se soustraire à l'exploitation « incroyable » dont il était victime de la part de l'intermédiaire.

On relève des cas de « vraie *camorra* ». Les paysans ne recevant du bailleur ni avances ni secours, sont contraints de recourir à une tierce personne, laquelle lui demande, de connivence avec le gabelletto, un intérêt très élevé. Quand vient le moment de la récolte, le créancier exige précipitamment son remboursement. Le paysan débiteur doit vendre sans délai sa part de récolte. Qui achète à vil prix ? Un troisième larron, complice des deux premiers.

Voilà qui condamne les fermiers généraux. Leur restait-il cependant, la ressource dernière de se proclamer les améliorateurs de la culture, les serviteurs de l'intérêt social ? Non. La Commission d'enquête leur enlève, sans appel possible, cet ultime argument.

Le latifondo, dont le fermier général est l'administrateur provisoire, ne se caractérise pas seulement par sa grande étendue. C'est un vaste territoire dépourvu de voies de communication, d'eau saine et abondante. La

sécurité des personnes y est douteuse. La malaria y anémie et tue une population exploitée à l'extrême. La culture y est rudimentaire.

Les riches propriétaires s'étant soustraits à l'accomplissement de leur devoir social, il restait aux fermiers généraux comme suprême moyen pour se faire pardonner leur situation d'intermédiaire parasite, de se charger de l'œuvre nationale de colonisation des latifondi. Coloniser le latifondo, c'est employer les moyens propres à atteindre le double but suivant : 1^o développer la production agricole au profit de la collectivité ; 2^o assurer aux travailleurs une bonne santé, des salaires suffisants et une indépendance complète.

Une telle œuvre implique l'intensification de la culture des céréales par l'introduction de rotations rationnelles, par l'emploi des engrais chimiques, par le développement de l'élevage, des cultures fourragères. L'habitabilité du latifondo doit être rendue possible par la construction de bonnes maisons coloniques, l'assainissement des lieux humides, l'organisation des secours à domicile. Il faut encore adopter des contrats coloniques plus longs et plus respectueux de la liberté et de la dignité du paysan, donner à celui-ci un droit de propriété sur la plus-value procurée au domaine par les améliorations qui sont son œuvre.

Eh bien, de l'aveu même de la Commission parlementaire d'enquête, les fermiers généraux ont failli à cette

tâche. « Les artisans du progrès agricole sont presque toujours les propriétaires aidés de quelques administrateurs intelligents, intéressés dans l'entreprise (1) ». Le gabbelletto « n'est pas, en général, un organe utile de la production, mais un élément parasitaire qui limite sa fonction à celle de simple intermédiaire ». Sauf d'honorables exceptions « il est évident qu'il ne pouvait ni ne pourra jamais exercer une action amélioratrice qui se puisse comparer, même de loin, à celle des fermiers lombards, vrais créateurs de la richesse agricole de leur pays. Se substituant au propriétaire, il n'améliore pas, mais empire la condition de l'entreprise agricole, imposant aux paysans d'iniques pactes agraires et des vols sans nombre ».

La Commission d'enquête, en effet, se rendant à l'évidence, ne pouvait s'émouvoir de l'immense misère des

(1) Un exemple typique de colonisation nous est fourni sur l'ancien fief de Canzirotta (376 hec.). Jusqu'en 1897 le latifondo était affermé 8.000 fr. L'exploitation manquait de maison d'habitation, d'étables, de fenil. « Les paysans dormaient dans de sordides *pagliaies* (tas de paille) ; le gabbelotto transportait sur ses terres le peu de fumier produit dans le fonds. « C'était une culture de rapine destinée à épuiser d'une manière irréparable, la faible fertilité naturelle du sol. » Le propriétaire, aidé d'ingénieurs agricoles de Palerme, prit la direction de l'exploitation. Il amena des métayers, construisit, améliora. Un des métayers travaillant sur 22 hec. 48 touche aujourd'hui pour sa part 2.595 fr. 86, plus des menus avantages. Le rendement net du latifondo s'est accru d'un tiers.

paysans, sans en chercher les causes immédiates ou lointaines.

Quel est l'état des populations paysannes de la Sicile ? Il est détestable à tous les points de vue.

La plus grande partie de la population est agglomérée en d'énormes villages distants parfois de 15 à 20 kilomètres des chantiers de travail (1). Les paysans sont obligés de vivre loin de leurs familles pendant six jours de la semaine. Ceux qui restent à la maison, les femmes, les enfants, les vieillards, s'entassent dans d'immenses logements, insalubres, obscurs, mal meublés. Une seule pièce sert souvent à la fois, de chambre, de cuisine, de magasin et d'étable. Les individus de tout âge et des deux sexes vivent en promiscuité avec les animaux sains ou malades. Les habitations troglodytiques ne manquent pas. Pourtant le paysan sicilien aime sa maison, que la femme s'efforce de tenir propre. Mais que de dangers pour la santé et la moralité, menacent la population ! La vie sociale et familiale se déroule dans la rue, faute de confort et d'aisance dans les habitations.

En pleine campagne, on a substitué, aux anciens « *casamenti* » des latifondi couverts de pâturages, les fameuses *pagghiaries* (cabanes de terre, de pierre et de paille) des latifondi actuels plus riches en cultures cé-

(1) V. G. VUILLIER. *La Sicile*, 1896.

réales. Pour les ouvriers, les moissonneurs, par exemple, dont le séjour sur le latifondo est de courte durée, « il ne reste que la terre pour couche et le ciel pour toit ». C'est aussi le sort des pâtres, qui veillent jour et nuit pour défendre leurs troupeaux contre les voleurs et les loups.

« Le paysan sicilien est sobre par nature et par nécessité » ; sa nourriture se compose de pain, de fromage, de fruits, de pâtes ; de la viande « pour les grandes occasions » seulement. L'eau est la boisson usuelle.

Les conditions d'alimentation et d'habitation laissent encore plus à désirer lorsqu'il s'agit des journaliers, au point qu'aux époques de chômage forcé, le travailleur voit s'approcher le spectre de la faim ; les emprunts usuraires, les secours de la charité, les menues ressources qu'il tire de la vente de certaines plantes et arbustes naturels, ne suffisent souvent pas à le soustraire à la nécessité de « *stringersi la panza* ».

Ici encore le fermier général aggrave la situation. Le paysan est durement traité par le gabellotto et ses campieri, « qui n'ont aucun intérêt à le bien traiter, mais, au contraire, à l'exploiter ».

Sur les latifondi très éloignés des villages, les paysans sont l'objet d'une nouvelle forme d'exploitation. Des espèces d'économats tenus par des employés ou autres complices du fermier général, vendent à des prix exorbitants, aux paysans contraints, des marchandises de mauvaise qualité. « Les propriétaires les plus honnêtes,

déclare l'enquête, ont imposé, aux tenanciers de ces établissements, un tarif spécial et renoncé à toute participation aux bénéfices de ces entreprises. »

Écoutons les journaliers eux-mêmes : « Au temps des semailles, on nous donne 1 fr. 25 et le pain, le soir un peu de minestra (soupe); aux moissons, nous gagnons 2 fr. 50 à 3 francs, plus la nourriture et un litre de mauvais vin; nous mangeons six fois par jour, mais pour seize heures de travail. Nous dormons, comme des chiens, dans des écuries ou dans de la paille jetée à terre... Or, nous disons : Pourquoi le propriétaire donne-t-il la terre au gabellotto qui exerce sur nous tant d'exactions; ne pourrait-il nous la donner directement, en la fractionnant ? »

L'exploitant se trouve dans une situation économique également très précaire : M. Passalacqua nous fournit, à titre d'exemple, l'état des recettes et des dépenses d'un fermier de dix hectares de terres : Les dépenses irrédutibles s'élèvent à 2.791 francs. Une année de bonnes récoltes donne 2.839 francs de recettes, soit 48 francs de revenu net. En mauvaises années, les recettes s'abaissent à 2.420 francs, mettant le paysan en retard d'une somme de 644 francs. La compensation manque vraiment trop !

Le paysan sicilien, prisonnier d'un milieu économique détestable, exploité par les fermiers généraux, physiquement affaibli par les privations, le sur-travail, la malaria,

ignorant et superstitieux, ne saurait prétendre à l'indépendance que donne seul le bien-être. Il vit dans la misère et l'oppression ; et l'on peut se demander, avec le professeur Passalacqua, « si c'est là une vie humaine, si c'est là la vraie liberté ». « Je crois, dit Passalacqua, que l'esclave antique, le serf de la glèbe médiévale, n'auraient pas envié la liberté du paysan sicilien (1). »

Mais deux événements récents sont venus bouleverser l'état de choses actuel et menacer dans son existence même le fermage général. Ce sont : 1° l'émigration ; 2° la réaction paysanne.

L'émigration est un phénomène démographique de date récente. Exception faite pour la province de Palerme, l'émigration sicilienne ne remonte pas au-delà d'une vingtaine d'années ; son importance numérique et sociale ne date guère que de 1901. Voici quelques données statistiques :

Moyenne de l'émigration annuelle par 100.000 habitants :

(1) « Pareil au fellah d'Egypte, le rural Sicilien, pressuré par d'après fermiers, s'épuise pour les propriétaires dont les vastes domaines demeurent incultes et gagne à peine du pain. Et cependant la Sicile a nourri des milliers d'hommes ; le sol y garde sa fertilité proverbiale ; les céréales, la vigne, les arbres fruitiers, les mines de soufre devraient garantir la richesse et le bonheur. On y meurt de misère et le meurtre n'y est plus traité comme un crime, mais comme une revanche un peu brutale ». FL. DE SAINT-GENIS, *La Propriété rurale en France*, p. 209.

	De 1881 à 1885	de 1901 à 1905	En 1906
Sicile.....	87	2.151	3.555
Italie.....	536	2.104	2.356

De 1876 à 1906, les moyennes annuelles, par périodes quinquennales, de l'émigration sicilienne sont :

1876 à 1881.....	966
1881 à 1886.....	2.600
1886 à 1891.....	7.590
1891 à 1896.....	11.020
1896 à 1901.....	22.711
1901 à 1906.....	61.374
En 1906.....	127.603

En 30 ans, l'émigration totale a atteint le chiffre de 658.923 individus. Chiffre énorme pour un territoire aussi restreint que celui de la Sicile ; mais il ne prend toute sa signification que lorsque l'on songe que les émigrants sont recrutés parmi l'élite de la population, parmi les individus les plus forts, les plus audacieux, les plus entreprenants. Les malades, les invalides, les pauvres, les enfants, les femmes et les vieillards restent à la charge de ceux de la première catégorie qui ne partent pas.

Les émigrants siciliens s'en vont en Amérique, aux Etats-Unis principalement, alors que leurs compatriotes du Nord préférèrent les pays de l'Amérique-Latine.

Peut-on démêler les raisons qui poussent les Siciliens hors de leur incomparable pays natal ? Nous n'avons pas

à les énumérer toutes ici ; nous ne voulons mentionner que celles d'entre elles qui ont trait à notre sujet. Pendant que les propriétaires accusent la pauvreté du sol, l'absence des voies de communication, la rareté de l'eau potable, la malaria, les déboisements inconsidérés, l'insuffisance de l'enseignement agricole, l'imperfection des organismes de crédit, la partialité et la faiblesse de la magistrature, impuissante à découvrir et à punir les crimes, les émigrants, eux, fournissent des raisons d'un tout autre ordre. « Les patrons, disent-ils, nous traitent comme des esclaves. Les gabelloiti spécialement et les campieri nous auraient écrasés s'il avaient pu. Ce sont des individus mauvais qui n'aiment pas le peuple. Ils se servent de nous comme des bêtes de somme et nous traitent plus mal encore, car, quand nous cessons de travailler, nous devons cesser de manger. Et que pouvons-nous mettre de côté avec des salaires de 0 fr. 85 à 1 franc ou 1 fr. 40 au maximum qui étaient les salaires ordinaires avant l'émigration (1) ? »

Les femmes ne peuvent travailler à cause de l'éloignement des champs. L'industrie moderne a anéanti les petites industries domestiques. Les fermiers généraux avides et durs imposent des contrats léonins ; le métayage est pratiqué aux dépens du colon ; les fermages atteignent des taux exorbitants, à cause de la concurrence que se font les paysans trop nombreux. Les travailleurs ont horreur

(1) *Inchiesta*.

de la pagliaia, éloignée de tous les vestiges de la civilisation, de l'école, du médecin, de l'église.

L'émigration, en opérant une raréfaction de la main-d'œuvre, a produit deux résultats : 1^o l'augmentation des salaires ; 2^o l'amélioration des contrats agraires.

Ces deux phénomènes économiques n'ayant pas pour cause déterminante un accroissement de la productivité du sol, mais une cause externe, l'émigration, ont eu pour effet de faire baisser la rente. Sur 479 communes interrogées et ayant fourni des réponses,

102 constatent une tendance à la baisse des fermages ;

43 — — — hausse ;

34 — un taux stationnaire.

La baisse est surtout très marquée pour les exploitations de plus de 50 hectares.

La rente baissant, les propriétaires, les moyens surtout, ont été incités à reprendre l'administration de leurs terres, et à se débarrasser d'un intermédiaire aussi onéreux que l'est le fermier général. Ils ne sont pas devenus des agriculteurs, certes ; ils se sont contentés le plus souvent de louer directement soit au paysan isolé, soit aux coopératives d'affermage.

Les gabellotti qui se sont maintenus, ont dû réduire leurs exigences « l'émigration ayant donné une plus grande liberté de choix à la foule affamée des paysans, matière première de leur exploitation (1) ».

(1) *Inchiesta*.

Mais n'est-ce pas la pire des tares pour un pays, que sa population soit condamnée à s'expatrier pour se soustraire aux funestes effets d'un régime foncier, dont ne profitent qu'une infime minorité d'individus peu intéressants. L'Italie s'anémie en chassant de son sein ses meilleurs éléments d'avenir, de prospérité ; elle les livre à la malaria, à la féodalité foncière, à la maladie, au servage, ou à l'étranger pour se garder respectueuse des principes de l'orthodoxie économique. Elle ne tarderait pas à en être atteinte dans sa force vive, si des organismes nouveaux n'intervenaient pour mettre un frein, et peut-être un terme, aux excès de la propriété individuelle. Nous entendons parler des coopératives d'affermage, *affittanze collettive*.

Les sociétés de fermages collectifs émanent des ligues agraires fondées « grâce à l'influence et à l'activité du socialisme dont la propagande souple eut des résultats surprenants ». « C'était la première fois que les paysans entendaient dénoncer publiquement les abus des autorités communales, les usurpations des riches et des puissants, les exactions des propriétaires et des fermiers généraux ». Les ligues composées de petits propriétaires, fermiers, colons et ouvriers agricoles, se multiplièrent très vite. Elles établirent un programme de revendications, réclamèrent des réformes législatives. Les classes dirigeantes, d'abord indifférentes ou sceptiques, ne tardèrent pas à s'inquiéter du mouvement

paysan. Les premiers troubles, auxquels furent mêlées les ligues, bien que provoqués parfois par les adversaires de celles-ci, furent réprimés dans le sang... Les « *Fasci* » dissoutes, les chefs emprisonnés, « les paysans retombèrent dans le plus sombre silence (1) » et émigrèrent. Mais quelques années après, les *Fasci* renaquirent sous les formes plus modestes d'associations de résistance (syndicats), et de coopératives.

Au début de 1906, il y avait 4.376 paysans inscrits aux ligues. En 1909, 33.725 paysans adhéraient à ces groupements de combat et 2.470 faisaient partie des chambres de travail (2).

Les principaux objets des ligues sont : *a*) la coopération de travail, de consommation et de crédit ; *b*) l'action syndicale pour le relèvement des salaires et l'amélioration des contrats agraires ; *c*) l'organisation de secours mutuels en cas de maladie, de vieillesse et d'invalidité ; *d*) l'éducation et l'instruction de leurs membres.

Ne retenons de ces différentes œuvres que les coopératives de travail, les plus intéressantes pour nous, puisqu'elles sont destinées à éliminer les fermiers généraux (3).

« Les *affittanze collettive* surgirent peu après les ligues, et presque simultanément par le travail de deux

(1) *Inchiesta*.

(2) En 1908, 161 ligues avec 59.920 membres.

(3) Voir le dernier chapitre.

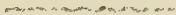
partis adverses : le parti socialiste avec Bernadino Verro qui créa les affittanze de Corleone et le parti catholique avec Don Luigi Sturzo qui fonda celles de Caltagirone ». Elles se répandirent largement en Sicile, sous l'égide des deux mêmes partis.

Les coopératives d'affermage socialistes et catholiques, bien que poursuivant des buts différents puisqu'elles s'inspirent de doctrines radicalement opposées, aboutissent pourtant au même résultat : l'élimination du fermier général. « Elles substituent, à l'avantage des paysans et des propriétaires, la masse compacte des *contadini* à un unique spéculateur intermédiaire (1) ».

Ainsi l'action des ligues et l'influence de l'émigration convergent vers le même résultat : Suppression ou réduction du fermage général. C'est en vain, selon nous, qu'à ce double assaut les fermiers généraux essaient de résister, d'une part, en se montrant plus généreux à l'égard du propriétaire dont la rente baisse, de l'autre, en augmentant leurs recettes par l'exécution d'améliorations. Un triple obstacle s'oppose en effet à la réussite de leur tentative : 1° La hausse des salaires vient limiter leur générosité envers les propriétaires ; 2° Les améliorations avantageuses ne peuvent être réalisées qu'avec des baux de longue durée et l'assentiment des travailleurs agricoles. Ces grands travaux nécessitent l'emploi de capitaux

(1) Prof. LORENZONI, *Inchiesta*.

énormes que les gabelloiti ne possèdent pas ; les baux sont de courte durée et les travailleurs sont foncièrement hostiles à ces « vampires » ; 3° Les coopératives d'affermage leur feront une concurrence victorieuse, car elles sont soutenues par les ligues puissantes, disciplinées et très combatives ; enfin les coopératives tiennent les propriétaires par l'intérêt ; elles paient, avec la plus parfaite ponctualité, des fermages plus élevés que ceux payés par les intermédiaires.



LIVRE III

La question des Fermiers généraux en Roumanie

CHAPITRE I.

Aperçus généraux. — Au printemps de 1907, une révolution agraire, commencée en Moldavie mais vite généralisée dans toute la Roumanie, ensanglantait une des plus riches contrées de l'Europe orientale. Le journal le *Temps* rendait compte des causes de cette jacquerie, en ces termes : « L'agitation des paysans moldaves n'est qu'un incident du procès agraire qui se déroule devant l'opinion publique roumaine. Depuis quelques années la vente de la terre accuse dans ce pays une hausse énorme, que ne justifient pas les conditions économiques ou le progrès de l'agriculture. L'augmentation du triple est

imputable aux surenchères des fermiers venus de Bucovine ou de Russie, tous israélites.

L'égoïsme des propriétaires est jugé d'autant plus sévèrement, que bon nombre d'entre eux habitent constamment l'étranger; où ils dépensent leurs revenus et n'ont jamais vu les terres dont ils livrent les habitants à une exploitation inhumaine. Il va de soi que tout le poids de ce renchérissement retombe sur le paysan qui sous-loue actuellement 70, 80 et 90 fr. et même 125 francs l'unité de superficie (faîce 1 hect. $1/2$) qu'il payait autrefois 40 et 50 francs tout au plus.... Tous les Roumains demandent qu'un terme soit mis dans le plus bref délai, aux abus des trusts de fermiers qui désolent la Moldavie et commencent à s'étendre à la Valachie (1) ».

Comme nous le verrons bientôt, le mouvement révolutionnaire roumain avait aussi des causes plus anciennes que celles indiquées par le *Temps*. Disons tout de suite que si les abus, les exactions des fermiers généraux israélites soulevèrent les populations roumaines, la suppression des trusts des fermiers généraux ne fut pas l'unique fin du mouvement. Les paysans roumains demandaient plus qu'une limitation de la puissance de ces redoutables intermédiaires. Ils ambitionnaient leur suppression; plus encore, ils réclamaient un droit de propriété sur leur instrument de travail, la terre.

(1) *Temps*, 5 mars 1907.

Beaucoup se sont demandés, en lisant les descriptions navrantes de la condition du paysan roumain, par quel étrange système un pays naturellement fertile, bien desservi au point de vue des voies de communications, pouvait contenir une population si misérable et si opprimée. Pour répondre à cette question, il nous suffira d'étudier successivement : 1° le régime de la propriété ; 2° le régime du fermage général ; 3° l'histoire de la législation agraire roumaine, jalonnée de révoltes, de révolutions ou de coups d'Etat, dont la jacquerie de 1907 n'a été que la suite inévitable. Ce faisant, nous ne nous écarterons pas de notre sujet, car la question du fermage général est intimement liée à celle de la répartition de la propriété, et encore plus à celle de la législation agraire roumaine. Mais nous aurons soin d'éviter tout développement inutile.

Tous les traits caractéristiques de l'économie agraire des pays de fermage général se retrouvent ici : très grande propriété, absentéisme des propriétaires, petite culture, populations extrêmement misérables et durement exploitées. Procédons par ordre.

RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ.

La question de la répartition de la propriété foncière est à la base du problème agraire en général, et de l'étude du fermage général en particulier. La grande propriété

engendre le fermage général. Voyons donc quelle peut être en Roumanie, l'importance de la grande propriété.

Une statistique officielle datant de 1905, nous donne le tableau suivant :

Catégories.		Nombre de propriétés.	Etendue totale.
Au-dessous de 10	hect.	1.015.302	3.319.695 hect.
De 10 à 50	—	36.318	695.953 —
De 50 à 100	—	2.381	165.456 —
De 100 à 500	—	2.608	785.719 —
Au-dessus de 500	—	1.503	3.001.473 —

En faisant subir aux nombres de ce tableau les rectifications qu'impose la méthode statistique employée, nous trouvons que le nombre des propriétaires possédant plus de 500 hectares se réduit à 4.000 ; que celui des petits propriétaires doit être ramené à 1.200.000. « La répartition de la propriété foncière en Roumanie, déclare M. Georgesco, peut être résumée ainsi : d'un côté, plus de un million de paysans possédant moins de 3 millions d'hectares ; de l'autre, 4.000 grands propriétaires possédant plus de 4 millions d'hectares (1) ». La moyenne propriété, de 50 à 100 hectares, n'occupe que 2,13 % du territoire cultivable. Une statistique fournie à l'occasion de l'Exposition de 1867, classe les propriétés suivant le

(1) C. GEORGESCO : *La réforme agraire en Roumanie*. Paris, 1908.

chiffre de leurs revenus (1). Son examen révèle l'ancienneté et la persistance de la concentration foncière en Roumanie.

Ainsi donc, au bas du tableau de la répartition du sol, une « poussière » de propriété, appartenant à une classe de paysans dénués d'influence politique, et même de l'espoir d'accroître leurs lopins de terre, tant les prix sont élevés et les ventes rares. Au-dessus, une classe moyenne, d'importance insignifiante. Au sommet, une féodalité terrienne, avec ses « seigneurs », ses « boyards », propriétaires d'immenses latifondi.

ABSENTÉISME DES GRANDS PROPRIÉTAIRES RURAUX.

Les riches propriétaires fonciers ne résident pas sur leurs domaines. Beaucoup d'entre eux ont subi l'attrait de la vie occidentale ; ils voyagent, et fixent même leur résidence dans les capitales de l'ouest de l'Europe. Ils se déchargent des soucis de la gestion de leurs terres sur les fermiers généraux, qui leur assurent une rente déter-

(1) Nb de Propriétés dont le revenu < à 10 ducats	107 682
— — — est de 10 à 50	30 865
— — — 50 à 100	3 495
— — — 100 à 500	3 146
— — — 500 à 1000	775
— — — 1000 à 3000	685
— — — > à 3000	204

Le ducat d'Autriche vaut 11 fr. 85.

minée, payable à des époques convenues. La statistique nous montre, en effet, que la proportion des domaines affermés augmente avec leur étendue moyenne :

Les propriétés de	50 à . 100 hect.	sont louées dans la proportion de 24,09 %.
—	1.000 à 3.000 —	— 56,33 —
—	3.000 à 5.000 —	— 73,36 —

Les fermiers généraux roumains ne paraissent avoir pris une réelle importance qu'après le développement des moyens de transport. Pendant que les navires de tous pavillons, auxquels le traité d'Andrinople (1829) avait ouvert la Mer Noire, exportaient des quantités croissantes de blé, les chemins de fer venaient enlever à la Roumanie les boyards pour les disperser à travers l'Europe occidentale. Dans un pays où la culture du blé devenait très lucrative, où un régime féodal maintenait la main-d'œuvre à très bas prix, où les débouchés commerciaux allaient s'élargissant, et où enfin les grands propriétaires endettés s'en allaient à la recherche de jouissances mondaines, les fermiers généraux ne pouvaient que se multiplier, s'enrichir, et en troubler profondément la vie économique et sociale.

Certes, la production agricole n'est pas restée immuable au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Les récoltes de blé ont passé de 6.439.200 hectolitres en 1866, à 36.412.747 hectolitres en 1906, celles de maïs, de 5.866.100 à 20.886.000. Pour l'orge et l'avoine, la pro-

duction s'est élevée de 2,7 millions d'hectolitres à 15,9 millions d'hectolitres. La culture du blé a donc gagné du terrain sur le maïs ; cela tient à ce qu'autrefois le paysan s'adonnait surtout à la production du maïs et à l'élevage du bétail.

Ce développement économique, très notable, aurait pu être dépassé et être accompagné de grands progrès sociaux, si la distribution de la propriété foncière avait eu lieu d'une manière plus démocratique, si le fermage général n'avait jamais existé (1).

Ce système de spéculation a obéi à la loi de la concentration capitaliste. Le nombre des fermiers généraux, au lieu d'augmenter continuellement, s'est réduit à partir d'une certaine époque. Des trusts de fermage se sont constitués. Des fermiers généraux de nationalité juive ont accaparé toutes les terres vacantes. C'est ainsi qu'en 1905, le trust des frères Fischer (juifs autrichiens) tenait en fermage un territoire d'une surface de 257.838 hectares, dont 159.399 hectares en terres labourables. L'entreprise englobait 69 communes rurales. Le trust Juster affermait, à la même date, 30.152 hectares de terres labourables. Ces deux trusts payaient 4 millions de francs de fermage.

La loi de 1907 a tenté de mettre un terme à ces dangereux accaparements des exploitations agricoles ; mais

(1) Voir opinion de M. STERC, dans HITIER, *op. cit.*

avant d'en examiner par le détail les dispositions, il convient de voir ce qu'a été le fermage général au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle : son évolution à travers des conditions légales économiques et sociales, changeantes, est intéressante à connaître. Dans l'examen rapide que nous allons faire de la législation agraire roumaine, nous glisserons sur les points qui ne se rattachent pas directement au fermage général.

LÉGISLATION AGRAIRE ROUMAINE.

La législation agraire roumaine débute par la loi du 15 août 1864 qui révolutionna le régime de la propriété foncière ; c'est la loi fondamentale, organique, qui substitua la propriété individuelle, libre, à la propriété féodale maintenue jusqu'à cette date. Les dispositions principales de la loi de 1864 peuvent se résumer ainsi :

1^o Suppression de l'état de co-propriété entre les paysans et les seigneurs (boyards) ;

2^o Liberté absolue du travail et de la personne du paysan ;

3^o Distribution et vente des terres de l'Etat ;

4^o Inaliénabilité et insaisissabilité de la propriété paysanne.

Par une première série de dispositions légales, le paysan recevait en pleine propriété, en échange de son droit de co-propriété féodale (domaine utile et domaine

éminent) une étendue de terrain variable avec la région considérée et les moyens d'exploitation (nombre d'attelages, etc.) dont il disposait.

En Valachie, le paysan reçoit de 2 h. 28 à 5 h. 51, en Moldavie, de 2 h. 96 à 7 h. 28. Sur le reste, le boyard exercera désormais son droit de pleine propriété.

En second lieu, la loi de 1864 affranchissait le paysan qui était maintenu depuis des siècles dans les liens du servage. Son article 10 abolit les corvées (la claka), la dîme, les journées de travail et toutes les redevances jusqu'à ce jour dûes et fournies par le paysan au boyard. L'article 12 déclare « les contrats libres entre propriétaires et paysans ». Le boyard ayant besoin de main-d'œuvre ne pourra plus la réquisitionner par la force, mais devra l'obtenir par contrat librement débattu et consenti. Cette disposition atteignait gravement les intérêts des seigneurs ; aussi ces derniers ne tardèrent-ils pas à prendre leur revanche, servis qu'ils furent par les événements. A la suite de la grande sécheresse de 1866, la production agricole fut presque nulle ; les paysans se trouvèrent réduits à emprunter aux grands propriétaires ; ceux-ci refusèrent d'abord, puis consentirent à faire les avances indispensables. Les paysans trop à l'étroit sur des propriétés de 2 à 7 hectares obtinrent du boyard qu'il leur cédât en location quelques hectares de terres afin de constituer des exploitations capables de les faire vivre. Les prix de location furent fixés, non en argent, mais en

journées de travail à faire sur la réserve du bailleur. Les grands propriétaires et les fermiers généraux qui avaient secouru les paysans pendant l'année de famine, s'en firent récompenser par le vote de la loi de 1866 aggravée par celle de 1872, lois qui vinrent renforcer singulièrement leur position. Ces lois, en effet, soustrayaient les conventions agricoles à la connaissance des tribunaux ordinaires pour les soumettre à celle des juridictions communales. Le maire assure l'exécution des contrats à l'aide d'une procédure expéditive, aux frais du paysan défaillant. La loi de 1872 va plus loin ; elle introduit la contrainte corporelle comme moyen extrême d'exécution des contrats agricoles. A la faveur d'une telle législation, les abus les plus graves ne pouvaient manquer de se produire. MM. Rosetti et Kogalni citèrent des exemples de contrats léonins : un paysan engageant son travail pour 5 ans contre 600 kilogs de blé. Le Président du Conseil apporta lui aussi un exemple de ces sortes de convention : un paysan s'engageait à l'égard du fermier général à faire tous les travaux nécessaires sur 19 hectares de terre ; il devait, de plus, travailler manuellement pendant 30 jours et transporter 420 quintaux de blé. La convention comportait une clause pénale, infligeant au paysan une amende de 1600 francs en cas d'inexécution. Cette même loi de 1872 permettait au fermier général ou au propriétaire, de requérir la force armée, pour obliger le paysan à effectuer le travail prévu dans les conven-

tions. Bien mieux, le paysan engagé dans les liens du contrat ne pouvait quitter son village. « Les gendarmes avaient l'ordre de le ramener ligotté et par force de coups de fouet, sur le champ du propriétaire. Durant l'opération, les gendarmes vivaient aux frais du paysan ».

La loi de 1864 n'avait que théoriquement affranchi le cultivateur. Les conditions économiques, renforcées par les lois de 1866 et 1872, le maintenaient en réalité sous le joug du servage.

Une réaction se produisit au profit du paysan ; la loi Rosetti, de 1882, vint abroger la loi de 1872. Elle supprima la contrainte corporelle, prohiba les clauses pénales et la solidarité ; établit la réciprocité dans l'application de la procédure sommaire d'exécution. Elle mit fin à certains abus de la part des employeurs, celui par exemple qui consistait à obliger le paysan à exécuter les travaux à des dizaines de kilomètres de son village (l'exécution ne pourra avoir lieu désormais que dans la localité de la confection du contrat). Elle entrava également l'odieux trafic qui s'était établi entre les cabaretiers, vendant leurs boissons aux paysans contre des journées de travail, et les fermiers généraux achetant ces sortes de créances. La loi dispose que les contrats de travaux agricoles ne pourront être valablement cédés qu'entre exploitants.

Pour empêcher les propriétaires, d'engager le paysan pour de longues années et à des prix dérisoires, la même

loi limite à une année, la durée des contrats de travail proprement dits. L'article 26 dispense les paysans de l'obligation contractuelle de travailler pour autrui, les vendredi et samedi, jours pendant lesquels ils pourront effectuer leurs propres travaux. Avant 1882, le paysan était contraint de travailler toute la semaine pour le compte du fermier général ; ses affaires personnelles en souffraient, sa dépendance à l'égard de l'employeur en était accrue.

La loi de 1882 paraît être très libérale. On peut juger par le détail de ses dispositions à quelle odieuse exploitation le malheureux paysan était soumis.

A la suite des révoltes de 1887 et de 1888 en Valachie, de 1889 en Moldavie, une nouvelle loi protectrice du paysan est votée ; elle supprime un abus qui naissait du mode de paiement des fermages. Avant 1893, les bailleurs exigeaient souvent le paiement partiel du fermage en denrées non produites sur l'exploitation même : en agneaux, langues de porc, saucissons, poulets, œufs, etc. Ces redevances sont interdites. Les fermages qui, avant, pouvaient être stipulés, partie en argent, partie en journées de travail et en denrées, ne pourront plus l'être désormais qu'en l'un de ces trois éléments à l'exclusion des deux autres ; cela, afin que le paysan sache exactement ce à quoi il s'oblige.

La loi de 1893 porte à 3 ans la durée des baux à ferme, pour permettre au paysan d'améliorer les assolements et

la culture. On tient aussi à mettre le cultivateur à l'abri pendant ce temps minimum, des menaces d'augmentation de fermage.

Résultats des lois de 1864, 1882 et 1893. — On s'accorde généralement aujourd'hui à reconnaître que la loi de 1864 n'a apporté au grave problème agraire roumain qu'une solution purement juridique. La situation de fait du paysan n'a pas été sensiblement changée ou améliorée. « Les propriétaires seuls ont bénéficié de la loi qui a libéré leurs terres ; pour le paysan, le régime de la corvée, de la *claka*, a subsisté ; la loi de 1864 ne l'avait supprimé que nominalelement, car, en fait, dès le commencement, les paysans se trouvèrent de nouveau à la discrétion des propriétaires » (1).

L'aliénation des biens de l'Etat décidée en 1864, appliquée en 1876, au lieu de fortifier la position déjà si précaire du paysan, l'aggrava. Les 2.391.000 hectares de biens d'églises que l'Etat roumain venait de séculariser, furent donnés ou vendus avec la plus grande imprévoyance, la plus coupable légèreté. Les biens vendus, bien loin de passer aux mains des paysans, furent la proie des spéculateurs. On constate pour 1888 que la proportion des acheteurs paysans ne dépasse pas 7 % !

Le paysan ne gagnait rien à la loi de 1864, promulguée

(1) C. GEORGESCO, *op. cit.*

à la suite d'un coup d'Etat. Les lois ultérieures de 1889, 1893, 1896 n'améliorèrent que légèrement son sort. Les causes de sa misère et de son asservissement étaient profondes ; elles se rattachaient étroitement au régime de la propriété aggravé par le fermage général. M. G. Tasca estime justement « qu'une des principales causes qui ont contribué à l'échec de la réforme (celle de 1864) a été le propriétaire ». Les propriétaires privés ont livré leurs terres à des spéculateurs, se désintéressant du paysan. L'Etat « a donné l'exemple de l'exploitation la plus inhumaine envers le paysan. C'est lui et les institutions de bienfaisance qui ont encouragé le fermage et la constitution des trusts de fermiers (1) ».

M. Hareti partage la même opinion. Il cite l'exemple d'un fermier général qui paie 12 francs de fermage pour une falce (1 h. 1/2) de cultures fourragères sous-louée 240 fr. au paysan.

Condition économique du paysan après la loi de 1864. — Au lendemain de la loi de 1864, le paysan roumain était bien le propriétaire souverain d'une portion de terre, situation juridique très nette, mais sa condition économique restait déplorable. La propriété foncière pour assurer l'existence et l'indépendance de l'individu doit réunir un certain nombre de conditions dont la princi-

(1) G. TASCA, *La nouvelle réforme agraire en Roumanie*, Paris, 1910.

pale consiste en une certaine étendue. Nous savons ce que les lois de 1864 et 1876 donnaient aux paysans ; 84,63 % de ceux-ci n'ont reçu que des lots dont la superficie variait de 600 mètres carrés à 5 hectares 82 ares (1). Sur 467.000 chefs de famille nantis, 30.000 seulement se sont vus attribuer des lots de 5 à 6 hectares. Economiquement, ces lots sont très insuffisants ; le paysan est obligé de recourir à l'affermage d'une étendue de terre complémentaire ; en s'adressant au grand propriétaire voisin il perd toute indépendance. Il est d'autant plus à la merci du fermier général ou du boyard, qu'il ne peut se déplacer facilement, et que le manque d'industrie le condamne à vivre exclusivement de l'agriculture.

Le modeste lot du paysan est-il resté intact ? Non ; il s'est émietté sous l'empire du régime successoral du Code civil roumain. Le partage égal a pulvérisé la petite propriété octroyée en 1864. « A la deuxième génération de nos jours, il arrive que 4 familles, chaque famille étant composée de 5 membres au moins, possèdent 2 h. 50 (2) ». Plus de 69 % de la population paysanne ne trouvent pas dans la production de leurs propriétés, les ressources nécessaires à leur existence et à l'amélioration de leur condition ». Il faut ajouter que 500.000 chefs de familles, co-partageants, réservistes et prolétaires, se trouvent dans une situation identique.

(1, 2) GEORGESCO, *op. cit.*

« Les propriétaires se sont d'ailleurs opposés frauduleusement à l'acquisition des terres par le paysan. Mais il y a plus : les paysans ne possèdent pas réellement les portions de terre qu'ils ont reçues soit en vertu de la loi de 1864, soit par les achats faits à l'Etat. Beaucoup ont loué leurs terres à des prix dérisoires, très souvent pour 99 ans, tournant l'inaliénabilité édictée par la loi de 1864 et l'article 132 de la Constitution, car les paysans affranchis devaient payer une indemnité au boyard de 5.136 à 133 francs pendant 5 ans (1) ». « D'autre part, les cabaretiers profitant de l'ignorance et du vice des paysans, les poussaient à la consommation de l'alcool leur donnant des boissons à crédit. Les paysans, à la fin, ne pouvant acquitter leurs dettes, étaient obligés de laisser à ces cabaretiers leurs terres en possession (2). »

Les petits propriétaires furent encore les victimes des usuriers. L'impôt les écrasait (3). Le cadastre faisant défaut, leurs propriétés n'étaient ni consolidées, ni individualisées.

Ainsi donc, au lendemain de la loi de 1864, le paysan pourvu d'un lot trop exigu, dut recourir au grand propriétaire et lui demander la location de quelques hectares de terres labourables ou de pâturages. En Moldavie, le

(1) GEORGESCO, *op. cit.*

(2) Id.

(3) ARION, *La situation économique et sociale du paysan en Roumanie*, 1895.

propriétaire céda de 4 à 6 hectares de terrain. L'argent étant rare, le fermage fut fixé en journées de travail. En Valachie, le paysan reçut de 4 à 10 hectares contre des redevances en nature (la dîme) et des corvées sur la réserve du bailleur.

Il est évident que dans les tractations entre paysans et propriétaires il n'y eut aucune liberté. Le propriétaire imposa toujours ses conditions. La loi d'airain fut appliquée dans toute sa rigueur, ne laissant au cultivateur, pour assurer sa subsistance, que le strict minimum. Cette limite extrême fut atteinte surtout quand le fermier général intervenait au lieu et place du propriétaire. Le fermier intermédiaire qui n'a avec le milieu où il spéculé que des rapports fragiles ou passagers, ne saurait user de ménagements à l'égard du travailleur faible et isolé.

A partir de 1864, les fermiers généraux se multiplient en Roumanie. Les propriétaires perdent tout contact avec la terre ; grâce à une culture céréale très lucrative, ils peuvent toucher d'énormes rentes, sans autre peine que celle de naître riches et de trouver un fermier solvable. Les deux tiers de la grande propriété sont entre les mains des fermiers généraux. C'est de ces derniers qu'il s'agira surtout quand, pour nous conformer au langage de la loi, nous parlerons du propriétaire ou du bailleur.

Administration des fermiers généraux. — Il est d'usage que le fermier général établisse les conditions

des baux à ferme devant des groupes de paysans qui, ne sachant ni lire ni écrire (84,8 % d'illettrés) « approuvent en effaçant avec leur pouce la croix tracée à l'encre, au bas du papier ». Le maire légalise aussitôt ces espèces de contrats collectifs faits pour une durée d'un an.

La manière dont administrent les fermiers généraux varie avec les régions envisagées. En Valachie, le fermier général grec est en même temps un entrepreneur agricole. Il ne sous-loue au paysan qu'une partie des terres qu'il a affermées. Le reste constitue sa réserve dont l'importance s'est accrue à partir du moment où s'est opérée la transformation de la dîme en récoltes en dîmes par équivalence (*a tarla*) ; le paysan doit fournir, dans ce dernier mode de paiement, un certain nombre de journées de travail sur la réserve du bailleur ; système désastreux pour le paysan ainsi obligé de négliger la culture de sa propre terre. La dîme à tarla s'est constamment accrue dans ces régions de fermage général (1).

En Moldavie, le fermier général, de nationalité juive, spéculé avec encore plus de profit et moins de peine, en sous-louant la totalité des terres qu'il détient. « Il a emprunté l'argent nécessaire au paiement du fermage à 10 ou 12 % ; d'autre part, son contrat n'est valable que pour 5 ans. Il doit exploiter la terre et les hommes en

(1) Voir exemples fournis par MM. BASILESCO et GADÉI dans *Tasca*, p. 132 et *Bulletin off. des renseign. agricoles*, août 1906.

pillard rapace pour rentrer dans son argent, payer de gros intérêts et se faire une fortune en même temps ». Les loyers qu'il reçoit dépassent ceux qu'il paie, de 15 à 500 %.

« Le fermier (général) est une espèce de souverain féodal sur ses terres. Comme les seigneurs du moyen-âge, il a une armée, une police, une justice, une administration à lui. . . . Dans sa maison, le fermier général a une chancellerie. Les comptables et les scribes dressent pour chaque paysan les rôles de ses contributions. Chaque paysan a sa partie dans le registre, comme dans les administrations financières.

Ne pouvant à lui seul surveiller les travaux agricoles sur son domaine qui a des milliers d'hectares, le fermier a des aides, tout un corps de gens à cheval. Ces aides portent des noms pompeux venus de Byzance. Ils s'appellent *logophètes*. Les subordonnés des logophètes portent le nom d'*ispravnicei*, nom slave qui désigne aujourd'hui en Russie l'agent de police.

« La police proprement dite est formée par une petite armée ; cette petite armée est recrutée parmi les Turcs d'Albanie, connus par leur cruauté, qualité nécessaire, car ce sont eux qui veillent à la sécurité du territoire et surtout à la sécurité de la personne du propriétaire. Ce sont eux aussi qui doivent jeter l'effroi parmi les paysans pour prévenir toute velléité de réclamation. . . . En cas de faute des paysans, l'affaire constatée par le logophète

est portée devant le fermier, juge et partie en même temps, ce qui détruit toute garantie et engendre tous les abus (1). . . Ainsi des amendes énormes et très fréquentes prononcées par le fermier-juge, pour des délits imaginaires quelquefois, viennent s'ajouter sur le compte des paysans aux redevances et aux dîmes.

« Mais les abus ne s'arrêtent pas ici. Ils se transforment en injustice, voire même en vols à l'occasion de la distribution des terres aux paysans. Les logophètes ne livrent que les plus mauvaises terres, et au moment de mesurer, ils reçoivent l'ordre du fermier de faire l'hectare petit (2) ». Une autre chaîne spéciale est employée pour faire l'hectare grand, quand il s'agit de déterminer l'étendue de terre de la réserve, sur laquelle le paysan doit effectuer ses corvées. Les vols continuent au moment du règlement des comptes. « Le fermier et le cabaretier qui, le plus souvent, est son préposé, sont les usuriers de la localité (3) ».

En hiver, les exactions s'aggravent, sans que le paysan affamé ait le moyen de s'y soustraire. L'enquête officielle constate que pour 1263 cas contrôlés, les salaires sont inférieurs aux salaires courants, normaux, de 15 % dans 5.3 % des cas ; de 15 à 25 % dans 15.3 des cas ; de 25 à 50 % dans 20.6 % des cas ; de plus de 75 % dans 13.2 % des cas. Dans de telles conditions, il n'est

(1, 2, 3) GEORGESCO, *op. cit.*

pas surprenant de constater dans l'enquête de 1907, que pour 83.7 % des exploitations, le déficit, relevé par les comptabilités, s'élève à 52 francs 14 par hectare.

La constitution des trusts de fermages a eu pour conséquence un redoublement d'exploitation des paysans, car elle a mis les trusteurs dans la nécessité d'offrir aux propriétaires des fermages plus élevés ; ces augmentations n'ont pas tardé à être récupérées plus que proportionnellement sur les cultivateurs.

En 1907, la situation du paysan roumain pouvait se résumer ainsi : Entière dépendance du paysan à l'égard du fermier général. Exploitation extrême du premier par le second. La loi de 1864 n'avait révolutionné le régime de la propriété qu'au profit des grands propriétaires ; elle avait fait disparaître les garanties d'existence que le paysan trouvait dans l'ancien système féodal ; elle l'avait « livré sans défense à la rapacité des fermiers généraux. Les dispositions contenues dans les lois de 1893 et qui étaient de nature à le soulager, furent presque toujours éludées.

Ainsi s'explique que le paysan soit resté, et même se soit enfoncé dans la misère. Celle-ci est indescriptible ! Emile de Laveleye compare les demeures des paysans roumains à la hutte des nègres de l'Afrique, qui est mieux faite pour satisfaire aux nécessités de la vie (1). Le

(1) E. de LAVELEYE, *La Péninsule des Balkans*, Paris, 1888 ; également le Larousse au mot : Roumanie.

paysan se nourrit surtout de pâte de maïs (*mamaliga*), de fruits, de légumes bouillis, de poissons, d'œufs, de fromage, de lait. La misère et la religion prohibent la viande.

« Pendant que la classe cultivée est arrivée à affiner ses goûts, à se créer une foule de besoins autrefois inconnus (voyages, théâtre, maisons belles, confortables et luxueuses, repas copieux, etc.), les paysans sont restés toujours dans leur état primitif, incultes, ignorant tout de la culture moderne, fauchés par les maladies, mal nourris, mal vêtus, mal logés, adonnés dans leur immense majorité au vice de la boisson, voilà l'état précaire dans lequel se trouve l'immense majorité des paysans de la Roumanie libre, et cela surtout par suite du manque de culture qui lui dessille les yeux, lui fasse entrevoir ses véritables besoins et lui fasse désirer une vie plus digne. Pendant que les hommes et les femmes de la société réunis dans un salon, non-seulement de Bucarest ou de Jassy, mais d'un chef-lieu de district, ressemblent à une des plus brillantes réunions parisiennes, les paysans roumains ne sont pas intellectuellement et moralement bien différents de leurs ancêtres d'il y a deux mille ans, les Daces(1) ».

« En Roumanie, la faim est quelque chose d'endémique » déclare M. Georgesco.

(1) XÉNOPOL, *Cours professés au Collège de France*.

Les révoltes de 1887, 1888 et 1889, les avertissements répétés des savants et des écrivains les plus éminents de la Roumanie, ne parvinrent pas à troubler la quiétude du gouvernement et des classes dirigeantes. M. le professeur Saulesco déclarait en 1907 : « Si le gouvernement ne présente incessamment des réformes, la question agraire sera solutionnée par une épouvantable jacquerie ; » il ne fut pas écouté. Il fallait une jacquerie pour déterminer le gouvernement à agir ; elle se produisit, formidable, en 1907, rappelant par sa violence celle de 1875(1). La responsabilité en incombe, en grande partie, aux fermiers généraux exacteurs. En Moldavie, la révolte fut particulièrement violente : les fermes furent incendiées, les titres et les baux anéantis. Les dégâts pour la Valachie et la Moldavie furent estimés à cent millions. La Révolution avorta. Les feux d'artillerie et d'infanterie firent plus de 10.000 victimes. Le ministère conservateur n'en tomba pas moins pour être remplacé par le ministère libéral Stutza qui promit des réformes dont le programme fut esquissé dans le manifeste royal du 12 mars 1907 : « ... désormais les propriétés de l'Etat, des établissements publics de bienfaisance et du culte national seront exploitées en régie ou affermées directement aux paysans. Les banques populaires aideront les paysans dans l'affermage des terres. Une surveillance étroite sera exercée

(1) REGNAULT, *Histoire politique et sociale des principautés Danubiennes*, Paris, 1855.

sur le mesurage des terres, les règlements de compte ; des peines sévères seront édictées, etc., etc. »

Le Parlement fut renouvelé. Une enquête minutieuse fut faite. Au cours de la session novembre 1907-mai 1908, une série de lois furent préparées, discutées et votées sur la base du manifeste royal.

Nous allons procéder à l'étude des lois agraires et, fidèle à notre méthode, nous ne ferons que mentionner, à titre de renseignements, celles de leurs dispositions qui n'intéressent pas directement le fermage général.

LOI SUR LES CONTRATS AGRICOLES

Cette loi a pour but « d'assurer la protection des paysans contre les abus des propriétaires et des fermiers généraux ».

Son chapitre premier concerne les modes de paiement des fermages. Les paiements en argent ou en denrée sont seuls admis. La dîme à tarla est supprimée (art. 3). L'article 4 réglemente le prélèvement de la dîme en nature.

En prohibant la dîme à tarla, c'est-à-dire les redevances en travaux, la loi a voulu anéantir les derniers vestiges de l'ancienne et odieuse *claka*, symbole du régime féodal, et « interdire la compensation entre un travail mal rémunéré et un prix de fermage excessif ». Mais cette prohibition n'a pas la portée qu'on serait tenté de lui attribuer, car, si elle existe pour la convention principale de prise

en fermage, elle disparaît pour les contrats postérieurs qui transforment en journées de travail les prix fixés en argent ou en denrées de la convention principale. Les fermiers généraux ont donc toute latitude pour tourner la défense de la loi.

Le législateur paraît avoir eu aussi le désir, en supprimant la claka, de pousser à la généralisation de la pratique des paiements en argent, pratique supérieure, à tous les points de vue, aux autres modes de paiement. Ce désir recevra de plus en plus satisfaction, à mesure qu'à l'économie primitive domestique, se substituera l'économie d'échange qui crée une circulation monétaire abondante.

Dans le chapitre III, auquel on peut rattacher l'article 65 de la loi, on a eu en vue la destruction du monopole des fermiers généraux, portant sur les pâturages. Le chapitre III prévoit, en effet, la création de pâturages communaux. L'article 65 établit une servitude de vaine-pâturage en faveur des paysans. On sait que l'évolution agricole de la Roumanie est marquée par deux phénomènes principaux : 1° par la réduction des surfaces engazonnées ; 2° par l'accroissement des terres labourables. En 1837, celles-ci n'atteignent que 8 % de la surface totale ; en 1862, elle comptent pour 17 % ; en 1907, pour 43 %.

La disparition progressive des pâturages avait condamné les paysans à se défaire de leur bétail ou à recourir aux pâturages des grands propriétaires. On sait toute

l'importance que revêtent, pour la petite propriété, les terrains à pâture (1). Ils en sont le soutien, parfois le complément indispensable. Les fermiers généraux roumains ne manquèrent pas d'abuser de leur situation privilégiée à l'égard du paysan possesseur de bétail. Les prix de location des pâturages « se débattaient à la façon dont fut débattu le prix entre Esaü et Jacob ».

Le chapitre IV n'intéresse pas directement le fermage général, puisqu'il a trait au contrat de travail proprement dit. Mais nous savons que les paysans sont liés aux fermiers généraux, non seulement par des contrats de louage de choses (bail à ferme), mais encore par des contrats postérieurs et secondaires de louage de travail. Nous pouvons donc signaler en passant les principales dispositions de ce chapitre : Interdiction du *truck system*; obligation de la tenue d'un livret; obligation du fermier général ou autre employeur de fournir aux ouvriers de la bonne nourriture et en quantité suffisante, conformément aux prescriptions du Conseil sanitaire supérieur, etc.; adoption du principe d'un minimum de salaire et d'un maximum de travail.

Le chapitre V est de beaucoup le plus important. Il donne lieu à de vives critiques, dont nous nous réservons l'examen d'ensemble à la fin de notre étude.

Après avoir porté l'obligation de la rédaction des con-

(1) Nous en voyons des exemples frappants en France et dans le Piémont, notamment.

trats dans la forme authentique, l'article 52 de ce chapitre prohibe les clauses pénales et de solidarité dont on avait abusé dans le passé (1); sont également prohibées les redevances supplémentaires en nature ou en argent (taxes).

L'article 53 interdit aux paysans de sous-louer les terres prises en location, sauf les cas de décès, d'infirmité ou de force majeure constatés par le maire. Une limite légale est apportée à la durée des contrats; la durée des baux à ferme ne devra pas dépasser cinq ans (art. 49). On veut permettre aux contractants d'adapter leurs conventions à la situation économique très changeante, en Roumanie surtout. Le contrat de travail ne pourra être fait pour plus d'un an. Avant 1907, le paysan gêné devait abandonner son travail, pour de longues années, au profit du prêteur d'argent ou d'aliments.

La section III du chapitre V édicte un certain nombre de règles relatives à la mensuration des terres. Des mensurateurs officiels seront institués auprès de chaque mairie. Le paysan pourra exiger une contre-mensuration effectuée par le maire et des experts.

Les dispositions essentielles de la loi du 9 décembre 1907 sont insérées dans la section V du même chapitre. Des commissions régionales sont créées. Composées de

(1) On a vu le bétail des paysans de tout un village, vendu par le propriétaire en vertu de la clause de solidarité. Voir GEORGESCO.

cinq membres : deux représentants des paysans, deux représentants des bailleurs, un membre nommé par le ministre ; elles ont des attributions que nous énumère l'article 65 *in fine*.

« La Commission constatera par région :

a) Les limites entre lesquelles ont varié les prix pendant l'époque des travaux agricoles dans les trois dernières années et, sur cette base, elle fixera les prix au-dessus desquels on ne pourra pas faire de conventions agricoles.

b) La quantité des différents travaux agricoles qu'un homme adulte, une femme ou un mineur peuvent exécuter dans une journée.

c) Les prix au-dessus desquels ne peuvent s'élever le fermage des terres en argent ainsi que le maximum de dîme qu'on pourra prendre.

Le maximum de prix de fermage sera fixé d'après la valeur de la production moyenne de la terre dans les cinq dernières années, sans que toutefois, cette évaluation puisse dépasser d'un tiers le fermage courant de la terre, dans la région de même qualité en grandes étendues.

Le maximum de dîme que le propriétaire ou fermier prélèvera, ne dépassera pas la proportion qui existe entre le capital que le propriétaire ou fermier apporte, d'un côté, et le travail que les paysans apportent de l'autre côté.

A cet effet, on évaluera tout ce que le propriétaire ou fermier fournit pour la culture en terre, labourage et

autres travaux et d'autre part on estimera tout ce que le paysan met en travail.

A cette dîme maximum, on ajoutera et on déduira la semence, suivant qu'elle a été fournie par le propriétaire ou par le paysan.

d) Le prix maximum de pâturage par tête de bétail et par hectare, ainsi que le nombre de bêtes que peut nourrir un hectare, vu la quantité de la terre que forme le pâturage. »

Art. 66. — « Les prix ainsi établis par la commission régionale, après avoir été approuvés par le Conseil supérieur de l'agriculture, seront publiés au *Moniteur officiel* et portés à la connaissance publique par les tableaux imprimés et envoyés par le Ministre de l'agriculture. Les secrétaires communaux devront afficher ces tableaux à la mairie. »

Art. 67. — « Les prix établis par la commission seront valables pour 5 ans. »

La section VI porte création d'un conseil supérieur d'agriculture, dont les membres sont nommés pour 15 ans par décret royal. La fonction de ce conseil est de contrôler les actes des commissions régionales et de connaître, en appel, de leurs décisions.

L'art. 65 de la loi de 1907 mettait donc un frein à la hausse injustifiée des fermages, à l'arbitraire des fermiers généraux, profitant de toutes les circonstances heureuses ou malheureuses, pour tirer du paysan tout ce qu'ils pouvaient.

Lorsque les fermiers trusteurs prenaient une

terre en fermage, ils considéraient moins sa fertilité ou sa situation, que le nombre des paysans qui y étaient établis (1). Ils spéculaient à loisir sur les besoins de terre des paysans. Sans nous arrêter à l'exemple cité par M. Spirn Haret (2), d'un fermier général recevant 160 fr. du paysan pour un hectare de prairie, alors qu'il ne payait au propriétaire que 12 francs de fermage, nous devons compulser l'enquête officielle qui mentionne des augmentations exorbitantes des prix de fermage : Pour 1 hectare cultivé en maïs, le fermage payé par le paysan dépasse la valeur locative normale de 15 à plus de 500 %. Dans 35.2 % des propriétés considérées, la différence atteint des taux variant de 100 à 200 %.

De 1870 à 1906, les prix de fermage payés par les paysans aux fermiers généraux ont été majorés de 1 à plus de 70 francs par hectare ; de 25 à 30 francs pour les 18.11 % des 210 propriétés examinées. Pendant que le rendement du maïs baissait de 9.5 % et que celui du blé augmentait de 25 % de 1862 à 1866, les fermages s'accroissaient de 100 à 200 %. Depuis 20 ans, le blé a baissé de prix, mais la population a augmenté de 47 % ; cela explique les fluctuations invraisemblables des prix de sous-location. Il serait inexact d'attribuer celles-ci à l'importance croissante des capitaux engagés par les fermiers

(1) Voir HITIER, *Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale*, mai 1910.

(2) *La Question paysanne*, Bucarest, 1905, p. 22.

généraux, car ces intermédiaires n'ont besoin, pour exploiter les paysans, ni de connaissances techniques, ni de capitaux. Les statistiques nous apprennent, en effet, que la plus grande partie du capital d'exploitation se trouve entre les mains des cultivateurs. Alors que les fermiers généraux ne possèdent que 60.737 machines : batteuses, charrues, herses, binots, moissonneuses, trieurs, etc., les paysans en ont 556.718 ; 8.2 % des bœufs, 5.3 % des chevaux appartiennent aux bailleurs, le reste aux paysans. Le travail, les animaux, les machines, les semences étant fournis, en totalité ou pour la plus grande partie, par les paysans, l'apport en capital des fermiers généraux se réduit à très peu de chose.

La hausse de la rente foncière fut très marquée de 1900 à 1908 ; les fermiers généraux ne firent rien pour l'atténuer, sûrs qu'ils étaient de se rattrapper sur les paysans. Prévoyant les réclamations, les menaces de réformes auxquelles donneraient lieu leurs spéculations, ils tentèrent de corrompre la représentation nationale pour la paralyser. La révolution paysanne déjoua leurs calculs. Force fut bien au législateur de faire un effort pour juguler la spéculation. Ce fut l'objet de la loi de 1907-1908.

LOI SUR LA LIMITATION DU DROIT D'AFFERMER (12 AVRIL 1908).

L'article 1 de la loi du 12 avril 1908 dispose que
« personne ne pourra, seul ou en association, directe-

ment ou sous n'importe quelle forme ou dénomination par l'intermédiaire de parents, préposés ou personnes interposées, prendre en ferme ou exploiter en qualité de fermier, plus d'une seule propriété, quelle qu'en soit l'étendue ou exploiter plusieurs terres, à moins que dans ce dernier cas, la totalité de l'étendue cultivable des terres ne dépasse pas 4.000 hectares. » Comme sanction attachée à cette prohibition : les contrats passés en violation de la loi sont frappés d'une nullité d'ordre public ; des peines sévères : amendes et prison sont également prévues. La loi de 1908 ne devait recevoir sa pleine application qu'à partir du 23 avril 1912.

S'il est vrai que le législateur roumain ait voulu supprimer les trusts et par là faire cesser les abus auxquels ils donnaient lieu, il nous sera permis de douter de l'efficacité des mesures prises. Entre fermiers généraux éclairés, riches, ayant des intérêts communs à défendre, l'entente est facile. On peut craindre, à bon droit, la reconstitution clandestine des anciens trusts, car il n'est loi qui ne se tourne ou ne cesse de s'appliquer, quand ceux pour qui elle est faite manquent, pour veiller à son respect, de la vigilance qu'une forte organisation peut seule procurer.

A certains, il a paru que telle n'avait pas été l'intention intime du législateur. Sur la question agraire s'est naturellement greffée la question de l'antisémitisme, question politique déterminée par les conditions économiques

du pays. Plusieurs auteurs ne cachent pas que la loi contre les trusts n'est qu'une loi déguisée — après tant d'autres — contre les israélites dont on redoute l'influence, et la puissance envahissante (1).

Pourquoi n'avoir pas supprimé purement et simplement le fermage général ? C'eût été couper le mal à sa racine. En réalité, on a multiplié les fermiers généraux. On a mis leurs spéculations à la portée des bourses moyennes. Les fermiers généraux pur sang roumain, seront-ils moins âpres au gain, moins durs à l'égard des travailleurs, parce qu'ils seront plus nombreux et qu'ils pourront se réclamer de la grande famille latine ? Nous avons peine à le croire.

Allèguera-t-on, contre une telle mesure rigoureuse, mais nécessaire et efficace, le manque de capitaux des paysans et des propriétaires ? Mais n'a-t-on pas dit (2) que le fermier général n'avait, pour tout capital, que sa voiture et ses deux chevaux ? L'intérêt général n'eût point été compromis, puisqu'il est avéré que le fermier général « exploite la terre en colon qui passe et en aventurier » (3), qu'il est un exploitant d'hommes plutôt qu'un exploitant du sol (4), etc., etc.

(1) Voir sur cette question : *La Roumanie et les Juifs*, DE VERAX, 1903 ; *Les Juifs en Roumanie*, par G. ROUANET ; *Revue socialiste*, 1902 ; *Les Juifs de la Roumanie*, par T. G. DJUVARA, Paris, 1880 ; *La Question des Israélites traitée devant la Cour d'appel de Jassy*, 1867.

(2) M. le député Saulesco, séance du 13 février 1908.

(3) MIELVACQUE.

(4) GEORGESCO, *op. cit.*

On ne supprima pas le fermage général parce que c'eût été rappeler les grands propriétaires au respect de leur « devoir social » ; et de ces grands propriétaires était composé le Parlement roumain ! Ainsi s'explique pourquoi les paysans, que tout le monde plaignait, furent laissés sous le joug du fermage général, que tout le monde condamnait. C'était chose logique et conforme à l'histoire.

Ajoutons, à titre de renseignements complémentaires, que l'œuvre législative de 1907-1908 comprend encore, au profit des paysans : 1° une loi du 3 avril 1908 décidant la création d'une banque rurale destinée à faciliter au paysan l'accession à la petite propriété. Cette loi, très intéressante, dénote de la part du législateur roumain, des tendances interventionnistes intelligentes et hardies ; 2° des lois sur le monopole de l'alcool dans les communes rurales.

RÉSULTATS DE LA LÉGISLATION AGRAIRE DE 1907-1908.

La législation agraire récente a introduit de tels changements dans les rapports entre paysans et fermiers généraux, qu'il ne faut pas s'étonner de voir ces derniers s'insurger contre elle, essayer de la tourner par tous les moyens (1).

(1) TASCA, *op. cit.*

Les fermiers généraux sont arrivés en partie à leurs fins :

- 1° En exploitant en régie ; leur but était de se priver du concours du paysan, lequel, en conséquence, ne devait rien attendre du fermier général. Les machines devaient remplacer les bras du travailleur ;
- 2° En louant les pâturages, non comme pâture, mais comme prés de fauche pour lesquels il n'était pas prévu des prix maxima de location ;
- 3° En profitant de ce que les cultures maraîchères échappaient, elles aussi, à l'application du maximum de fermage ;
- 4° En atteignant les taux maxima fixés par les commissions régionales, alors que les prix pratiqués antérieurement leur étaient notablement inférieurs. Ainsi dans le département de Buzen, le prix de fermage était, avant 1907, de 35 francs par hectare. Après 1907, le prix ne tarda pas à atteindre le maximum, soit 56 francs ;
- 5° En élevant le taux général des fermages ; la hausse fut marquée dans les départements d'Ilfor, de Botóshani, de Ramnie-Sarat, de Jalomitza ou elle fut respectivement de 20.18 %, 29.40 %, 31.39 %, 39.65 %. Il convient cependant de noter que le relèvement des prix du blé ne fut pas sans exercer une réelle influence sur la hausse des fermages.

Enfin, la création des pâturages communaux s'est heurtée à de grandes difficultés. Les grands propriétaires se montrèrent peu disposés à la faciliter. Pour triompher de leur mauvaise volonté on aurait pu, il est vrai, avoir

recours à l'expropriation forcée, se substituant à la cession amiable des terrains (1)

L'ACTION AUTONOME DES PAYSANS CONTRE LES FERMIERS GÉNÉRAUX.

Elle s'est manifestée par la constitution de coopératives d'affermage des terres, emportant l'élimination complète de l'intermédiaire. La réaction paysanne, quoique récente, a déjà donné de très bons résultats : elle autorise tous les espoirs. Un informateur autorisé a pu dire de la coopération rurale roumaine, qu'elle était le « facteur principal de l'économie nationale » et qu'elle était « sur le point de créer, au milieu d'une importante couche de paysans, un esprit nouveau et une toute autre vie (2) ».

Les coopératives d'affermage ont, non seulement réussi à « éloigner les fermiers généraux », mais transformé la culture en la rendant plus rationnelle et plus productive. Ce sont des instruments du progrès économique et social. Nous en verrons plus loin l'importance et le fonctionnement.

(1) TASCA.

(2) Raducanu, chef du service des informations commerciales au ministère du Commerce à Bucarest.



LIVRE IV

La question des fermiers généraux en Irlande.

En Irlande, le fermage général a perdu beaucoup de son importance au cours du XIX^e siècle. Il faut remonter au siècle précédent pour le rencontrer dans son plein développement. Cependant, l'étude que nous nous proposons d'en faire n'a pas perdu toute sa valeur d'actualité. Il existe encore, en effet, des fermiers généraux. On cite même des exemples de tenure dans lesquelles s'interpose, entre le riche propriétaire, le landlord, et le modeste tenancier exploitant, toute une hiérarchie d'intermédiaires. Il convient de rechercher à la faveur de quelles circonstances économiques et sociales cette raréfaction des fermiers généraux irlandais a bien pu se produire. Pour la précision et la clarté des explications que

nous aurons à fournir, il nous paraît indispensable de compléter notre étude du fermage général par une revue rapide de l'histoire économique de l'agriculture irlandaise et de la législation agraire, en tant que celle-ci a pu exercer une influence sur l'évolution du fermage général.

Pour ce faire, nous considérons deux grandes périodes : la première qui précède le XIX^e siècle. La deuxième qui s'étend de 1800 à nos jours.



CHAPITRE I

Le fermage général pendant la première période.

La question irlandaise est une question complexe, car elle résulte du choc de deux races, de deux religions, de deux classes économiques, différentes et hostiles, irréconciliables. « L'Irlande souffre depuis 800 ans du « mal anglais ». L'Angleterre lui a imposé, par la contrainte, son régime politique, ses lois civiles, elle lui a enlevé ses terres. Les races sont restées divisées comme au premier jour. L'Irlande réclame son autonomie législative, le *Home rule*, la libération économique et sociale de la terre (1) ». C'est la « *land war* » la guerre contre le landlordisme.

Pour rencontrer des Irlandais maîtres des terres de l'Irlande, il faut remonter le cours de l'histoire jusqu'au XII^e siècle. Alors règne le régime de la propriété collective des tribus avec partage périodique entre les hommes libres du clan. Cette situation prend fin après la conquête

(1) P. LECARPENTIER, *Revue politique et parlementaire*, 1903.

de l'Irlande par Henri II ; les tribus furent dépouillées au profit des lords anglais, dont la domination s'étendit sous les règnes de Jean-sans-Terre et de Henri III. Les légitimes révoltes des paysans irlandais furent toujours suivies de répressions féroces et de spoliations nouvelles. Du règne de Marie Tudor à celui de Guillaume III, en passant par ceux d'Elisabeth, de Jacques I^{er}, de Charles I^{er} et de Cromwell, les Irlandais eurent à subir des spoliations restées célèbres, que ne réparèrent pas les restitutions ordonnées par Charles II, et en 1869 par le Parlement de Dublin.

Non seulement les Irlandais furent violemment dépouillés de leurs terres, persécutés, déportés, mais encore ils perdirent tout espoir de reconquérir leurs biens par le travail, car sous la reine Anne une loi vint les frapper de l'incapacité d'acquérir. Les *lois pénales* que Burke a stigmatisées « le plus remarquable monument d'iniquités qui ait jamais été élevé, etc. », interdisaient aux catholiques d'être propriétaires fonciers ou créanciers hypothécaires.

« L'Angleterre entendait maintenir les Irlandais dans un état de misère perpétuelle. A une époque et dans un pays où le tenancier ne pouvait réaliser quelques bénéfices qu'au moyen de baux très longs, de baux à vie ou de baux s'étendant sur plusieurs générations, la loi fixe à 31 ans la longueur maxima des baux accordés aux catholiques. La loi fit même une obligation au landlord d'exploiter ses tenanciers catholiques ; il dut, sous peine

d'être spolié lui-même, exiger au moins les $\frac{2}{3}$ du revenu brut de la terre. Cette disposition légale c'était celle de la *rack-rent*, du fermage torture. Dans ces contestations, les landlords ne pouvaient même pas accorder de baux à leurs tenanciers catholiques, qui presque tous, devinrent peu à peu tenanciers à l'année, « *tenant at will* », à la discrétion du landlord, entièrement à sa merci (1) ».

A la fin du XVII^e siècle, les catholiques représentant les $\frac{8}{9}$ de la population irlandaise ne possédaient qu'un septième environ du sol.

Sous un tel régime d'écrasement systématique, de grande propriété et d'absentéisme, le fermage général ne pouvait que prospérer, car l'absentéisme était de règle parmi les landlords protestants. Un milieu hostile, secoué par de fréquentes révoltes, l'attrait de Londres, furent autant de raisons qui engagèrent les grands propriétaires à aller dépenser au loin ce qu'ils tiraient du travail et de la misère des paysans irlandais. Ils se déchargèrent donc sur des fermiers généraux — les *middlemen* — du soin d'administrer leurs terres, et de se livrer à l'égard des travailleurs, à toutes les exactions auxquelles peut être tenté un spéculateur, ouvertement encouragé par les lois.

La grande propriété et l'absentéisme sont pour nous les causes premières du fermage général. Léonce de Lavergne estime que l'apparition des fermiers généraux irlandais

(1) LECARPENTIER, *op. cit.*

est encore due à la nature de certains baux, caractérisés par leur longue durée, et la modération de la rente stipulée. « Une fois en possession d'une ferme de 500 acres, par exemple, dit-il, ne payant que 8 schillings par acre ou 25 francs par hectare, le tenancier trouvait commode de sous-louer à dix co-partageants à raison de 40 francs par hectare ; il réalisait par ce moyen, sans se donner de peine, un bénéfice net annuel de 3.000 francs. Ce genre d'opération est devenu surtout fructueux par la hausse des denrées pendant la guerre contre la France. L'Angleterre tirait alors de l'Irlande la plus grande partie de ses approvisionnements, et les cultivateurs excités par ces bénéfices, mettaient la terre à l'encan. Une première division en a amené une seconde, puis une troisième et c'est ainsi qu'on en est venu à cette multitude de petites fermes au-dessous de 6 hectares. Les propriétaires n'ont pas pu prévoir les funestes conséquences que devait avoir ce système ; souvent même ils l'auraient compris qu'ils n'auraient pu l'empêcher. Leur tort a été de ne pas s'arrêter quand ils l'ont pu, et de laisser le mal prendre des proportions formidables (1) ».

Le fermier général, le *middleman*, détenait les terres du landlord pour une longue durée et les sous-louait verbalement, à l'année, au paysan. On sait tous les inconvénients de ces baux annuels. Sous la menace constante de

(1) L. de LAVERGNE, *Revue des Deux-Mondes*, décembre 1867.

se voir expulser, c'est-à-dire affamer, le paysan paie une rente exorbitante et subit toutes les exigences du bailleur. Les middlemen « qu'aucun lien d'affection, aucun souvenir des services rendus, aucune tradition de famille ne rattachent au tenancier (1) », exigent des rentes croissantes que les tenanciers payent, écrit Swift « avec leur sang, leurs aliments, leurs habits, leurs chaumières, un genre de vie inférieure à celui des mendiants d'Angleterre ». Tout désir d'amélioration est découragé ; toute tentative de perfectionnement de la culture est aussitôt punie par un accroissement de rente. Le cultivateur est frustré du fruit de ses efforts.

Le paysan est ainsi condamné à l'esclavage, dont il ne peut que très difficilement s'échapper : la seule industrie un peu florissante de l'Irlande, celle de la laine, ayant été brutalement anéantie par ordre du gouvernement anglais, l'émigration étant coûteuse et toujours très douloureuse.

Les fermiers généraux spéculant dans d'aussi bonnes conditions, ne tardèrent pas à s'enrichir, au point de pouvoir passer la main à d'autres, qui bientôt en firent autant, si bien qu'à la fin 5 ou 6 intermédiaires purent prendre place entre le landlord et le pauvre cottier (2). Le paysan devait produire pour toute cette hiérarchie de parasites avant de songer à lui-même et à sa famille.

Au haut de l'échelle des propriétaires absents et despo-

(1) FOURNIER : *La Question agraire en Irlande*.

(2) Id.

tiques, au degré intermédiaire des middlemen avides, des *squires* de campagne tels qu'Arthur Young les a connus, ne songeant qu'à la chasse, au jeu et aux duels. Au degré inférieur, la masse des paysans traités comme des esclaves tel est, d'après M. Fournier, le tableau de la société irlandaise au XVIII^e siècle. Ce tableau pénible s'assombrit encore aux descriptions émouvantes que font tous les écrivains qui ont parcouru l'Irlande, de l'état du paysan, plongé dans la plus noire misère, décimé par les famines périodiques (1). Le fermage général est, pour partie, responsable de cet abaissement économique et social de l'Irlande.

Il n'est pas sans intérêt, croyons-nous, de connaître l'opinion qu'en avait un voyageur illustre, mettant au service de sa curiosité une connaissance profonde des choses de l'économie rurale et un esprit d'observation très sûr. Nous entendons parler d'Arthur Young. Il fut à même de bien connaître le système qui, ici, nous intéresse. De 1777 à 1779, A. Young séjourna en Irlande comme agent de lord Kingsburg. Son séjour fut coupé, de 1776 à 1777, par un voyage à travers l'île. Il réunit ses notes en un

(1) Le souci d'accroître la rente du propriétaire fait que l'on expulse sans humanité des milliers de paysans, désormais condamnés à mourir de faim. La première expulsion qui se fit un peu en grand en Irlande date de 1760. L'augmentation du prix du beurre commanda, paraît-il, aux fermiers généraux et aux lords, d'expulser, en masse, de misérables « cottiers » dont beaucoup moururent de faim. V. BEAUMONT, *l'Irlande sociale politique et religieuse*, 1839.

ouvrage intitulé « *A Tour in Ireland* », dont un chapitre est consacré aux middlemen (1).

« Permettre qu'un tenancier reloue des terres à son profit, déclare Young, est un usage qui ne peut, comme l'indique l'idée même de la chose, avoir lieu que dans les parties incultes et les plus éloignées d'un grand Etat. Il n'existe point dans les comtés bien cultivés de l'Angleterre ; mais on en trouve encore des traces aux extrémités. Il a été fort commun en Ecosse et on m'a assuré qu'il a eu également lieu en France. Il disparaît nécessairement à mesure que la culture d'un pays s'améliore. »

Quelle est, en Irlande, la raison d'être du fermage général ? Suivant Young, les partisans du fermage général estiment que ce système est rendu nécessaire par le besoin où se trouve le landlord d'être payé régulièrement. L'extrême pauvreté des tenanciers leur interdit toute ponctualité dans le payement de la rente. Aussi le grand propriétaire prend-il le parti d'affermir ses immenses domaines à un middleman, moyennant une rente très faible. « On prétend encore que le fermier intermédiaire améliorera une portion de la terre autour de sa résidence au lieu que le paysan n'améliorera jamais rien. »

Le middleman enrichi se décharge des soucis de l'administration en sous-louant à un intermédiaire d'un rang inférieur qui, peut-être, en fera autant. « Il peut ainsi s'établir

(1) *Œuvres de Young*, tome VIII, traduction LAMARRE, BENOIST et BILLECOCQ, Paris, 1801.

une série de sous-tenanciers, qui vivent tous sur la rente du fermier occupant... »

Sans méconnaître l'intérêt que peut trouver le landlord dans l'adoption d'un tel système, Young pense qu'il convient de faire intervenir, dans l'appréciation du fermage général, un certain nombre de considérations autres que celles énumérées ci-dessus. « Je vais, dit-il, tracer le portrait de ces hommes intermédiaires, d'après lequel on pourra les apprécier. Ils sont quelquefois résidents sur une partie de leur terre ; mais le plus souvent, ils ne résident point ; ils habitent, la plupart, Dublin, Bath, Londres et les villes de l'intérieur de l'Irlande. Il ne faut qu'un moment pour apprécier les services de cette classe d'hommes. En quoi peut être nécessaire l'intervention d'un homme qui ne fait, sur une terre, autre chose que que d'en attirer à lui une partie de la rente ? Quelquefois cependant ils résident, comme je l'ai dit, sur une partie de la terre qu'ils louent. On croirait naturellement qu'ils devraient s'occuper de quelques améliorations ; c'est ce qui se voit fort rarement. J'ai vu, dans les différentes parties du royaume, des fermes dont les baux de 30, 50, 60 et même 70 ans étaient près d'expirer, et dans lesquelles on n'aurait pas pu distinguer le lieu de la résidence du principal tenancier, des champs et de la chaumière du paysan. Je fus d'abord étonné, en faisant cette observation ; mais après l'avoir répétée, j'appris que ces hommes ont tous des meutes de chiens avec lesquelles ils dépen-

sent leur temps et leur argent ; j'appris aussi, et le fait est notoire, qu'ils peuvent être placés au rang des plus hardis buveurs de l'Irlande. C'est une disposition dont ils ne peuvent guère se défendre, d'après l'état qu'ils tiennent de la société. Tout le monde conviendra que la classe de ces petits *gentlemen* de campagne, presque entièrement composée de fermiers *à profits*, semble avoir accaparé, à elle seule, tout cet esprit d'ivrognerie qui naguère encore déshonorait le royaume d'Irlande. C'est là, je crois, la raison pour laquelle ceux qui pourraient améliorer leurs fermes, sont si loin d'y travailler. Mais il a des reproches plus graves à faire à ces fermiers.

Vivant sur les lieux, environnés de tous leurs sous-locataires, ils forment la classe de petits tyrans la plus oppressive qui jamais ait concouru à la misère de l'espèce humaine. Ils sous-afferment les terres aux petits habitants sur de courts baux, et souvent, sans leur donner de bail. Non contents de se faire payer les rentes jusqu'au dernier sou, ils les exigent avec dureté et avidité. »

Young relève chez les middlemen, une fâcheuse tendance à réclamer leurs fermages quand le tenancier peut le moins les payer en argent. Force est bien à ce dernier de se libérer en nature. « Faveurs ! » disent les middlemen. « Exactions ! » répond et explique Young, car « le misérable débiteur est vexé, ruiné peut-être, précisément par la mesure que l'on prétend lui être avantageuse. »

« La dépendance dans laquelle est le sous-fermier du

fermier principal, l'expose encore à d'autres inconvénients. On exige de lui des prestations personnelles ; on lui demande ses charrettes, ses chevaux, pour conduire de la tourbe, du foin, du grain, du gravier, de manière que ces pauvres paysans sont quelquefois obligés de laisser perdre leur tourbe ou leurs récoltes, pour travailler à celles de leurs maîtres. J'ai ouï dire même que ces gros fermiers assuraient fort sérieusement que, s'ils n'avaient pas ces sous-fermiers, obligés de leur fournir des chevaux et des charrettes à moitié meilleur marché que le cours du pays, il leur serait impossible de faire aucunes améliorations, se faisant ainsi un mérite de travaux qu'ils ne font pas, mais qu'ils arrachent à une foule de malheureux que livre à leur rapacité, la cruauté des propriétaires.

Pour réduire la question à un fait positif, les fermiers intermédiaires ne s'occupent point d'améliorations ; s'ils ne vivent pas sur le lieu, ils ne peuvent en faire ; s'ils y vivent, ils n'en font point ; mais ils oppriment les sous-fermiers et leur laisse, pour y travailler, aussi peu de facultés qu'eux-mêmes ou de bonne volonté. Le royaume entier est une preuve de cette vérité. Car si de longs baux, donnés à bas prix, avaient quelque tendance à améliorer les terres, l'Irlande serait depuis longtemps cultivée comme un jardin. Reste à savoir si la garantie que donnent aux propriétaires ces fermiers généraux, compense suffisamment tant et de si graves inconvénients.

A cet égard, il est bon d'observer que quoique le fermier principal offre, en général, plus de sûreté que les petits fermiers, il ne faut pas en conclure, comme souvent je l'ai vu faire, que celui-ci ne puisse, dans aucun cas, soutenir la comparaison. Il arrive souvent tout le contraire, et j'ai connu telle circonstance où le propriétaire, non payé de la rente, a saisi des sous-fermiers qui avaient payé le fermier principal. Si les bénéfices que fait celui-ci se consomment comme cela n'est que trop fréquent, en vins et en chiens de chasse, la sûreté du propriétaire n'en est que fort peu augmentée ; et c'est ce qu'ont éprouvé plusieurs seigneurs d'Irlande. De très grands propriétaires m'ont assuré que les petits locataires étaient les meilleurs payeurs qu'il y eût sur leurs terres, et les *messieurs* fermiers principaux, sans comparaison, les plus mauvais.

On voit par les détails du voyage que dans une grande partie du royaume, les propriétaires éclairés ont renoncé à ce vieux système, et qu'ils louent aujourd'hui leurs fermes aux paysans mêmes qu'ils les exploitent. Leur expérience a prouvé que la nécessité d'une garantie était purement idéale, leurs rentes étant aujourd'hui mieux payées qu'elles ne l'étaient jadis. En définitive, c'est le fonds de bétail du sous-fermier qui fait la garantie du propriétaire. C'est là ce qu'à défaut de paiement il fait vendre, et cette garantie est beaucoup plus sûre que le chapeau bordé, les pistolets et les chiens du bourgeois

agiateur de fermes, dont en pareil cas il recevra plus probablement un cartel qu'une remise de fonds ».

« Il ne faut jamais oublier, continue Young, qu'en fait, le système de propriété rurale, le grand, l'important objet, c'est le produit.

Le mode de location qui sera le plus favorable au fermier exploitant sera toujours le plus avantageux à la société. Je crois avoir prouvé que le fermier intermédiaire opprime beaucoup plus le misérable paysan que le propriétaire. Le premier ordinairement ne donne point de baux ou en donne de très courts, l'autre les donnent tels qu'ils conviennent au preneur. Ce seul point dont il résulte que la personne la plus favorisée est dans un cas, la plus inutile, tandis que dans l'autre c'est le véritable cultivateur, suffit pour décider : considérer la rente après qu'elle est payée, c'est prendre la chose sous un mauvais point de vue. Ce qui seul est digne d'attention, ce sont les moyens par lesquels la rente se paye : les produits augmentés, l'industrie encouragée ; et j'aimerais mieux que la totalité de cette rente se consommât au bout du monde que de la voir dépenser sur les lieux, par des gens qui l'arrachent au pauvre, en diminuant ces mêmes produits et en étouffant son industrie.

Si donc on observe qu'un fermier non résident ne peut rendre à la terre aucun service ; que le fermier principal ne fait pas plus d'améliorations que le pauvre paysan, qu'il empêche d'en faire ; que le propriétaire ne trouve le

plus souvent dans les intermédiaires aucune garantie ; et qu'il éprouve dans son revenu une forte diminution, en échange d'espérances presque toujours illusoires, si l'on pèse attentivement ces considérations, il y a lieu de croire que les propriétaires qui, dans quelques parties du royaume, sont encore asservis à cette ruineuse méthode, suivront l'exemple que leur donnent les propriétaires plus instruits ; qu'ils fermeront l'oreille aux mensonges qu'on leur débite ; qu'ils traiteront les contes qu'on leur fait sur la pauvreté du paysan avec le mépris qu'ils méritent, lorsqu'ils sortent de la bouche d'un agioteur de fermes ; que lorsque ces sangsues du pauvre (*blood-suckers*), viendront se vanter de leurs améliorations, ils prendront la peine d'ouvrir les yeux et de contempler les ruines qu'on décore de ce beau nom ; qu'enfin, déterminés par l'intérêt de leur pays, par le leur et celui de leurs descendants, ils prendront le parti de ne jamais louer leurs fermes à d'autres qu'à des cultivateurs qui les exploitent par eux mêmes. »

Young cite comme exemple de régions où se développent les mauvais effets du fermage général, celles de Corke, de Wicklow, Longford et tous les pays de montagne, où la culture se trouve généralement dans un état misérable. C'est parmi les fermiers de ces régions « qu'on trouve principalement l'usage d'affermir de grandes fermes en société, à plusieurs pauvres habitants qui s'en partagent l'exploitation ». Les terres louées à

très bas prix sont les moins bien cultivées qu'il y ait dans le royaume. « Il y a, je crois, dans ces contrées, plus de fermiers intermédiaires que dans aucun autre, et c'est probablement pourquoi les terres y sont en si mauvais état ».

Et Young qui tient à faire remarquer « qu'il ne parle pas seulement comme un voyageur qui n'aurait fait que traverser le pays, mais comme un homme qui dans une résidence de plus d'un an parmi plusieurs centaines de fermiers, a eu de fréquentes occasions d'observer leur position et leurs ressources », indique aux propriétaires, la conduite « la plus avantageuse aux pauvres fermiers du royaume » qu'ils devraient tenir. Elle se résume ainsi :

1^o « Délivrer les cultivateurs inférieurs de la tyrannie du fermier intermédiaire ».

2^o « N'exiger aucune prestation de services personnels quelconques ».

3^o Accorder au « moindre fermier » un bail d'au moins 21 ans.

4^o Donner des prix, adjuger des récompenses aux fermiers qui amélioreraient.

5^o Pour toutes les « nouveautés » que voudrait établir le propriétaire, « donner les semences *gratis* » et participer aux frais avec promesse de supporter toute la perte.

Ce faisant, le propriétaire « dans l'espace d'un bail,

mettrait ses fermiers en état de payer une forte rente avec plus de facilité et de bénéfices pour eux-mêmes, qu'ils n'en payaient auparavant une très médiocre ». Gasparin ne fera que reprendre l'idée de Young, quand il dira aux propriétaires français : « Si vous voulez des fermiers solvables, commencez par les enrichir ».

Les pauvres exploités qu'étaient les paysans irlandais s'insurgèrent, mais alors d'une manière violente, contre le régime inique dont ils souffraient. « L'excès de la misère conduit au crime et aux sociétés secrètes (1) ». Continuant la longue tradition des révoltes périodiques, ils créèrent des ligues de résistance, dont la plus fameuse fut celle des « Whiteboys », des « gas blancs ». Elle poursuivait un double but : 1^o la suppression de la dîme ; 2^o la réduction des fermages. Ses moyens ? La terreur : les propriétaires et les fermiers généraux qui n'acceptaient pas les réductions de fermage demandées par la ligue, étaient abattus à coups de fusil ; les paysans qui enfreignaient les défenses faites, étaient boycottés violemment. Des mesures draconiennes, prises par le gouvernement, eurent momentanément raison de ces organisations ; mais celles-ci renaîtront ; nous les rencontrerons plus tard sous des étiquettes différentes.

(1) « Ils ne s'insurgèrent pas contre l'orangiste mais contre le propriétaire ; non contre le protestant mais contre le riche ; c'est la misère et non l'esprit de parti qui lui mettait les armes à la main. » BÉCHAUX, *La Question agraire en Irlande au commencement du XX^e siècle*, Paris 1906.

Notons, avant de clore ce chapitre, que les paysans irlandais ne réussirent jamais à se soustraire, par la coopération, à la domination des fermiers généraux. Les grandes fermes prises en « partnership », l'étaient des middlemen et non du propriétaire. Les petites sociétés (Knot), formées suivant la vieille coutume celtique, en vue de lutter contre les concurrents anglais, étaient sous la dépendance du fermier général. « Comme l'argent papiste valait l'argent protestant, les propriétaires protestants n'hésitèrent pas à sacrifier les tenanciers protestants, mais ces fermiers irlandais n'en étaient pas moins à la discrétion des propriétaires et des middlemen (1) ».

(1) FOURNIER, *op. cit.*

CHAPITRE II

Le fermage général dans la deuxième période.

Dans cette dernière partie de notre étude du fermage général en Irlande, nous examinerons successivement les questions suivantes : 1° Les propriétaires fonciers et le fermage général ; 2° Les principaux traits de l'histoire économique et agricole de l'Irlande ; 3° Les fermiers généraux : leur administration, leurs profits, leur évolution, etc. ; 4° Les paysans et le fermage général ; 5° Les opinions émises sur le fermage général irlandais ; 6° Les remèdes proposés et réalisés.

1° Les propriétaires fonciers et le fermage général.

Que le fermage général prenne sa source principale dans la répartition vicieuse de la propriété foncière, c'est ce qui semble ressortir, d'une manière éclatante, de l'examen du tableau ci-dessous. Nous empruntons à des-

sein cette statistique à des documents parlementaires déjà anciens (1).

CATÉGORIES DE PROPRIÉTÉS	NOMBRE DE PROPRIÉTAIRES	ÉTENDUE EN HECTARES
< 40 ares	36.144	3 626
40 a. à 40 h.	18.117	189.856
40 h. à 200 h.	7.989	782.214
200 h. à 2.000 h.	5.717	3.242.215
2.000 h. à 20.000 h.	727	3.276.788
> 20.000 hect.	17	568.303
TOTAUX.....	68.711	8.063.002

Il serait superflu d'énumérer, ici, les commentaires que l'examen de ce tableau appelle. Contentons-nous d'observer qu'au cours du XIX^e siècle, la distribution du sol n'a pas beaucoup varié, au moins dans ses grandes lignes.

Notons encore que les conseils d'Arthur Young rappelant les landlords à l'observation de leur devoir social, qui est de résider et de traiter avec humanité les paysans, ne furent pas suivis. Au cours du XIX^e siècle, les grands propriétaires continueront d'habiter l'Angleterre et l'étranger. Nous pouvons même fournir une curieuse statistique de leur absentéisme. Les proprié-

(1) V. Réponse de la Société royale de Dublin et la soc. roy. d'agri. d'Irlande à la circulaire du Vice-Président de la Société des agriculteurs de France, 1878.

taires irlandais résidant sur ou auprès de leurs propriétés sont au nombre de 3.589, et possèdent 8.880.549 ares (1); 377 possédant 852.818 ares résident en Irlande et occasionnellement sur leurs propriétés. 4.465 propriétaires ayant 4.362.446 ares ne résident jamais, bien qu'habitants l'Irlande. Ceux qui résident hors de l'Irlande et y viennent de temps en temps sont au nombre de 180, maîtres de 1.368.347 ares. Enfin ceux qui ne résident jamais en Irlande possèdent 3.145.514 ares et sont au nombre de 1.443 (2).

L'attitude des propriétaires irlandais peut s'expliquer par des raisons d'ordre général sur lesquelles nous ne reviendrons pas et par des raisons spéciales parmi lesquelles nous relevons :

1° Le peu d'intérêt qu'ils portent à la mise en valeur de leurs propriétés grevées d'hypothèques et de substitutions. En vertu des pactes de famille (*settlements*), qui se renouvellent à chaque génération, les biens sont frappés de substitutions. Le chef de famille qui en est grevé ne possède plus, dès lors, qu'un droit viager, la réversion appartient à l'aîné de ses fils. « Les propriétaires se considèrent comme de simples spéculateurs et méconnaissent ainsi le fondement sur lequel repose le régime de la grande propriété foncière (3) ».

(1) L'acre vaut environ 40 ares.

(2) *Thom's official directory*, 1881, p. 752 et MOLINARI.

(3) FOURNIER.

Wackefield, anglais et protestant, parle d'un propriétaire qui, s'étant fait avancer 20.000 livres sterling par son middleman et qui, questionné par celui-ci sur la manière dont l'administration de ses biens devait être conduite, aurait crûment répondu : « *Get all you can* (1). »

A ce vice de la rente, Lavergne en ajoute un autre, résultant de la manière dont elle se dépense. « Au lieu de servir sur les lieux mêmes à la formation du capital, elle va se perdre en Angleterre ou sur le continent sans profit pour l'Irlande ». Perraud évalue à 75 millions la rente annuelle ainsi exportée (2).

2° En résidant, les propriétaires se seraient exposés, comme les middlemen, aux violences des paysans dont le souvenir des confiscations et les exactions actuelles armait facilement le bras.

Propriétaires et middlemen se contentaient donc « de pressurer de loin, sans scrupules, un peuple détesté qui leur répondait par des malédictions et souvent par des meurtres (3) ».

De Molinari, tout en reconnaissant que « ni le serf russe, ni l'esclave africain des colonies n'ont jamais été plus complètement à la merci de leur maître que ne l'était

(1) « Tirez tout ce que vous pouvez », V. ROSCHER.

(2) PERRAUD, *Etude sur l'Irlande contemporaine*, Paris, 1862.

(3) LAVERGNE, *op. cit.*

le tenancier nominalemeut libre de l'Irlande » ne songe même pas à faire grief aux propriétaires de leur absentéisme. « L'absentéisme, dit-il, se développe en raison des raison des progrès de l'industrie et de la civilisation ; il n'y a que les huîtres qui demeurent attachées à leur rocher et on ne saurait reprocher à l'homme civilisé d'obéir au vieil adage : « *Ubi bene, ibi patria* (1). »

Les effets de l'absentéisme ? C'est le paysan livré au middleman inférieur, et nous en verrons plus loin les tristes conséquences ; c'est une agriculture rudimentaire. « Sauf des exceptions rares, déclare Perraud, le propriétaire ne cède au tenancier entrant que la terre toute nue sans habitation, sans bétail, sans instruments d'exploitation. » Quand on parcourt l'Irlande, écrit E. de Laveleye, on trouve la marque du bon et du mauvais propriétaire écrite sur la surface du pays. Il cite l'exemple donné, dans le comté de Waterford, par lord Bessborough, dont les domaines de 20.000 acres étaient autrefois affligés de « la double plaie des middlemen et du prolétariat rural ». Aujourd'hui, ces domaines sont loués directement à des paysans aisés, ne payant que des fermages modérés. Ceci permet de mesurer la culpabilité des propriétaires qui ont déserté leur « devoir social ».

(1) MOLINARI : *Lettres adressées au Journal des Débats*, 1880.

2° Le milieu agraire au XIX^e siècle.

Nous examinerons les points suivants : 1° La population ; 2° la culture : division et évolution ; 3° les baux ; 4° la hausse des fermages.

La population. — Un des caractères les plus saillants de l'histoire économique et sociale de l'Irlande, réside dans les fluctuations du chiffre de la population paysanne au cours du XIX^e siècle :

En 1756, la population était de 1.871.725 individus.			
En 1800,	—	—	4 millions environ.
En 1845,	—	—	8.295.061 —
En 1851,	—	—	6.552.385 —
En 1901,	—	—	4.458.775 —

De la fin du XVIII^e siècle à 1845, la population irlandaise s'accroît dans d'énormes proportions. « En moins d'un siècle, déclare Molinari, l'Irlande est devenue une véritable garenne d'hommes, » grâce à l'introduction et au développement de la culture de la pomme de terre dont le produit brut, élevé à l'hectare, a permis de nourrir les nombreuses familles que donnent les classes pauvres(1).

(1) Un agent d'un grand propriétaire disait des paysans dont il avait le gouvernement : « Vous avez beau les écraser sous vos pieds ; ils repoussent comme de la mauvaise herbe », PERRAUD, p. 245.

Signe de détresse, affirme Sismondi. « Le cottier irlandais, remarque St. Mill, n'aura rien à espérer de l'économie, de la continence dans le mariage et de l'assiduité au travail, ni rien à redouter du contraire. Le profit dans le premier cas, comme la perte dans le second, n'est que pour son propriétaire. ».

Mais de 1845 à 1851, on constate une chute très forte du chiffre de la population. La terrible famine de 1846-1847 a fauché ce que l'émigration n'a pu emporter des 1.742.676 individus disparus. Pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, le nombre des Irlandais n'a cessé de diminuer, jusqu'à tomber en 1901, à quatre millions et demi environ.

Culture. — Durant cette dernière période se développait, parallèlement au mouvement démographique, un phénomène économique tout aussi défavorable à l'action des fermiers généraux : la culture jadis morcelée à l'infini allait se concentrant. Voici quel est le tableau d'ensemble de ces variations (1) :

	Cultures de 1 à 5 acres	Cultures de 5 à 15 acres	Cultures de 15 à 30 acres	Cultures > 30 acres
1841	310.436	252.799	79.342	48.625
1851	88.083	191.854	141.311	149.090
1903	62.292	154.631	134.308	164.527

Si l'on remarque qu'en 1903, le nombre des tenures inférieures à un acre dépassait de beaucoup celui des

(1) *Agricultural statistics*, 1903.

tenures de un à cinq acres (74.890 contre 62.292), on peut légitimement supposer qu'en 1841, le nombre des tenures inférieures à cinq acres, devait atteindre près de la moitié du chiffre total des tenures. Dans la première moitié du XIX^e siècle, la division de la culture était donc poussée à ses extrêmes limites. Il y a plusieurs causes à cet émiettement des exploitations. Tout d'abord, il est rendu nécessaire par l'état de surpopulation dans lequel se trouve l'Irlande. On se dispute la terre. Chacun, pour ne pas mourir de faim, en exige un lambeau. Pourra-t-on y vivre ? Oui, grâce à la pomme de terre, dont le rendement brut est très élevé. Les middlemen poussent aveuglément au morcellement de la culture ; c'est ce qui ressort du rapport de la Devon, commission chargée, par Robert Peel, d'enquêter sur la situation agraire de l'Irlande (1). « Le middleman... avait, de par la loi, une situation très favorable ; il dictait souvent ses propres conditions au landlord, et lorsque des conventions restrictives contre la sous-location et la subdivision auraient pu être adoptées, il se gardait bien de les faire insérer. » La location au détail est toujours plus fructueuse que la location par grandes étendues ; ainsi, l'enquête de 1883 révèle une différence de 10 à 15 % entre les prix de location des petites fermes et ceux des grandes. Les middlemen avaient donc intérêt à multiplier les tenures ; ils n'y ont

(1) Rapport publié en 1845. V. BÉCHAUX, *op. cit.* LAVERGNE et LAVELEYE.

point manqué, aidés qu'ils étaient, d'une part, par la législation successorale qui ordonnait le partage des baux entre les enfants, de l'autre, par l'habitude prise par les chefs de famille de sous-louer, de leur vivant, la plus grande partie de leurs terres à leurs enfants, entre qui s'opérait le partage.

La cherté des grains, pendant les guerres de l'Empire, agit dans le même sens.

Enfin, les propriétaires eux-mêmes, et dans un but purement politique, poussèrent au morcellement. Ils créèrent un grand nombre de *freeholds* de 40 sch. pour se procurer des voix à l'élection des membres de la Chambre des Communes (1).

On était donc arrivé, en 1844, au chiffre de 642.577 tenures d'une étendue supérieure à un acre, mais inférieure à trente acres. Trente acres forment une surface au-dessous de laquelle les exploitations n'auraient jamais dû descendre, si le paysan avait voulu vivre à l'abri de la famine.

Les détenteurs du sol ne se rendirent pas toujours compte du degré auquel était poussé le système des petites locations, le « *cottiers system* ». Trevelyan cite le cas d'un propriétaire qui, se disposant à secourir ses paysans dont il évaluait le nombre à 60, fut étonné d'en trouver plus de 600 !

(1) Cela dura jusqu'en 1829, date à laquelle l'éligibilité fut rendue aux catholiques.

La hausse des fermages. — Quelle avait été, sur le taux de la rente, l'influence du prodigieux morcellement de la culture et de l'accroissement considérable de la population? On le devine sans peine. La rente s'éleva à un taux jusqu'alors inconnu. Ce fut le régime de la « *rack-rent* », « de la rente raclée, de la rente extorquée, de la rente arrachée par la torture », comme disait Sismondi (1).

Dans le comté de Wicklow, relate Inglis, « les fermages sont presque partout supérieurs à ce que la terre peut rendre ». Dans la baronnie de Forth, les fermes de 30 à 40 acres se louent à raison de 50 à 64 fr. 50 l'acre. Dans une exploitation occupée par quatre générations de la même famille, les fermages augmentent en progression géométrique passant de 6 à 40 sch. par acre. Inglis a vu des fermages atteindre le taux de 175 francs l'acre.

Le système du « *conacre* » donne lieu à la perception de rentes extraordinaires. Roscher assure que le développement de ce système est dû à l'usage des sous-baux, usage qui donne à celui qui le pratique la figure enviée du gentleman. Le *conacre* consiste dans la sous-location

(1) L'abbé PERRAUD (*op. cit.*) estime que « l'augmentation arbitraire des rentes est pour les tenanciers d'Irlande une cause permanente et indéfinie de misère, le prix originaire du fermage étant souvent plus que doublé, et cela précisément à mesure que le tenancier donne au fond qu'il cultive une plus grande valeur et que de ses peines et de ses mesures il ajoute tous les jours à la fortune du propriétaire. »

à des ouvriers agricoles d'un lopin de terre préparé et fumé. Le fermage est payé en travail. Près de Limerick, les fermages évalués en argent atteignent parfois 1.000 fr. à l'hectare (1).

Une seule province, l'Ulster, échappe à cette folie de l'exploitation, et ce grâce à l'ancienne coutume du « *tenant right* » ; en vertu de cette coutume, le rack-rentage est prohibé ; le tenancier possède sur sa tenure un droit de co-propriété — *tenant-right*. — Il n'est pas loisible au propriétaire d'augmenter la rente, lorsque la hausse des rendements provient du fait du tenancier. Il paraît bien certain, cependant, que les bénéficiaires du *tenant-right* n'ont pas été complètement épargnés par la hausse des fermages (2).

La rapide élévation du taux de la rente avait donc pour causes principales la surpopulation et l'avidité des *middlemen* ; mais il faut ajouter qu'elle était favorisée par la réunion d'un certain nombre de circonstances : manque de voies de communication, permettant les déplacements et même l'émigration des paysans pressurés ; absence d'industrie qui aurait décongestionné les campagnes ; ignorance et préjugés de la population, qui faisaient dire à Molinari que « le taux du loyer des petites tenures est déterminé beaucoup moins par la loi de l'offre et de la demande que par l'âpreté, plus ou moins grande, du

(1) V. LAVERGNE, ROSCHER, *Economie politique rurale*, et PERRAUD.

(2) LAVELEYE, *op. cit.*

propriétaire d'une part, l'intensité du sentiment qui attache le paysan à son village et à sa mesure de l'autre. »

Les middlemen, surtout, profitèrent de la hausse des loyers. Les propriétaires ne touchaient qu'une faible part de la rente totale (1). Ceux d'entre eux qui avaient poussé à l'émiettement des exploitations et à la surpopulation, ne tardèrent pas à être les victimes de leurs coupables agissements. Le paysan à qui le middleman n'avait laissé que « les yeux pour pleurer » (2) et qui n'était, suivant un dicton « qu'à trois mauvaises années de la famine », ne tarda pas à devenir insolvable. Une maladie ayant anéanti plusieurs récoltes de pommes de terre, la famine éclata, en 1846, et dura plusieurs années. En 1847, 500.000 Irlandais moururent de faim. La famine de 1850-1851 coûta la vie à 400.000 autres personnes. « Le terrible fléau opérait dans la masse des paysans, le grand « *clearing* », que d'aucuns disaient nécessaire ». Sur l'étroit lopin de terre où il était condamné à vivre, le paysan, une fois alimenté, n'avait presque rien à donner au middleman. Toute récolte déficitaire lui interdisait ou de payer la rente ou de vivre. Et dans les années de grand déficit, 1846, 1847, etc., ceux des paysans qui ne moururent pas de faim ne purent acquitter leurs fermages. Les propriétaires, effrayés des conséquences finan-

(1) MOLINARI.

(2) Id.

cières de la famine, n'hésitèrent pas. Ils ordonnèrent l'éviction en masse. « En 1849, affirme Perraud, plus de 50.000 familles furent chassées de leurs misérables cabanes et jetées sans abri sur les grands chemins. » Ainsi débarrassés de l'excédent d'une population épuisée, les landlords voulurent revenir à la pratique de cultures plus rémunératrices, dans des exploitations plus étendues. A la culture arable devait se substituer la culture pastorale. Les statistiques nous montrent que leur but fut en partie atteint.

Les anciennes cultures ont regressé, depuis 1855, dans les proportions suivantes : pour le blé de 93 %, pour l'avoine de 50 %, l'orge de 30 %, pommes de terre 37 %. Par contre, les cultures fourragères s'accrurent considérablement. Pour les prairies, l'augmentation des surfaces est de 71.9 %, pour la betterave de 236 %.

Ces profonds changements, survenus dans la répartition des cultures, devaient avoir pour corollaire une réduction importante du nombre des petites exploitations. De 1841 à 1903, en effet, les tenures de 1 à 5 acres diminuent de 79.9 %

—	5 à 15	—	—	38.8 %
---	--------	---	---	--------

—	15 à 30	—	augmentent de	69.3 %
---	---------	---	---------------	--------

—	> 30	—	—	238.4 %
---	------	---	---	---------

Au prix de quelles souffrances, cette révolution économique fut-elle réalisée, un article du *Times* nous le laisse deviner : « Le droit de propriété est exercé en Irlande d'une façon sauvage et tyrannique. La propriété y exerce

son droit d'une main de fer et renie ses devoirs avec un front d'airain (1) ».

3° *Les fermiers généraux, leur administration, etc.*

Nous les avons vu très nombreux, au XVII^e siècle. Ils le resteront, pendant la première moitié du XIX^e. Il furent très éprouvés, il est vrai, par la baisse des prix du blé, qui se produisit à partir de 1815. Un grand nombre d'entre eux ne purent supporter les conséquences de l'insolvabilité que cette baisse provoqua chez les tenanciers. La faillite des paysans entraîna la faillite des middlemen. Les propriétaires eurent alors recours à de simples mandataires, aux « *agents* ». Mais les middlemen ne disparurent pas complètement, comme l'affirme Emile de Laveleye. Nous avons à opposer à cette affirmation, les témoignages de Pichot, Fournier, Gasparin, Roscher, Molinari, etc., etc. Trevelyan, dans son *Histoire de la famine*, écrit, en 1849 : « La moitié de la surface de l'Irlande est encore louée à baux perpétuels avec des intérêts dérivés et sous-dérivés à l'infini ». Perraud reculera la date de leur disparition jusqu'au lendemain de la famine ; mais alors, faut-il croire à leur renaissance récente, puisque M. Béchaux déclarait, en 1906 : « La sous-location à plusieurs middlemen s'est perpétuée. M. T.-W. Russel, dans *Ireland and the Empire*, nous dit que devant le Morley Committee, en 1894, témoi-

(1) *Times*, 25 février 1847. Voir BÉCHAUX, *op. cit.*

gnage fut rendu qu'entre le cultivateur du sol et landlord d'une certaine propriété de l'Ulster où la rente fut réduite de 60 0/0, trois middlemen intervenaient. Ainsi le tenancier devait produire un loyer pour quatre intéressés différents (1) ».

C'est, en effet, un des caractères du fermage général irlandais, que de présenter plusieurs degrés entre le propriétaire et l'exploitant. « Le landlord louait tout ou partie de ses *estates* à un premier middleman moyennant un bail perpétuel. Il ne conservait que le domaine éminent, *fee* ; le premier middleman sous-louait l'estate par portions à un second middleman avec bail de 99 ans, lequel sous-louait à un troisième pour 31 ans qui sous-louait pour 7 ans à un quatrième qui sous-louait annuellement aux cultivateurs. A l'expiration de ces baux, du haut en bas de l'échelle, tous ces middlemen s'exploitaient et la charge retombait toujours sur le tenancier (2) ».

Ainsi, lorsque la jouissance de la terre s'échappe des mains du propriétaire pour aller à celles du paysan, elle doit passer par une longue chaîne de fermiers généraux, dont le nombre s'accroît en progression géométrique.

Inglis, après avoir pris un exemple analogue à celui de G. de Beaumont, remarque qu'un domaine d'une centaine d'acres peut être tenu « par non moins de 54 tenanciers, sous 13 middlemen, répartis en quatre classes distinctes,

(1) BÉCHAUX, *op. cit.*, p. 30, note.

(2) LECARPENTIER, *op. cit.* Voir BEAUMONT, *op. cit.*

chacune d'elle devant vivre de l'excès de la rente payée par la classe qui lui est immédiatement subordonnée sur la rente qu'elle paie à la classe immédiatement supérieure, alors que le produit réel de la terre est insuffisant pour l'entretien de ses cultivateurs (1) ».

Lord Stanley parle de six ou sept translations entre le propriétaire et l'exploitant (2).

Nous savons déjà que les middlemen ne résident guère au milieu des paysans, « qu'ils se contentent de pressurer de loin et sans scrupule un peuple détesté ». Tout leur effort administratif se borne à diviser leurs terres en lots minuscules, de manière à surexciter la concurrence entre paysans ; ils arrivent à entasser jusqu'à 600 individus sur 400 acres. La terre est livrée au tenancier, sans apprêt, sans matériel, sans animaux. C'est au paysan qu'il appartient de se construire « un amas informe de bois et de paille mêlés ensemble qu'il appelle une cabane... (3) », de se pourvoir en capital d'exploitation.

Le middleman étant dépourvu de toute lumière agromique, ne saurait se risquer à accomplir la moindre amélioration. C'est un « spéculateur », un « traitant », un « usurier », pour nous servir des épithètes couramment employées. « Souvent, une grande partie des fermages est acquittée sous forme de présents faits à la femme,

(1) INGLIS : *A Journey throughout Ireland*.

(2) LORD STANLEY'S speech, 5 juillet 1837. House of Lords.

(3) BEAUMONT.

aux enfants, à la maîtresse du propriétaire (1) ». Il spé-
cule sur la misère des paysans qu'il tient à sa merci,
grâce à la menace de l'éviction (ejection), constam-
ment suspendue sur la tête du tenancier *at will* (2). C'est
que, en effet, les baux de longue durée sont rares. Le
bail verbal, *at will* ou annuel, est la règle. « Rien n'in-
dique mieux, déclare l'abbé Perraud, la situation précaire
à laquelle ce système de tenure réduit la plus grande
partie de la classe agricole en Irlande, que l'habitude
dans laquelle sont bon nombre de propriétaires d'envoyer
régulièrement tous les six mois des notices d'éviction à
leurs fermiers, en se réservant la faculté de n'y point
donner suite, et uniquement pour les tenir à leur merci ».

D'après une statistique de 1870, sur 682.148 exploita-
tions (holdings), 526.539 étaient « *at will* », sans bail ;
135.392 étaient louées avec bail (lease) ; 20.217 seule-
ment restaient aux mains des propriétaires.

Jusqu'en 1826, le propriétaire dont le middleman faisait
faillite, pouvait s'adresser directement au paysan, alors
même que celui-ci s'était très régulièrement acquitté entre
les mains de l'intermédiaire (3). Une loi de cette date fit
cesser ce scandale.

Quels étaient les profits des middlemen ? Ceux que pou-

(1) ROSCHER, *op. cit.*

(2) PERRAUD : « Le tenancier est « tenant at will » c'est-à-dire
que deux fois par an et pourvu qu'il en soit prévenu d'avance
par une « notice » régulièrement délivrée, il peut être ren-
voyé et remplacé par un autre. »

(3) ROSCHER.

vait procurer la spéculation exercée dans d'aussi bonnes conditions. En parlant de la rente, nous avons appris quelle était la part du capital, — la part du lion — sur les produits de l'exploitation. Que gardaient les middlemen de cette part ? Il n'est pas toujours aisé de le savoir. Nous ne pouvons donner, à ce sujet, que des appréciations d'ensemble, et quelques chiffres contenus dans des exemples fournis par des écrivains autorisés.

Pour de Gasparin, le revenu net des terres labourables de l'Irlande était, en moyenne, de 88 fr. par hectare. « Les propriétaires perçoivent beaucoup moins, dit-il ; les tenanciers paient beaucoup plus ; les fermiers intermédiaires (middlemen) perçoivent le reste (1).

L. de Lavergne répartit le produit brut moyen, évalué à 100 fr. de la manière suivante : rente du propriétaire, 32 fr. ; bénéfices des middlemen, 8 fr. ; frais accessoires, 5 fr. ; impôts, 5 fr. ; salaires, 50 fr. Puis il reconnaît, qu'après la loi de 1849, les 7/8 des propriétés vendues (850.000 hectares) « furent achetés par d'anciens middlemen qui avaient, eux aussi, des hypothèques sur les domaines qu'ils administraient, comme il arrive toujours aux intendants de bonne maison ». Ces nouveaux landlords « aux petits pieds » furent d'ailleurs très durs pour les paysans.

Ingليس nous apporte des exemples plus précis : Dans la région de Kilkenny, un vaste territoire est donné à bail

(1) *Cours d'agriculture*, tome V, p. 163.

pour 99 ans ; le landlord reçoit 8 fr. 25 par acre ; le middleman touche du paysan 50 fr. par acre. Dans d'autres propriétés, le middleman paye 12 fr. 50 et perçoit 130 fr.

Trevelyan nous fournit des chiffres semblables. Pour 150 fr. par acre, que le middleman exige de l'exploitant, le propriétaire ne reçoit que 12 fr. 50.

Pour payer des fermages aussi élevés, le pauvre « cottier » irlandais doit se priver des objets les plus nécessaires à l'existence. Il faut lire les pages écrites par Beaumont, Perraud, Laveleye, Daryl, Inglis, etc., sur la condition lamentable du cultivateur de la Verte Erin : ignobles cabanes, obscures, inconfortables, où la famille vit en promiscuité avec les animaux ; nourriture grossière, débilatante ; vêtements effilochés et sales ; analphabétisme complet, etc. (1). Les paysans anémiés, exploités, asservis, devaient encore payer de lourds tributs aux famines périodiques.

Une mauvaise récolte amène non seulement la famine, mais encore l'éviction, fléau aussi redoutable que le premier. L'éviction, que lord Grey regardait, en 1846, comme « une honte pour un pays civilisé », c'est le paysan ruiné, réduit à l'état de bête errante. Pour éviter qu'il ne réintègre sa chaumière après une première expulsion, le pro-

(1) MOLINARI décrivant, en 1880, la tenue des femmes irlandaises, disait ironiquement : « Toutes portent des souliers ; la plupart à la vérité, les gardent à la main jusqu'à l'entrée de l'église », *op. cit.*

priétaire, fort de son droit armé, démolit la chaumière. Mais le paysan finit par se révolter. Il s'arme, et abat à coups de fusil, middlemen ou landlords trop cruels. En plein XIX^e siècle, nous voyons renaître les anciennes sociétés secrètes, chargées d'exercer les représailles nécessaires. Au Whiteboyisme a fait place le Fénianisme. « Les crimes agraires, déclare Fournier, sont la conséquence de la misère que produisent fatalement les années stériles ».

Très souvent même, l'éviction n'est rien moins qu'un « crime », comme l'ont dit lord Dufferin et Gladstone, ou rien moins qu'un « vol », d'après Mill et Leslie (1). « Les paysans ont amélioré, le propriétaire absent n'a rien fait ». « Ce sont les paysans qui ont créé la plus grande partie de la valeur du sol, toute la valeur diraient certains économistes qui, à la suite de Bastiat, prétendent que les forces naturelles sont toujours gratuites, et qu'il n'y a d'autres valeurs que celles produites par le travail. Si, comme on le dit généralement, la base de la propriété est le travail, la terre devrait appartenir à ceux qui l'ont rendue productive ; mais loin de là. D'après la loi actuelle, même les améliorations, les constructions appartiennent au propriétaire, et le jour où le locataire est expulsé, il n'a droit à aucune indemnité ». Ainsi parlait Emile de Laveleye. L'expulsion lui apparaissait comme une spoliation, un vol, un abus de pouvoir, auquel on répondait par le crime.

(1) HOUSE OF LORDS, 23 mars 1846.

L'éviction, c'est encore l'exil : et de fait un large courant migratoire s'est formé entre l'Irlande et l'Amérique du Nord d'où est sorti le fénianisme.

La famine, l'émigration, le crime, telle est la sinistre trinité de fléaux dont le régime de la propriété, aggravé par le fermage général, doit répondre.

Nous n'avons trouvé personne qui soutint les fermiers généraux irlandais. Ce sont des « parasites », des « sangsues », des « traitants », des « spéculateurs », etc., affirment les Beaumont, Fournier, Laveleye, Molinari, Roscher, Perraud, etc., etc. La Devon commission ne les considère pas plus favorablement. Elle les accuse d'avoir fait de larges profits en opprimant durement les pauvres cultivateurs (1).

Nous verrons dans un dernier chapitre, si les mesures législatives prises depuis la dernière grande famine, pour améliorer le sort du paysan, n'ont pas gêné le retour des fermiers généraux.

Notons en terminant, qu'en Irlande, la réaction paysanne contre le fermage général ne s'est pas manifestée par la constitution de coopératives d'affermage. La coopérative de Ralahim, signalée par Kautsky, dut sa naissance à la généreuse initiative de sir Vandaleur dont la déconfiture en entraîna la disparition (2).

(1) V. PERRAUD, BÉCHAUX, etc.

(2) KAUTSKY : *La question agraire*.



LIVRE V.

L'Avenir du fermage général.

CHAPITRE I.

Les tendances des législations agraires et le fermage général.

C'est à dessein que, au cours de cette étude du fermage général dans les divers pays, nous sommes toujours partis de la répartition de la propriété pour arriver, en effleurant bien d'autres questions, à celle du fermage général et de ses conséquences économiques et sociales. Nous n'aurions pu faire autrement d'ailleurs, sans pécher par obscurité ou étroitesse de vue, car les questions de grande propriété, d'absentéisme, de fermage général,

d'usure, de misère des paysans, d'émigration, etc., etc., sont intimement liées ; elles s'enchaînent rigoureusement. Mais l'une d'elles domine toutes les autres, est, de celles-ci, la source principale. C'est la question de la grande propriété. C'est, en particulier, sur la grande propriété que naissent et se multiplient les intermédiaires parasites. Au sort de la grande propriété est lié celui du fermage général ; et il apparaît clairement, qu'il n'y a qu'un moyen efficace de supprimer à jamais l'intermédiaire, c'est de détruire la grande propriété.

Les paysans ont eu l'instinct de cette nécessité. A travers leurs protestations contre le fermage général, il est facile d'apercevoir leurs attaques contre un régime qui les prive du droit de propriété sur l'instrument de production : la terre.

Les classes dirigeantes, de leur côté, se sont émues, sous l'empire de la crainte que leur inspiraient les agitations paysannes, des dangers que leur faisait courir la très grande propriété, cause initiale de tant d'iniquités et de tant de misères. Elles l'ont très habilement sacrifiée en principe ; elles ont essayé de la faire passer, en la morcelant, dans les mains de la démocratie rurale. Toute la législation agraire européenne de ces dernières années est dominée par cette préoccupation : la diffusion de la petite propriété.

Mais les classes détentrices du pouvoir ne s'en sont pas tenues là ; le morcellement du latifondium est une

œuvre de longue haleine, dont l'achèvement doit être précédé de mesures propres à réprimer les abus les plus criants du fermage général. Au mépris du principe de la liberté des contrats, elles ont fait intervenir « l'intérêt général », la loi, dans le débat qui se livre entre le capital et le travail.

C'est sous ces deux aspects qu'il nous reste à examiner l'action des Etats, dans ses rapports avec le fermage général.

L'Italie commence à tenir compte du lugubre avertissement de Pline : *Latifundia perdidere Italiam*. Des enquêtes successives ont révélé l'extrême misère des populations méridionales. De fréquentes agitations agraires, signes avant-coureurs de profonds changements sociaux, ont jeté l'inquiétude dans certains esprits. Peu à peu, l'opinion s'est formée chez des personnalités très modérées : Jacini, de Angeloni (1), Fortunato, Faina, etc., que le *latifondo* devait être considéré comme « le pire des fléaux », la « cause primordiale de tous les maux ». A l'appel de Cavour, demandant à la féodalité foncière de retourner aux champs où étaient son devoir et ses intérêts, personne n'ayant répondu, on s'est décidé à intervenir ; on l'a fait de deux façons :

En 1894, une commission réunie à Rome étudia le

(1) « Le droit de propriété de la terre est relatif, en face de lui, il y a le devoir du propriétaire à la faire valoir ». *Annali di Agricoltura. Atti del consiglio dell' Agricoltura*, 1912.

régime des contrats agraires dans le sud de l'Italie. « Pour tous les membres, la liberté du contrat était l'ennemi : nul ne consentait à admettre, comme une réalité, la souveraineté nominale de deux contractants dont l'un est puissant et l'autre sans ressources ; unanimement la souveraineté du premier fut réputée un abus de la liberté, celle du second une dérision de la liberté. C'est pourquoi parmi les commissaires, les uns réclamèrent l'annulation légale de tout contrat, dans lequel le fermier s'obligerait à ne jamais alléguer comme excuse de son insolvabilité, la survenance d'accidents fortuits ; d'autres demandèrent que toute clause par laquelle le métayer s'engagerait à payer certains impôts légitimement dus par le propriétaire fut, à l'égard du droit, regardée comme inexistante ; plusieurs souhaitèrent, pour mettre un terme à certain parasitisme, que les adjudicataires de l'exploitation d'un domaine ne pussent être choisis légalement que dans la classe des agriculteurs ; on émit aussi l'idée que les contrats de trop courte durée qui déconcertent le bon vouloir du paysan et le mettent à la discrétion du propriétaire, devraient être prohibés (1) ».

Des travaux de cette commission est sortie la loi du 15 juillet 1906 sur les contrats agraires dans le midi de l'Italie. Les fermiers généraux n'y sont que très indirectement

(1) GOYAU, *op. cit.*

tement touchés. Dans ses dispositions essentielles, la loi se propose un double but : 1° mettre le crédit à la disposition du paysan (articles 6, 7, 8, 9) ; 2° réduire l'usure, prévenir certains abus dont sont victimes les petits fermiers et les métayers. Le bailleur, fermier général ou propriétaire, est tenu, dans certains cas, de faire des avances, sous forme de semences, de denrées, et d'argent, au tenancier exploitant (articles 10 à 18).

La loi de 1906 ne paraît avoir reçu ni l'application ni même le bon accueil que l'on en espérait. Les paysans l'ignorent ; les bailleurs la tournent aisément.

On semble disposé, dans les milieux gouvernementaux, à introduire dans la législation, le principe du droit, pour le fermier sortant, à une indemnité pour cause d'amélioration (1).

Enfin, la conclusion qui se dégage de la grande enquête parlementaire de 1908-1910, est qu'il faut morceler le latifondo (2). Une commission parlementaire délibérant sur les mesures les plus propres à favoriser « la formation et la conservation de la petite propriété rurale » s'est prononcée, en 1911, pour la vente forcée, l'expropriation des latifondi (3).

(1) *Atti del Consiglio dell' Agricoltura*, sessione 1910-1911.

(2) *Inchiesta*, vol. VIII.

(3) *J. Off.*, 10 juin 1912 ; Voir également les nombreux projets de loi relatifs à la formation et à la conservation de la petite propriété : 1893, 1894, 1896, 1899, 1905, 28 avril 1910, projet Luzzati, et les lois du 31 mars 1904 sur la Basilcate, 15 juillet 1909 pour les provinces méridionales.

En Roumanie, l'intervention de l'Etat a été beaucoup plus énergique qu'en Italie. Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit plus haut, de la législation sur les contrats agraires. Le fermage général y est directement atteint. La spéculation sur les fermages est, en partie, jugulée. La conclusion des contrats est subordonnée au respect d'un grand nombre de prescriptions légales qui sont autant de restrictions à la traditionnelle liberté des conventions entre particuliers. C'est que « de l'excès de la liberté économique était résulté pour le paysan l'esclavage économique (1) ». Il fallait à tout prix, sous la menace d'une révolution, relever le paysan de son état d'infériorité, faire un effort dans le but de rétablir l'équilibre entre les forces contractantes. L'effort a été fait ; mais le but n'a pas été complètement atteint. En limitant la puissance des trusts de fermage, on s'est borné à faire de l'antisémitisme (2). La question du fermage général changeait de terrain, sans grand profit pour le paysan.

Le rappel des grands propriétaires, à l'exploitation directe de leurs terres, a été battu, sans résultat appréciable. En 1904, la Chambre de commerce de Jassy proposait, pour « combattre la tendance que les grands propriétaires moldaves ont à s'absenter du royaume », « de

(1) BASILESCO.

(2) Antisémitisme de façade, d'ailleurs, car les propriétaires antisémites ne se gênent pas pour louer leurs terres aux juifs, faisant passer leurs intérêts avant leurs convictions politiques et religieuses.

recourir à une loi qui augmenterait l'impôt foncier sur toutes les terres affermées. Les fermiers devraient être également soumis aux dispositions communes de la loi commerciale car ils font acte de vrais commerçants (1) ». Le rapporteur de la loi sur l'accaparement des terres, constatait, quelques années plus tard, que l'impôt différentiel, employé pour ramener les propriétaires à la campagne, avait été inefficace.

La classe dirigeante roumaine n'a pas manqué, elle aussi, de se tourner vers le problème de la diffusion de la petite propriété. Elle a essayé de le résoudre, sans grand danger pour le fermage général. Les lois de 1864, 1884, donnant au cultivateur une petite propriété inaliénable pendant 30 ou 32 ans, la loi de 1908 facilitant au paysan l'acquisition de la terre, se sont révélées insuffisantes. Le désir exprimé par M. Aurélian, président du conseil, « que chaque paysan ait un morceau de terre » n'est pas près d'être satisfait, ni le rêve magnifique de M. Dimitri-Jassy, député et recteur de l'Université de Bucarest, d'être réalisé (2).

L'expropriation de la grande propriété, née de la violence et de l'usurpation, a été envisagée et proposée. M. Basilescu appuie cette solution sur le droit historique des paysans (3). Il se peut qu'un jour les événements

(1) *Bull. Off. des renseign. agricoles*, octobre 1905.

(2) V. dans TASCA, p. 171.

(3) *Studii sociale*, Falpatari.

l'imposent ; alors, que fera-t-on ? Si les mêmes classes dirigeantes que celles d'aujourd'hui sont encore au pouvoir, il est à présumer que l'expropriation sera suivie d'une appropriation parcellaire. Nous esquisserons plus loin les vices de ce système. Que l'on se rappelle, dès maintenant que bien médiocres ont été les résultats de la vente aux paysans, des biens sécularisés du clergé.

Quoiqu'il en soit, le double problème de la propriété et du fermage général reste posé devant le législateur Roumain. S'il est vrai, comme l'affirme Xénopol, que la classe dirigeante actuelle pèse plus lourdement sur le peuple que l'ancienne classe des boyards, et que l'on veuille « relever la condition matérielle, intellectuelle et morale de la classe qui supporte, surtout sur ses épaules, tout le poids de la civilisation » de l'autre, il faudra bien se résoudre à ne considérer la législation passée que comme une amorce à une intervention décisive de l'Etat, en faveur du paysan, contre le fermier général, contre le grand propriétaire absentéiste (1).

La situation agraire de l'Irlande offre les plus grandes analogies avec celle de la Roumanie. Ici encore, le cultivateur est écrasé par un régime foncier éminemment aristocratique. La législation interventionniste irlandaise, pour considérable qu'elle ait été, n'a pas encore apporté, à la question agraire, une solution définitive.

(1) XÉNOPOL A. D. *Les Roumains*. Leçons professées au Collège de France, 1911.

« La liberté des contrats a été, en Irlande, un grand mal ; mais, même dans un état de société que nous considérons comme sain et normal, il n'est pas possible de permettre une liberté complète des contrats. » Ainsi s'exprimait le « great old man », Gladstone, auteur de la loi de 1870 qui, après celle de 1860, portait les premières atteintes sérieuses au principe de la liberté des contrats. Le bill de 1870 généralisait, pour toute l'Irlande, la coutume du « tenant right » de l'Ulster. Le tenancier était investi d'un véritable droit de co-propriété qui le mettait à l'abri des exigences du propriétaire ou de son représentant. Mais, en réalité, la loi de Gladstone n'eut que de médiocres effets sur la condition du paysan. Les landlords la tournèrent aisément.

Plus efficace, fut la loi du 22 août 1881, qui réalisa le programme des « trois F » : 1^o *fair-rent*, la rente équitable, fixée non par le propriétaire, mais par un tiers : commission, tribunal ou arbitre ; 2^o *fixity of tenures*, la sécurité de la tenure pour l'exploitant, puisque la rente peut être fixée pour une durée de quinze années ; 3^o *free-sale*, le droit pour le paysan de céder librement sa tenure. Aucune loi n'était plus propre à prévenir le retour du fermage général qui spéculait sur l'instabilité de la rente et celle des tenanciers.

Les *land purchase acts* agissent dans le même sens. Ils ont été votés pour donner une satisfaction partielle aux Irlandais, chez qui le souvenir des anciennes spolia-

tions est resté très vif. Beaumont, J. Russel, Laveleye, Leslie, Thorold Rogers, St Mill, etc., préconisaient la transformation du tenancier en propriétaire, pour remédier à l'effroyable crise agraire du XIX^e siècle. Des lois nombreuses se sont succédées pour répondre à ces deux ordres de préoccupations : lois de 1849, créant la Cour des « *encumbered estates* » ; loi de 1858 ; loi de 1869, relative au « désétablissement » de l'Eglise épiscopale d'Irlande ; certaines dispositions des lois de 1870 et 1881 ; loi de Rosebery, 1885, facilitant les achats de terre par les paysans ; loi de 1891, dont l'effet fut de restreindre ces achats ; loi de 1896, visant à une reprise des ventes ; enfin, en 1903, le bill Wyndham, couronnant l'édifice législatif. Cette dernière loi de 1903, qui interdisait au propriétaire, né avec le concours de la commission, de sous-louer et de subdiviser son exploitation, avait éveillé les plus belles espérances. On croyait à la disparition rapide du landlordisme et à l'avènement d'une démocratie paysanne qui aurait fait le bonheur des Irlandais. Mais le bill Wyndham n'a pas donné tous les résultats attendus. Les tenures constituées sont peu économiques, parce que trop petites, par rapport à la quantité de travail dont dispose une famille ; elles ont été payées à des prix trop élevés. Les ventes se ralentissent. Pour achever la transformation, il faut, disent de bons esprits, recourir à l'expropriation forcée (*compulsory purchase*).

Le jour où la landwar aura pris fin, par la victoire des

paysans irlandais armés de la loi de 1903, pourra-t-on se flatter d'avoir résolu la question agraire au mieux des intérêts de l'Irlande et du travailleur? Nous ne le pensons pas, et ce, pour des raisons d'un ordre général, qui valent aussi bien pour la Roumanie et l'Italie que pour l'Irlande. Ces raisons, les voici brièvement résumées :

Que nous nous placions sur le terrain général de l'utilité sociale, ou que nous nous bornions à rechercher quel peut être le meilleur remède à la crise agraire dont souffrent l'Italie, la Roumanie et l'Irlande, l'infériorité de la petite propriété ne tarde pas à éclater à nos yeux. Certes, les classes dirigeantes ont agi habilement, en émiettant un peu de la propriété foncière, au profit d'une classe ouvrière qui déserte les champs et même le pays, ou se montre menaçante chaque jour un peu plus, mais la diffusion de la petite propriété revêt surtout un caractère politique ; elle assure la défense et la conservation de la grande propriété. Aux points de vue économique et social, les résultats d'une telle opération sont loin d'être satisfaisants. La classe qui donne et la classe qui reçoit sont également mécontentes. La première, se sent menacée dans ses privilèges par les développements possibles d'une législation dont elle a pris l'initiative ; la seconde, tout en se plaignant de la lenteur des réalisations, commence à s'apercevoir que la petite propriété n'est et ne peut être ni l'instrument, ni la garantie de son indépendance et de son bien-être. La légende de la petite

propriété, idéal économique et social, commence à s'évanouir. On veut autre chose.

Il est bien évident, en effet, que le lopin du petit propriétaire est voué à un endettement ou à un morcellement également funestes. Les législateurs des différents pays se sont évertués, il est vrai, à parer à de tels inconvénients ; ils ont dû immobiliser la petite propriété et frapper le paysan d'incapacité, mais il ne reste alors, après comme avant, qu'une exploitation qui ne répond, ni aux nécessités de notre économie d'échange, ni aux ambitions du travailleur.

S'il est encore possible de vanter les avantages de la très petite propriété, sur laquelle l'homme aime à établir sa demeure et à charmer ses loisirs, il n'en va plus de même avec la petite propriété, objet de l'activité principale du producteur. Les vices de celle-ci sont manifestes. L'individu est loin d'y trouver l'indépendance et le bien-être qu'il y cherche. La petite propriété ne laisse rien, ni excédent de travail, ni excédent de produits pour soutenir, alimenter les autres formes de l'activité humaine : industrie et commerce. Pour l'Italie, l'Irlande et la Roumanie, où l'industrie n'est encore que rudimentaire, cette dernière considération revêt une importance de premier ordre. La petite propriété ne se prête pas aux grands travaux d'amélioration, comme il en est d'urgents dans les pays considérés. Elle entraîne nécessairement avec elle des pertes de forces, etc.

Ce n'est pas non plus, du côté de la grande propriété,

telle qu'elle se comporte aujourd'hui, qu'il convient de rechercher une solution satisfaisante.

Que l'on veuille accroître l'aisance générale en « augmentant les produits sans augmenter proportionnellement le nombre des hommes(1) », ou que l'on veuille réaliser la paix sociale et donner à l'activité économique d'un pays un essor puissant, il n'est pas de meilleur système, selon nous, que celui qui comportera : 1° la suppression de tous les parasites de la production et celle des intermédiaires inutiles, placés entre le travail et la consommation ; 2° la dépense minimum d'efforts pour l'obtention d'un produit déterminé. Ce système eût été obtenu si les différentes législations agraires considérées, s'étaient arrêtées à la première phase de leur œuvre : l'expropriation, le rachat des terres, sans franchir la deuxième : l'appropriation parcellaire. Propriétaire de la terre, la collectivité devenait vraiment maîtresse de sa destinée. Elle pouvait organiser l'exploitation, orienter la production dans le sens de ses intérêts supérieurs. Comme il devenait facile, à l'Italie, de coloniser le latifondo, d'en chasser la misère, la malaria, les puissances d'oppression, de lucre, de dévastation ; à la Roumanie, de lutter contre l'extrême abaissement de ses paysans, la pellagre, le manque d'industrie ; à l'Angleterre, de faire de l'Irlande, une précieuse réserve d'hommes et d'aliments pour son armée industrielle et

(1) L. DE LAVERGNE : C'est selon lui, le dernier mot de la science économique.

commerciale ! Il était possible de passer progressivement de l'exploitation individuelle à l'exploitation collective, plus éclairée, plus économique et plus progressive que la première. C'était la fin d'un parasitisme épuisant, qui, non content de vivre dans l'oisiveté, s'en va consommer au loin ce qui devrait l'être, au moins en partie, sur le lieu de la production.

Les gouvernements, en émiettant la propriété, ont émietté leur force de progrès économique et social.

Les classes dirigeantes ont manqué de sens social. C'est le grief que nous relevons contre elles, comme l'ont déjà fait des personnalités très modérées de l'Italie, de la Roumanie ou de l'Irlande. Elles se sont révélées petitement égoïstes, et il faudrait désespérer de l'avenir si, de la masse paysanne, ne commençait à s'élever une protestation tous les jours plus consciente et plus énergique, contre la misère d'en bas et l'oppression d'en haut. Les temps sont bien révolus où un Beaumanoir pouvait proclamer impunément que le baron n'a de compte à rendre qu'à Dieu de la façon dont il exploite ses terres.

Le principe du droit de propriété privée paraît, aujourd'hui, sérieusement menacé ; il subit des atteintes de plus en plus fréquentes, à l'étranger surtout. En France, le chemin parcouru est faible ; à ce point de vue, certaine page, vieille de près d'un siècle et demi, semble écrite d'hier (1).

(1) « En arrêtant sa pensée sur la société et sur ses rapports, on est frappé d'une idée générale qui mérite d'être

Notre Code ne s'intéresse guère à la production de la richesse. Il ne vise qu'à la conservation de celle-ci dans les mains des particuliers privilégiés. La propriété du travailleur, le travail, manque de protection. Mais ce que les classes dominantes ne peuvent légitimement faire contre elles, la classe ouvrière paysanne essaie de le leur imposer. Les fermages collectifs peuvent être considérés, à ce point de vue, comme l'un des éléments d'une organisation nouvelle de la production et de l'échange. Ces sociétés d'affermage ont précisément pour but de supprimer l'intermédiaire. C'est par leur étude que nous terminerons notre travail. Voyons-les d'abord à l'étranger où elles sont nombreuses, quoique de formation récente. Nous examinerons ensuite la question de leur introduction en France.

approfondie. C'est que presque toutes les institutions civiles ont été faites pour les propriétaires. On est effrayé en ouvrant nos codes des lois, de n'y découvrir que le témoignage de cette vérité. On dirait qu'un petit nombre d'hommes, après s'être partagé la terre, ont fait des lois d'union et de garantie contre la multitude, comme ils auraient mis des abris dans les bois pour se défendre des bêtes sauvages. Cependant, on ose le dire, après avoir établi des lois de propriété, de justice et de liberté, on n'a presque rien fait encore pour la classe la plus nombreuse des citoyens. Que nous importent vos lois de propriété ? pourraient-ils dire, nous ne possédons rien. Vos lois de justice ? nous n'avons rien à défendre. Vos lois de liberté ? si nous ne travaillons pas demain, nous mourrons».

NECKER : *Législation et commerce des grains*, 1775.



CHAPITRE II

Les Coopératives d'affermage (1).

Des paysans s'associent et afferment en commun une certaine étendue de territoire. Ils s'adressent directement aux propriétaires. Entre autres buts, ils se proposent principalement d'écarter l'intervention d'un intermédiaire qu'ils jugent inutile et onéreux. A côté de ce premier avantage, ils en cherchent d'autres, tous ceux que peut procurer la coopération pratiquée au sein de populations ignorantes, routinières, mal outillées, sans crédit. Parfois encore, on recourt à la coopération d'affermage pour atténuer les effets du chômage des ouvriers de l'agriculture ; il en est ainsi dans le nord de l'Italie. Mais des coopératives de cette catégorie, nous ne saurions ici nous occuper sans sortir du cadre qui nous est tracé. Passons donc aux coopératives d'affermage, qui visent à l'élimination du fermier général.

(1) Voir notre étude détaillée : *Les fermages collectifs*. (Lutte contre les fermiers généraux ; lutte contre le chômage agricole), Paris, 1913, dans les Annales de Grignon.

1^o Leur distribution géographique, leur statistique.

— a) *Roumanie.* — En 1907, il existait 106 coopératives d'affermage comprenant 14.000 membres, affermant 76.000 hectares et payant un fermage annuel de 2.341.000 francs.

Deux ans après, en 1909, on comptait 300 de ces sociétés, dont 200 en plein fonctionnement. Nombre d'hectares loués : 180.000. Fermage annuel : 5 millions de francs.

b) *Italie.* — *Les affittanze collettive* se répartissent entre deux groupes, cantonnés aux extrémités du royaume : 1^o Le groupe lombard-piémontais avec 25 coopératives (année 1906), exploitant 2.849 hectares ; 2^o le groupe sicilien comptant 43 sociétés, avec 25.476 hectares affermés. Au total donc, pour 1906, 68 coopératives et 28.125 hectares. Depuis 1906, ces chiffres se sont accrus dans de notables proportions, mais nous manquons de statistique générale récente.

c) *Serbie.* — En 1910, les statistiques relèvent l'existence de 10 fermages collectifs.

d) *Autriche-Hongrie.* — Le mouvement coopératif débute seulement. Des coopératives d'affermage ont été constituées en Hongrie et en Bohême slave. Les statistiques font défaut.

2^o Organisation et fonctionnement des coopératives d'affermage. — Avant de procéder à l'organisation d'une coopérative, une question se pose : L'exploitation du ter-

ritoire affermé sera-t-elle collective ou individuelle ? En Italie, les coopérateurs qui sont animés de l'esprit socialiste, ont fait des efforts pour réaliser la première forme d'exploitation, comme plus conforme à leur idéal. Ils y sont arrivés parfois, mais le plus souvent, ils ont dû, tenant compte des préférences traditionnelles du paysan, adopter le mode individuel de mise en valeur des terres. Ailleurs, c'est ce dernier mode qui est aussi le plus généralement suivi. L'exploitation collective suppose une longue expérience de l'action collective, une mentalité spéciale que les paysans de nos jours possèdent peu.

Les principaux organes de la coopérative sont : 1° l'assemblée générale ; 2° le Conseil d'administration ; 3° le Conseil de surveillance ; 4° le Comité d'arbitrage, tranchant les litiges nés entre sociétaires.

Les terres affermées sont découpées en lots homogènes. Les lots sont répartis par voie de tirage au sort. Chacun exploite sa part à sa guise, sauf les restrictions imposées par le statut social ; il en paie le fermage afférent, augmenté d'une certaine somme destinée à couvrir les frais d'administration et les intérêts des emprunts.

L'achat et la vente de la plupart des produits, matières premières, etc., ont lieu par l'intermédiaire de la coopérative. Certains travaux, les battages notamment, se font en commun. Des machines et instruments agricoles sont mis à la disposition des sociétaires qui en paient l'usage proportionnellement au temps.

Nombreuses sont les associations coopératives d'affermage qui se sont assuré le concours d'un agent technique au courant des meilleures méthodes d'exploitation, et rompu aux pratiques commerciales modernes.

Les membres de ces sociétés font un large usage de la mutualité dans ses différentes applications. Leur responsabilité étant solidaire et illimitée, ils empruntent avec facilité, aux banques, l'argent dont ils ont besoin pour exploiter. Quand les banques de crédit sont appelées à prêter leur concours, il arrive souvent qu'elles imposent certaines conditions relatives à l'administration ou au mode de culture. En Bohême, un conseil de surveillance inspecte chaque semaine, au printemps et à l'automne, les travaux des champs.

La coopérative se charge généralement des assurances incendie, grêle et mortalité, des biens de chacun de ses membres.

3^o *Résultats obtenus.* — Nous pouvons les envisager au triple point de vue : 1^o du paysan ; 2^o du propriétaire ; 3^o de la collectivité.

Le paysan a gagné à la coopération, plus de bien-être et plus d'indépendance. Il s'est débarrassé du fermier général, parasite et tyran. Son travail plus productif, lui a procuré une aisance relative. Son niveau intellectuel en a été relevé. Sa moralité s'est améliorée.

Le propriétaire n'a eu qu'à se louer de la disparition du fermier général. Les coopératives d'affermage lui

offrent toutes les garanties désirables, de régularité dans les paiements et de bonne exploitation du sol. La rente qu'elles lui servent, avec ponctualité, est presque toujours supérieure à celle qu'il recevait jadis de l'intermédiaire.

L'intérêt collectif a trouvé sa satisfaction dans une augmentation de la production, réalisée par un travail plus libre, mieux rétribué et bien organisé.

Tels sont résumés et groupés les résultats, officiellement constatés à la suite d'enquêtes, des coopératives d'affermage. Résultats engageants, devant lesquels nos métayers français ne peuvent rester insensibles. Atteints du même mal que celui dont les paysans roumains, italiens, autrichiens, etc., ont tenté victorieusement de se guérir, voudront-ils user du même remède ?

Introduction en France des coopératives d'affermage.

L'introduction en France de coopératives d'affermage aurait-elle le mérite de la nouveauté ? Non, puisque dès le XVII^e siècle, nos ancêtres constituaient de ces sortes de coopératives pour se soustraire à la tyrannie et à l'exploitation des puissants fermiers généraux de l'ancien régime.

M. Flour de Saint-Genis, dans son étude, *la Propriété rurale en France*, rapporte plusieurs exemples d'associations de paysans pour l'affermage des terres.

1^o « Le 25 avril 1762, huit laboureurs de Chassey affer-

ment solidairement les terres de la seigneurie, à raison de 8 boisseaux de blé ou avoine par journal, sec ou trempé. Chacun d'eux afferme isolément les parcelles en pré, moyennant un prix en argent calculé d'après leur produit.

Le 25 avril 1764, les anciens baux étant échus, bail de tout ce qui reste des terres à dix-sept autres laboureurs et vigneron, engagés solidaires pour six ou neuf ans.

2° En 1708, renouvellement d'un bail de 1675, prorogé en 1684 au profit de Claude Legoux et de ses beaux-frères.

3° En 1640, bail du domaine de la Rochette (Vic de Chassenay) à deux laboureurs associés. »

4° Dans le livre de raison inédit du seigneur de Chasse, on trouve la mention d'offres, émanant de laboureurs associés, pour la prise en métayage, de partie ou de la totalité des biens du seigneur; mais celui-ci résiste, objectant « qu'il est plus tranquille avec les fermiers Grosse-Tête et Panétrat, qui sont de bons payeurs ».

S'autorisant de ces précédents anciens et récents, les métayers du Bourbonnais pourraient supprimer progressivement les fermiers généraux en constituant des sociétés d'affermage. Le seul obstacle sérieux, mais non invincible qui s'opposerait à la réalisation d'un tel projet, réside dans leur manque de capitaux. Les métayers manquent de capitaux; c'est un fait, imputable au régime

qu'ils subissent. A travailler un sol fertile, les générations se succèdent sans acquérir jamais le capital d'exploitation qui leur permettrait de s'élever jusqu'au fermage.

Des capitaux sont pourtant indispensables : 1° pour l'achat du bétail, des instruments et machines de culture ; 2° pour faire aux cultures des avances sous forme d'engrais, de semences, de travail ; 3° pour fournir aux propriétaires, le cautionnement qu'ils ne manqueront pas d'exiger. Où le métayer les trouvera-t-il, lui qui n'a que ses hardes et un modeste matériel de culture à offrir en garantie ? Force lui est de recourir au crédit personnel basé sur la valeur morale de l'emprunteur. A ce point de vue le métayer présente toutes les garanties désirables. Il doit donc pouvoir se procurer l'argent qui lui manque ; pour cela il lui suffira de constituer des caisses de crédit mutuel et de profiter des avances gratuites de l'Etat. Des caisses locales et une caisse régionale existent déjà dans l'Allier (1). Les coopératives d'affermage n'auraient qu'à s'en servir au lendemain de leur formation.

L'Etat pourrait faciliter, par des avances spéciales, les débuts des jeunes organisations. Il ne saurait se montrer moins intéressé à leur réussite que les Etats Roumain et Italien qui ont expressément encouragé leurs coopé-

(1) Voir notre étude : *Les fermages collectifs*.

ratives d'affermage. Dans le passé, l'Etat français est intervenu trop souvent, pour soutenir la rente du propriétaire foncier, pour qu'aujourd'hui il se refuse à aider le métayer, en quête d'une meilleure rétribution de son travail (1).

Ce serait un grand progrès social, que les métayers pussent, par la force de l'association, se libérer de l'influence asservissante de l'un des éléments du Capital. Ce progrès serait suivi de progrès économiques certains, si les futures coopératives s'adjoignaient des ingénieurs agricoles que préparent nos grandes écoles d'agriculture. La division du travail n'est pas moins féconde dans l'agriculture que dans l'industrie ; dans les coopératives elle s'impose. Et c'est la réaliser avec le plus d'avantages que de mettre la science au service du travail et non, comme on l'a fait jusqu'à ce jour, d'employer la science à tirer du travail le maximum au profit du capital.

(1) Des expériences d'affermage collectif pourraient être tentées sur les domaines des hospices de la Ville de Moulins. L'Administration française ne pourrait faire moins, pour les coopératives d'affermage qui prendraient part à l'adjudication de la ferme des dits domaines, que l'Etat roumain qui donne, pour ses terres, la préférence à ces associations (loi 1907).

CONCLUSION

Nous avons étudié, avec assez de détails, l'institution du fermage général. Nous en avons montré les inconvénients de tout ordre. Les métayers, les propriétaires et la collectivité ont un égal intérêt à voir disparaître les fermiers généraux. Il appartient aux métayers de prendre l'initiative de l'œuvre d'affranchissement, et de poursuivre celle-ci avec le concours des propriétaires et de l'Etat. Ils ont le choix des moyens ; mais qu'ils agissent, en s'inspirant de ce qui s'est fait à l'étranger. Le succès de leur action est subordonné à la réalisation des deux conditions suivantes : 1° La conviction qu'ils doivent avoir ou acquerront que les réformes agraires n'ont jamais été obtenues que sous la pression des classes paysannes : exemples : l'Irlande, la Roumanie, etc. ; 2° L'organisation et la coopération en masse des intérêts communs. C'est le seul moyen, vraiment efficace, de conserver les avantages acquis et d'en obtenir de nouveaux.

Vu :

Le Président,

HITIER.

Vu :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS	7

LIVRE I

La question du fermage général en France.

SECTION I

Le fermage général sous l'Ancien régime.

CHAPITRE I. — Ses conditions d'existence. — Origine du fermage général. — Qui pouvait être fermier général? — Syndicats de fermiers généraux. — Leur absentéisme. — Mode d'administration des fermiers généraux. — Le fermage général et les cahiers de doléances.....	9
--	---

SECTION II

Le fermage général au cours du XIX^e siècle.

CHAPITRE I. — Le fermage général et la propriété. — Le mode de faire-valoir adopté par les fermiers généraux. — Le fermage général et le métayage. — Conditions juridique, économique et sociale du métayer. — Rétribution du travail du métayer. — Sujétion du métayer envers le bailleur.....	41
---	----

CHAPITRE II. — Influence du fermage général sur le métayage. — Le contrat de métayage et le fermage général. — Les améliorations agricoles et le fermage général. — Répartition des bénéfices résultant des améliorations. — Conclusion.....	81
CHAPITRE III. — Les fermiers généraux devant l'opinion. — Les fermiers généraux et les propriétaires. — Les fermiers généraux et les métayers.....	142
CHAPITRE IV. — Causes de l'échec des revendications coloniques : 1° les fermiers généraux et la patente ; 2° Suppression de l'impôt colonique et de redevances en nature ; 3° La question des habitations coloniques ; 4° Adoption d'un contrat-type de métayage ; 5° Suppression des fermiers généraux.....	167

LIVRE II

La question des fermiers généraux en Italie.

CHAPITRE I. — Le fermage général dans l'Italie septentrionale.....	191
CHAPITRE II. — Le fermage général dans l'Italie centrale.	200
CHAPITRE III. — Le fermage général dans l'Italie méridionale	211
I. — Abruzzes et Molise.....	211
II. — Campanie.....	214
III. — Pouilles.....	219
IV. — Basilicate.....	220
V. — Calabre.....	225
VI. — Sicile	228

LIVRE III

La question des fermiers généraux en Roumanie.

CHAPITRE I. — Aperçus généraux. — Régime de la propriété. — Absentéisme des grands propriétaires
--

ruraux. — Législation agraire roumaine. — Résultats des lois de 1864, 1882 et 1893. — Conditions économiques du paysan après la loi de 1864. — Administration des fermiers généraux. — Lois sur les contrats agricoles. — Loi sur la limitation du droit d'affermage. — Résultats de la législation agraire de 1907-1908. — L'action autonome des paysans contre les fermiers généraux....	252
--	-----

LIVRE IV

La question des fermiers généraux en Irlande.

CHAPITRE I. — Le fermage général pendant la première période.....	291
CHAPITRE II. — Le fermage général dans la deuxième période : La population ; la culture ; la hausse des fermages ; l'administration des fermiers généraux.	307

LIVRE V

L'avenir du fermage général.

CHAPITRE I. — Les tendances des législations agraires et le fermage général	329
CHAPITRE II. — <i>Les Coopératives d'affermage</i> : Leur distribution géographique, leur statistique ; a) Roumanie ; b) Italie ; c) Serbie ; d) Autriche-Hongrie. — Organisation et fonctionnement des coopératives d'affermage. — Résultats obtenus. — Introduction en France des coopératives d'affermage.....	344
CONCLUSION.....	352

